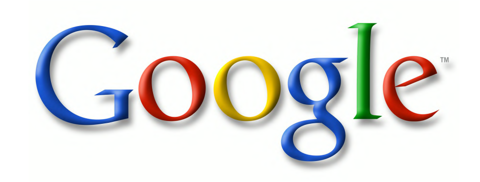
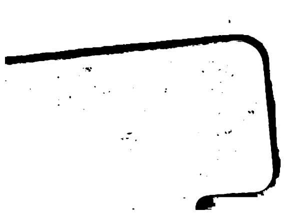




HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE

DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE.

IMPRIMERIE DE CHAIGNIEAU AINÉ.

HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
DE LA RÉVOLUTION
DE FRANCE

DEPUIS LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES NOTABLES EN 1787 JUSQU'A L'ABDICATION DE NAPOLÉON BONAPARTE,

PAR A. F. DESODOARDS.

SIXIÈME ÉDITION,

REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR.

Vincet amor patriæ.

Eneidos.

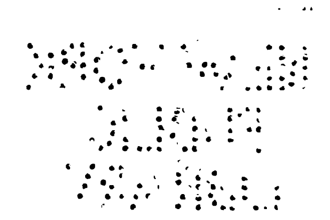
TOME VI.

A PARIS,

Chez { BARBA, Libraire, Palais-Royal, derrière le Théâtre-Français, n° 51.
HUBERT, Libraire, Palais-Royal, galerie de bois, côté du jardin, n° 220.

1817.





HISTOIRE PHILOSOPHIQUE

DE

LA RÉVOLUTION DE FRANCE.

LIVRE XIX.

I. Dispositions générales des Français et des autres peuples d'Europe au moment où se déclara la guerre d'Espagne. II. Naissance des troubles d'Espagne. Guerre de 1793. Paix de Bâle. Guerre de Bonaparte contre le Portugal. III. Charles IV abdique la couronne. Arrivée de Bonaparte, du roi d'Espagne et du prince des Asturies à Bayonne; ces princes cèdent la couronne d'Espagne à Joseph Bonaparte et sont conduits dans l'intérieur de la France. IV. Nouvelle constitution espagnole. Insurrection générale en Espagne. Joseph Bonaparte vient en Espagne. Les Français évacuent le Portugal. Napoléon prend le commandement de son armée auprès de Madrid; il revient à Paris. V. Campagne d'Espagne en 1809. Siège de Sarragosse. Les Français pénètrent en Portugal et sont forcés d'en sortir. VI. Guerre d'Allemagne. Batailles d'Eckmühl et de Wagram. Traité de Vienne. VII. Invasion de la Zélande par les Anglais. VIII. Intérieur de la France en 1809 et 1810. Commerce. Conscription. Agriculture. Le Pape est conduit à Savone et ensuite à Fontainebleau. Mariage de Bonaparte avec l'archiduchesse Marie-Louise. IX. Campagne d'Espagne en 1810. Siège de Cadix. X. Campagne d'Espagne en 1811.

I. Je touche aux bornes de la carrière que je m'étais proposé de parcourir; mon ouvrage s'est

étendu sous ma plume; je ne pouvais le resserrer davantage, sans passer sous silence une partie des évènemens dont l'ensemble forme la chaîne de la révolution française. Les chaînons en sont fortement liés ensemble; une omission importante, rompant la connexion entre toutes les parties, laisserait sous les yeux du lecteur des faits importans dont il lui serait impossible de démêler les causes.

Depuis 1787, les évènemens se sont pressés autour de nous avec une rapidité étonnante; plusieurs ne laissèrent dans notre mémoire que des traces fugitives, bientôt effacées par d'autres, plongées à leur tour dans l'oubli par des circonstances nouvelles. Témoins de tant de révolutions qui changent la face de l'Europe, les choses moins extraordinaires font peu d'impression sur des hommes accoutumés aux résultats imprévus. Cependant le récit des particularités qui se lient à des faits importans doit avoir à nos yeux un intérêt plus vif que les autres monumens historiques élevés par les plus grands maîtres.

C'est notre histoire qu'on nous raconte; chaque fait présenté par l'écrivain nous rappelle nos sensations au moment où ce fait venait surprendre ou troubler notre imagination. Nos émotions douces ou pénibles, nos liaisons avec tant d'hommes moissonnés par la serpe révolutionnaire, nos espérances trompées, nos habitudes confondues, nos fortunes bouleversées, nos opinions prenant mal-

gré nous une tendance nouvelle, mille sentimens contradictoires occasionnés par une série de prodiges, prêtent un charme aux phrases de l'historien quand il nous ramène dans les sentiers que nous avons parcourus.

Je ne saurais me flatter d'approcher de la perfection en crayonnant cet immense tableau. J'en broyais les couleurs au sein des convulsions sans cesse renaissantes, dans un temps où l'ivresse, produite par le mouvement d'une grande révolution, l'influence des circonstances infiniment difficiles et la discordance des lois se réunissaient avec la profonde perversité de quelques monstres, pour entraîner dans l'abîme creusé par de viles passions des hommes trompés par une ardeur démesurée du bien public, une franchise indiscrète et un enthousiasme dont ils ne calculaient pas les résultats.

J'ai peint les hommes comme je les ai vus, et les évènemens comme ils se sont succédés sous mes yeux, sans chercher à les atténuer et sans leur prêter une consistance qu'ils n'avaient pas. D'autres écrivains, dans les temps futurs, pourront employer les résultats de nos dissensions révolutionnaires comme un régulateur pour symétriser des évènemens aussi peu synchronistes que la gerbe de feu et de pierres lancée par le volcan du mont Vésuve; ils prouveront peut-être un jour que ce qui est arrivé devait arriver nécessairement, par la combinaison mécanique entre la pente naturelle

des choses et les dispositions de ceux qui les conduisaient.

Vaines allégations; les armées françaises s'élancèrent avec constance, avec énergie, vers le but auquel la France voulait atteindre; mais au-dedans les chefs révolutionnaires, perpétuellement entraînés par leurs intérêts, n'avaient peut-être pas eux-mêmes une idée bien nette des évènemens qu'ils prétendaient diriger, ou du moins leur seul but était de conserver et d'augmenter leurs avantages, ou de recouvrer les avantages qu'ils avaient perdus.

Machiavel, dans son *Histoire de Florence*, semble peindre les convulsions interminables dans lesquelles nous avons été enveloppés durant vingt-cinq ans. « L'ordre social n'étant pas solidement assis, nous dit cet écrivain, on ne voyait dans les querelles civiles aucun point fixe, distinct, immuable. Les partis s'acharnaient les uns contre les autres; personne ne connaissait les vues de ses ennemis; peu de gens connaissaient leurs propres vues; mais précisément parce qu'on n'avait aucun plan arrêté, on se prêtait réciproquement des projets; c'étaient toujours les plus noirs, les plus criminels envers la république. Des partis succédaient perpétuellement à des partis; ils se divisaient et se subdivisaient; aucune union ne se trouvait donc entre les membres d'une même faction. On n'apercevait que des individus rôdant les uns à côté des autres, avec une férocité mêlée de

frayeur; on ne portait plus l'arme des batailles, mais celle des assassinats; toute vérité disparut avec toute morale. Chaque parole fut un mensonge, chaque action un crime ou une erreur. Le gouvernement, entouré d'hommes ineptes et perfides, privé du flambeau de l'expérience, regardait la justice comme une chimère; il rédigeait des codes de doctrine en faveur de l'imposture ou de la tyrannie. La république ne pouvant trouver d'asile contre la dépravation de ses conducteurs que dans le tombeau du despotisme, elle s'y précipita. »

Il y a plus de liberté, plus de bonheur, plus de stabilité dans une monarchie que dans une république; c'est une vérité reconnue par presque tous les publicistes; elle ne pouvait être contestée en France, où la monarchie, établie depuis douze siècles, se liait avec nos usages et nos habitudes. Ce n'était pas ce gouvernement que les Français voulaient détruire en faisant la révolution de 1789, c'étaient les abus dont ce gouvernement, excellent en lui-même, s'était insensiblement surchargé. Les Français voulaient recouvrer l'ancienne franchise nationale; leurs désirs se bornaient à ces quatre articles, dont, sans préjugés, on ne pouvait contester la justice. Ils demandaient que, sans distinction de naissance, tous les individus supportassent les charges publiques en raison de leur fortune, pussent parvenir à toutes les dignités en raison de leurs talens, eussent le droit d'exercer

publiquement leur religion, et d'émettre librement leurs pensées en respectant les lois et la morale; enfin, que les lois fussent l'ouvrage de la nation.

Ce vœu fut constamment manifesté et ne changea jamais, malgré les oscillations révolutionnaires. On doit même observer que, dans les commencemens de la révolution, les ennemis du nouvel ordre de choses n'étaient pas nommés *royalistes*, mais *aristocrates*. Compulsant les livres historiques, on remarquait comment, sous le règne des Carlovingiens, les grands vassaux et les évêques, ayant réduit en servitude le peuple français, consolidèrent leurs usurpations en expulsant du trône la postérité de Charlemagne. On croyait voir la même révolution sur le point de se renouveler, dans un temps où la noblesse et le clergé, s'exonérant des charges nationales, possédant toutes les dignités, dirigeant toutes les affaires publiques, devenaient les arbitres de la France. La suppression de la monarchie dont j'ai développé les causes fatales dans les pages de cette histoire, ne fut pas l'ouvrage des Français, mais celui d'une faction. L'opposition à ce changement, constante et générale, n'est que trop démontrée par les flots de sang versé par les Jacobins dans toutes les provinces de France, et par la facilité avec laquelle Bonaparte plaça sur sa tête le bandeau des rois. A l'égard des autres institutions révolutionnaires, il était en France un grand nombre de familles dont on ne contestait pas les prééminences hono-

rables; les grands services rendus par leurs ancêtres en étaient la mesure; mais on se croyait humilié par la morgue d'une infinité d'anoblis sans noblesse qui se partageaient tous les genres d'autorité, et méprisaient des familles honorables, dont l'argent n'avait pas été employé à l'achat des parchemins anoblissans; c'étaient précisément ces familles qui criaient le plus haut contre la destruction des droits exclusifs obtenus en France par les deux premiers ordres de l'état.

Je n'ai rien à ajouter à la démarcation que j'ai faite entre les différentes sortes de républicains et les différentes sortes de royalistes qui, durant l'époque révolutionnaire, se disputèrent le sceptre du pouvoir; mais il reste une observation à faire, au sujet du nom même de *Royalistes* et de *Républicains*, donné souvent durant notre révolution aux mêmes individus par diverses factions.

Pour démêler cette espèce d'énigme, il faut se souvenir que la France entière, ou du moins les dix-neuf vingtièmes des Français, voulaient établir un gouvernement régulier, dans lequel la confection des lois, surtout celles qui concernaient les impôts, fussent l'ouvrage de la nation ou de ses représentans; et qui rendît communs à tous les citoyens les charges et les avantages de l'état; en cela ils étaient républicains: mais la plupart d'entre eux se proposaient de conserver à la tête du gouvernement un monarque chargé de l'exécution des lois et du pouvoir exécutif; en cela ils étaient

royalistes. Deux sortes de factieux s'opposaient à la consolidation de cet ordre de choses. Les uns, entraînés par leurs passions vers un gouvernement irrégulier dans lequel ils pussent faire des fortunes colossales, pouvaient être considérés comme des ultra-républicains ; ils furent connus sous le nom de *Jacobins* ; les autres, voulant recouvrer sous un gouvernement royal leurs anciens priviléges exclusifs, auraient pu être nommés ultra-royalistes ; leurs adversaires les désignèrent sous le nom de *Chouans*. Au moyen de cette diverse manière de s'entendre, un même individu était traité de *royaliste* par les Jacobins, et de *républicain* par les Chouans. J'ai éprouvé moi-même cette injustice.

Une grande partie de la noblesse française s'accoutumait aux nouvelles institutions. Les propriétaires des terres avaient perdu les droits seigneuriaux ; mais la suppression de la dîme formait en leur faveur une compensation surabondante. Ils ne jouissaient plus de droits exclusifs odieux à leurs concitoyens ; mais l'avantage des richesses leur procurait celui de donner à leurs enfans une éducation plus soignée. S'ils entraient dans la carrière des armes ou dans celle des magistratures, leur éducation distinguée les conduisait à des emplois supérieurs, dans lesquels ils obtenaient la liberté de reprendre les titres possédés par leurs pères. Mon neveu, Florimond Fantin-Desodoards, entré au service en 1800, était parvenu au grade de colonel : il n'eût pas fait ce chemin avant la révolution.

Les ultra-royalistes se joignaient aux ultra-républicains. Pour opposer sans cesse de nouveaux obstacles à tous les efforts faits par les amis de la paix et du bon ordre, les ultra-républicains agissaient avec violence, les ultra-royalistes employaient la ruse.

La révolution française offre mille exemples d'effets dont il est difficile d'assigner les causes. La plupart des évènemens tournèrent contre le gré de ceux qui en avaient donné l'impulsion. Les coryphées révolutionnaires périssaient les uns après les autres au sein des convulsions dont ils paraissaient les auteurs; on les regarda comme aussi malhabiles à connaître leurs intérêts que ceux de leur patrie. Cette opinion n'était pas juste; la plupart de ces hommes furent victimes des deux partis ultra-révolutionnaires; les ultra-républicains les attaquaient ouvertement en les signalant aux yeux de la multitude comme des royalistes. Les ultra-royalistes leur portaient des coups non moins dangereux. Ces ennemis de la révolution, devenus des Prothées, se déguisaient en cent manières différentes.

Tandis qu'un certain nombre d'entre eux combattaient dans la Vendée les nouvelles institutions, plusieurs feignaient d'adopter le nouveau régime. Ennemis redoutables, leurs coups se portaient dans l'ombre. Les uns, sous prétexte de modération, arrêtaient les mesures énergiques; d'autres, connaissant la propension de la multitude à prêter plus

volontiers sa confiance aux fauteurs des passions dont elle est enivrée, qu'à ceux qui lui parlent le langage de la raison, et qu'entre le défenseur de ses droits et celui de ses excès (elle donne la préférence à ce dernier), rendaient les mesures énergiques inutiles, dangereuses même, en excédant les bornes posées par la prudence et la justice.

Un grand nombre de ces contre-révolutionnaires, coiffés du bonnet rouge de Marat, et répétant les carmagnoles de Barère, prêchaient, comme les plus déhontés Jacobins, le meurtre, l'incendie, la dévastation; ils se couvraient, avec tant d'art, d'un masque patriotique, au milieu de la générale effervescence, que souvent ils parvinrent à se faire considérer comme les plus fermes soutiens de l'ancien régime.

De-là cette inextricable discordance qui signala les principaux mouvemens révolutionnaires. On a vu, dans le cours de cet ouvrage, avec quelle aveugle férocité des révolutionnaires lançaient sur l'échafaud d'autres révolutionnaires; ceux qui se livraient à ces atroces vengeances ne connaissaient peut-être pas la première source de leurs inconcevables fureurs. Pouvaient-ils soupçonner qu'ils obéissaient à l'impulsion des contre-révolutionnaires dont la politique était d'égorger les amis de la révolution, les uns par la main des autres? Ces contre-révolutionnaires, couverts d'un manteau républicain, s'insinuaient dans les comités les plus secrets du gouvernement, exaspéraient les haines,

semaient les défiances, précipitaient en torrens du haut de la montagne conventionnelle des passions incondescentes.

En parlant aux membres du côté droit, ils se gardaient bien de séparer les élémens dont la Montagne se composait. Parmi un grand nombre de monstres, dont l'instinct, semblable à celui des bêtes féroces, apercevait les extravagances et les forfaits auxquels il est possible d'entraîner un peuple dont on vient d'atténuer les idées religieuses et politiques, on voyait sur la Montagne des hommes sans lumières, sans éducation, choisis dans les hameaux et dans les ateliers, qui regardaient comme ennemi de la révolution tout homme dont l'habit différait de celui qu'ils portaient eux-mêmes; des hommes d'un caractère mélancolique, dont l'ame profondément frappée d'avoir souvent aperçu la fausseté unie à la politesse, ne croyaient à la vertu et à la liberté, si elles ne se présentaient pas sous un aspect sombre et farouche; enfin des hommes trop jeunes, plus propres à être employés dans les armées que dans le sénat, ayant vu naître la révolution au sein des orages; ils croyaient de nouveaux orages nécessaires à sa consolidation. On confondait ces hommes à vues si différentes, et on assurait que rien de bien ne pouvait s'établir en France, si tous n'étaient expulsés de la convention.

Les mêmes hommes tenaient un langage contraire aux Montagnards; ils accusaient tous les

députés du côté droit de vouloir substituer l'orgueil et la puissance des talens à l'orgueil et à la puissance de la noblesse, et de concentrer parmi eux toute l'autorité publique. Au moyen de ces insinuations, on vint à bout de persuader aux deux partis que leur existence était incompatible avec celle du parti contraire. Les Montagnards accusaient les Girondins, les Girondins accusaient les Montagnards de conspirer contre la patrie. Ces accusations furent d'abord les soupçons de la haine; elles se poursuivirent dans la suite avec un acharnement qui annonçait la conviction des esprits. On traitait un législateur de traître aussi facilement qu'on traite tous les jours de sot un écrivain qu'on n'aime pas. Chaque parti regardait la perte de ses ennemis comme le salut de la France. Les uns parlaient de se lever en masse contre d'ambitieux dominateurs; d'autres de remettre le glaive de Thémis à des juges sévères chargés de de frapper à mort les anarchistes et les royalistes. On répétait dans les rues, dans les groupes, dans les tribunes: « Sauvons la patrie par la mort des traîtres. » Le nom de Brutus était chaque jour invoqué par des Mahomet ou des Séide, ne respirant que les assassinats.

Les factions se choquèrent. Les hommes à passions violentes l'emportèrent sur les hommes à grands talens. Des torrens de sang inondèrent le corps législatif et préludèrent à cette vaste extermination de la race humaine, dont le lugubre

souvenir souillera la révolution française; les propagateurs de ces combats atroces n'eurent pas à se féliciter du succès de leurs noires machinations. Devenus le jouet d'une horde de cannibales, ils périssaient dans une calamité générale; on vit disparaître toutes les institutions qui embellissent ou qui consolent la vie humaine.

Après la séparation de la convention nationale, le génie malfaisant, auquel on devait les convulsions de cette assemblée, s'empara du directoire. Une combinaison de conseils perfides poussait les pentarques à des mesures dont les effets augmentaient la fermentation au-dedans et rendaient la guerre interminable au-dehors. Toutes les histoires nous apprennent à combien d'incertitudes se livrent les conducteurs des empires au milieu des évènemens dont ils ne connaissent pas les principes secrets, s'ils reçoivent des impressions contradictoires combinées pour les induire en erreur. Souvent les pilotes les plus habiles, craignant de mal diriger un vaisseau au milieu d'une tourmente, abandonnent le gouvernail, mettant leurs espérances dans les vents prêts à les engloutir.

Pour opérer une désorganisation générale, les ennemis de la révolution, semés au-dedans et audehors de la France, avaient soulevé une immense tempête; elle pouvait submerger l'Europe entière. La guerre de la Vendée recommençait; un système d'assassinats effrayait les provinces; le commerce paraissait intercepté par la grande quantité de

brigands dont les routes étaient infestées. Tandis que la guerre étrangère, dévastant l'Allemagne et l'Italie, moissonnait la fleur de la jeunesse européenne, on augmentait en France la confusion et le désordre. Le ministère anglais distribuait des trésors, à l'aide desquels subsista constamment dans Paris un foyer de contre-révolution, sous les regards soucieux d'une police inquiète, dont l'action était entravée, en lui présentant le rameau d'or avec lequel Enée se fraya la route des enfers; ainsi le fils de Chatam se vengeait des manœuvres avec lesquelles, sous le règne de Louis XVI, le ministère français avait fomenté le soulèvement de l'Amérique.

Le comité anglais eut peu d'influence sur la révolution du 18 brumaire 1799. L'activité du génie qui la dirigea n'avait pas donné le temps aux contre-révolutionnaires d'en incliner les ressorts à leur profit. Cet évènement inattendu donnait une autre direction aux craintes et aux espérances. Bonaparte, devenu monarque de la France, réunissait en sa faveur une grande partie des royalistes. Son despotisme forçait un grand nombre d'autres au silence, et réprimait la fougue des anarchistes. Ce despotisme s'accordait avec le génie et les habitudes des Français; ainsi la reine Elisabeth avait régné arbitrairement sur les deux chambres du corps législatif et sur les Anglais, en puisant dans l'Angleterre le principe de son gouvernement; ainsi François Ier avait régné des-

potiquement en France, en se laissant entraîner par la passion des Français pour les triomphes militaires.

Depuis la paix de Tilsitt, l'empire français acquérait une étendue immense. Le cours de l'Elbe devenait sa limite vers le nord; il s'étendait, au sud-est, aux extrémités orientales de la Toscane et aux frontières de la Turquie. Ce colosse menaçait l'Europe d'un entier asservissement; cependant, l'Angleterre était la seule puissance qui osait le combattre; mais, au moment où la guerre d'Espagne sembla développer dans l'âme de Bonaparte un nouveau germe d'ambition, tous les monarques dont les états n'avaient pas été subjugués par l'empereur des Français sentirent l'aiguillon de la crainte et de la jalousie. Les circonstances ne leur permettaient pas de mettre obstacle à ses premiers succès; ils en attendirent les suites avec une joie inquiète. L'invasion d'un vaste royaume, dont les habitans étaient connus par la fermeté de leur caractère et par l'amour de leur indépendance, pouvait devenir le tombeau d'une partie de cette armée de héros dont les hauts faits fatiguaient les cent voix de la Renommée; ils se flattèrent de trouver dans ce désastre les moyens de rétablir l'ancienne balance de l'Europe.

II. Le meurtre de Louis XVI doit être considéré comme l'époque des troubles d'Espagne. Un prince faible gouvernait cette péninsule; mais un

ministre à grand caractère portait les rênes de l'état; occupé à des améliorations en faveur du commerce et de l'agriculture, il observait une heureuse neutralité, dans le temps où les Prussiens et les Autrichiens entraient sur le territoire français, et où d'autres puissances se préparaient à les imiter. Cette modération fortifiait la bonne harmonie subsistante, depuis plus d'un siècle, entre les Français et les Espagnols; elle pouvait rendre quelques services à l'infortuné Louis XVI. J'ai rapporté, dans le cours de cet ouvrage, les inutiles efforts d'un ministre castillan, pour arracher ce prince à l'horreur de son sort; il frappa d'une consternation profonde une nation distinguée par son extrême générosité. La guerre éclata bientôt sur le sommet des Pyrénées. Trois lieutenans-généraux, Ventura Caro, le marquis de la Romana et Antonio Ricardos, obtinrent le commandement des troupes espagnoles. Les deux premiers étaient chargés de défendre les passages de la Bidassoa; le troisième devait agir offensivement vers les Pyrénées orientales. Les Français leur opposaient deux armées: une dans les Pyrénées orientales, l'autre vers Bayonne. J'ai parlé, dans les livres précédens, des principales particularités de cette guerre, dans laquelle se signalèrent, parmi les Français, les généraux Flers, Doppet, Dugommier, Pérignon et Moncey. Des intrigues de cour ayant enlevé le commandement aux généraux Caro et Ricardos, ils furent remplacés par le comte de l'Union et le

marquis de las Amarillas ; le premier fut tué en combattant, et eut pour successeur don Joseph Urrutia ; le second, battu à plusieurs reprises par le général Moncey, se retirait dans le centre de l'Espagne. Les Français menaçaient Madrid, lorsque la paix fut conclue à Bâle, le 22 juillet 1795.

Depuis ce traité de Bâle, on pouvait regarder l'Espagne comme une province de France. Nous en retirions des hommes, de l'argent, des vaisseaux. Charles IV, faisant ces sacrifices, obéissait moins à son inclination qu'au désir d'éloigner les Français de ses frontières. Ces vues changèrent d'objet, lorsque Bonaparte eut placé sur sa tête la couronne impériale. Il resserra les liaisons de la France avec la cour de Madrid, en lui promettant de réunir à la Castille le royaume de Portugal. On ne saurait décider si Bonaparte voulait se venger des Anglais, maîtres du commerce de Lisbonne, ou si, dès-lors, se proposant la conquête de l'Espagne, son projet était de lancer dans cette monarchie les brandons de discorde, à l'aide desquels il exécuta une invasion contraire à la saine politique, et qui offre dans l'histoire d'une nation civilisée l'exemple d'une ingratitude inconnue chez les peuples les plus barbares.

Le Portugal fut séparé de l'Espagne après l'expulsion des Maures. La mort du cardinal Henri l'y réunit en 1580. Une antipathie prononcée entre les Castillans et les Portugais nuisait à cette

liaison politique, dont les suites auraient conduit la péninsule espagnole à une grande prospérité. Les Portugais conquirent leur indépendance en portant sur le trône don Juan de Bragance en 1640; ils embrassèrent le parti de la maison d'Autriche pendant la guerre de la succession.

Depuis lors, le Portugal dut sa conservation à ses étroites liaisons avec les Anglais. Le principal commerce de la Lusitanie consiste dans ses vins, assez semblables à ceux de Bordeaux. Une compagnie de commerçans anglais, autorisée par le gouvernement, achetait la totalité de ces vins, y mettait le prix chaque année, et les payait avec les produits des manufactures britanniques. Ce monopole nuisait, dans les provinces portugaises, à l'industrie nationale, et y rendait les métaux précieux extrêmement rares; mais il mettait à la disposition du gouvernement toutes les forces des Anglais, intéressés à maintenir un ordre de chose si favorable à leur prospérité; ces forces rendirent inutiles toutes les tentatives d'une armée française, commandée par le général Leclerc, et fortifiée par une armée espagnole. Manuel de Godoi signa la paix entre l'Espagne et le Portugal, le 6 juin 1801. L'Espagne fut entièrement évacuée après la conclusion de la paix entre la France et le Portugal, le 29 septembre.

L'issue de ces hostilités, inutiles et coûteuses, causait en Espagne un mécontentement général. On blâmait le roi, on blâmait surtout son premier

ministre, le prince de la Paix; on l'accusait hautement d'avoir trahi les intérêts de l'Espagne en faveur d'un géant qui voulait dévorer tous les monarques et toutes les monarchies. Les suites du traité de Fontainebleau, du 18 octobre 1807, augmentaient la fermentation. On apprit avec une vive indignation que, sous un espoir chimérique, Charles IV avait cédé la Toscane à l'empereur des Français; bientôt l'arrivée de la reine d'Etrurie et de son fils confirma cette triste vérité. Cependant le traité de Fontainebleau s'exécutait, malgré les réclamations d'une partie des grands d'Espagne. Un article de ce traité donnait le royaume des Algarves et la province d'Alentejo, en toute souveraineté, au prince de la Paix. Vingt-cinq mille Français, commandés par le général Junot, et vingt mille Espagnols marchaient de concert sur Lisbonne. Les Anglais n'avaient pas eu le temps d'envoyer des troupes suffisantes. La reine de Portugal, le prince régent et toute la famille royale furent contraints de s'embarquer à la hâte pour San-Salvador. Le 19 novembre, les Français entrèrent dans Lisbonne, le lendemain du départ de la cour. Junot, décoré du titre de duc d'Abrantès, fut déclaré vice-roi. Les Français se rendirent maîtres, presque sans résistance, de toutes les places du royaume. Il ne fut pas question de remettre au prince de la Paix les provinces dont il devait être investi. Des mouvemens insurrectionnels se manifestaient aux environs de Madrid; ils

fournissaient au gouvernement français un prétexte de rester le maître de tout le Portugal.

Par un autre article du traité de Fontainebleau, Bonaparte se chargeait d'envoyer sur les bords de la Bidassoa quarante mille hommes prêts à se porter sur le Portugal, si les Anglais menaçaient de l'attaquer; au lieu de quarante mille hommes, on en réunit soixante mille auprès de Bayonne, sous le commandement du maréchal Murat, duc de Berg. Les Français étaient maîtres de tout le Portugal au mois de janvier 1808; les forts de Lisbonne leur obéissaient. Les Anglais dominaient dans la grande rade; deux frégates bloquaient l'entrée du port; rien ne pouvait y entrer ou en sortir.

III. Dans cette circonstance, le maréchal Murat attendait, pour entrer en Espagne, l'explosion des matières inflammables apportées par Bonaparte. Depuis six mois l'agitation publique prenait un caractère alarmant; les uns accusaient la reine de destiner au prince des Asturies Ferdinand le sort éprouvé par le prince des Asturies don Carlos, sous le règne de Philippe II; d'autres attribuaient ce projet au prince de la Paix. Les troupes envoyées en Portugal, rappelées dans leur patrie, s'avançaient vers Madrid à marches forcées; le 15 mars le prince des Asturies est arrêté durant la nuit. Le roi annonce dans une proclamation, que ce prince avait cons-

piré contre le trône; une insurrection générale se déclare à l'instant. Depuis le 15 jusqu'au 20 mars, le château d'Aranjuès fut le théâtre d'émeutes perpétuelles. Le roi déclara qu'il allait se mettre à la tête de ses troupes; elles ne lui obéissaient plus. Menacé d'éprouver des violences, il abdique la couronne. Ce décret est publié dans Madrid: « Mes infirmités ne me permettant pas de gouverner mes royaumes, ayant besoin de jouir d'une vie privée pour rétablir ma santé, je cède le trône à mon fils le prince des Asturies. Donné à Aranjuès, le 19 mars 1808. » Le nouveau monarque prit sur-le-champ les rênes de l'état, sous le nom de Ferdinand VII; le roi Charles, avec une partie de sa famille, se retira dans le château de l'Escurial.

Le même jour où Charles IV signait son abdication, le maréchal Murat, ayant sous ses ordres les généraux Moncey et Dupont, portait son quartier-général à Aranda; il était le 20 à Brutrago, le 21 à Aldevanda; l'avant-garde entrait dans Madrid le 24; les troupes françaises occupaient tous les postes, depuis les rives de la Bidassoa jusqu'à Madrid. La retraite de Charles IV n'avait pas éteint les dissensions civiles; deux partis, acharnés l'un contre l'autre, s'étaient formés. L'un se déclarait en faveur du père, l'autre embrassait le parti du fils. Charles IV, se voyant soutenu par une force imposante, déclare, le 25 mars, qu'il avait été forcé d'abdiquer pour

sauver sa vie et celle de son épouse, dont le meurtre était fixé, par les conjurés, à la nuit qui suivit son abdication. Cette déclaration fut envoyée à Bonaparte avec la protestation suivante :

« Je proteste que mon décret du 19, par lequel je renonce à la couronne en faveur de mon fils, est un acte auquel j'ai été forcé ; en conséquence, il doit être considéré comme de nulle valeur.

Signé *Io el Re.* »

Bonaparte était venu à Bayonne avec une brillante cour ; il fixa son séjour au château de Marrac, à un quart de lieue de cette ville. Avant d'entreprendre ce voyage, il consulta ses ministres ; tous approuvèrent ses desseins sur l'Espagne, à l'exception du ministre des affaires étrangères, Maurice de Talleyrand. Les raisons sur lesquelles il appuyait son sentiment parurent frapper le vainqueur de Jena et de Friedland. — Vous me donnerez tout cela par écrit, mais tâchez d'être bref. — Sire, vous serez obéi ; les bonnes causes n'ont pas besoin de nombreux argumens. Deux jours après, Bonaparte reçut ce mémoire :

« Votre majesté m'a commandé de lui soumettre mes idées concernant le projet de placer sur le trône des Espagnes un prince de votre maison ; je croirais me déshonorer aux yeux de l'univers et trahir ma patrie si je ne me prononçais contre cette guerre en homme incapable de composer avec ses devoirs : la guerre d'Espagne est injuste, impolitique, contraire à toutes les lois

divines et humaines ; elle est injuste, parce que nous n'avons rien à demander à l'Espagne, notre alliée constante et fidèle ; elle est impolitique, comme marquée au coin du désir des conquêtes et de l'agrandissement. Les puissances du nord ont les yeux sur vous ; elles attendent de votre part une fausse démarche. A peine entrerez-vous dans cette lutte sanglante, que l'Angleterre les tirera de leur assoupissement. Cette puissance aura contre vous la justice de ses manifestes et le poids de son or. La guerre est encore impolitique, en ce qu'elle ouvrira la péninsule aux troupes britanniques.

« L'Espagne n'est pas un pays ouvert ; hérissée de places fortes, de défilés, de roches inaccessibles, un petit nombre de soldats peut la défendre. Cadix, ce port inaccessible, d'où les Anglais jetteront à leur gré de nouveaux bataillons dans les provinces voisines, occupera seul une armée. Craignez de réveiller la valeur engourdie de la nation espagnole. Nous n'avons que trop d'exemples de ce que peut un peuple au désespoir, combattant pour ses foyers et pour son roi. Malgré nos triomphes, pourrions-nous oublier que les Espagnols mirent la France à deux doigts de sa perte dans les plaines de Pavie ?

« Enfin la guerre d'Espagne blesse les lois divines et humaines, parce qu'il ne vous appartient pas d'arracher du trône de ses ancêtres un prince lié avec vous par des traités solennels. Un rôle

plus digne de votre majesté vous couvrirait de gloire : devenez le médiateur désintéressé entre le père et le fils. Si Charles IV, fatigué des orages amoncelés sur les dernières années de son administration, veut sincèrement terminer sa carrière loin des embarras du trône, tendez-lui une main royale et protectrice. La France fut constamment l'asile des rois malheureux.

« Votre frère règne dans Naples ; le peuple est accoutumé à sa domination. Irez-vous le ravir aux Napolitains ? donnerez-vous le spectacle unique dans l'histoire, celui d'un roi tantôt sur un trône, tantôt sur un autre ? De pareils vacillemens affaiblissent les diadêmes. Sire, pour placer sur le trône d'Espagne un monarque de votre famille, il faut auparavant vous assurer de toute la famille royale dépouillée de ses états ; Charles IV, son épouse, Ferdinand, ses frères, ses oncles et leurs plus fidèles serviteurs doivent trouver en France des prisons et des geoliers. Que fera l'Espagne indignée de voir dans les fers son roi et ses princes ? Elle s'armera d'un bout du royaume à l'autre ; vous aurez à combattre tous les Espagnols devenus soldats par l'effet du désespoir et de l'indignation. La commotion excitée sur le Mançanarès se communiquera aux souverains du nord. Instruits par le malheur et par quinze ans de mauvais succès, ils emploieront une autre tactique. Les Français, après de glorieuses défaites, vous laisseront le regret d'avoir entrepris vainement une guerre cou-

pable, inutile à votre gloire et au bonheur de votre empire. »

Bonaparte répondit à ce mémoire en exilant Talleyrand dans sa terre de Valençai, à cinq lieues de Louroux, département de l'Indre. Il eut pour successeur le ministre de l'intérieur Champagny. Ce nouveau diplomate présenta à Napoléon un long rapport dans lequel, combattant les raisonnemens de son prédécesseur, il prétendait adapter à la guerre d'Espagne les règles de la politique, de la justice et de la bonne foi; il la regardait même comme devant consolider, sans beaucoup d'efforts, le règne du nouvel empereur des Français, et forcer la terre de se taire devant lui. Ainsi des lâches flatteurs, fléaux redoutables des rois et des royaumes, la bouche empoisonnée, caressant les caprices des monarques, préparent de loin les malheurs publics.

L'armée de Murat campait sur les collines autour de Madrid. Quelques détachemens, nécessaires au maintien du bon ordre, formaient seuls la garnison de cette ville. Le général français reconnaissait Ferdinand en qualité de roi d'Espagne. Lui donnant les assurances les plus formelles de l'amitié de Napoléon, il parvint à lui persuader de remettre à sa médiation la terminaison de ses différends avec son père. Ce prince vint à Bayonne avec son frère don Carlos. Arrivé dans cette ville, le 21 avril, accompagné du duc de Saint-Charles, grand-maître de sa maison; du duc de l'Infantado, du prélat Escoiquetz, des ministres Cevallos, Mus-

quits et Labrador, des comtes de Villaniero et d'Orgaz, et des marquis d'Oyerba et de Suadalcacar, il reconnut bientôt son erreur; on lui refusait le titre de roi; on le traitait comme un prince révolté contre son souverain. Charles IV arriva à Bayonne quelques jours après. Il avait passé par Burgos et par Vittoria. Un détachement de cent gardes du corps, après avoir accompagné Ferdinand VII sur les frontières de France, se trouvait dans cette dernière ville. Ces gardes avaient pris possession, selon leur usage, du palais où le roi et la reine devaient passer la nuit. Charles leur dit : « Vous avez trahi vos devoirs à Aranjuès; je n'ai pas besoin de vos services, retirez-vous. » Il demanda une garde au général français Verdier.

C'était pour la dernière fois que Charles IV déployait l'autorité souveraine. Cependant il fut reçu dans Bayonne avec les honneurs usités envers les têtes couronnées. Les troupes formaient une haie depuis la porte jusqu'au palais qui lui était destiné. La citadelle et la rade saluaient de toute leur artillerie; les autorités constituées vinrent le complimenter; c'était une pure cérémonie. Les généraux Duroc et Savary, chargés, en apparence, d'aplanir les difficultés entre le père et le fils, leur annonçaient, sans beaucoup de ménagement, que le règne de l'un et de l'autre était également passé.

Jusqu'alors le prince Ferdinand avait montré beaucoup de fermeté. Les malheurs attachés aux guerres civiles faisant sur son âme une impression

profonde, il prit tout-à-coup le parti de descendre du trône, et de rendre à son père la couronne qu'il tenait de lui. C'était le moyen de terminer les contestations dont Bonaparte s'était déclaré le médiateur. Les journaux français retentirent des reproches sanglans faits dans cette occasion par Charles IV à Ferdinand, et des sentimens de repentance avec lesquels le jeune prince se soumettait aux volontés de son père. En vain, par cet acte d'abandon, il se flattait de conserver le trône d'Espagne dans sa famille. Ses espérances s'évanouirent en recevant un décret, daté du 6 mai, et envoyé deux jours après au conseil suprême de Castille, à Madrid. Charles IV y disait : « Voulant donner, dans une circonstance des plus extraordinaires, une dernière preuve de notre amour pour nos sujets, nous avons cédé tous nos droits sur les Espagnes et les Indes à l'empereur des Français, notre allié, par un traité signé et ratifié, stipulant l'intégrité et l'indépendance des Espagnes, et la conservation de notre sainte religion, non-seulement comme dominante, mais comme seule tolérée en Espagne. Nous vous envoyons ce décret, vous enjoignant de l'exécuter et de le faire exécuter, de seconder de tous vos moyens les efforts de l'empereur Napoléon pour maintenir l'union dans les provinces. Rendus à la vie privée, nous fixerons souvent nos regards sur vous. Nos peines seront allégées si, sous une nouvelle domination, les Espagnols jouissent de la paix et du bonheur ! »

Cette étrange renonciation fut l'objet d'un grand nombre de commentaires : selon les uns, Bonaparte offrait à Charles IV de lui laisser le trône, en se réservant le Portugal, dont il voulait gratifier Joseph Bonaparte, et les provinces d'Espagne à la gauche de l'Ebre, qu'il se proposait de réunir à la monarchie française. Charles IV, dans l'alternative d'abandonner la couronne ou d'en approuver le morcellement, préféra le premier parti; selon d'autres, cette alternative ne lui fut pas proposée. Sa dégradation était irrévocablement décidée avant le départ de Napoléon pour Bayonne. Savary força le roi, le pistolet sur la gorge, à signer la cession de ses états.

Toute la famille royale d'Espagne quitta Bayonne quelques jours après. Le prince des Asturies et son frère don Carlos furent conduits au château de Valençai, où, sous la garde du prince de Talleyrand qui leur prodigua ses soins généreux, ils éprouvèrent cependant une exacte captivité. Le roi et le reste de sa famille vinrent à Fontainebleau et ensuite à Compiègne. Accoutumés au climat de Madrid, la température froide et brumeuse de Compiègne ne pouvait leur convenir. Charles IV obtint la liberté de transférer sa résidence dans Marseille. Abandonnant ensuite cette ville, l'ancien roi d'Espagne fixa son séjour dans Rome, où il resta jusqu'à l'abdication de Bonaparte.

IV. Bonaparte, devenu souverain des Espagnes

par un acte de la volonté du dernier roi, avait convoqué dans Bayonne une junte générale, pour admettre la renonciation de Charles IV, approuver le transport de cette couronne sur la tête de Joseph Bonaparte, et rédiger une nouvelle constitution. Cette assemblée, dans laquelle se trouvait un grand nombre de grands d'Espagne, ouvrit ses séances, le 15 juin, dans une des salles de l'évêché, et les termina un mois après. Elle publia une constitution; ses principaux articles reconnaissaient l'hérédité de la couronne dans la descendance masculine de Joseph Bonaparte, admettaient en Espagne l'exercice de la seule religion catholique romaine, créaient une assemblée nationale, et réglaient les biens qui devaient former le domaine de la couronne.

Malgré l'attention du maréchal Murat, de présenter ces changemens sous un jour avantageux aux Espagnols, des bruits alarmans circulaient sur le compte de la famille royale : selon les uns, Bonaparte les tenaient dans une étroite prison; d'autres ajoutaient qu'ils avaient été traités comme le duc d'Enghien. La reine d'Etrurie était sur le point de se mettre en route pour la France; le peuple s'opposa à son départ. Les habitans de Madrid couraient aux armes; ils se rendirent maîtres de quelques fusils enfermés dans l'arsenal Un combat fut livré dans Madrid entre une multitude sans chef et sans discipline militaire, et l'armée de Murat; l'issue n'en pouvait être incer-

taine, tous les habitans trouvés les armes à la main périrent; cette journée coûta la vie à plus de mille Espagnols. Murat rétablit, dans la capitale de l'Espagne, une morne tranquillité, mais une insurrection générale se manifestait dans toutes les provinces dont les Français n'étaient pas les maîtres. La junte suprême de Madrid avait transporté ses séances à Séville; sa première opération fut une déclaration de guerre à la France au nom de Ferdinand VII. Des députés furent ensuite chargés de négocier, dans la rade de Lisbonne, une alliance avec la cour de Londres. Des armées nombreuses se formaient de toutes parts; Castanos fut nommé général de l'armée d'Andalousie; le général Caro eut le commandement des troupes dans le royaume de Valence.

Sous ces funestes auspices, Joseph Bonaparte venait prendre possession de son royaume. Il n'éprouva d'abord aucune résistance; les routes sur lesquelles il devait passer étaient couvertes par les troupes françaises. Il entra dans le palais de Madrid; le maréchal Murat quittait cette ville pour monter sur le trône de Naples. Les Français restaient sous les ordres des généraux Moncey et Dupont; les circonstances les forçaient de diminuer la garnison de Madrid. Joseph Bonaparte fut contraint d'en sortir; il était le 22 août à Burgos, dans l'armée du maréchal Bessières.

Une armée anglaise, sous les ordres de sir Wellesley, débarquait en Portugal, le 1er août,

dans la baye de Mondego. On y comptait quatorze mille combattans; l'avant-garde se porta sur-le-champ sur Leyria. Six mille Portugais, parmi lesquels se trouvait un corps nombreux de cavalerie, vinrent augmenter cette armée; le général Junot, forcé de tenir des garnisons dans les villes, pouvait à peine réunir en campagne quatorze mille combattans. On se battit auprès de Vimiera. Les Français furent contraints d'abandonner le champ de bataille; le général Kellermann protégea la retraite. Cette action fut suivie d'une convention en vertu de laquelle les Français évacuèrent le Portugal, conduisant avec eux leur artillerie et leurs bagages.

Castanos, Caro, Palafox, Cuerta et Blacke avaient sous leurs ordres plus de cent mille hommes; favorisés par le lord Wellesley, ils étaient en mesure de pousser les Français au nord des Pyrénées. Dans le même temps, l'Autriche prenait une attitude hostile; Bonaparte, sans paraître intimidé, resserrait ses liens d'amitié avec l'empereur Alexandre. Les deux empereurs eurent une entrevue à Erfurt à la fin de septembre; Alexandre reconnut Joseph Bonaparte en qualité de roi d'Espagne, et Joachim Murat en qualité de roi de Naples. Il promit de se déclarer en faveur de la France si l'Autriche lui déclarait la guerre.

Avec cette assurance, Bonaparte ayant rappelé soixante mille hommes cantonnés dans les états du roi de Prusse, ces troupes s'avançaient vers

l'Espagne à marches forcées ; dix mille hommes entrèrent en Catalogne sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Bonaparte marchait sur Madrid à la tête de quarante mille combattans ; une capitale entourée d'une simple muraille, et dont rien n'empêchait les approches, ne pouvait opposer une longue résistance ; elle se rendit le 4 décembre. Les difficultés se multiplièrent : Bonaparte, instruit que l'Autriche faisait des armemens redoutables, abandonna l'Espagne au mois de janvier 1809, laissant son armée sous les ordres des généraux Bessières, Junot, Soult, Moncey, Lefèvre, Mortier, Victor, Lannes, Ney et Saint-Cyr.

Les principaux évènemens de la campagne de 1808 tournaient à l'avantage des Espagnols. L'occupation de Madrid, la prise de Roses et de Burgos, le ravitaillement de Barcelone et une foule de succès partiels faisaient honneur à la bravoure française, mais elle avait été inutile en plusieurs occasions importantes. Moncey, ayant attaqué Valence, fut obligé d'abandonner cette entreprise avec une perte considérable. Une escadre de cinq vaisseaux de ligne se trouvait dans le port de Cadix ; les Espagnols s'en rendirent les maîtres. Le général Dupont commandait dans l'Andalousie un corps de dix mille hommes : le sort des armes le réduisit à capituler ; quatorze mille combattans mirent bas les armes. Le reste de l'armée avait fui à la bataille de Baylen.

V. Bonaparte, à son retour en France, avait nommé le roi Joseph son lieutenant-général en Espagne ; ce monarque résidait à Madrid, incertain de ses destinées. Les Français, entièrement maîtres des provinces espagnoles à la gauche de l'Ebre, assiégeaient Saragosse défendue par le général Palafox. Cette ville, bâtie au bord de l'Ebre, n'est entourée d'aucune fortification régulière ; quelques retranchemens élevés à la hâte dans les endroits les plus favorables, une simple muraille et l'avantage de deux ponts sur le fleuve formaient toute la défense des assiégés dont le nombre s'élevait, avant la guerre, à soixante mille individus ; mais, au défaut de bastions et de demi-lunes, des maisons de briques solidement bâties et des rues étroites et tortueuses devenaient autant de citadelles dans lesquelles les Espagnols bravaient leurs ennemis. Les Français avaient déjà attaqué cette ville quelques mois auparavant ; l'énergie et le dévouement de la garnison les avaient forcés à faire retraite. Trois généraux français furent successivement employés au second siège ; des paysans armés se jetaient dans la place de toutes les parties de l'Arragon ; elle était défendue par cinquante mille combattans. Sa position sur un grand fleuve favorisait l'arrivage des subsistances et des munitions, quand elles commençaient à manquer, et dans tous les environs chacun se prêtait avec zèle à faire ce service périlleux. La comtesse de Burita avait

1809.

formé une compagnie composée de femmes les plus distinguées par leur naissance et par leur fortune; elles s'étaient chargées de secourir les blessés. On vit plusieurs fois ces intrépides amazones remplir leurs fonctions angéliques au milieu des balles, des boulets et des bombes. Les Français avaient une armée nombreuse et de très-habiles ingénieurs ; l'artillerie nécessaire fut fournie par les arsenaux de Bayonne et de Pampelune. L'attaque et la défense ne furent pas régulières, mais de part et d'autre on se battait avec un acharnement sans exemple.

Le 20 décembre 1808, le général Suchet attaqua les hauteurs de Saint-Lambert, sur la rive droite de l'Ebre; le général Gazan enlevait en même temps les hauteurs de San-Gregorio ; Palafox y avait construit quelques ouvrages avancés afin de retarder l'attaque du corps de la place. Ces postes furent conservés avec obstination ; les canonniers se firent hacher sur leurs pièces ; les soldats, vendant chèrement leur vie aux assaillans, s'y firent presque tous massacrer. A peine les Français avaient construit un ouvrage que Palafox réussissait à le détruire ; à peine les Français avaient enlevé une redoute espagnole qu'une autre se présentait pour la remplacer. Moncey avait commencé les attaques; elles furent continuées par le général Junot, et terminées par le général Lannes.

On lisait dans un des bulletins de l'armée

d'Espagne : « Les couvens de Sainte-Monique et des Grands-Augustins furent enlevés le 30 janvier; soixante maisons furent prises à la sape. L'ennemi défendait chaque maison; trois attaques de mines étaient conduites de front; chaque jour, trois ou quatre mines faisaient sauter plusieurs maisons et permettaient aux troupes de se loger dans plusieurs autres. On arriva ainsi jusqu'au Corso, grande rue presque au centre de Saragosse : on se logea sur les quais. L'ennemi tentait d'opposer mineurs à mineurs; mais, peu habiles dans ce genre d'opérations, ils étaient ordinairement découverts et étouffés.

Au commencement de février, les Français s'étaient rendus maîtres du faubourg à la droite de l'Ebre; la moitié de la ville était en leur pouvoir; vingt mille Espagnols avaient perdu la vie; le château se rendit le 21 février. Sarragosse n'était plus qu'un tas de décombres; les Français y entrèrent le 1er mars. Palafox, épuisé de fatigues, était dangereusement malade; il fut fait prisonnier et conduit en France.

Une armée anglaise, sous les ordres du général John Moore, partie de Lisbonne au mois d'octobre 1808, ayant pénétré en Espagne par Salamanque, s'était avancée jusqu'à Toro, pour se réunir au marquis de la Romana. Le maréchal Soult commandait les Français dans cette partie de la Vieille-Castille. Bonaparte campait alors devant Madrid, se flattant de forcer cette armée de mettre

bas les armes s'il parvenait à la tourner, et à se saisir de sa ligne d'opérations en coupant ses communications avec la Corogne; il avait renforcé rapidement l'armée de Soult. Moore, instruit de cette circonstance, se porta sur Tenevente, dans l'intention de prendre une position à la droite de l'Esla. Les Français continuaient à recevoir des renforts; le maréchal Ney s'approchait de l'armée de Soult dans les premiers jours de janvier. Moore crut devoir faire sa retraite sur la Corogne; il se trouvait, le 5 janvier, dans Lugo. L'armée du marquis de la Romana, au lieu de manœuvrer sur les flancs de l'armée anglaise, s'était dispersée dans les montagnes. Les Français et les Anglais se trouvaient en présence le 6. On ne conçoit pas comment Soult, étant supérieur aux Anglais en hommes et en artillerie, n'engagea pas la bataille.

Moore quitta sa position de Lugo durant la nuit du 8 au 9. Il prit position, le 11, sur les hauteurs en avant de la Corogne. Soult arriva, le 12, sur les hauteurs opposées à celles dont les Anglais étaient les maîtres. Un combat, livré le 16, força les Anglais à se rembarquer dans le port de la Corogne, après avoir perdu le général Moore, tué d'un coup de boulet.

Le départ des Anglais et la prise de Saragosse livraient aux Français toutes les provinces dans le nord de l'Espagne, et frappaient d'épouvante les contrées du sud et de l'ouest. Cet esprit de terreur se repercutait dans Lisbonne. Le général Craddock,

commandant de cette capitale, faisait ses dispositions pour s'embarquer avec les troupes à ses ordres. Le général Victor, arrivé à Alcantara, au bord du Tage, pouvait marcher à Lisbonne en côtoyant le fleuve. Mais, à la crainte de partager le sort éprouvé par Dupont dans l'Andalousie, se joignaient d'autres considérations. On commençait à parler des *guerillas*, qui jouèrent un si grand rôle dans la guerre d'Espagne : c'étaient des paysans armés, dont on attribuait l'organisation au marquis de la Romana. L'expérience avait appris aux Espagnols que, dans les batailles rangées, leur courage échouait ordinairement devant la discipline de l'armée française. La guerre de partisans leur parut un moyen sûr de les combattre avec succès. La connaissance du pays leur indiquait les embuscades dans lesquelles leurs adversaires devaient succomber. L'Espagne entière fut couverte en peu de temps de compagnies de guerillas ; ils remplissaient les villages et paraissaient invisibles. Si les Français se trouvaient en force, ils ne voyaient dans les plaines que des villageois livrés aux travaux rustiques ; leurs armes étaient cachées dans des bois et des cavernes ; s'ils se présentaient en nombre moins redoutable, les guerillas les attendaient dans les gorges, dans les ravins, dans les défilés, et partout où ils pouvaient combattre avec avantage. C'était une guerre d'extermination. Les Français perdaient leurs convois dans des routes où, une heure auparavant, on ne voyait aucun ennemi ; ils

paraissaient rassemblés par art de féerie. Les armées manquant d'une subsistance assurée, les chefs étaient forcés de fermer les yeux sur la manière dont les soldats se procuraient des vivres. Les excès commis à cette occasion achevaient d'aigrir les Espagnols contre les Français; ils montraient envers eux une haîne inextinguible. Les Portugais, voulant retarder la marche de l'armée de Victor, avaient dévasté tous les pays par où elle pouvait passer. Il fut contraint de s'arrêter pour former des magasins, et concerter ses opérations avec celles du maréchal Soult.

Ce général était entré à la Corogne après le départ des Anglais; il faisait ses dispositions pour entrer en Portugal; son armée se réunit, le 10 février, dans les environs de Tuy; il se proposait de passer le Minho, d'arriver à Porto vers le 20, et de faire son entrée à Lisbonne à la fin du mois. Des obstacles inattendus ralentirent sa marche. Une armée portugaise, fortifiée par des nuées de guerillas, défendait toutes les positions fortifiées par la nature; il fallut leur livrer divers combats très-meurtriers. L'avant-garde française parut devant Porto le 26 mars. Cette ville, bâtie au bord du Duero, est habitée, en grande partie, par des Anglais. Ils en ont fait l'entrepôt de leur commerce immense de vin de Portugal. Les Français l'emportèrent d'assaut; elle fut livrée au pillage. Les difficultés surmontées par Soult durant sa marche lui faisaient pressentir celles auxquelles il devait s'at-

rendre s'il continuait sa route vers Lisbonne, dont la ville de Porto est éloignée de près de soixante lieues. On comptait environ vingt-trois mille hommes dans l'armée française. Soult avait été forcé de laisser des garnisons dans Chavès et dans Braga, pour conserver des communications avec le corps du maréchal Ney, cantonné dans la Galice.

On avait pris la résolution à Londres d'envoyer quarante mille hommes en Portugal, infanterie et cavalerie. Une partie de cette armée venait de débarquer à Lisbonne; sir Arthur Wellesley tenait la campagne. L'armée portugaise, aux ordres du général Silveira, n'avait cessé de harceler les Français depuis leur entrée en Portugal; elle campait à Amarante. Les Français l'ayant défaite le 2 mai, elle s'était retirée dans les montagnes sur la rive gauche du Tamega; elle aurait repris l'offensive au moment où ses manœuvres se seraient concertées avec celles des Anglais. Ces observations retenaient Soult dans les environs de Porto, attendant avec impatience les détails des opérations de l'armée aux ordres du général Victor.

Elle avait battu, auprès de Medellin, une armée espagnole aux ordres du général Cuesta; mais, manquant absolument de subsistances, elle n'osait s'avancer vers Lisbonne. Wellesley, quittant cette ville dans les premiers jours de mai, à la tête de vingt-cinq mille hommes, Anglais ou Portugais, arriva sur les bords du Duero le 11. Il passa cette

rivière sous la protection d'une batterie établie sur les hauteurs de Villa-Nova, presque en face de Porto; la ville lui ouvrit ses portes. Soult, pressé entre l'armée anglaise, supérieure à la sienne, et le corps du général Silveira, dont la force augmentait chaque jour, n'avait d'autre parti à prendre que celui d'une prompte retraite. Il laissa ses malades dans l'hôpital de Porto, et se dirigea sur Braga par Guimaraens, abandonnant une partie de son artillerie. Une insurrection générale des habitans augmentait le danger de sa position; une marche extrêmement prompte pouvait seule le surmonter. Son arrière-garde soutint avec fermeté un combat inégal contre une colonne anglaise commandée par le général Sherbrooke. L'armée s'avançait vers Montalègre par des chemins impraticables; elle fut contrainte d'abandonner le reste de son artillerie et ses bagages; on parvint, enfin, dans les environs de Lugo, après avoir perdu sept mille soldats, dont les deux tiers avaient été égorgés par les paysans portugais, lorsqu'ils s'écartaient pour chercher quelque nourriture. Les soldats, forcés de se battre quinze jours de suite sans interruption, étaient sans habits, sans souliers, quelques-uns sans armes, pâles, défigurés. Le maréchal Soult déploya de grands talens dans cette retraite; l'armée fut redevable à l'habileté de son général d'avoir évité une entière destruction.

Wellesley abandonna la poursuite des Français

dès qu'ils furent sortis du Portugal; Silveira resta sur les frontières de Galice; l'armée anglaise revint vers Lisbonne.

On fut bientôt instruit à l'armée de Victor de ces fâcheux évènemens; la renommée se plaît à exagérer les bons et mauvais succès. On disait publiquement que Soult ayant été forcé de mettre bas les armes, on l'avait embarqué pour être conduit à Londres. Le général Victor, hors d'état de résister à une attaque combinée entre les Anglais, les Portugais et les Espagnols, abandonnait sa position. Passant le Tage sur les ponts d'Almaraz et d'Arzobisco, il vint camper à Talaveira-de-la-Reina.

Sir Arthur Wellesley venait d'être créé pair d'Angleterre, sous le titre de comte de Wellington; son but principal était d'empêcher les Français de rentrer en Portugal; il employa le reste de l'année à réparer les dégâts occasionnés par la dernière invasion française, à augmenter l'armée portugaise, et à l'accoutumer aux exercices militaires. Dans cette disposition, il refusa de se réunir avec ses principales forces à l'armée espagnole, commandée sur les bords du Tage par le général Cuesta, se contentant de lui envoyer une division anglaise, sous les ordres du général Mackensie. Cette armée combinée attaqua les français à Talaveira le 27 juillet, journée sanglante dont il ne résulta aucun avantage pour l'un ou pour l'autre parti.

Les généraux français s'étaient déterminés à concentrer leurs forces; ils évacuèrent la Manche, l'Estramadure et la Galice. Ce mouvement était déterminé par une nouvelle guerre dont l'Allemagne devenait le théâtre. Les Français se virent réduits en Espagne à se tenir sur la défensive.

VI. Depuis le traité de Tilsitt, le continent de l'Europe semblait souscrire aux changemens opérés par Napoléon. L'Allemagne, hors d'état de s'opposer aux succès des armées françaises, assurait son existence en se soumettant à une nouvelle constitution germanique. L'empereur de Russie et le roi de Prusse, lassés d'une résistance fatale à leurs armées, obéissaient au destin en cédant à un homme auquel tout rendait hommage; l'Italie était soumise; elle se glorifiait de ses nouvelles destinées. Le Danemarck combattait sous les drapeaux français; la Suède, si long-temps attachée à la coalition européenne, changeait de politique depuis la révolution du 13 mars; Gustave IV avait été précipité du trône; Charles XIII, son successeur, formait des liaisons intimes avec l'empereur des Français. L'Angleterre seule, ennemie constante d'une ambition fatale à la sienne, se croyait destinée à poser la borne contre laquelle se briserait une puissance démesurée; ses ministres ne cessaient de représenter aux souverains du nord combien il était de leur intérêt d'anéantir un pouvoir si redoutable. L'invasion de l'Espagne donnait

une nouvelle preuve de cette nécessité pressante; invasion désastreuse, invasion souverainement injuste, elle rendait ennemies deux nations également généreuses, unies par une estime réciproque et par les besoins du commerce. Cette lutte mémorable par son acharnement et ses vicissitudes doit fournir aux écrivains un beau sujet d'histoire, et aux militaires un vaste champ de méditations. Si Bonaparte, au lieu de recourir à l'infâme intrigue de Bayonne, se rendant aux désirs du roi Charles IV, eût envoyé une armée en Espagne pour replacer la couronne sur la tête de ce prince, au sein de la plus cruelle mésintelligence entre les partisans du père et du fils, il eût peut-être subjugué la péninsule, sans donner aux Anglais le temps de la secourir. Les choses avaient pris une autre face; tous les Espagnols s'armaient à-la-fois pour défendre leur indépendance; privés de leur roi, ils s'étaient donnés un gouvernement provisoire; ce gouvernement employait ses efforts à régulariser l'insurrection générale. De nouvelles troupes, levées à la hâte, sans tactique et sans expérience, ne pouvaient combattre avec succès les armées les plus aguerries de l'Europe. Un général, qui avait puisé en France les premières leçons de l'art de la guerre, lord Wellington, leur présenta un guide expérimenté; l'intrépide général Moore se sacrifia pour sauver les provinces méridionales d'Espagne. Une marche habile et une retraite plus habile encore attirèrent sur ses pas

les principales forces des Français. Cette expédition donnait le temps aux insurgés de former des armées auprès de Séville, de Cordoue et de Sarragosse.

Une des fautes les plus graves de Bonaparte, en imposant à l'Autriche des conditions très-dures par la paix de Presbourg, avait été de lui enlever le Tyrol pour le donner au roi de Bavière. Cette contrée est si essentielle à la sûreté de cette puissance, qu'elle ne pouvait traiter sincèrement de la paix à cette condition. On considérait à Vienne le traité de Presbourg comme une simple trève, en attendant des circonstances plus favorables. L'insurrection des Espagnols et les nombreux armemens de l'Angleterre offraient ces circonstances favorables ; on manquait d'argent pour rassembler et pour payer des troupes ; l'Angleterre se chargeait de lever cet obstacle. Les milices nationales ou *landwehr* se formaient dans toutes les provinces de la monarchie autrichienne ; la guerre éclata.

L'archiduc Charles, en passant l'Inn avec son armée, le 9 avril, écrivait au roi de Bavière : « J'ai reçu ordre d'entrer dans vos états et de traiter en ennemis tous ceux qui m'opposeraient de la résistance. Les Autrichiens sont considérés par les habitans de la Bavière comme des libérateurs ; puisse votre majesté partager la même pensée ! Jusqu'au moment où cette pensée me sera connue, mes troupes ont reçu les ordres les plus

précis de borner leurs efforts à combattre l'ennemi de toute indépendance politique en Europe. Il me serait très-douloureux de verser sur la Bavière les maux d'une guerre entreprise pour rétablir l'Allemagne dans son indépendance. »

Cette guerre fut un nouveau champ de triomphes ouvert aux guerriers français; mais ils les achetèrent au plus haut prix. Bonaparte ne vit pas, comme il avait vu dans la guerre précédente, des armées autrichiennes déposer les armes et se rendre prisonnières presque sans disputer la victoire. Les campagnes d'Autriche furent abreuvées du sang français. Bonaparte s'était créé une tactique affreuse, impitoyable, telle enfin qu'aucun capitaine n'avait osé l'employer chez les peuples anciens ou modernes. Jamais général n'envoya aussi froidement des milliers de soldats à la mort. A ses ordres le péril était bravé de front; sur des bataillons tombés il faisait marcher d'autres bataillons qui tombaient encore. De nouveaux combattans suivaient ces derniers, et finissaient par trouver, sur des monceaux de cadavres, le laurier avec lequel leur chef voulait couronner son front.

Une funeste circonstance distingua cette guerre à laquelle on aurait pu donner le nom de guerre civile. Nous ne saurions, dit à ce sujet un écrivain allemand, ressentir trop de douleur en songeant à cette campagne. Des Allemands combattaient des Allemands; ils servaient à opprimer l'honneur et la liberté de leur patrie. Cent mille Bavarois,

Wurtembergeois ou Saxons marchaient sous les drapeaux français; on avait même soin de les placer au premier rang, afin qu'ils épuisassent le feu de l'ennemi, et servissent de remparts aux Français.

Après un grand nombre de marches et de contre-marches, et quelques engagemens dont les succès étaient balancés, les Français et les Autrichiens se trouvèrent en présence, le 22 avril, dans la plaine d'Eckmühl. La bataille commença à deux heures après midi. On comptait cent dix mille hommes dans l'armée autrichienne; ils étaient en déroute à six heures du soir. Le lendemain l'armée française s'avançait sur Ratisbonne; la cavalerie ennemie, forte et nombreuse, après avoir durant toute la nuit protégé la retraite de l'infanterie, s'était rassemblée devant cette ville; il fallut donner un second combat. Les Autrichiens, après une résistance assez vive, entrèrent dans la ville. Ratisbonne n'est pas fortifiée régulièrement; on reconnut une issue par laquelle, au moyen de quelques échelles, on pouvait descendre dans le fossé et remonter ensuite par une brèche faite à la muraille. Un bataillon de tirailleurs pénétra par cette ouverture, gagna une poterne, l'ouvrit; l'armée s'introduisit dans la ville. La cavalerie autrichienne, passant à la hâte le Danube, n'eut pas le temps de couper le pont; les Français passèrent avec eux sur l'autre rive; on fit dans cette occasion huit mille prisonniers.

L'issue de la bataille d'Eckmühl et la prise de Ratisbonne jetaient le découragement dans le conseil de Vienne. François II avait adressé au comte de Aicholt, président de la régence de Salsbourg, un décret dans lequel il lui annonçait que, si les Français s'avançaient sur Vienne, la ville de Pest serait le centre des affaires de la monarchie, et le lieu où il faudrait diriger les caisses des provinces menacées et les propriétés du trésor public.

L'armée française, continuant sa marche, entrait dans Lintz le 3 mai; on emballait dans Vienne les archives et les effets appartenant aux divers ministères, les familles attachées à la cour louaient des bateaux pour descendre en Hongrie avec leurs meubles. Bonaparte fut reçu le 10 dans cette capitale.

Après la bataille d'Eckmühl, l'archiduc Charles, jeté sur la rive gauche du Danube, au lieu de rassembler son armée sur les bords de ce fleuve pour couvrir Vienne, s'enfonçait dans la Bohême. Le but de ce mouvement était d'attirer les Français dans des pays pauvres et montagneux, et de donner le temps à François II de rassembler une nouvelle armée; il comptait peut-être aussi sur l'assistance de l'empereur de Russie. Ce monarque avait promis à l'empereur des Français de combattre en sa faveur, si la cour de Vienne lui déclarait la guerre. Cette assurance inconcevable pouvait avoir été donnée dans l'espoir d'engager l'imprudent Bonaparte d'envoyer de plus grandes forces en Espagne,

qui devenait pour elles l'antre du lion, et de se trouver hors d'état de résister aux armées autrichiennes. Les circonstances ne favorisaient pas une expédition russe en Moravie.

Depuis la dernière révolution de Constantinople, la guerre s'était rallumée entre les Russes et les Ottomans. Une armée russe avait été envoyée vers les bouches du Danube. La cour de Pétesbourg n'était pas sans espoir de pousser les Turcs en Asie, et de ressusciter l'empire d'orient. Alexandre rassemblait lentement une seconde armée dans les plaines de Pologne. On n'en connaissait pas la destination; selon les uns, elle devait descendre le Dniester et augmenter les troupes russes dans la Moldavie; selon d'autres, sans quitter la Pologne, Alexandre la destinait à favoriser celle des deux armées, française ou autrichienne, dont la victoire couronnerait les drapeaux. Bonaparte, trop habile pour ne pas entrevoir cette alternative, se hâtait de consolider ses triomphes.

Il avait été forcé de laisser un corps considérable dans le Tyrol. Les Tyroliens, attachés depuis long-temps à la maison d'Autriche, prenaient les armes et chassaient les garnisons françaises; ils avaient à leur tête un homme du peuple, dont les circonstances développaient les talens militaires. Ce nouveau général, nommé Hoffer, resta maître du Tyrol jusqu'à la paix. Le traité de Vienne ayant laissé cette province au royaume de Bavière, ses habitans refusèrent de poser les armes;

ils furent accablés par le nombre des soldats envoyés contre eux. Tous ceux dont on pouvait se saisir, jetés dans les cachots, étaient fusillés ou pendus. Hoffer fut enfin livré par trahison. Bonaparte n'osa l'abandonner aux bourreaux sur le théâtre de ses exploits, dans la crainte d'exciter de nouveaux soulèvemens. Hoffer fut enfermé assez long-temps dans la citadelle de Mantoue. Traduit devant une commission militaire, il périt. L'Allemagne entière versa des larmes sécrètes sur le sort d'un si brave homme.

L'archiduc Charles, ayant fortifié son armée par la réunion des garnisons de la Bohême, se rapprochait du Danube. Bonaparte, laissant dans Vienne des forces suffisantes, marchait au-devant de ses ennemis; il les rencontra auprès d'Ebersdorf, le 22 mai. Le Danube, devant cette ville, se divise en trois bras séparés par deux îles, dont la principale porte le nom de *Lobau*. Des ponts avaient été jetés par les Français sur trois canaux du fleuve. La plus grande partie de l'armée française les passa pour attaquer les Autrichiens retranchés dans trois villages nommés *Gross-Aspern*, *Esling et Enzersdorf*. La bataille commença à quatre heures du matin; elle se maintenait jusqu'après midi, sans aucun avantage pour l'une ou l'autre armée. L'archiduc Charles, profitant d'une crue du Danube, fit descendre des bateaux chargés de pierres; leur choc détruisit le principal pont de bois entre l'île de Lobau et la

rive droite; les deux autres ne furent pas endommagés. Cet incident ne permettait plus au reste de l'armée française de passer le fleuve. Bonaparte fut forcé de se retirer dans l'île de Lobau, après avoir été sur le point de tomber dans les mains de ses ennemis; il perdit dans cette occasion le maréchal Lannes, tué d'un boulet de canon. On rétablit le pont durant la nuit. Les deux armées reprirent les positions occupées par elles avant le combat.

Cet échec fut réparé par la bataille de Wagram, livrée le 6 juillet presque sur le même terrain où l'on avait combattu à Esling; journée célèbre où se renouvelèrent les prodiges d'Austerlitz! Les deux armées se trouvaient en présence le 5, à six heures du soir, la droite des Autrichiens de Stadelau à Wagram, leur centre de Gerasdorf à Wagram, leur gauche de Wagram à Neufiedel. L'armée française s'étendait sur sa gauche à Gros-Aspern; son centre occupait le village de Raschdorf, et sa droite celui de Glinzendorf. La bataille commença au lever du soleil. Les Autrichiens combattaient avec beaucoup de courage; cependant avant midi la victoire se décidait en faveur des Français. Le général Oudinot avait enlevé l'importante position de Wagram, défendue par le prince de Hohenzollern. Le centre des ennemis étant forcé, leur ligne, trop étendue, laissait errer les divers corps de la droite et de la gauche sans ordre et sans direction. L'infanterie fit sa retraite dans un

grand désordre, à l'entrée de la nuit, protégée par la cavalerie hongroise. Les Français passèrent la nuit sur le champ de bataille; on poursuivait les Autrichiens le 7, à la pointe du jour, sur Kornubourg et Wolkersdorf; ils se réfugièrent dans les montagnes de Bohême, abandonnant aux Français la Moravie entière.

Cette bataille fut extrêmement meurtrière; douze cents pièces de canon couvraient les deux armées, dans lesquelles on comptait trois cent mille combattans. Si on en croit les relations publiques, quelques jours après, le prince Charles, faisant la revue de son armée sur les bords de la Moldaw, y comptait à peine soixante mille hommes.

Les Français n'obtenaient pas de moindres succès en Italie qu'en Allemagne; l'archiduc Jean y commandait l'armée autrichienne. Le vice-roi, Eugène de Beauharnais, l'avait battu au bord de la Piave et dans la vallée de la Fella; les Autrichiens avaient perdu près de vingt mille hommes dans ces deux actions; le reste de leur armée se dispersait dans les montagnes. L'archiduc Jean se réfugiait dans la Hongrie, poursuivi par une partie de l'armée française d'Italie; l'autre partie, ayant à sa tête Eugène de Beauharnais, venait fortifier l'armée de Bonaparte.

L'empereur Alexandre, instruit de ces évènemens, se gardait bien de se déclarer en faveur d'un monarque abandonné par la fortune; il attaquait les possessions autrichiennes en Pologne. Fran-

çois II, craignant d'être dépouillé de ses états, mettant bas les armes, obtint un armistice, le 11 juillet, dans Znain, en Moravie. La paix fut bientôt conclue; les articles en furent signés à Vienne, le 14 octobre, par le ministre des relations extérieures, Compère de Champagny, et le prince Jean de Lichstenstein. Ce traité faisait passer sous la domination française de riches provinces; il agrandissait les royaumes de Wurtemberg et de Bavière; mais, dicté par une puissance envahissante, il aurait, comme les traités précédens, renfermé le germe d'une guerre prochaine, si la plus auguste et la plus inattendue des alliances n'eût couronné les avantages du vainqueur. François II sacrifiait son sang et sa gloire au besoin impérieux de la paix, réalisant ces temps fabuleux où des princes magnanimes dévouèrent leurs filles pour éloigner de leurs états les fléaux destructeurs.

VII. Les Anglais, ayant allumé le feu de la guerre en Allemagne, se flattaient d'en étendre les ravages dans la Belgique, et de forcer, par cette diversion inattendue, les armées françaises d'abandonner l'Espagne pour défendre les côtes de France. Une flotte de cent voiles, avec vingt mille hommes de débarquement, aux ordres du lord Chatam, entrait dans l'Escaut, lorsqu'après la bataille d'Esling Bonaparte, voulant réparer les pertes éprouvées par ses troupes dans cette journée, appelait

auprès de lui les dépôts des régimens restés en France. Les Anglais prirent terre dans l'île de Walcheren; elle renferme les villes de Mildebourg, de Tervere et de Flessingue : les deux premières se rendirent sans aucune résistance. Les Anglais commencèrent sur-le-champ le siège de Flessingue, une des places les mieux fortifiées de l'Europe; sa garnison était nombreuse; cependant, écrasée par les bombes et menacée d'être entièrement brûlée par les fusées incendiaires, elle ne fit pas la résistance à laquelle on devait s'attendre. L'escadre française, remontant l'Escaut, s'était mise en sûreté auprès d'Anvers, couverte par de fortes batteries, élevées sur les deux rives du fleuve. Après la conquête de la Zélande, la flotte anglaise sortit de l'Escaut et rentra dans les ports britanniques. Les Anglais ne conservèrent pas même l'île de Walcheren; ils l'abandonnèrent durant l'hiver, après en avoir détruit les fortifications.

On attribua leur prompte retraite à la mésintelligence entre l'amiral et le commandant des forces de terre; le premier voulait forcer le passage de l'Escaut, et remonter le fleuve jusqu'à Anvers, dans l'espoir de détruire l'escadre française dans le port de cette ville; le second, ayant reçu des rapports peut-être exagérés des forces françaises, s'opposait constamment à cette entreprise, la regardant comme inexécutable; en effet, aux premières approches du danger, les gardes nationaux et les corps de gendarmerie des départemens voi-

sins se portaient rapidement sur les bords de l'Escaut; trente mille hommes couvraient la ville d'Anvers. On assure qu'en conséquence d'une décision du conseil d'état le roi Joseph fut prié par le ministre de la guerre de détacher vingt mille hommes, et de les envoyer vers Paris à marches forcées. Joseph répondit que vingt mille Français ne pouvant quitter l'Espagne sans exposer le reste de l'armée à une destruction évidente, il n'adopterait jamais cette démarche sans un ordre formel de l'empereur; il finissait sa lettre en prévenant le ministre qu'après le départ des Anglais il était essentiel de lui envoyer un renfort de cent mille hommes, si on voulait occuper l'Andalousie, l'Estramadure, la Galice et le royaume de Valence.

Depuis le premier janvier, l'armée d'Espagne n'avait pas reçu le moindre renfort. Les troupes nombreuses, envoyées dans cette contrée les années précédentes, avaient été dévorées moins dans les batailles rangées que par l'influence pernicieuse du climat et les massacres des hommes isolés. Les régimens français, allemands, italiens, de deux mille à deux mille cinq cents hommes, furent plusieurs fois réduits à cent cinquante soldats.

Dès le moment où les vaisseaux britanniques, abandonnant le Haut-Escaut, se préparaient à tourner leurs voiles vers les côtes d'Angleterre, plusieurs régimens provisoires, créés en Flandre, furent dirigés sur Bayonne; plusieurs bataillons, destinés à renforcer l'armée d'Allemagne, arrivaient

aux portes de Strasbourg ; ils reçurent ordre de rétrograder et de marcher vers les Basses-Pyrénées. On peut évaluer à quarante mille hommes les renforts envoyés en Espagne, durant les quatre derniers mois de 1809. Le maréchal Ney avait quitté la péninsule ; le maréchal Soult, créé major-général de l'armée d'Espagne, dirigeait les principales opérations. La paix de Vienne décourageait, parmi les Espagnols, une classe infiniment nombreuse qui, dans toutes les révolutions, attend, pour se décider, la tournure des évènemens. Le besoin de la paix et d'éteindre l'anarchie dans toutes les provinces, augmentant leur apathie naturelle, ils cédaient à à l'ascendant de l'empereur des Français. Joseph Bonaparte se croyait en mesure de faire reconnaître son autorité dans les plaines délicieuses de l'Andalousie, et même de s'emparer de Cadix. Toutes les troupes anglaises abandonnaient le territoire espagnol ; elles étaient rentrées en Portugal avant le 1er janvier 1810.

VIII. Tandis que le fléau de la guerre dévorait les plus belles contrées de l'Europe, la France jouissait d'une profonde paix ; son commerce extérieur était presque entièrement anéanti. Les décrets absurdes et inconvenans de Milan et de Berlin, dont l'effet semblait devoir rendre plus difficile l'entrée des marchandises anglaises sur le territoire français, entravaient le commerce des neutres ; on pouvait encore moins approuver les ordres donnés

1809-1810.

par Bonaparte d'enlever, dans les magasins des marchands, les marchandises provenant des manufactures britanniques. On livra publiquement aux flammes ces objets précieux ; c'était, disaient les proclamations, pour détruire le commerce anglais ; on le favorisait au contraire. Ces denrées et ces marchandises avaient été payées par les Français, les Allemands et les Italiens ; les manufacturiers anglais n'y perdaient donc rien ; tout au plus ils couraient le risque d'être compromis dans les banqueroutes de leurs correspondans. On vit des faillites se multiplier en France dans une progression sans exemple.

Dans presque tous les évènemens, le bien se trouve mêlé avec le mal ; l'extrême difficulté de se procurer les objets dont les Anglais avaient obtenu le monopole exclusif, imprimant une nouvelle action à l'industrie française, les manufactures en laines, en cotons se perfectionnaient rapidement. On vit s'établir dans Jouy une manufacture de toiles-peintes, dont la beauté surpassait celles d'Angleterre, et rivalisait avec les superbes toiles des Indes. Le chef de ce nouvel établissement (1), donnant de l'occupation à plus de quatre mille ouvriers, répandait l'abondance dans le canton habité par lui. Le coton devenait rare en France ; plusieurs propriétaires essayèrent d'en introduire la culture dans nos provinces méridio-

(1) Oberkamps.

nales. On obtint du coton; il était d'une qualité si inférieure, qu'on ne pouvait l'employer sans une absence totale de cette marchandise; il en fut de même des essais pour suppléer en France à l'indigo et au sucre. On se procura cependant du sucre d'une assez bonne qualité; le jus de la betterave le fournissait. Ce jus, exprimé avec soin, donnait une cassonade d'une couleur brune foncée; raffinée et cristallisée, elle acquérait une blancheur brillante, égale à celle du plus beau sucre de cannes, mais non la même qualité. Il fallait un quart plus de sucre de betteraves que de sucre de cannes pour sucrer le café et les confitures, la quantité de matière sucrée étant plus grande dans les cannes que dans les betteraves. Le prix du sucre indigène égalait celui du sucre d'Amérique venu en France par contrebande. Cette culture fut abandonnée quand les communications extérieures devinrent plus aisées.

La propagation des moutons à laine fine s'améliorait : on devait ces progrès aux importations des troupeaux espagnols et allemands. Vingt mille jumens de choix avaient été présentées, durant l'année 1809, à douze cents étalons réunis dans nos haras et dans nos dépôts; des primes d'encouragement étaient accordées aux propriétaires des plus beaux élèves. Des prisonniers de guerre de diverses nations, envoyés par la victoire, avaient terminé le canal de Saint-Quentin; deux lieues, d'un souterrain imposant, ouvraient la

communication entre les rivières du nord et celles du midi de la France. Les travaux de Cherbourg offraient à l'œil étonné un port creusé dans le roc, procurant vingt-six pieds d'eau lors des plus basses mers ; des revêtemens de granit sur le port et sur ses quais donnaient à cet ouvrage étonnant un caractère de grandeur et de durée.

J'ai parlé des embellissemens de Paris : la colonne de la place Vendôme s'élevait avec une magnificence supérieure à tous les ouvrages de ce genre construits par les Romains. On venait de finir l'arc du Carrousel, ouvrage d'une sculpture exquise et d'une architecture mesquine ; il était supportable quand il servait de piédestal aux chevaux de Venise. Privé de cet ornement, sa vue fait ressortir désagréablement le défaut de *parallélisme* entre les châteaux des Tuileries et du Louvre : on l'abattra probablement un jour. Parmi les nouveaux ponts bâtis dans Paris, deux surtout étaient recommandables par la beauté de leur forme ; le premier se distinguait, devant le jardin des plantes, par sa légèreté aérienne, et le second, en face de l'Ecole-Militaire, par la solidité de sa construction.

Les armées françaises, dont les travaux excitaient en même temps l'admiration et l'envie de l'Europe, avaient été levées et recrutées au moyen de la conscription. Ce mode de recrutement, convenable chez une nation qui jouit d'une constitution libérale, avait lieu chaque année, non-seulement sans aucun

frais, mais en rendant au gouvernement des sommes considérables. Il en coûta jusqu'à douze mille francs dans Paris pour être remplacé. La conscription fournissait l'argent du remplacé et la personne du remplaçant par l'effet d'une opération très-simple.

Dès que le rôle de la levée annuelle était publié dans une commune, les jeunes gens de l'âge requis se rassemblaient dans la maison-de-ville, sans aucune distinction entre les hommes sains, robustes et d'une taille convenable, et ceux dont l'infériorité de la taille ou les infirmités corporelles ne permettaient pas d'attendre un service militaire. Des billets en nombre égal à celui des jeunes gens présens au tirage étaient faits et numérotés; la jeunesse, réunie pour se soumettre à la loi de la conscription, connaissait, par la première affiche, le nombre de conscrits qu'elle devait fournir. Si ce nombre s'élevait à trente, ceux auxquels tombaient les billets depuis le numéro un jusqu'au numéro trente devaient marcher; les autres se trouvaient libérés pour cette année. Le mode adopté pour le tirage rendait cette libération nulle. Un commissaire visitait les conscrits, réformait ceux qui n'étaient pas propres au service ou qui achetaient leur réforme, et les remplaçait par les jeunes gens porteurs des numéros suivans; nul d'entre eux ne pouvait se considérer comme exempt de marcher.

La conscription existait en France avant le temps

où Bonaparte s'empara des rênes de l'état, mais il en fit un si cruel abus, que l'homme attentif pouvait prévoir l'instant où cette ressource serait entièrement épuisée, malgré l'extrême population de la France et les inclinations militaires des Français.

Depuis 1792, plus de cent mille conscrits de l'âge de vingt ans furent envoyés chaque année dans les armées; il se faisait donc chaque année cent mille mariages de moins en France. Cette violente soustraction menaçait d'affaiblir sa population future; mais, comme elle ne nuisait pas à sa population passée, et que, malgré la diminution des mariages subséquens, les enfans nés des mariages précédens, avant l'année 1792, arrivaient successivement à l'âge de vingt ans, ceux qui employaient cette mesure firent peu d'attention, durant plus de quinze ans, aux inconvéniens majeurs nés de sa trop fréquente répétition. On commençait à les sentir en 1809; la conscription ne fournit pas cette année le nombre des jeunes gens nécessaires au recrutement des armées en Allemagne et en Espagne; on fut réduit à une levée supplémentaire: elle fut prise sur les années 1806, 1807, 1808, 1809 et 1810. Les difficultés devinrent plus grandes les années suivantes.

J'ai tracé le caractère de Bonaparte, il est inutile d'en parler de nouveau. Cet homme eût appelé sur son règne l'admiration de l'univers, en appliquant, à l'exercice des vertus, les rares

talens développés par lui pour le malheur de l'espèce humaine ; tourmenté par de sombres vapeurs, la moindre contradiction l'irritait ; la seule idée qu'il existait une nation assez politique ou assez persévérante pour résister à son influence déchirait son cœur empoisonné par la fumée de la gloire. Vainement il étendait ses deux bras aux bouts de l'Europe; ils ne pouvaient atteindre son ennemi qui riait de ses projets au-dessus des forces humaines. Voulant soumettre à sa puissance cette nation isolée du continent, et qui profitait de son heureuse position pour s'en garantir, il aspirait à la domination universelle; le sacrifice de deux millions d'hommes lui paraissait nécessaire pour parvenir à ce but. Son âme admettait sans répugnance cet abominable sacrifice auquel il dut ses lauriers flétris par le sang des vainqueurs comme par celui des vaincus; mais il ne calcula jamais que la frénésie avec laquelle il livrait à la mort un grand nombre d'hommes, pour obtenir le plus mince avantage, devait, en peu d'années, absorber ses deux millions de soldats, et qu'alors, si l'Europe n'était pas asservie, elle se leverait toute entière contre lui et l'écraserait par sa masse.

Bonaparte donnait la preuve de son ambition démesurée dans le temps où, maître de Vienne, il n'était cependant pas assuré d'une victoire entière; jusqu'alors il avait conservé la Toscane; c'était une espèce de dépôt : il offrait une indemnité

en faveur du roi de Sardaigne réfugié à Cagliari. Bonaparte accorda l'investiture de cette province à sa sœur Elisa et à son mari, sans oser néanmoins donner le titre de roi à un homme presque inconnu, et qui avait à peine un grade dans l'armée. Une autre entreprise fut bien plus étonnante: un décret du 10 juin réunissait à l'empire français l'état romain, et réduisait le pape à une condition privée, en lui conservant son autorité spirituelle.

Depuis plus d'un an un général français commandait à Rome; cependant le pape, privé du pouvoir réel dans ses états, continuait de paraître entouré, au moins extérieurement, des marques de l'autorité souveraine. Cet éclat trompeur disparut après le décret du 10 juin; une consulte, établie dans Rome, fut chargée de publier une constitution nouvelle. On toucha même à la juridiction ecclésiastique, en supprimant le tribunal de l'inquisition. Il paraît que ce changement était l'objet d'une négociation commencée dans le temps même où le pape était venu sacrer Bonaparte dans la cathédrale de Paris. D'après les principes ecclésiastiques, le pape ne pouvait abandonner la propriété d'un bien appartenant à son église, et dont il était simple usufruitier. En vain on objectait le traité de Tolentino; c'était l'ouvrage de la force. Le pape disait à Bonaparte: « Vous pouvez vous emparer de Rome, je n'opposerai aucune résistance, mais je ne puis ni ne dois vous céder, par

un acte formel, une souveraineté dont je ne suis pas le maître. »

Bonaparte, accoutumé à forcer toutes les volontés à ployer sous la sienne, regardait ces observations comme une insulte dans un temps où l'empereur d'Allemagne lui abandonnait une partie de ses provinces, et, pour conserver les autres, lui accordait en mariage sa fille l'archiduchesse Marie-Louise.

Avant le décret du 10 juin, Pie VII mêlait à ses refus les tendres expressions de la bienveillance. Après cette injuste expoliation, il se crut dispensé de ces vains ménagemens. Ce pontife, enfermé au fond du Vatican, était abreuvé d'amertume par le général français commandant dans Rome. Ses armes spirituelles lui restaient ; il les employa d'abord à refuser des bulles aux évêques nommés par l'empereur des Français. L'occasion se présenta bientôt d'en faire usage d'une manière plus désagréable pour lui.

Depuis plus de quinze ans, Bonaparte marié avec Joséphine Tascher de la Pagerie, veuve du comte de Beauharnais, n'avait point d'enfant. Il vivait cependant, avec son épouse, dans une parfaite intelligence. Joséphine avait partagé, avec Napoléon, l'honneur d'être sacrée par le pape. Cette auguste cérémonie augmentait les sentimens affectueux inspirés par ses vertus vraiment royales, et la réunion des qualités du cœur qui peuvent distinguer une femme du premier rang. On l'avait

vue, dans l'affaire du duc d'Enghien, se précipiter aux pieds de son mari et les tenir long-temps embrassés. Bonaparte, étranger aux affections humaines, vit, sans émotion, couler les larmes de Joséphine ; elles ne purent changer le sort d'un prince renommé par sa bravoure et ses qualités personnelles, le dernier rejeton du grand Condé et d'une race de héros.

D'après une coutume immémoriale, les sentences en cassation des mariages contractés par les souverains catholiques étaient du ressort de la cour romaine : Pie VII refusa absolument de peser les raisons qui pouvaient rendre nul celui de Napoléon Bonaparte et de Joséphine Tascher. Les sollicitations de l'empereur François II ne purent jamais changer ses résolutions à ce sujet. La manière dont Bonaparte se vengea du pape n'a point d'exemple dans l'histoire, depuis le pontificat de Silverius, envoyé en exil à Patave, en Lycie, par Bélisaire, en 537. Pie VII fut enlevé dans Rome avec beaucoup de mystère et entraîné sur les frontières de Provence, en traversant la Ligurie. Il fallait passer au milieu de Gênes ; on redoutait un soulèvement populaire. Les geoliers du pontife le forcèrent de s'embarquer sur une tartane, auprès de Castagnia, à peu de distance de la ville. Pie VII, étonné, se croyait au dernier instant de sa vie. On mit à la voile sans s'occuper de ses appréhensions. Il fut débarqué auprès du faubourg de Saint-Pierre d'Arena. Remis dans sa voiture, la route se con-

tinua par le chemin de la Corniche. Arrivé enfin dans Savone, il fut logé dans la maison épiscopale, sous la garde d'un régiment d'infanterie et d'un corps nombreux de gendarmerie.

On accusa le cardinal Maury d'avoir engagé Bonaparte d'user de cette inexcusable violence, en lui faisant entendre que le pape, éloigné de sa cour, étourdi de sa chute, et peu assuré de sa vie, achèterait sa liberté en ne lui refusant aucune satisfaction. Maury devait à la maison de Bourbon le chapeau de cardinal; il se flattait, par ses souplesses auprès de l'empereur des Français, de parvenir un jour à la papauté. La fermeté du pape l'emporta sur les ruses du cardinal Maury et du ministre de la police Fouché, employé dans cette intrigue longue et infructueuse.

Après l'enlèvement du pape, la cour romaine se dispersa; la plupart des cardinaux vinrent à Paris; le gouvernement leur payait une pension de trente mille francs. Cet évènement retentit dans l'Europe entière, et fit peu d'impression en France. On ne parlait du pape d'aucune manière. En général, on le croyait encore résidant dans Rome. Cependant son séjour, inutilement prolongé sur la côte de Gênes, inquiétait Bonaparte et ses ministres. Une escadre anglaise parcourait la Méditerranée; un débarquement imprévu pouvait délivrer le prisonnier. Un bruit, sourdement répandu, attribuait aux Anglais le dessein de transporter le pape dans Malte, avec les déférences dues à sa dignité émi-

nente, de le mettre en possession du palais du grand-maître, de la belle église de Saint-Jean, et de lui assurer un traitement assez considérable pour rassembler, avec splendeur, dans cette île, la cour pontificale. Le gouvernement français prévint cette fuite, en amenant le pape dans le château de Fontainebleau. Bonaparte se proposait de négocier lui-même avec son nouvel hôte. Les détails à ce sujet restèrent dans les replis tortueux de la diplomatie. Il exista un traité entre le pape et l'empereur; il ne fut connu que par un *Te Deum* chanté par le cardinal Maury dans la cathédrale de Paris; ses articles ne vinrent pas à la connaissance du public. Peut-être même cet acte, rédigé par des plénipotentiaires, ne fut jamais signé par Pie VII. On supposait que Bonaparte donnait au pape, en échange des Etats romains, le Comtat-Vénaissin, avec un revenu de quatre millions en terres exemptes de toutes charges, et la liberté de résider, à son gré, dans Avignon, dans Paris et dans Rome. Au surplus, rien de tout cela ne fut exécuté. Pie VII resta prisonnier dans Fontainebleau jusqu'à la chute de Bonaparte; il retourna alors à Rome.

Bonaparte ne pouvant obtenir l'assentiment du pape pour la cassation de son mariage, s'adressa, pour les effets civils, à son sénat, et pour les effets religieux, au cardinal Maury, administrateur de l'archevêché de Paris. Il ne devait trouver d'un côté et de l'autre aucune contradiction. Joséphine,

attachée à ses devoirs, à son époux et à la France, fit dans cette occasion le sacrifice de sa couronne avec une générosité au-dessus de tout éloge. L'acte en fut présenté au sénat le 16 décembre. On y lisait : L'an 1809, le 15 du mois de décembre, à neuf heures du soir, nous, Jean-Jacques-Régis Cambacérès, prince archichancelier de l'empire, étant dans la salle du trône, au palais des Tuileries, assisté de Michel-Louis-Etienne Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, ministre d'état, secrétaire de l'état de la famille impériale, S. M. l'empereur et roi a daigné nous adresser la parole en ces termes : « Je vous ai appelé auprès de moi pour vous faire connaître la résolution que moi et l'impératrice, ma très-chère épouse, avons prise. L'intérêt et le besoin de mes peuples veulent que je laisse des enfans héritiers du trône où la Providence m'a placé. Depuis plusieurs années, j'ai perdu l'espérance d'en avoir de mon mariage avec Joséphine. Je crois devoir sacrifier les plus douces affections de mon cœur, et vouloir la dissolution de notre mariage. Je dois ajouter que, loin d'avoir eu jamais à me plaindre, je n'ai au contraire qu'à me louer de l'attachement de mon épouse ; elle a embelli quinze ans de ma vie ; le souvenir en restera gravé dans mon cœur : elle a été couronnée de ma main, je veux qu'elle conserve le rang et le titre d'impératrice. »

L'empereur ayant cessé de parler, l'impératrice prit la parole et dit : « Ne conservant aucun es-

poir d'avoir des enfans, je me plais à donner à mon époux la plus grande preuve de dévouement qui ait jamais été donné sur la terre. Je consens à la dissolution d'un mariage qui prive la France du bonheur d'être gouvernée par les descendans d'un homme suscité par la Providence pour effacer les maux d'une terrible révolution, et rétablir l'autel, le trône et l'ordre social en France. Cet acte, dicté par la politique, a froissé mon cœur; je me sacrifie au bien de la patrie. »

Le sénat prononça : « Le mariage contracté entre l'empereur Napoléon et l'impératrice Joséphine est dissous. L'impératrice Joséphine conservera le titre et le rang d'impératrice-reine couronnée. Son douaire est fixé à deux millions de francs sur le trésor public. » La même dissolution fut prononcée sous les rapports religieux par l'officialité de Paris.

Dans un autre temps, François II eût peut-être douté si Bonaparte était légalement dégagé de ses anciens liens. Les circonstances ne lui permettaient pas d'incidenter. L'archiduchesse Marie-Louise arriva à Saint-Cloud le 30 mars 1810. La cérémonie religieuse du mariage fut célébrée au château des Tuileries dans le salon des tableaux. Le cardinal Fech, archevêque de Lyon, donna aux deux époux la bénédiction nuptiale, en présence de quelques cardinaux. Les autres s'étaient dispensés, sous divers prétextes, de venir au château. C'était l'effet d'une congrégation dans laquelle ils avaient

décidé que le mariage de Napoléon et de Joséphine, n'ayant pas été annullé par une sentence papale, ils ne pouvaient autoriser, par leur présence, son nouvel hyménée sans blesser leur conscience. Cet acte secret vint à la connaissance de Bonaparte. Il priva ces cardinaux de leur pension, les relégua dans des villages, leur défendant de prendre le titre de cardinaux et d'en porter l'habit. Joséphine se retira dans sa terre de Malmaison. Elle y mourut peu de temps après le retour de Louis XVIII en France.

De tous les biens accordés à Napoléon par l'inconstante fortune, son hymen avec l'archiduchesse Marie-Louise fut sans doute le plus étonnant. Quel homme pouvait passer des jours plus glorieux et plus tranquilles! Elevé sur le premier trône du monde, une auguste alliance consolidait sa domination. Les peuples commençaient à s'y accoutumer. Bientôt un fils, objet le plus ardent de ses vœux, vint au monde pour lui succéder. Par quel ordre des destinées les douceurs de la paternité, comblant ses désirs immodérés, ne lui apprirent-ils pas qu'un trône ne se cimente par de trop vastes conquêtes achetées à force de sang et de larmes, mais par de sages institutions; et qu'en rendant son gouvernement cher à ses sujets et à ses voisins, il en eût assuré la durée? Un grand nombre de princes étrangers, soumis à sa puissance, entretenaient ses troupes et payaient tribut pour satisfaire à son luxe et à sa prodigalité. En qualité

de modérateur de la confédération helvétique, il dominait en Suisse. En qualité de protecteur de la confédération du Rhin, il dominait en Allemagne. Les princes germaniques n'étaient souverains que de nom; il faisait arrêter et juger leurs sujets sans daigner les en instruire. Il se rendait maître de leurs places de guerre; il disposait de portions importantes de leur territoire et de leurs domaines pour former des dotations en faveur de ses généraux et de ses courtisans. Il refusait de rappeler ses troupes dans l'intérieur de son empire. C'était, disait-il, pour être en état de faire la guerre au commerce britannique. Mais sous ce prétexte, abusant de toutes les occasions de donner de nouvelles provinces à son empire, déjà trop grand, comment pouvait-il ne pas apercevoir qu'il portait peu à peu à son comble la haîne des nations contre lui, et que les rivalités existantes entre plusieurs puissances céderaient enfin à la nécessité de résister à l'ennemi commun?

La politique de l'Europe semblait prendre une nouvelle direction en sa faveur. Le roi d'Angleterre, le plus ardent de ses ennemis, tombé dans une maladie de langueur dégénérée en aliénation d'esprit, abandonnait les rênes de ses états. Elles étaient confiées au prince de Galles, dont les sentimens pacifiques annonçaient à l'Europe le retour de la tranquillité et du bonheur, si l'empereur des Français eût abandonné les chimères d'une ambition insatiable. Le roi de Suède, ayant perdu son

fils unique, faisait reconnaître, en qualité de prince royal, le maréchal Bernadotte, et prenait avec la France des engagemens contraires à la domination maritime usurpée par l'Angleterre. L'empereur d'Autriche, ayant donné sa fille à un soldat heureux, obéissait à la nécessité en signant un nouveau traité en vertu duquel les deux puissances promettaient de fournir un secours de trente mille hommes à celle qui serait attaquée. Le roi de Prusse, lui-même, resserrait (1) ses liaisons avec Bonaparte.

Ebloui par sa grande élévation, il se crut le roi des rois. N'écoutant que ses passions tumultueuses, voulant ce qui ne pouvait être, oubliant tout, s'oubliant lui-même, ce qui semblait devoir accroître sa fortune devint la cause de sa perte. . . . .

Son despotisme pesait sur sa famille elle-même. Son frère Lucien, né fier et indépendant, ne voulut jamais se plier à ses caprices. Bonaparte lui tenait un jour des propos désobligeans; il lui répondit avec fermeté : « Le hasard autant que vos talens vous a placé au-dessus de vos proches; il est indécent de leur faire sentir à tout moment votre supériorité; seul de ma famille, je ne tremble pas devant vous : cette exception m'honore. Ne voulant plus m'exposer à vos dédains, je sors à l'instant de chez vous pour n'y plus rentrer; mais

(1) Traité d'alliance du 24 février 1812, entre l'empereur des Français et le roi de Prusse.

n'oubliez pas que je suis votre frère aîné et non votre courtisan. » Lucien tint parole.

Joseph et Jérôme lui parlaient en tremblant. Mécontent de Jérôme, il lui disait dans une assemblée : « Si la majesté des rois se trouve empreinte sur leur front, vous pouvez voyager incognito, sans crainte d'être découvert. » Ce propos, tenu par un frère à son frère, renfermait un genre de mépris inconcevable. Bonaparte croyait-il en effet qu'un même sang ne circulait pas dans ses veines et dans celles de ses frères ?

Joachim Murat régnait dans Naples. Bonaparte, en plaçant sa sœur et son beau-frère sur le trône, l'avait accablé de redevances sans nombre et sans mesure. L'argent des Napolitains, sortant chaque année pour payer ces redevances, manquait aux transactions du commerce. Le nouveau roi, ne pouvant couvrir les charges publiques, excitait des mécontentemens dont il lui était impossible de se garantir. Bonaparte, dans toutes ses actions, songea constamment à lui-même et à sa puissance ; donnant des souverainetés à ses proches, son but était peut-être d'accoutumer les peuples étrangers à la domination française, et son arrière-pensée de les surcharger de subsides, afin que l'espoir d'en obtenir la suppression les engageât à regarder comme un avantage leur réunion à l'empire français. Le nouveau roi, ne pouvant obtenir un adoucissement de ce fardeau trop pesant, prit le parti désespéré, quand les puissances du nord marchaient

sur Paris, d'adandonner Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie, et de réunir ses troupes aux troupes autrichiennes, opération à laquelle on attribua la perte de Bonaparte, et qui causa la sienne dans la suite.

Louis Bonaparte s'y prit d'une manière différente; les règlemens au sujet des marchandises anglaises nuisaient essentiellement aux Hollandais, dont le commerce est la principale occupation. Louis, voulant éviter la ruine de ses peuples, fermait les yeux sur quelques fraudes à ce sujet. Bonaparte lui écrivit, sous la date du 24 mars 1809 : « Monsieur mon frère, en vous plaçant sur le trône de Hollande, je n'avais d'autre but que celui de vous faire concourir à l'accomplissement de mes desseins. Quel que soit le titre de roi, dont j'ai bien voulu vous honorer, vous ne deviez point oublier que je suis le centre auquel toutes vos actions royales doivent se rapporter. J'apprends cependant qu'au mépris de mes volontés vous souffrez paisiblement que vos ports soient ouverts au commerce anglais, que votre royaume soit leur entrepôt, et vos marchés les lieux où se débitent leurs marchandises. Si vous ne réprimez sur-le-champ un ordre de choses aussi contraire à mes intérêts, je serai contraint d'oublier que vous êtes mon frère. »

Louis connaissait le caractère irascible de son frère; redoutant pour les Hollandais les effets de sa colère, il prit le parti d'abdiquer sa couronne, et de chercher une retraite loin des pays soumis

à la domination de Bonaparte ; vivement affecté de cette abdication, il disait : « Ce malheureux-là a pris à tâche de justifier le public qui regarde mes frères comme des roitelets. » La Hollande fut réunie à la France par un décret du sénat ; il donnait à Amsterdam le troisième rang parmi les villes de l'empire français.

Bonaparte faisait alors ses dispositions pour forcer les Espagnols et les Portugais à reconnaître l'autorité du roi Joseph. La force militaire s'élevait en France, en 1809, à neuf cent mille hommes d'infanterie, cent mille hommes de cavalerie et cinquante mille d'artillerie ; elle n'était pas moindre l'année suivante. On fut forcé de prendre la conscription par anticipation sur les années suivantes ; cette difficulté annonçait l'urgente nécessité de se conduire de manière à n'avoir plus besoin de ces vastes levées d'hommes. Bonaparte n'y faisait aucune attention ; il agissait comme s'il eût pu trouver chaque année en France cent cinquante mille jeunes gens à sacrifier dans les travaux de la guerre.

1810. IX. Le but des opérations de cette année était de s'emparer de la ville de Lisbonne. Cette expédition fut confiée au maréchal Soult, duc de Dalmatie. Le maréchal Masséna, prince d'Esling, envoyé en Espagne à la tête d'une armée formidable, devait pénétrer en Portugal vers le nord. Le duc de Dalmatie avait sous ses ordres les ma-

réchaux Victor et Mortier. Les maréchaux Ney, revenu dans la péninsule, Suchet, Augereau, Macdonald et Juno commandaient, dans la partie septentrionale de l'Espagne, divers corps de l'armée de Masséna. L'Espagne était remplie de troupes françaises, italiennes, allemandes; on y comptait vingt mille Polonais; mais, pour arrêter les courses des guerillas, on aurait eu besoin d'une armée dans chaque canton. La nécessité d'occuper les villes et même les villages rendit constamment les armées actives trop peu nombreuses : c'était un inconvénient auquel il était impossible de suppléer, malgré la puissance de l'empereur des Français. Il eût fallu, pour subjuguer l'Espagne, y transplanter la moitié de la France.

Au sud de la Guadiana, s'élèvent les montagnes appelées *Sierra-Morena*. Elles conduisent dans les plaines de l'Andalousie, arrosées par le Guadalquivir. Soult reçut ordre de franchir ces montagnes, à la tête de cinquante mille hommes. La force des Espagnols dans la Sierra n'excédait pas vingt mille soldats; mais le pays dans lequel ils combattaient leur offrait des positions dans lesquelles un petit nombre d'hommes pouvait résister à des corps nombreux. Soult, voulant diminuer cette résistance, en forçant l'ennemi à se disséminer, exécutait divers mouvemens dans la direction des principaux débouchés, surtout dans les deux extrémités de la Sierra; c'était le moyen de forcer le général espagnol Arrizaga d'envoyer l'élite de

ses troupes sur ses deux flancs, dans la crainte d'être tourné, et de dégarnir son centre sur la grande route de Madrid à Cadix. Ce point fut attaqué le 20 janvier; le centre de l'armée française était commandé par Mortier, sa droite par Victor, sa gauche par le général Sébastiani; les Espagnols, inférieurs en nombre, attendaient leurs ennemis dans des retranchemens devant lesquels ils avaient creusé des mines dont ils espéraient le meilleur effet; ces mines, mal calculées, furent inutiles. Les Français emportèrent les retranchemens espagnols; Arrizaga dirigea sa retraite sur Grenade, afin de donner le temps aux villes de Séville et de Cadix de prendre quelques précautions pour éviter une surprise. Sébastiani, à la tête du quatrième corps, attaqua Arrizaga aux environs d'Alcala la Réal. La grande supériorité des Français leur promettait le succès du combat. Les Espagnols se retirèrent vers Murcie; Sébastiani entra dans Grenade: le roi Joseph marchait alors à la tête de l'armée; on arriva devant Séville le 31 janvier. La ville, sans moyens de défense, envoya des parlementaires; ils proposaient d'assembler les cortès d'Espagne dans Séville. Après d'assez longues contestations, le maréchal Victor promit une amnistie générale, et une exemption de toute contribution *illégale*. A l'égard de la représentation nationale, Joseph fit dire aux parlementaires que les cortès devant faire des lois pour l'universalité de la monarchie, on ne pou-

vait les assembler avant la pacification générale. Joseph fut admis dans Séville, et prit possession de l'Alçasar de cette ville, où son armée fit quelque séjour.

Le duc d'Albuquerque commandait une petite armée dans l'Estramadure; profitant de ces délais, il se jeta dans Cadix. Le maréchal Soult arriva auprès de cette ville le 10 février; huit jours plutôt il y serait entré sans obstacles. Ayant sommé le duc d'Alburquerque de recevoir les Français dans l'île de Léon, il en reçut cette réponse: « L'unanimité du sentiment qui a déterminé les Espagnols à se soustraire à une domination inique, règle la conduite de chaque individu. Nous soutenons les droits de Ferdinand VII, notre légitime souverain. La justice de notre cause nous donne lieu d'espérer le secours de Dieu; si tous les combats ne nous ont pas été favorables, nous devons ces revers à notre inexpérience; elle diminue chaque jour et nos forces augmentent. Les Espagnols ne poseront jamais les armes sans avoir recouvré leurs droits imprescriptibles; une armée de cent mille hommes ne saurait réduire la forteresse de Cadix. Je conseille à votre excellence de renoncer à une entreprise dans laquelle vous sacrifieriez en vain votre armée entière; à l'égard de l'intérêt que vous daignez prendre au sort des habitans de Cadix, je dois vous assurer que l'illustre nation britannique n'a pas, comme vous l'insinuez, le dessein de s'emparer de cette place; son unique

but, en réunissant ses armes aux nôtres, est de nous défendre. Au surplus, si votre résolution est d'assiéger une forteresse imprenable, j'ai l'honneur de vous prévenir que nous traiterons les prisonniers français avec les ménagemens en usage chez les nations policées. On aurait horreur de suivre l'exemple donné par les troupes françaises en immolant cruellement les Espagnols sous la dénomination d'insurgens. Vous me proposez une conférence, elle est inadmissible. »

Cette lettre laissait au maréchal Soult la seule alternative de réduire Cadix par famine ou par la crainte d'un bombardement. Il fit occuper San-Lucar-de-Barramela, à l'embouchure du Guadalquivir, Rota, Puerto de Santa-Maria, Puerto-Réal et Chinclina; une forte garnison fut placée à Medina-Sidonia. Le maréchal Mortier avait été envoyé en Estramadure pour communiquer avec le deuxième corps, dont le général Reynier venait de prendre le commandement, et pour se rendre maître de la ville de Badajos, entreprise qui ne réussit pas; mais les Français entrèrent dans Malaga, où l'on trouva cent cinquante canons de tout calibre. Joseph quitta alors l'armée, accordant au maréchal Soult le commandement géuéral de l'Andalousie; il vint établir sa résidence dans Séville, laissant le maréchal Victor devant Cadix.

Les habitans de cette ville venaient d'envoyer le duc d'Albuquerque en ambassade à Londres;

le général Blacke lui succéda dans le commandement de cette place. Une tempête affreuse, qui dura du 7 au 10 mars, détruisit presque toutes les batteries des Français sur les bords de la mer; elle fut encore plus funeste aux Espagnols: quatre vaisseaux de ligne et près de cinquante navires marchands périrent dans le port. Depuis l'embouchure du Guadalquivir jusqu'au fond de la baie de Cadix, la côte présentait le triste spectacle de plusieurs milliers d'infortunés luttant contre les vagues avec les débris de leurs bâtimens; à peine put-on en sauver un petit nombre.

Soult trouvait des difficultés auxquelles il ne s'attendait pas; la force de Cadix était généralement connue; d'autres obstacles retardaient les travaux du siège; les subsistances devenaient rares dans le camps des assiégeans, tandis que les assiégés, maîtres de la mer, recevaient tous les objets dont ils avaient besoin. L'Andalousie paraissait pacifiée; c'était une fausse paix. Les habitans du pays détruisaient leurs ressources avec la certitude d'affamer leurs ennemis. Soult écrivait de Grenade, le 17 mars, au maréchal Berthier: « Il devient chaque jour plus difficile de se préserver des intrigues fomentées par les agens anglais, tant que le camp de Saint-Roch ne sera pas occupé par les troupes françaises; le roi y aurait envoyé la division du général Dessolles, si on pouvait la retirer de la Sierra-Morena, où elle est indispensable pour maintenir la communication entre ces

montagnes et l'Andalousie, et pour contenir la population entière des provinces de Jaen et de Cordoue, tourmentée par des nuées de soldats dispersés. On élève à plus de trente mille le nombre de ces soldats vagabonds et indisciplinés; ces armées se composaient de ces dangereux guerillas dont j'ai parlé précédemment; ils se rassemblaient dans les montagnes des Alpujarras, et de là s'étendaient à l'improviste dans tous les cantons où les troupes françaises n'étaient pas assez nombreuses pour leur résister. »

Soult adopta le système des colonnes mobiles contre cette sorte d'ennemis, dont le nombre et les positions variaient perpétuellement. La Romana et Blacke déployèrent beaucoup de talens dans cette guerre irrégulière. Toute l'année ils se battirent contre des corps commandés par Mortier, Sébastiani et Latour-Maubourg, et les succès furent balancés.

Sébastiani fit attaquer, le 11 avril, le fort Malagarda, défendu par les Anglais; ils furent contraints de l'abandonner le 25; la supériorité de l'artillerie française en avait fait une masse de décombre. La possession de ce poste permettait aux Français de jeter quelques bombes dans Cadix, la distance du fort à la ville étant à-peu-près égale à la portée des mortiers de douze pouces et des pièces de trente-six pointées sous l'angle de trente à quarante-trois degrés; cependant ce fort étant lui-même foudroyé par d'autres fortifications, il

ne put jamais rendre de grands services aux assiégeans.

Wellington avait envoyé sur la côte de Cadix un corps de trois mille hommes, aux ordres du général Blaney. Il débarqua au mois d'octobre, à quelques lieues de Malaga, auprès du fort de Fuengirola, défendu par cent soixante Français. Les Anglais, maîtres de ce fort, y avaient placé une garnison, se flattant que Sébastiani pour le reprendre dégarnirait Malaga; alors d'autres troupes, venues de Gibraltar, auraient tenté d'enlever Malaga d'un coup de main, favorisées par les habitans. Ce plan, mal combiné, échoua complètement. Sébastiani parut à la tête d'un corps supérieur aux alliés. Ils se rembarquèrent et entrèrent dans le port de Cadix.

A la fin d'octobre, les Français avaient plus de trois cents pièces en batterie devant Cadix. Le Trocadera, Puerto Real et Chiclana étaient fortifiés avec soin. Soult présidait lui-même à ces travaux. Il croyait effrayer la garnison ou les habitans par des bombes lancées jusqu'à dix-neuf cents toises, par des mortiers de nouvelle invention. L'habileté et la patience des assiégés paralysaient ces efforts; le siège, dans les derniers jours de décembre, n'offrait aucune apparence de succès.

Dans les provinces septentrionales, Masséna, ayant laissé des garnisons suffisantes en Arragon et en Catalogne, avait réuni une armée de soixante-

dix mille hommes, commandée, sous ses ordres, par les généraux Ney, Junot et Regnier. Il se proposait de pénétrer en Portugal, sur les bords du Tage. Lord Wellington défendait la frontière avec une armée moins considérable, composée d'Anglais et de Portugais; mais il avait à son front deux places fortes, Ciudad-Rodrigo et Almeida. Le général français chargea le maréchal Ney du siège de Ciudad-Rodrigo. Il ouvrit la tranchée la nuit du 15 juin. Junot, à la tête d'un corps d'observation fort de vingt mille hommes, prit poste sur la rive gauche de l'Agueda, pour observer lord Wellington, dont l'avant-garde et le corps d'armée campaient auprès d'Almeida. Un second corps d'observation, commandé par le général Regnier, contenait l'arrière-garde anglaise, conduite par le général Hill. La place se défendit durant vingt-cinq jours; on y trouva une nombreuse artillerie, beaucoup de munitions et de riches magasins. L'armée se porta sur Almeida.

Cette place fut investie dans les premiers jours d'avril, et se défendit avec beaucoup de courage. Mais Wellington n'ayant pas voulu risquer un combat pour la secourir, elle fut obligée de se rendre. La garnison, de cinq mille Portugais, fut renvoyée dans ses foyers, en promettant de ne plus porter les armes contre les Français.

Après la reddition d'Almeida, Wellington s'était placé dans la vallée du Mondego, sur la route de Lisbonne. Masséna se mit en marche le

16 septembre; on s'avançait dans la Sierra de Buzaco, chaîne de montagnes dans lesquelles coulent le Mondego et la Cria. Wellington, connaissant le pays, prit une position à Buzaco, sa droite appuyée au Mondego, sa gauche à l'extrémité de la Sierra, dans un endroit où la cavalerie et l'artillerie des Français ne pouvaient leur rendre de grands services. Masséna ne pouvait continuer sa route vers Lisbonne sans forcer ce camp retranché; il le fit attaquer le 27 septembre. Regnier commandait la droite de l'armée, Ney la gauche; Junot restait en arrière avec son corps et toute la cavalerie. Les Anglais étaient inexpugnables. Après de vains efforts, on prit le parti de les tourner par leur gauche. L'armée gagna la route de Coimbre, par Sardao. Les Anglais connaissaient l'importance de ce poste. Wellington avait détaché un régiment pour l'occuper; il y arriva trop tard: les Français en étaient les maîtres. Wellington, ne jugeant plus sa position tenable, repassa le Mondego pour prendre une autre position. Les Français entrèrent, sans résistance, dans Coimbre le 1er octobre. Wellington reculait et se rapprochait de Lisbonne, où son armée pouvait trouver des renforts. Ses troupes occupaient, le 10, la ligne de Torres-Vedras, la droite à Alhandra, près du Tage, la gauche au bord de la mer, près de l'embouchure du Sizandra. Les Français arrivèrent en présence des Anglais à la mi-octobre; ils trouvèrent la position de Torres-Vedras encore plus

forte que celle de Buzaco. Les généraux anglais avaient eu le temps de la couvrir de redoutes construites avec soin et garnies d'artillerie. La grande supériorité des Français leur permettait de s'étendre au loin. Masséna entreprit de bloquer les alliés, dans l'espoir que, manquant de subsistances, ils sortiraient de leurs lignes et accepteraient une bataille en rase campagne. La gauche de l'armée française fut placée à Villa-Franca, son centre à Alanquer, sa droite auprès d'Alta. Cette opération ne pouvait réussir dans un pays où les villageois refusaient leurs denrées à l'armée française, et les prodiguaient à l'armée alliée par tous les moyens possibles. Si Bonaparte se fût trouvé alors en Espagne, il eût assurément forcé les lignes de Torres-Vedras. Masséna se trouva bientôt lui-même assiégé dans son camp par des nuées de guerillas. Toutes les précautions avaient été prises pour soustraire les subsistances à la finesse des maraudeurs français en les enfouissant dans la terre, ou en les portant dans les montagnes inaccessibles.

Chaque jour l'armée alliée recevait des renforts; en même temps elle perfectionnait ses lignes. Masséna, ne trouvant plus de vivres dans les vallées du Tage et du Zezené, fut contraint, au mois de novembre, de prendre la route de Santarem, pour se rapprocher des pays dans lesquels il pouvait nourrir son armée. Les Anglais venaient d'être renforcés d'un corps de troupes arrivé de Londres, et de dix mille Espagnols commandés par le marquis

de la Romana. L'armée française s'affaiblissait par des maladies causées par la saison pluvieuse et la mauvaise nourriture, et par les nombreux détachemens envoyés de tous les côtés pour se procurer cette mauvaise nourriture.

Wellington parut devant Santarem le 19 octobre ; il ne crut pas devoir attaquer les Français. L'inconvénient de tenir une armée en campagne durant l'hiver avait déterminé Wellington à mettre ses troupes en cantonnement sur les deux rives du Tage. Les divisions aux ordres des généraux Hill, Fane et Erskine occupèrent la rive gauche du fleuve ; le reste de l'armée fut placé à la droite ; les généraux Spencer et Cameron à Cartaxo, où se trouvait le quartier-général ; le général Crawford, entre Cartaxo et Santarem ; le général Picton, à Torres-Vedras ; le général Campbell, à Alenquer ; le général Cole, à Azambujo ; le général Leith, à Alcaentre, et quelques corps dans les lignes. L'armée française s'étendait dans les fertiles campagnes entre Santarem et le Zezere. Le neuvième corps fut cantonné aux environs de Leyria, sous les ordres du général Drouet ; on augmenta les fortifications de Santarem ; on jeta un pont sur le Zezere ; il fut couvert de retranchemens sur les deux rives, afin de conserver une communication avec l'Espagne par Castel-Franco.

X. La campagne de 1811 commença par la mort du marquis de la Romana. Ce guerrier, élevé 1811.

en France, en parlait la langue avec élégance. Wellington, rendant compte de cet évènement au comte de Liverpool, s'exprimait en ces termes : « Le marquis de la Romana est mort, le 25 janvier, presque subitement. L'armée espagnole a perdu son plus bel ornement, le plus brave, le plus zélé défenseur de la cause pour laquelle nous combattons. Je reconnais, avec gratitude, l'assistance que j'en ai reçu, par ses conseils et par son activité, depuis son arrivée dans mon armée. »

Masséna avait renoncé au projet de se rendre maître de Lisbonne. Ayant fait distribuer à ses troupes ce qui lui restait de vivres, il prit dans les premiers jours de mars la résolution de revenir en Espagne. Depuis plusieurs jours, les gros bagages étaient en marche avec une nombreuse escorte dans la direction du Mondego. L'armée suivit la même route. On arriva sans obstacles sur les hauteurs de la Redinha. Toute l'armée de Wellington s'était réunie ; elle suivait les manœuvres des Français. Ils furent attaqués le 12 mars. Masséna, vivement pressé sur son front, et tourné par sa droite, ordonna la retraite sur la Redinha. L'armée souffrit beaucoup au passage de cette rivière. Elle marcha pendant la nuit, par Condexa, sur Ponte de Murcella. On fut contraint de s'arrêter pour donner le temps aux gros bagages de faire route. Masséna prit une position avantageuse sur les bords de la Ceyra. Les bagages et la grosse artillerie ayant gagné quelques marches, ce géné-

ral passa la Ceyra, fit couper le pont, et continua sa retraite vers Almeida. De Santarem à Almeida, le pays montagneux offre presque à chaque pas des positions militaires dans lesquelles il est aisé de se défendre. Masséna était dans Almeida vers les premiers jours d'avril. Cette longue marche fut à peine retardée par quelques affaires de postes peu importantes. Masséna, laissant dans Almeida une garnison de trois mille hommes, crut devoir donner quelques repos à ses troupes. Il les mit en quartier de cantonnement entre le Duero et le Tormes.

Wellington, manquant de grosse artillerie, ne pouvait assiéger Almeida dans les règles de la guerre; il se contenta d'en faire le blocus. Ayant chargé de cette opération le général Spencer avec la plus grande partie de l'armée, il se portait rapidement sur les bords de la Guadiana.

Au commencement de la campagne précédente, le maréchal Soult avait fait une vaine tentative contre Badajos; l'importance de cette place au bord de la Guadiana, dans un pays extrêmement fertile, engagea le général français d'en renouveler l'attaque : il voulut la diriger lui-même. Le marquis de la Romana, quelques jours avant sa mort, avait envoyé sur les bords de la Guadiana douze mille hommes aux ordres du général Mendizabal. Soult ne pouvait investir complètement Badajos sans chasser Mendizabal de sa position. Il fut attaqué le 19 février et entièrement défait; six

mille hommes de ce corps furent forcés de mettre bas les armes. Quelques fuyards se réfugièrent, les uns dans Badajos, les autres dans Elvas. Mendizabal, avec sa cavalerie, fit sa retraite sous le canon de cette dernière place. Le siège de Badajos fut alors commencé et conduit avec vigueur. Le fort Pardalleirac couvrait la ville; les Français l'enlevèrent à la baïonnette le 11 février. Les assiégés se défendaient avec beaucoup de courage et d'intelligence. Le gouverneur Menacho fut tué dans une sortie. La brèche étant praticable le 10 mars, la place se rendit au moment où les Français allaient monter à l'assaut. La garnison de neuf mille hommes fut faite prisonnière de guerre. Soult trouva dans la place cent soixante-dix pièces d'artillerie, beaucoup de poudre, et deux équipages de pont en bon état.

La joie causée au maréchal Soult par cet heureux succès fut tempérée par le chagrin qu'il recevait presque en même temps, en apprenant la fâcheuse nouvelle d'un revers éprouvé par le maréchal Victor devant Cadix. Un plan avait été formé pour chasser les Français de leurs lignes. Le 20 février, une expédition s'embarqua dans la rade de Cadix : elle se composait de huit mille Espagnols et de quatre mille Anglais, commandés par le général Lapena. On débarqua à Tarifa, où deux mille Espagnols se réunirent à l'armée. Elle marcha sur Chiclana, par Barbate et Veger de la Frontera. On aperçut les avant-postes français le

4 mars. Le général Grahan formait l'avant-garde avec les Anglais et deux mille Espagnols. Il avait pris position à Barrossa. Le général Lapena lui ordonna de se porter sur Bermesa pour s'opposer aux efforts que pourrait tenter le maréchal Victor, contre un second corps anglais et espagnol, dont les attaques dirigées en arrière des lignes françaises, près de Santi-Petri, ouvraient la communication du continent avec l'île de Léon. L'amiral Keath favorisait cette expédition en menaçant plusieurs points de la côte, et forçant les Français de partager leurs forces.

Grahan fut instruit auprès de Bermesa de la marche des Français pour s'emparer des hauteurs de Barrossa. Il fit sur-le-champ une contre-marche afin de soutenir les troupes chargées de garder ce poste. Malgré la rapidité de son mouvement, les Français, commandés par le général Ruffin, avaient mis en fuite les Espagnols et s'établissaient sur la hauteur. Grahan, inférieur en nombre, ordonne l'attaque, et, après des efforts multipliés de bravoure, reste maître du champ de bataille; mais le général Lapena ne seconda pas les Anglais : au lieu d'attaquer les lignes françaises, il resta, pour ainsi dire, spectateur tranquille de la lutte sanglante entre les généraux Ruffin et Grahan. Victor, profitant de cette inaction, alla couvrir ses lignes à Chiclana. Grahan, jugeant inutile d'occuper plus long-temps les hauteurs de Barrossa, rentra dans l'île de Léon. Le défaut d'ensemble

fit échouer une attaque bien concertée, mais mal exécutée. On évalua la perte des Français à trois mille hommes, parmi lesquels se trouvaient plusieurs officiers supérieurs. Le général Ruffin, blessé et fait prisonnier, mourut peu de jours après.

Wellington était venu joindre Mendizabal à Elvas; le général Beresford lui amenait quatre mille Anglais. Soult, ayant approvisionné Badajos, revenait vers l'Andalousie, laissant dans Olivenza une garnison de cinq cents hommes. Cette ville, bâtie auprès de la Guadiana, fut enlevée d'un coup de main. Wellington résolut d'assiéger Badajos. A peine le siège était commencé, que Soult revenait sur ses pas avec son armée. A cette nouvelle, les Anglais abandonnent les tranchées commencées, et réunissent leurs forces pour combattre les Français. Ils prirent position, le 16 mai, auprès d'Albuera. Les deux armées étaient de même force; on comptait dans l'une et dans l'autre à-peu-près vingt mille combattans. La bataille commença au lever du soleil et cessa à trois heures après midi. On évalua la perte des deux armées à vingt mille hommes. Egalement vaincues, elles se retirèrent, chacune de leur côté, étonnées du mal qu'elles s'étaient fait réciproquement. Le maréchal Soult avait rempli son but. Les Anglais ne pouvaient continuer le siège de Badajos. Il reprit le chemin d'Andalousie. Le lord Wellington, obligé de quitter l'armée peu de jours avant la bataille,

ou plutôt avant le massacre d'Albuera, en avait laissé le commandement au général Beresford. Ayant été instruit que Masséna réunissait son armée dans l'intention de secourir Almeida, il courait se mettre à la tête de ses troupes, chargeant le général Parc de continuer le blocus d'Almeida. Son armée fut rassemblée, le 4 mai, auprès de Fuentes de Onora; sa gauche, appuyée au fort de la Conception, alors ruiné, et sa droite, à Nava de Havel.

Masséna n'avait pas encore reconnu le terrain; il ordonna au neuvième corps d'attaquer le centre de l'armée alliée à Fuentes de Onora. Ce village fut pris et repris plusieurs fois durant la journée: enfin les Français se fortifièrent à un bout du village et les Anglais à l'autre. Les murs et les rochers, enfermés dans les retranchemens élevés par les alliés, ne permettait plus à Masséna de les enlever sans sacrifier une partie de son armée. Il passa la nuit sur le champ de bataille, et recommença l'attaque le 5, du côté de Nava de Avel. Les Français eurent d'abord quelque succès; ils enlevèrent la position de Posobello à la baïonnette. La résistance des Anglais et la force de leur position obligèrent Masséna d'ordonner la retraite, en reprenant la position occupée la veille de la bataille. Le 7, il envoya ordre au général Brennier, gouverneur d'Almeida, d'en faire sauter les fortifications, et de se retirer avec sa garnison sur Barba del Puerto, d'où il se dirigerait vers San-Felices, passant la

rivière d'Agueda, auprès de ce village. Brennier, ayant communiqué cet ordre aux officiers de la garnison, détruisit les ouvrages les plus importans, mit hors de service l'artillerie, les munitions et les approvisionnemens. Il sortit de la place le 10, au milieu de la nuit; et, passant à travers l'armée anglaise, il gagna le pont de San-Felices au moment où commençait l'explosion des mines qui firent sauter les fortifications.

Masséna quitta alors l'armée d'Espagne : le maréchal Marmont lui succéda. Le maréchal Suchet faisait le siège de Tarragone; cette ville fut prise à la fin de juin. Une insurrection des Catalans forçait l'armée française de se concentrer au bord de l'Ebre et du Duero.

Wellington employait ses soins à relever les fortifications d'Almeida, ou du moins à mettre cette place à l'abri d'un coup de main; son projet était d'en faire son dépôt principal, soit qu'il voulût pénétrer en Espagne ou se tenir sur la défensive. Au milieu de ses travaux, ayant été instruit de la tournure des opérations militaires sur la Guadiana, laissant le commandement de son armée au général Spencer, il était revenu à Elvas. Le général Blacke amenait aux Anglais un renfort de dix mille Espagnols. Beresford se croyait en état de recommencer le siège de Badajos; Wellington voulut le conduire lui-même. Soult se mit sur-le-champ en route pour secourir cette place; ne voulant cependant pas dégarnir ses lignes devant Cadix,

il ordonna à Marmont de venir le joindre sur la Guadiana avec une partie de son armée ; la jonction des troupes de Soult et de Marmont eut lieu dans les environs de Merida, le 18 juin. Wellington avait été contraint d'abandonner Badajos ; il passa sur la rive droite de la Guadiana, et se retrancha dans les environs d'Arronches.

On comptait alors soixante-dix mille combattans dans l'armée française, et à-peu-près autant dans l'armée anglaise ; les Français étaient supérieurs en cavalerie. On s'attendait à une bataille ; elle n'eut pas lieu. La plus grande partie de l'armée britannique, composée de nouvelles levées, était encore affaiblie par une mésintelligence habituelle entre les Espagnols et les Portugais. Wellington, chargé principalement de conserver le Portugal, redoutait une bataille générale, dont les suites pouvaient le forcer de se renfermer dans Lisbonne. Des raisons non moins fortes détournaient le Maréchal Soult d'attaquer les Anglais. Des insurrections perpétuelles se manifestaient en Andalousie ; des nuées de guerillas, commandés par le général Ballasteros, parcouraient cette belle province. Les colonnes mobiles les plus nombreuses ne suffisaient pas pour les contenir. La perte d'une bataille l'aurait forcé d'abandonner le siège de Cadix ; il revint à Séville. Après son départ, Marmont avait passé le Tage, le 17 juillet, à Almaras. Wellington, dirigeant ses mouvemens sur ceux de cette armée, porta la plus grande partie de ses forces près de

Castello-Braneo, à la droite du fleuve ; le reste de l'armée de Portugal, aux ordres du général Dorsenne, s'était cantonné sur les deux rives du Duero. Wellington faisait ses dispositions pour s'emparer de Ciudad-Rodrigo ; Marmont et Dorsenne réunirent leurs forces pour défendre cette place ; elles s'élevaient à soixante mille hommes. Wellington plaça son armée auprès de Fonte-Quinaldo, dans des retranchemens élevés à la hâte ; un combat peu important eut lieu auprès d'Elbodon. Les Français parvinrent à ravitailler Ciudad-Rodrigo ; ils rétrogradèrent ensuite vers Salamanque, et reprirent leurs anciens cantonnemens.

Wellington restait dans son camp de Fonte-Quinaldo. Le général Hill, détaché sur la rive droite du Tage, couvrait la province d'Alentejo, contre les incursions tentées par la garnison de Badajos. Le cinquième corps, aux ordres du général Girard, occupait l'Estramadure. Mon neveu, le chevalier Desodoards, avec quelques compagnies d'infanterie et cent cinquante hommes de cavalerie, défendait l'importante position de Puente-l'Arzobisco. Le général Drouet, avec le neuvième corps, protégeait les communications entre l'Estramadure, Badajos et Séville. Le quatrième corps formait les garnisons des principales villes d'Andalousie. Ballasteros, avec ses guerillas, campait sous le canon de Gibraltar. Le général Suchet était entré dans le royaume de Valence, au mois de septembre ; Blacke défendait cette province, à la tête de vingt-

cinq mille hommes. Les Français n'éprouvaient aucune résistance dans les villes d'Arragon et de Catalogne ; mais la guerre des guerillas s'y continuait avec la plus grande activité contre les colonnes mobiles des Français et leurs convois ; il en était de même dans la Galice, les Asturies et le royaume de Léon. Joseph continuait de résider dans Madrid, mais il n'osait aller passer l'automne dans aucune des maisons royales aux environs de cette capitale. Le général espagnol Castanos levait une armée entre le Tage et la Guadiana, sous la protection du général Hill. Le maréchal Soult avait chargé le général Girard de dissiper ces rassemblemens ; il se laissa surprendre par les Anglais ; son corps, composé de trois mille hommes, fut presque entièrement détruit. Soult, rendant compte de cette évènement au maréchal Berthier, lui disait : « L'action dont je suis obligé de vous parler est si honteuse, que je ne sais comment la qualifier. Le 28 octobre, une brigade, commandée par le général Rémond, était en marche auprès d'Arrojo del Molinos, lorsque le général Hill arriva avec ses troupes dans la Sierra de Montoches, au logement du général Girard, sans qu'aucun coup de fusil ait été tiré. Le général avait avec lui des troupes d'élite ; il s'est laissé surprendre par un excès de présomption. Aucune garde n'était établie aux portes d'Arrojo ; les officiers et les soldats se reposaient dans les maisons comme en pleine paix. Je vais ordonner une enquête et un exemple sévère. »

Les habitans des environs s'étaient réunis aux Anglais dans Arrojo. Girard perdit deux mille hommes; on compta dans le nombre des prisonniers le général Broon et le colonel duc d'Aremberg. Cette surprise fut due en grande partie à l'aversion des Espagnols pour les Français. Aucun habitant des environs ne put être conduit par l'appas du gain à prévenir le général Girard de la marche des Anglais.

Ils n'obtenaient pas le même succès dans le royaume de Valence. Le fort d'Oropesa, sur la route de Tortose à Valence, s'etait rendu à Suchet, le 10 octobre. Ce poste favorisait l'arrivage des convois français venus des bords de l'Ebre. Les Français assiégeaient le château de Sagonte. Blacke communiquait avec le gouverneur de cette forteresse par des signaux convenus; il résolut de tenter le sort d'une bataille pour la sauver; il commandait vingt-cinq mille hommes. Suchet, forcé de laisser dans ses lignes un corps nombreux pour faire face à la garnison, ne pouvait lui opposer plus de vingt mille combattans. Blacke parut à la vue des Français, le 24 octobre. Sa droite, au bord de la mer, était protégée par le feu des vaisseaux anglais; sa gauche s'appuyait au village de Betera. Il attaqua, le 25, les avant-postes de Suchet, et les força de se replier. Blacke commandait son aile gauche; il avait confié sa droite au général Zagar. Ce général, profitant du premier succès, porta l'extrémité de sa ligne en avant, sur une hauteur

d'où il dominait sur l'aile gauche de Suchet; en même temps, la droite de Suchet était tournée par la division de Blacke; cette double manœuvre était téméraire. Blacke avait une supériorité de cinq à six mille hommes; il perdit cet avantage à son centre, par les mouvemens trop étendus de ses deux ailes. Suchet, profitant de cette faute, dirigea ses principaux efforts sur le centre de l'armée espagnole; elle fit des prodiges de valeur. Cependant les Français parvinrent à l'enfoncer à la baïonnette; cet échec du centre rendit inutiles des avantages obtenus à la droite et à la gauche. Les Espagnols exécutèrent leur retraite avec assez d'ordre derrière la petite rivière de Betera; ils avaient perdu près de six mille hommes. La garnison de Sagonte voyait du haut des remparts les inutiles efforts de Blacke pour la secourir. Une plus longue résistance exposait la place à être enlevée d'assaut. La brèche étant reconnue très-praticable, la capitulation fut signée le 26 octobre. La garnison sortit par la brèche.

Suchet marcha sur-le-champ sur Valence; son armée enleva, le 2 novembre, un des faubourgs de cette ville, nommé Serrario.

Valence, bâtie au bord de la mer, est arrosée par le Quadalaviar; Blacke s'était fortement retranché sur les bords de cette rivière. Suchet employa plus de cinquante jours à faire les préparatifs pour en exécuter le passage. L'infanterie espagnole formait

une ligne entre le rivage de la mer et le village de Manissès; la cavalerie, placée au-dessous de ce village, protégeait la gauche de la ligne; trois divisions françaises passèrent le Quadalaviar dans la nuit du 25 au 26 décembre, en face de cette cavalerie; elle fit peu de résistance et se replia en désordre sur Tarente. La partie de l'infanterie, placée à Manissès, voyant les Français déboucher sur sa gauche, craignant d'être enveloppée, au lieu de se réunir au gros de l'armée, prit la route de Murcie. Les Français avaient perdu beaucoup de monde au passage de la rivière. Ils ne poursuivirent pas les ennemis; Blacke s'enferma dans Valence.

Cette ville est entourée de fortifications à l'antique: on y avait ajouté quelques ouvrages modernes. Les Français ouvrirent la tranchée vers la porte de San-Vincente, sur la route de Murcie. Le 8 janvier 1812, les mineurs français préparaient des fourneaux pour faire sauter le mur d'enceinte; la ville capitula le 9; la garnison resta prisonnière de guerre. Suchet trouva dans Valence trois cent soixante bouches à feu et des magasins de tout genre.

Pendant ce siége, le maréchal Soult avait donné ordre à Victor de détacher un corps de dix mille hommes pour s'emparer du Tariffa, afin d'augmenter ses communications avec les côtes d'Afrique dont on pouvait tirer des blés. Le général

Leval forma l'investissement de la place par terre; la garnison consistait en mille Anglais et à-peu-près un même nombre d'Espagnols. La tranchée s'ouvrit le 25 à cent vingt toises de la place; la brèche fut jugée praticable le 31. Les Français s'avancèrent pour donner l'assaut; ils furent repoussés avec une grande perte. Une seconde attaque, le 4 janvier 1812, ne réussit pas davantage. Les Français levèrent le siège à la nouvelle d'une tentative faite par le général Hill pour surprendre Séville. Le maréchal Soult, voulant concentrer ses forces et protéger ses positions principales, rappela le général Leval.

Hill, satisfait d'avoir donné l'alarme aux cantonnemens français, rentra dans ses positions sur les frontières du Portugal. Le but de Wellington, en faisant cette fausse attaque, pouvait être de persuader au général Marmont que la principale force des Anglais se trouvant à la gauche du Tage, on n'avait à redouter de leur part aucune attaque contre Ciudad-Rodrigo, dont les Anglais voulaient faire une de leurs places d'armes. Non-seulement Marmont plaça son armée dans des cantonnemens très-étendus, mais il détacha le général comte de Montbrun avec trois divisions pour seconder les opérations du maréchal Suchet dans le royaume de Valence. Wellington, instruit de ses dispositions, arriva le 8 janvier 1812 devant Ciudad-Rodrigo. La redoute de San-Francesco fut

7*

enlevée le 9, à la baïonnette, par le général Clawfurd. La possession de ce poste favorisait le progrès des attaques. Marmont avait laissé dans la place une garnison trop faible; elle ne s'élevait pas au-delà de dix-sept cents hommes; tout porte à croire que les habitans avaient instruit les Anglais de cette particularité. Assuré d'éprouver une faible résistance, lord Wellington prit la résolution d'enlever la place de vive force, en combinant une attaque par assaut et une autre attaque par escalade. Six colonnes se dirigèrent sur Ciudad-Rodrigo le 19, durant la nuit; elles se rendirent maîtresses de la place en moins de deux heures de combat.

Ainsi finit la campagne de 1811 dont les bons et les mauvais succès furent balancés. Les Français s'emparèrent de Tortone, de Tarragone, de Badajos, de Sagonte, de Valence. Ils battirent leurs ennemis à Gebora, à Baza et à Murviedro; ils firent lever deux fois le siège de Badajos. Les alliés gagnèrent les batailles de Barrossa, d'Albuera et de Fuentes de Onora; ils se rendirent maîtres d'Olivenza, d'Almeida et de Ciudad-Rodrigo. L'expulsion de Massena du Portugal fut sans doute un avantage immense pour les Anglais, mais elle fut due à la famine et non aux attaques des alliés.

Si lord vicomte de Wellington ne permit pas aux Français de s'établir en Portugal, toutes les

autres provinces de la péninsule espagnole leur paraissaient soumises. Cinq armées françaises y dominaient; la première sous le nom d'armée du centre, sous la conduite immédiate du roi Joseph, campait dans les environs de Madrid et de Tolède; la seconde, appelée armée du midi, commandée par les maréchaux Soult et Victor, faisait le siège de Cadix, et occupait les principales villes de l'Andalousie; le maréchal Suchet dirigeait la troisième dans les royaumes de Murcie et de Valence; la quatrième était celle de Catalogne, répandue sur les bords de l'Ebre; enfin, la cinquième, dont le maréchal Marmont était le chef, occupait les frontières du Portugal, depuis les bords du Tage jusqu'aux sources du Minho.

Malgré la présence de ces armées, la résistance des Espagnols ne s'affaiblissait pas. Les Français étaient maîtres des seuls pays où se trouvaient leurs armées; s'ils sortaient d'un canton, ce canton fournissait des hommes, des vivres, de l'argent aux insurgés; il devenait insurgé lui-même. On ne trouvait aucune ressource dans les campagnes. Les villageois enfouissaient leur argent et leurs vivres, et envoyaient leurs bestiaux dans les forêts. Si on demandait la raison de ce dénuement, les habitans accusaient les guerillas d'avoir tout enlevé; ils étaient eux-mêmes les guerillas. Les villes n'étaient guères mieux fournies : on n'y trouvait ni commerce, ni manufactures; la misère s'y

montrait sous une face hideuse. Les superbes troupeaux de mérinos à laine soyeuse, répandus dans les montagnes, devenaient la nourriture ordinaire du soldat; il coupait, pour se chauffer pendant les nuits pluvieuses, les oliviers et les orangers.

Si on en croyait les journaux français, la grande majorité des Espagnols, vaincue par la guerre et par l'anarchie dont la guerre était la suite, se soumettait à sa destinée, et cherchait la tranquillité sous la domination du nouveau roi. Toutes les lettres particulières venues d'Espagne disaient le contraire; elles attestaient l'impossibilité de subjuguer une grande nation fière, ignorante et crédule, persuadée par les prêtres et par les moines que les Français étaient des athées, et que, malgré toutes les proclamations du roi Joseph Bonaparte, la religion catholique se trouverait en Espagne dans un péril éminent si Bonaparte en restait le maître. Tous les Espagnols, regardant le ciel comme leur récompense assurée s'ils mouraient pour leur religion et leur patrie, devenaient d'intrépides soldats.

Joseph avait fait un voyage à Paris au mois d'avril; c'était, disait-on, pour complimenter son frère au sujet de la naissance du roi de Rome. Les hommes accoutumés à calculer combien peu les affections de famille influent sur les actions des rois, regardaient ce motif comme un vain

prétexte ; ils pensaient que Joseph, témoin des dispositions générales en Espagne, venait proposer à l'empereur des Français de rappeler ses troupes et de faire un arrangement avec Ferdinand VII. Bonaparte était bien éloigné d'adopter un système de modération. Joseph vint se rasseoir sur un trône, dont bientôt après le sort des armes devait le forcer de descendre.

LIVRE XX.

I. Intérieur de la France depuis 1811 jusqu'à l'abdication de Napoléon Bonaparte. Nouveau mode de recrutement pour les armées. Concile de Paris. Concordat signé et non exécuté. II. Campagne de 1812 en Espagne. Bataille de Salamanque. Les Anglais sont reçus dans Madrid. III. Levée du siège de Cadix. Les Français rentrent dans Madrid. IV. Campagne de Russie. Disposition des armées. Passage du Niémen. Passage du Dnieper. Bataille de Smolensk. V. Départ de Smolensk. Bataille de la Moscova. Les Français entrent dans Moscou. Abbaye de Zwenighorod. Vue de Moscou. VI. Description de cette capitale ; elle est détruite par les flammes. VII. Séjour de Bonaparte dans les décombres de cette capitale. VIII. Départ de l'armée. Destruction du Kremlin. Bataille de Malo-Jaroslavetz. IX. Voyage de Mozaick à Smolensk. Inhumation du fils de l'hetman Platow. Excès du froid. X. L'armée arrive à Smolensk. Bataille de Krasnoë. XI. Passage de la Beresina. XII. L'armée traverse la ville de Wilna. Bonaparte abandonne ses soldats. On parvient à Kœnigsberg. XIII. Retour de Bonaparte à Paris. Préparatifs pour la campagne de 1813.

1812. I. Depuis la convocation de l'assemblée conventionnelle, cent cinquante mille jeunes gens, enlevés chaque année aux sciences, aux arts, à l'agriculture et au commerce, prenaient le parti des armes; peu d'entre eux revenaient dans la suite à l'état auquel ils avaient été destinés par

leur éducation. Cette soustraction immense diminuait, d'une manière effrayante, le nombre des mariages nécessaires pour maintenir la population de France; cependant la loi de la conscription s'exécutait avec assez de facilité, aussi long-temps qu'elle frappa sur des hommes nés avant l'année 1792, époque de ce genre de recrutement. On prenait les conscrits à l'âge de vingt ans; c'était donc vingt ans après l'année 1792 que le déficit de population devait influer sur la conscription elle-même : ces quatre lustres expiraient en 1811. Dès l'année précédente, on en avait senti le fatal effet, parce qu'un grand nombre de pères de famille, voulant soustraire leurs enfans à l'impôt conscriptionnel, les mariaient à dix-neuf, dix-huit, dix-sept et même à seize ans; on fut obligé de compléter la conscription en appelant au tirage des jeunes hommes de dix-neuf ans. L'opération devint plus difficile en 1811; les jeunes gens nés en 1792 ayant été mariés durant les années 1808, 1809 et 1810 pour éviter la conscription, il restait dans les villes et dans les villages des garçons d'une complexion faible, peu propres au maniement des armes. Ce vide avertissait le gouvernement qu'il devenait urgent de mettre un terme aux levées annuelles. La force des armées françaises s'élevait, en 1811, à neuf cent mille hommes; elle pouvait diminuer chaque année sans nuire au service militaire, si Bonaparte, satisfait de son empire immense, eût renoncé à de nouvelles con-

quêtes ; mais les choses n'étaient pas ainsi. Les recettes s'élevèrent, dans l'empire français, à la somme de huit cent cinquante millions; et dans le royaume d'Italie, à celle de cent trente millions; avec cette richesse et cette armée, également prodigieuses, Bonaparte se croyait en droit de soumettre à son sceptre tous les souverains de l'Europe.

Comment aurait-il résisté à l'enivrement de ses triomphes, quand le poison de la flatterie entrait dans son âme trompée, présenté par ses ministres, les sénateurs, les magistrats, les prélats et par tous les hommes admis à lui faire leur cour ? Les rapports captieux du ministre de l'intérieur Montalivet présentaient la France dans l'état le plus brillant d'industrie et de prospérité ; il osait même affirmer que la loi de la conscription, loin de diminuer la population en France, l'augmentait au contraire. Le comte de Lacépède disait au sénat : « L'ordre s'établit à la voix de l'empereur parmi ce nombre immense de Français que leur zèle et leur bravour même, non encore réglés par la prévoyance, auraient entraînés vers le désordre et la confusion. Ce mouvement admirable et régulier est le résultat de la haute sagesse d'un prince accoutumé à combiner avec les fruits de son génie les produits de l'expérience, et à porter sa vue sur les siècles à venir pour donner le sceau de la durée à tous les monumens qu'il élève. » La conclusion de ces phrases insignifiantes était de ne plus se contenter d'appeler dans les armées les céliba-

taires, mais d'armer tous les citoyens depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de soixante, et de les mettre à la disposition du gouvernement.

Le baron Séguier, premier président de la cour impériale, dans son discours de rentrée, ayant fait une vive peinture de l'avilissement de la magistrature sous le régime de la convention et du directoire, ajoutait : « Le fantôme de la justice a fui avec l'anarchie devant l'éclat jeté sur la magistrature actuelle par Napoléon-le-Grand. » L'archevêque de Malines, de Pradt, parlait en ces termes dans la chaire de la cathédrale de Paris, le 1er novembre : « Napoléon marche-t-il au combat, c'est un géant qui s'élève pour franchir la barrière, *exultavit ut gigas ad currendam viam*. Sa force est celle du lion, sa rapidité est celle de l'aigle ; il frappe et tout tombe à ses côtés, *cadent à latere tuo, mille et decem millia à dexteris tuis*. » L'Italie l'a vu arriver par des routes inconnues, interdites avant lui à l'audace de l'homme ; l'orient et l'Egypte l'ont vu en pâlissant guider ces mêmes drapeaux qu'au temps des croisades les orientaux avaient foulés aux pieds. La victoire ne s'est arrêtée pour lui qu'aux lieux où finit pour nous l'univers ; elle le suivra partout où il portera ses pas avec les superbes légions de la France, soldats magnanimes dont les bras redoutés forment autour de son trône un rempart impénétrable. »

Trompé par ces flatteries, Bonaparte se crut un des génies immortels auxquels les destinées du

monde sont confiées par l'Etre-Suprême. Loin de songer à diminuer ses forces, il voulait les augmenter.

Il fallait choisir un nouveau mode de recrutement; ce fut le sujet d'un sénatus-consulte donné le 13 mars 1812. Il divisait la garde nationale en premier ban, second ban et arrière-ban; le premier ban devait se composer des hommes de vingt à vingt-six ans, qui, appartenant aux six dernières classes de la conscription mises en activité, n'avaient pas été appelés aux armées actives. Le second ban se composait de tous les hommes valides entre l'âge de vingt-six ans et celui de quarante; enfin, les hommes de quarante à soixante ans formaient l'arrière-ban. Le premier ban était destiné spécialement à la garde des frontières, à la police intérieure, à la conservation des grands dépôts maritimes et à la garde des forteresses; mais, parmi les hommes dont il se composait, cent cohortes, chacune de mille hommes, devaient être mises à la disposition du gouvernement.

Le développement de cette force extraordinaire annonçait l'intention de Bonaparte, non-seulement de ne pas abandonner l'Espagne, mais d'entreprendre une nouvelle guerre dans le nord. Cette perspective, dans l'état où se trouvait la France, répandait de toute part les germes de découragement et de la consternation. Avant cette époque, la conscription n'atteignait que les hommes non-mariés; le nouveau sénatus-consulte enlevait à

leurs occupations les pères de famille. Des milliers d'entre eux, n'ayant point de propriétés foncières, laissaient leurs femmes et leurs enfans hors d'état de gagner leur vie. Un grand nombre de professions se trouvaient abandonnées; les hommes manquaient dans les ateliers et dans les campagnes. On voyait dans la plupart des provinces les femmes forcées de se livrer aux travaux de l'agriculture, les villes maritimes, alimentées par le commerce étranger, se trouvaient dans l'état le plus fâcheux d'inertie et d'épuisement; cette détresse était due en partie aux décrets de Milan et de Berlin, dont j'ai parlé sans en expliquer les motifs. Par le décret de Berlin, le blocus chimérique des îles britanniques fut opposé au blocus non moins chimérique de tous les ports français ordonné par les Anglais. Le décret de Milan dénaturalisait tout bâtiment neutre, s'il se soumettait à la législation anglaise en entrant dans un port anglais, ou en payant quelques droits à l'Angleterre. Les suites de ces deux décrets achevaient d'éloigner de nos ports tous les vaisseaux neutres accoutumés à nous apporter les denrées et les marchandises dont nous manquions, et de prendre en échange l'excédant de nos denrées et des produits de nos manufactures.

Malgré l'attention avec laquelle on cachait les violences exercées envers le pape, elles faisaient en France la plus fâcheuse impression; les uns accusaient Bonaparte de manquer de délicatesse,

d'autres se récriaient contre le mépris des principes religieux; tous voyaient dans l'expoliation du pape un attentat dont aucun prétexte ne pouvait colorer la noirceur. En vain, disait-on, la puissance temporelle n'est pas nécessaire au pontife romain pour exercer sa puissance spirituelle; d'après ce principe, on pouvait enlever les biens d'un propriétaire, si ces biens n'étaient pas nécessaires à sa subsistance; c'était la manière de raisonner des Marat et des Robespierre. Bonaparte avait ajouté en s'emparant de l'état romain : « Les rois de France, mes prédécesseurs, ont donné cet état aux papes; n'étant qu'usufruitiers de leur empire, ils ne pouvaient le démembrer en faveur d'une puissance étrangère. Cette assertion était démentie par l'histoire. La donation faite par Pépin et Charlemagne aux papes des pays dont se composent aujourd'hui le domaine de l'église de Rome doit être reléguée au rang des fables avec la donation de Constantin. Ce royaume, comme presque tous les royaumes de l'Europe, se compose de différentes provinces acquises en différens temps, à titres différens. Les papes en étaient en possession depuis plusieurs siècles; on ne pouvait troubler cette possession, sans violer les bases de la propriété sur lesquelles repose la société humaine.

Bonaparte, ayant vainement employé tous les moyens d'engager Pie VII à lui céder ses états, cherchait à terminer cette affaire sans reculer, et en même temps sans combattre formellement les

principes de la religion catholique. Vingt-sept évêchés étaient vaquans dans l'empire français. Bonaparte convoqua un concile national à Paris pour aviser aux moyens de donner des pasteurs à ces églises et à celles qui deviendraient veuves dans la suite. Ce synode s'assembla le 20 juin 1811, dans les salles de l'Archevêché, sous la présidence du cardinal Fech, archevêque de Lyon, primat des Gaules, *galliarum primas*.

Le concile de Bâle et plusieurs autres assemblées ecclésiastiques avaient voulu atténuer la puissance du pape. Les bulles données aux évêques de France par les papes n'étaient pas en usage avant le concordat entre Léon X et François I[er]. Dans les temps antérieurs, l'archevêque donnait l'institution canonique au nouvel évêque élu par le chapitre cathédral de l'église privée de pasteur. Le mode de cette institution existe même encore dans le pontifical romain. L'ancien usage adopté par la pragmatique sanction pouvait-il être rétabli en France, sans tomber dans le schisme? c'était une question controversée. De tous temps les papes avaient redouté les grands conciles, dont l'autorité n'avait jamais été formellement déterminée. Un concile national, sous l'influence d'un monarque entreprenant, pouvait être amené à rétablir la pragmatique sanction ou à créer un patriarche à Paris, en lui attribuant le droit de donner aux évêques l'institution canonique. Si on eût pris ce dernier parti, il pouvait être imité dans d'autres royaumes.

catholiques; la papauté serait devenue un vain nom.

Quelques années auparavant, avait été convoqué dans Paris un autre concile national, dans lequel le curé Grégoire, devenu évêque et sénateur, s'était flatté d'être créé patriarche de France. Un grand nombre des évêques dont il se composait, observant que cette assemblée ecclésiastique, n'ayant pas reçu sa mission du pape, manquait de pouvoir pour changer la discipline de l'église, il se sépara sans prendre de résolution. La même scission se montra dans le concile de 1811. Bonaparte, avant de nommer à l'archevêché de Paris le cardinal Maury, avait offert ce grand siège au cardinal Fech, son oncle. Fech voulait devenir pape; il prévoyait qu'acceptant l'archevêché de Paris et donnant sa démission de l'archevèché de Lyon, Pie VII lui refuserait des bulles. Dans cette supposition, il se serait trouvé dans l'alternative de ne faire aucune fonction ecclésiastique dans son nouveau diocèse, et de se brouiller avec son neveu ou de s'ingérer dans l'épiscopat sans bulles, et de se brouiller avec le pape. Avenant la vacance de la papauté, les cardinaux auraient pu le regarder comme schismatique, et entaché d'un empêchement canonique, dont l'effet ne lui permettait pas d'être légitimement décoré de la tiare. Maury, partageant l'ambition de Fech, ne montrait pas la même timidité. Cette différente manière de penser amenait dans le concile deux esprits différens. Les

évêques attachés à Maury observaient que Charlemagne avait convoqué le concile de Francfort sans le consentement du pape. Les autres, sans entrer dans cette discussion, s'en tenaient à la possession du pape plus que centenaire; le concile se sépara sans avoir même tenu une session. La seule occasion dans laquelle il entra dans le chœur de la cathédrale de Paris, fut le 19 septembre pour célébrer l'inhumation de l'évêque de Feltre, un des pères du concile. . . . .

Bonaparte, maître de la personne et des états du pape, fit peu d'attention à ce résultat. Il songeait dès-lors à soumettre la Russie, ne doutant pas du succès de cette expédition. Ayant résolu de se faire proclamer, par son armée, empereur d'occident, il croyait apercevoir le moment où les gens d'église, comme les laïques, seraient contraints de se soumettre, sans hésitation, à ses volontés. Sa malheureuse campagne de 1812, sur les bords de la Moscova, le força d'adopter d'autres idées. Obligé d'avoir recours à ses sujets pour couvrir, ou du moins pour pallier, des pertes irréparables, il fallait ménager leurs sentimens. Bonaparte bravait auparavant le pape; il se rapprocha de lui après son retour de Russie. On ne sait comment il vint à bout d'obtenir un nouveau concordat. Marie-Louise l'avait sollicité elle-même; il fut présenté au sénat au mois de février 1813; on y lisait: « L'empereur et le pape, voulant mettre un terme aux différends élevés entre eux, sont convenus, le 25 janvier,

des articles suivans, pour servir de bases à un arrangement définitif.

« Sa sainteté exercera le pontificat en France et en Italie, dans la forme usitée sous ses prédécesseurs. Les ambassadeurs et ministres des puissances auprès du saint-père et du saint-père auprès des puissances jouiront des privilèges attachés aux membres du corps diplomatique. Les domaines possédés par le pape non aliénés seront exempts de toute espèce d'impôts ; les domaines aliénés seront remplacés jusqu'à la concurrence de deux millions de revenus. Dans les six mois, le pape donnera aux évêques nommés par l'empereur l'institution canonique, dans la forme des anciens concordats. Le pape nommera à dix évêchés, qui seront désignés, de concert, en France ou en Italie. Les six évêchés suburbicaires seront rétablis à la nomination du pape ; leurs biens non vendus leur seront restitués ; il sera pris des mesures pour remplacer les biens vendus. La propagande et la pénitencerie seront établies, avec les archives, dans le lieu du séjour du pape. »

Cet acte était un projet d'arrangement qui n'eut pas lieu. On ne parlait pas de rendre au pape ses états, ou une indemnité convenable. Ces objets étaient difficilement conciliables. Le pape continua de rester prisonnier dans Fontainebleau ; bientôt de nouveaux évènemens, qui se succédaient avec une incroyable rapidité, lui rendirent sa liberté.

Pendant l'année 1811 et les premiers mois de

1812, les Français affermissaient leur puissance en Allemagne. Maîtres des forteresses prussiennes et de la ville de Dantzick, ils en renforçaient les garnisons. Les princes de la confédération du Rhin étaient requis de fournir leur contingent de guerre. La Prusse, craignant d'être traitée en pays conquis, s'alliait avec Bonaparte; l'empereur d'Autriche prenait le même parti. Bonaparte, maître de la Saxe et presque de la Silésie, pouvait entrer inopinément en Bohême. L'armée autrichienne, établie sur le pied de paix, aurait opposé une faible résistance, et la perte de la Bohême entraînait celle de la monarchie autrichienne.

Toute l'Allemagne marchait donc sous les drapeaux de Napoléon. Il pouvait même compter sur une puissante diversion de la part du divan de Constantinople, en guerre avec la Russie. Cependant les hommes accoutumés à sonder la politique des rois comptaient peu sur cette force étrangère. Napoléon pouvait-il donner sa confiance à des monarques traités par lui avec tant de dureté? Des ennemis réconciliés ne chercheraient-ils pas l'occasion de se venger? Je me contente de cette observation, à laquelle la marche de l'histoire me ramenera en rapportant l'issue de la campagne de Moscou, à laquelle chacun s'attendait.

Mais quel était donc l'objet de cette guerre étrangère? On avait vu plusieurs fois les peuples du Nord, écrasés par leur climat de glaces, chercher dans les contrées méridionales une nouvelle patrie.

Ainsi les Goths s'établirent en Espagne, et les Lombards en Italie. Mais jusqu'alors aucune invasion n'avait été tentée par les habitans des pays favorisés par la nature, dans les régions voisines des pôles. Selon les uns, Bonaparte voulait forcer les Russes à fermer leurs ports aux flottes anglaises. C'était ruiner la Russie, puisque les Anglais seuls, apportant les denrées et les marchandises dont les Russes étaient privés, prenaient en échange leurs lins, leurs chanvres, leur goudron, leurs mâtures, et les autres objets de leur commerce extérieur; selon d'autres, il se proposait d'abandonner l'Espagne, de placer son frère Joseph sur le trône de Pologne, et d'offrir en indemnité à l'empereur Alexandre Constantinople et la Grèce, dont il se proposait de faire la conquête.

II. Au commencement de la campagne de 1812, les maréchaux Macdonald et Victor, et le général Dorsenne, avaient quitté les armées d'Espagne; elles étaient commandées par les maréchaux Soult, Marmont, Suchet, et le général Caffarelli.

Après la capitulation de Valence, le général comte de Montbrun quitta l'armée d'Arragon, et ramena ses trois divisions sur l'Agueda, où campait, le 25 mars, le maréchal Marmont. Suchet, affaibli, ne pouvait tenter de nouvelles conquêtes, les Anglais ayant envoyé dans Alicante six mille hommes d'élite, détachés de l'armée de Sicile, sous les ordres du général Mailand. Ces forces, réunies

à l'armée espagnole d'Andalousie, commandée par le général Ballasteros, conservèrent le royaume de Murcie. Les Français se soutenaient sur les bords de l'Ebre. Les principales opérations militaires se concentraient sur les frontières du Portugal. Les Français avaient été obligés d'évacuer les Asturies, la Galice, et une partie du royaume de Léon. Ballasteros avait battu, en Andalousie, un corps de trois mille Français; il le poursuivit jusques sous le canon de Malaga. Lord Wellington, avec une partie de son armée, venait de quitter sa position près d'Almeida; il se trouvait, le 11 mars, à Elvar, ayant sous ses ordres les corps commandés par les généraux Hill et Graham. Soult, occupé à presser le siège de Cadix, avait laissé sur les bords de la Guadiana le général Drouet, à la tête de trente mille hommes; il campait à Villa-Franca. Wellington fit investir Badajos le 16; la tranchée fut ouverte, devant la place, le 18. Graham eut ordre de se porter sur Santa-Martha, avec un corps d'observation, pour couvrir les opérations du siège, contre les troupes qui pouvaient venir d'Andalousie. Un second corps d'observation, commandé par le général Hill, prit position dans Merida; il était chargé d'observer le général Drouet. Soult connaissait la force de la place; une garnison de cinq mille hommes et la construction de plusieurs ouvrages extérieurs pouvaient justifier sa confiance. Cependant à peine fut-il instruit de la marche des Anglais vers Badajos, qu'il partit de

Séville le 1er janvier. Arrivé à Villa-Franca le 8, il apprit que Badajos avait été pris d'assaut. Après cette conquête, Wellington, croyant inutile de tenter le hasard d'une bataille générale, fit sa retraite sur les bords du Tage, laissa le général Hill au bord de ce fleuve et se rapprocha du maréchal Marmont.

Ce général, ayant rassemblé son armée au mois de mars, se trouvait sur l'Agueda à la fin de ce mois; plusieurs de ses divisions marchaient sur Castello-Branco; elles rétrogradèrent sur la nouvelle de l'approche du lord Wellington. La plus grande partie de l'armée française campait sur les rives de la Tormès, aux environs de Salamanque. Wellington, ayant donné quelque repos à ses troupes, passa l'Agueda le 16 juin; il campa à quelques lieues de Salamanque, auprès de la petite rivière de Valmuza. Les Français évacuèrent Salamanque, laissant une faible garnison dans trois couvens convertis en forteresses; ils furent enlevés sur-le-champ. Marmont, marchant aux Anglais, les rencontra sur la route de Valladolid; leur droite à Marisco, leur centre et leur gauche sur des hauteurs voisines. Marmont manœuvra le 22 pour tourner la droite des alliés; ce mouvement n'eut aucun succès; les Français se retirèrent sur le Duero, passèrent ce fleuve et se retranchèrent sur la rive droite. C'était pour attendre des renforts venus de Navarre et de Catalogne. Ces troupes étant arrivées, Marmont repassa le Duero, dans

l'intention de livrer bataille aux Anglais. Ils campaient sur la Guarena, petite rivière qui se jette dans le Duero, auprès de Toro. Les armées étaient en présence le 20. Marmont passa la Guarena, près de Cantala-Piedra; il campa sa droite à Villa-Meda, sa gauche à Babila-Fuente. Wellington réunit son armée auprès de Cabesa-Vellosa, et plaça un corps d'observation sur la Tormès, pour protéger sa droite. Marmont, passant la Tormès le 21, occupait la route de Salamanque à Ciudad-Rodrigo. La bataille se donna le 22; elle commença par l'attaque de deux monticules sur la droite des alliés. Les Français restèrent les maîtres d'un de ces monticules. A deux heures après midi, les Français ouvrirent un feu très-vif d'artillerie sur toute la ligne des alliés. La victoire, long-temps indécise, se déclara, à l'entrée de la nuit, en faveur des alliés; elle fut due à l'arrivée soudaine du général Clinton, avec un corps nombreux d'artillerie. Marmont, blessé au commencement de l'action, avait laissé le commandement au général Clausel; ce général ordonna la retraite durant la nuit. On marcha vers Valladolid par Penaranda, et ensuite sur Burgos.

Wellington, au lieu de suivre les mouvemens de l'armée de Portugal, était, le 4 août, à Cuellar, pour couper les communications entre l'armée de Marmont et celle du centre, commandée par le roi Joseph. Ce monarque avait quitté Madrid le 21 juillet. Wellington, persuadé que le général

Clausel ne serait de long-temps en état de reprendre l'offensive, sortit de Cueslar le 6 août, fut reçu dans Ségovie, et réunit à Saint-Ildephonse toutes les forces avec lesquelles il pouvait attaquer Madrid. Le passage de la Guadarama, montagne susceptible d'une longue défense, ne fut pas disputé par les Français. L'avant-garde anglaise trouva un faible corps d'infanterie dans Majalahonda; il évacua la ville. Wellington entra dans Madrid, sans la moindre résistance, le 12 août. Le roi Joseph avait laissé une garnison de deux mille hommes au Retiro; elle fut faite prisonnière de guerre. Les habitans de Madrid témoignèrent de la joie de recevoir dans leurs murs les ennemis.

Le jour même de l'entrée des Anglais, on proclama dans les places publiques Ferdinand VII en qualité de roi d'Espagne et des Indes. L'ancien gouvernement fut rétabli au milieu des acclamations publiques; elles ne devaient pas durer long-temps. Peu de jours après, Wellington demanda un subside de guerre de deux millions de piastres. Les habitans de Madrid, ruinés par les hostilités, n'étaient pas en état de le payer.

Joseph s'était rapproché de sa capitale; il campait sur le Tage, auprès de Tolède. Il fut contraint de se retirer dans les montagnes, sur les confins de la province de Valence, pour attendre des renforts. Soult et Suchet pouvaient seuls les lui donner.

III. Il devenait impossible de forcer les Anglais à rentrer dans le Portugal sans concentrer les forces françaises. Le siège de Cadix fut levé le 25 août. Les Français enclouèrent leur grosse artillerie et détruisirent leurs munitions. Les Espagnols occupèrent, le même jour, Porto-Réal et Chiclana. Leur position ne permettait pas d'envoyer des troupes à la poursuite des Français; ils s'occupèrent à combler leurs travaux aux environs de la place. Soult marchait sur Madrid sans être combattu par les troupes de ligne ni par les guerillas : on eût dit que son nom semait au loin l'épouvante. Impatient de réparer les pertes de l'armée française, et cherchant l'occasion d'acquérir de la gloire, il prenait toutes les précautions possibles pour arriver sans aucun échec sur le terrain occupé par Wellington.

Ce général avait laissé sur les rives du Duero une partie de son armée sous les ordres du général Anson. Clausel, ayant donné à ses troupes le temps de prendre quelque repos, se mit en marche vers Tudela, et força les Anglais à passer à la gauche du fleuve. Ils se replièrent sur Arevalo. Wellington, instruit de l'arrivée prochaine du maréchal Soult, avait quitté Madrid le 1er septembre, et s'avançait à marches forcées vers le Duero, pour dégager le corps d'observation confié au général Anson. Il entra le 7 dans Valladolid. Cette place avait été évacuée la veille par le général Clausel. Les Français, alors inférieurs en nombre, se reti-

raient sur Briviesca, laissant dans le château de Burgos une garnison de deux mille hommes aux ordres du général Dubreton. Les Anglais arrivèrent à Pampliega. Ayant reçu un renfort considérable venu de Galice, ils entrèrent dans Burgos le 19, et sur-le-champ commencèrent le siège du château. L'armée française fit un mouvement en avant comme si elle eût voulu tenter le sort d'une bataille pour rentrer dans Burgos. Les deux armées s'observèrent durant plusieurs jours.

Wellington avait laissé aux environs de Madrid le corps commandé par le général Hill. Soult arrivait sur les bords du Tage avec une armée de quarante mille hommes. Il pouvait attaquer Hill, dont les forces ne s'élevaient pas à plus de vingt mille combattans, les défaire entièrement, rentrer en Andalousie, et recommencer le siège de Cadix. Le siège du château de Burgos fut levé. Toute l'armée se replia sur le Duero le 19 octobre. Les Français occupèrent la rive droite le même jour. Le général Hill avait quitté les environs de Madrid le 1er novembre; il traversa les gorges de la Guadarama, et marcha vers Arevala, où ses troupes firent leur jonction avec l'armée de Wellington. Elle prit position, le 8, sur la rive gauche de la Tormès. Le général Hill occupa le château d'Alba, et plaça le général Hamilton avec un corps de troupes portugaises sur la droite de la Tormès. Le 9, les Français attaquèrent les avant-postes de l'armée alliée. Ils furent repoussés dans Alba de

Tormès. Soult s'occupait à reconnaître les positions qui avoisinent la Tormès; il se retrancha sur les hauteurs de Mozarbès, envoyant des partis vers Ciudad-Rodrigo, dans la vue de donner à lord Wellington des inquiétudes sur ses communications avec cette place. On accusa Soult d'avoir pu livrer bataille aux Anglais sur les bords de la Tormès, et d'avoir refusé cet engagement. On comptait dans l'armée alliée quatre-vingt-dix mille hommes, dont dix mille de cavalerie. Il ne se trouvait pas dans l'armée française au-delà de soixante-dix mille combattans; ils étaient à la vérité pleins d'enthousiasme et brûlaient d'en venir aux mains. Mais les suites d'une action générale n'étaient pas les mêmes pour l'une et l'autre armée : les Anglais, vaincus, seraient rentrés dans le Portugal, où ils auraient trouvé toutes les ressources nécessaires pour rétablir les troupes; une défaite, dans l'état d'ébullition où se trouvait l'Espagne, pouvait entraîner la destruction totale de l'armée française. Lord Wellington ramena son armée dans ses quartiers d'hiver, sur la rive gauche de l'Aqueda. Les Français avaient besoin de repos comme leurs adversaires. Ils se cantonnèrent entre le Duero et le Tage. Le roi Joseph rentra dans Madrid. Soult établit son quartier-général dans Tolède.

A la fin de la campagne de 1812, les Français avaient perdu tous leurs établissemens en Portugal, en Galice, en Murcie, dans l'Andalousie, les Asturies et l'Estramadure. L'issue de la malheureuse

campagne de Russie annonçait qu'ils seraient bientôt expulsés de la péninsule.

IV. En 1811, la Russie, alarmée des préparatifs immenses agglomérés par les Français sur les bords de l'Oder, formait un cordon sur les frontières du grand-duché de Varsovie. Toute l'année se passa en négociations entre les cours de Paris et de Pétersbourg. Les Français et leurs alliés couvraient les routes d'Allemagne et d'Italie. Durant les premiers mois de 1812, près de cinq cent mille hommes se dirigeaient de Hambourg, de Wesel, de Mayence, de Strasbourg, de Vérone, de Munich et de Berlin, pour prendre position sur l'Oder et sur la Vistule. Les Westphaliens, les Bavarois, les Saxons et les Wurtembergeois marchaient sous les drapeaux de Napoléon. Observant une discipline admirable, ils témoignaient assez avec combien de répugnance ils se livraient à des hostilités dont on ignorait les motifs. Jamais on n'avait vu en Europe une armée aussi imposante par le nombre des hommes, des chevaux, de l'artillerie, par la bravoure et la discipline des soldats, l'immensité des magasins et les ressources de tout genre. On y comptait plus de soixante mille chevaux. La garde impériale formait seule cinquante mille combattans, remarquables par la hauteur de leur taille et leur superbe tenue. Cette armée immense se divisait en neuf corps d'infanterie et quatre de cavalerie.

Le maréchal Davoust commandait le premier corps, composé de cinq divisions d'infanterie et d'une de cavalerie; le second obéissait au maréchal Oudinot; le troisième au maréchal Ney; le quatrième, distingué par le nom d'armée d'Italie, était commandé par le vice-roi; le prince Poniatowski, à la tête des Polonais, formait le cinquième corps; les Bavarois et les Wurtembergeois, incorporés dans le sixième corps, marchaient sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr; les Saxons et les Westphaliens faisaient partie du septième, sous les ordres de Jérôme Bonaparte et du général Regnier; le huitième obéissait au maréchal Victor, et le neuvième, dans lequel se trouvaient les Prussiens sous les ordres du général Grawert, avait le maréchal Macdonald pour commandant-général. Le roi de Naples commandait toute la cavalerie.

L'empereur Alexandre opposait aux Français deux armées désignées sous les noms de première et seconde armée de l'Ouest; la première obéissait au comte Barclay de Tolly, la seconde au prince Bagration. On comptait dans les deux armées trente-neuf divisions d'infanterie et huit de cavalerie, trop inférieures en nombre aux phalanges françaises; et, ne voulant pas hasarder une bataille générale, ces armées se retiraient peu à peu aux rives du Dniéper, anciennes frontières de l'empire russe.

Bonaparte était sorti de Paris le 9 mai. Arrivé à Thorn à la fin du mois, il visita la place de

Dantzick où devaient se rassembler ses principaux magasins. Il vint ensuite à Orterode, à Liebstadt, à Kreutsbourgs, lieux peu éloignés d'Eylau et de Friedland, théâtres de ses triomphes. Il fit dans Kœnisberg les derniers préparatifs de sa marche en Russie, passa en revue ses troupes, dont le nombre et l'énergie semblaient annoncer la conquête de l'univers. Marchant vers le centre de son armée, il longea le Prégel jusqu'à Gumbinkem. Des négociations existaient encore entre les empereurs de France et de Russie. L'objet de ces négociations n'a jamais été parfaitement connu. Bonaparte s'était flatté d'en imposer à la Russie par l'immensité de ses moyens d'attaques, et de la contraindre à plier sous ses lois. Il voulait se faire céder, jusqu'à l'époque de la paix générale, le port de Riga, principal débouché par où les marchandises anglaises circulaient en Russie. Alexandre, loin d'accorder cette demande, exigeait, au contraire, que les Français évacuassent la Prusse polonaise ; à cette condition, il leur permettait de conserver une garnison dans Dantzick. Bonaparte, accoutumé à n'éprouver aucune contradiction, s'écrie : *Quel renversement décidé ! les vaincus prennent le ton des vainqueurs, la fatalité les entraîne, que les destins s'accomplissent !* Partant sur-le-champ de Gumbimkem, il vient à Wilkowiska, près du Niémen. Des équipages de pont suivaient l'armée. Trois ponts furent jetés sur ce fleuve au même endroit où, trois ans aupara-

vant, les deux empereurs s'étaient jurés une amitié éternelle. Napoléon entra dans Wilna sans résistance. Les Français eurent connaissance, dans cette ville, d'une proclamation publiée par l'empereur Alexandre dans son camp de Poloez, sur la Dwina; elle était conçue en ces termes :

« Depuis long-temps nous étions instruits des projets hostiles de l'empereur des Français envers la Russie; nous espérions les éloigner par des conciliations. Ayant perdu cet espoir, il est devenu urgent de compléter nos armées. L'empereur des Français, attaquant nos troupes à Kowno, a déclaré la guerre; il ne nous reste plus, en invoquant à notre secours le Tout-Puissant, qu'à opposer nos forces à celles de l'ennemi. Il ne m'est pas nécessaire de recommander aux généraux, aux officiers et aux soldats leur devoir; le sang des valeureux Esclavons coule dans leurs veines. Guerriers! vous défendez votre religion, votre patrie, votre indépendance; je marcherai à la tête des armées; Dieu se déclarera contre un injuste agresseur. »

A la lecture de ce manifeste, toutes les provinces de Russie offraient des hommes et des armes. Un peuple, présenté dans les journaux français comme se composant d'êtres apathiques nés pour la servitude, glacés par le climat, déployait une activité sans exemple. Dans les villes, les nobles et les riches déposaient leurs offrandes en or, en argent en armes, en vêtemens militaires. Les seigneurs envoyaient à l'armée leurs vassaux;

on voyait des femmes du premier rang distribuer des roubles aux nouveaux enrôlés, les embrasser les larmes aux yeux, leur recommander la défense de la patrie. On voyait des filles, jeunes et timides, monter sans répugnance dans les charrettes où l'on transportait les blessés, leur prodiguer des secours et des consolations; les routes se couvraient de voitures grandes et petites, et même d'équipages somptueux au service de l'armée, comme s'il eût été question de fêtes et non de la guerre, cet épouvantable fléau de l'humanité.

L'armée française se concentrait autour de Wilna. Les Russes, incertains si Bonaparte prendrait la route de Riga ou celle de Smolensk, partageaient leurs forces. Une partie effectuait sa retraite sur la rive gauche de la Dwina. J'ai vu un grand nombre de personnes persuadées que le plan primitif de Bonaparte n'était pas d'aller à Moscou, mais de pénétrer à Riga, de se rendre maître de cette place importante, de revenir en Pologne, de rétablir ce royaume, en lui donnant pour limites la Dwina du côté de la Russie. L'exécution de ce plan devint impossible par les retranchemens formidables élevés par les Russes sur la Basse-Dwina, particulièrement à Drissa et à Dunebourg. La difficulté d'emporter ces positions de vive force détermina Bonaparte à faire un mouvement de flanc sur le Dniéper; les Russes, dont l'armée n'était pas entièrement rassemblée, voulant suivre ce mouvement, abandonnèrent leurs positions de Drissa et

de Dunebourg. Une division de l'armée française s'en empara ; elle arriva même en face de Riga, mais ce corps n'était pas assez nombreux pour tenter quelque chose d'important. L'armée marchait sur Smolensk. L'objet des attaques sur les bords de la Dwina était seulement d'éclairer la marche d'une armée russe et suédoise attendue de Courlande, pour tourner la grande armée par son flanc gauche. Bonaparte avait fait un assez long séjour à Witepsk sur les bords de la Dwina. Les troupes françaises étaient cantonnées entre cette rivière et le Dniéper. La chaleur devint si forte dans les premiers jours d'août, que Napoléon se vit obligé de donner du repos à l'armée. Les militaires qui avaient fait la campagne d'Egypte prétendaient n'y avoir jamais ressenti une si forte chaleur ; les régimens dont les bivouacs s'éloignaient des rivières souffraient cruellement ; on se mit en marche à la mi-août pour s'approcher de Smolensk. Cette ville s'élève à la droite du Dniéper, le Borysthène des Grecs ; le roi de Naples, à la tête de l'avant-garde française, passa le fleuve le 14 auprès de Khomino, et engagea un combat contre une division russe, forte de cinq mille fantassins et deux mille chevaux, commandés par le général Krasnoé. Ce corps ayant été mis en déroute, le premier corps de l'armée française et celui des Polonais investirent la place ; on s'occupait à fortifier les deux têtes du pont jeté sur le Dniéper. La cavalerie du général Bruyères, ayant mis en fuite celle des

Russes, prit possession d'un plateau très-rapproché du pont. Une batterie de soixante canons, placée sur ce plateau, écrasait la ville. Le général Davoust, chargé de diriger le siège, confia l'attaque du faubourg de droite au général Morand, et celle du faubourg de gauche au général Gudin. Après une vive résistance, ces deux postes furent enlevés; les Français s'avancèrent auprès des fossés de la place. Le général Ney chassait en même temps les Russes de leurs retranchemens et les forçait à rentrer dans Smolensk. Le comte de Barclay de Tolly commandait les Russes auxquels était confiée la défense de cette ville regardée comme le boulevard de la Russie; prévoyant un assaut quoique les brèches ne fussent pas praticables, il fit renforcer la garnison par deux divisions d'infanterie et deux régimens de la garde. Le combat dura jusqu'à la fin du jour; la nuit vint. L'armée, revenue dans son camp, aperçut avec surprise des colonnes épaisses de fumée et des torrens de flammes; en peu d'instant l'incendie se communiqua aux principaux quartiers de la ville. Ce volcan immense, au milieu d'une belle nuit d'été, présentait aux regards des Français le spectacle effrayant qu'offre aux habitans de Naples une éruption du Vesuve.

Les Russes, hommes, femmes et enfans, abandonnaient les ruines de Smolensk. Au milieu de cet étrange phénomène, un corps de grenadiers se disposait à monter à l'assaut, le 18 août, à deux heures du matin; ils ne trouvèrent aucune

résistance : la ville était entièrement évacuée. Le premier corps en prit possession. Il est impossible de se figurer l'horrible dévastation qu'offrait l'intérieur de Smolensk. Toutes les rues, toutes les places étaient encombrées de cadavres ; les flammes éclairaient au loin cet affreux tableau. Les palais ne présentaient plus que des murs lézardés par l'incendie, et sous leurs décombres on trouvait les squelettes noircis de leurs propriétaires dévorés par les flammes. Quelques maisons restaient intactes ; les soldats s'en emparaient et en chassaient les habitans ; ils se réfugiaient dans plusieurs églises épargnées par l'embrasement. De ce nombre fut la cathédrale, une des plus belles églises de Russie et très-vénérée par les peuples. On voyait auprès des autels des familles entières couchées sur des haillons, des vieillards expirans porter leurs derniers regards vers l'image du saint auquel ils eurent confiance toute leur vie, et des enfans au berceau auxquels une mère flétrie par l'adversité présentait le sein en les arrosant de ses larmes.

Au milieu de cette désolation, le passage de l'armée dans l'intérieur d'une ville florissante quelques jours auparavant offrait à l'homme attentif un sujet de méditation profonde ; d'un côté l'abattement des vaincus, de l'autre l'orgueil donné par la victoire. Les uns avaient tout perdu ; on lisait sur leur front humilié l'expression du désespoir ; les autres, ivres de leur triomphe, marchaient

9*

fièrement au son d'une musique guerrière, frappant à la fois d'épouvante et d'admiration une population subjuguée; mais était-elle subjuguée cette population qui, dans la vue d'enlever toute ressource aux vainqueurs, se livrait d'elle-même à la dure extrêmité de changer en déserts les villes et les villages? Un écrivain allemand comparait les Russes, incendiant eux-mêmes leurs maisons, à ces essaims d'abeilles privés de leur reine. On peut disperser, écraser ces utiles animaux, chacun conserve son aiguillon et se défend jusqu'à la mort.

On s'occupa les jours suivans à construire plusieurs ponts sur le Dniéper; toute l'armée passa le fleuve avec son artillerie et ses bagages. La perte des deux côtés avait été considérable; on la porta à vingt mille hommes de part et d'autre. Le nombre des Russes augmentait chaque jour; ils comptaient moins sur la force de leurs armes pour exterminer les Français, que sur l'âpreté de leur climat et sur la difficulté des subsistances. Les Français trouvaient partout sur leur route des hameaux déserts, des campagnes dévastées; ils ne pouvaient lever aucun impôt; ils ne pouvaient se procurer ni vivres, ni guides, ni espions. Chose étonnante! tandis que Bonaparte s'aveuglait presque seul sur les dangers de sa position, les journalistes anglais remplissaient leurs feuilles de commentaires prophétiques sur ses bulletins; ils annonçaient l'époque précise où se manifesteraient

les irréparables embarras auxquels il exposait son armée. Ils disaient : « Si Bonaparte triomphe, comme il le dit, de plusieurs généraux russes, il existe en Russie un général dont il lui est impossible de triompher : c'est le général *hiver.* »

Ney, ayant traversé le fleuve, le 19 août, au-dessous de Smolensk, se réunissait à l'avant-garde commandée par le roi de Naples; on rencontra l'arrière-garde russe formée d'une division aux ordres du général Bagawont, forte de dix mille hommes d'élite, chargée de protéger la retraite de toute l'armée; elle occupait le plateau de Valontina, sur la route de Moscou et de Petersbourg. Ce poste était considéré par les Russes comme inexpugnable; les Polonais y avaient toujours été battus dans les anciennes guerres. Une ancienne tradition lui donnait le nom de champ sacré. Ce plateau fut enlevé à la baïonnette; nous perdîmes dans l'attaque le général Gudin. Un général de division russe fut pris dans la mêlée. On reconnut parmi les cadavres ceux des généraux Skalon et Balla. Le général de cavalerie Koff, blessé mortellement, mourut quelques jours après.

V. De Smolensk à Moscou on compte environ quatre-vingts lieues. Les regards de l'Europe se portaient sur cette antique cité. Alexandre en avait confié le gouvernement au comte Rostopschin, homme de sang-froid et de résolution. Moscou devint par ses soins une place d'armes, où l'on s'occu-

pait presque uniquement des préparatifs de guerre. Cinquante mille hommes y furent armés comme par enchantement. La principale armée russe se retirait lentement vers cette capitale, conduisant avec elle tous ses magasins, et entraînant à sa suite la plupart des habitans des villes et des villages.

Jusqu'alors chacun pensait dans l'armée que Napoléon, voulant rétablir le royaume de Pologne, bornerait ses conquêtes aux villes de Witepsk et de Smolensk. On regardait la Dwina et le Dniéper comme devant couvrir l'armée française durant l'hiver; dans cette supposition, si les Français avaient employé leurs principaux efforts à se rendre maîtres de Riga, les Russes probablement se seraient vus forcés, au printemps, de faire la paix, dans la crainte de perdre Pétersbourg ou Moscou, l'armée française se trouvant à une égale distance de ces deux capitales. Napoléon, accoutumé à dicter la paix à ses ennemis dans les palais des monarques vaincus, méprisait les conseils de la sagesse. Arrivé à six cents lieues de France, sans vivres, sans hôpitaux, il s'aventura sur la route déserte de Moscou, laissant sur ses derrières une armée russe de quatre-vingt-dix mille hommes alors commandés par l'amiral Tshichagof, cantonnée dans la Moldavie. Ces troupes défendaient les bords du Danube contre les excursions des Turcs; mais, depuis plusieurs mois, les Anglais travaillaient au raccommodement des

Russes et des Ottomans. On en vint à bout en persuadant au divan de Stamboul que Bonaparte, vainqueur des Russes, se proposait de conduire ses troupes victorieuses sur les rives du Bosphore, et de réunir dans ses mains le sceptre de Constantinople à celui de Rome. Ce projet était romanesque, mais l'invasion de Bonaparte vers l'antique Memphis lui prêtait de la vraisemblance.

Durant les négociations, l'amiral Tshichagof envoyait des renforts à une autre armée russe réunie dans la Wolhynie sous les ordres des généraux Tormazof-Hertel et Sacken, opposée à une armée de trente mille hommes dont l'empereur d'Autriche, allié de Napoléon, avait confié le commandement au prince de Schwartzenberg. Napoléon, se confiant imprudemment à ses liaisons de famille avec François II, se flattait que les Autrichiens repousseraient les Russes à la même hauteur où son armée avait rejeté les troupes commandées par Barclay de Tolly, qu'entrant dans Ukraine ils pénétreraient dans les provinces de Kiov et de Kaluga, et se réuniraient à la principale armée, aux environs de Moscou; d'un côté la mauvaise volonté des Autrichiens, de l'autre les bonnes dispositions des généraux russes contrariaient ce plan. Les armées autrichienne et russe manœuvraient et ne combattaient pas; elles se cédaient mutuellement du terrain, suivant les nouvelles qu'on recevait des principales armées.

Les Autrichiens ne s'approchèrent jamais du Dniéper. La paix ayant été conclue entre les cours de Constantinople et de Pétersbourg, Tschichagof, n'ayant plus d'ennemis à combattre, se réunit, le 15 septembre, à l'armée de Tormazof; alors le prince de Schwartzenberg, dont l'armée s'élevait à peine à quarante mille combattans, abandonnant la campagne aux Russes, passa le Bug le 10 octobre, et prit une position à Wengrod, en avant de Varsovie.

En partant de Smolensk, le 25 août, l'armée campa à Wolodimerowa. On prit la route de Doroghobouï, en suivant les Russes dans leur retraite. L'armée traversait un excellent pays; la cavalerie s'écartait pour chercher des subsistances: on en trouvait ordinairement dans les bois. L'armée traversa, le 27 août, la petite rivière de Wop, dont le lit profond et les bords escarpés s'opposèrent long-temps au passage de l'artillerie; on fut contraint de doubler l'attelage des pièces. Le quartier-général se porta à Doroghobouï. On entra ensuite dans une plaine arrosée par le Dniéper; l'armée la parcourut jusques vers les sources de ce fleuve. On le traversa à gué, auprès de la petite ville de Blaghove. Les Français s'approchaient de Wiarma, bâtie sur une montagne d'où sort une rivière qui porte le nom de cette ville; Napoléon y fut reçu sans éprouver la moindre résistance; il y fit quelque séjour. De Wiarma l'armée vint à Paulovo. Un ordre du jour, le 2

septembre, accordait du repos aux soldats, en les engageant d'en profiter pour se procurer des vivres.

On venait d'apprendre que le maréchal Kutuzow, général en chef de l'armée russe employée contre les Turcs, vers les bouches du Danube, prenait le commandement de la grande armée à Czarevo-Saimiché. Cet évènement donnait la certitude que la paix étant conclue entre les Russes et les Ottomans, l'armée de Moldavie allait se porter sur le Haut-Dniéper. Bonaparte, malgré cette assurance, et contre l'avis d'une partie de ses généraux, continuait sa marche vers Moscou, sans s'inquiéter de l'avenir.

Kutuzow, à la tête d'une armée dont la force égalait presque celle de Bonaparte, ne pouvait livrer aux Français la capitale de l'empire, sans tenter les chances d'une bataille; occupé à choisir une position avantageuse, il crut la trouver sur des hauteurs entre Ghiat et Mozaick. Une suite de redoutes, hérissées de canons, furent élevées avec promptitude. Dans ces retranchemens, il attendit les Français pour livrer une de ces batailles mémorables dont le résultat décide du sort des empires.

Napoléon arriva, le 4 septembre, à la vue des retranchemens russes. Des officiers généraux d'artillerie et du génie reçurent ordre de les reconnaître; tous les jugèrent sinon inexpugnables, du moins très-difficiles à être emportés d'assaut. Bonaparte, auquel on ne saurait refuser le talent

de bien connaître l'esprit du soldat français, fit publier ce rapport dans tous les cantonnemens de l'armée; tous demandaient la bataille, et promettaient avec serment d'enlever les redoutes. Le 5 et le 6 furent faites les dispositions de l'attaque générale; elle commença le 7, entre quatre et cinq heures du matin, avant la naissance du jour. Les Français, à la faveur de l'obscurité, se précipitent avec furie sur les Russes; ils en sont reçus avec le même courage. Près de deux mille bouches à feu vomissaient la mort. Une immense cavalerie semblait prête à enfoncer la terre sous les pieds des chevaux. Les redoutes, les batteries changèrent plusieurs fois de maîtres durant la journée. L'air était obscurci par la fumée. La mitraille, envoyée par les canons, était aussi serrée que le sont les balles de fusil dans un feu de mousqueterie bien entretenu.

A deux heures après midi, les Français s'étaient emparés de la plus grande partie des redoutes; une seule continuait à se défendre. Si les Russes avaient fait alors leur retraite, la bataille n'aurait pas été favorable aux Français victorieux; leur perte s'élevait à plus de dix mille hommes. Les Russes, renfermés dans leurs retranchemens, n'en avaient pas perdu deux mille. Le désir de sauver Moscou, l'espoir de battre une armée déjà affaiblie, et l'honneur national, retenaient les Russes sur le champ de bataille; ils tentaient de reprendre leurs redoutes, en défendant le terrain qui leur

restait; toute leur intrépidité fut inutile. La cavalerie, placée sur les ailes de l'armée française, les écrasait. On vit des carrés de Russes, à moitié détruits, ne pas reculer d'un pas; la cavalerie, ne pouvant les rompre, avait recours à l'artillerie légère; elle faisait à coups de canon, dans ces carrés, des trouées dans lesquelles les cuirassiers français exécutaient leurs charges. La nuit termina cette bataille; elle laissa à chacune des deux armées les redoutes dont elles étaient maîtresses. Il fut publié dans Pétersbourg une relation de cette bataille, dans laquelle on attribuait la victoire aux Russes, en assurant que, sur la fin du jour, les Français reculèrent environ deux lieues et demie. Les Français passèrent en effet la nuit hors du champ de bataille, en laissant dans les fortifications conquises les forces nécessaires pour les garder. Ce n'était pas une retraite, mais le désir de s'éloigner momentanément d'un champ d'horreur, d'une lieue carrée d'étendue, où on ne pouvait trouver un pied de terrain qui ne fût couvert de sang et de morts. Le temps avait été magnifique durant la journée; au milieu de la nuit, il devint froid et humide. Le bivouac fut cruel; on n'avait rien à manger, et le manque de bois faisait éprouver aux soldats la rigueur d'une nuit pluvieuse et glaciale.

Dans cette journée sanglante, près de quatre-vingt mille hommes furent tués ou blessés des deux côtés. Les Français eurent à regretter la perte

des généraux Lepel, Compère, Marion, Montbrun, Lanabère, Plausonne et Huart; ces deux derniers, unis durant toute leur vie par l'amitié la plus tendre, périrent d'un même coup de biscaïen. On ne voulut point les séparer après leur mort; ils furent enterrés dans la même fosse, sur le champ de bataille, témoin de leur valeur. Les Russes perdirent les généraux Bagration, Charles de Mecklembourg, Tulsch-Hoff, Jajewski, Gotschalow, Kanoviritzin, Woronzow, Kretow, Krapawilsky et Bochmetiew, et l'élite de leur armée; il ne leur restait que de nouvelles recrues mal exercées. Telle fut l'issue de la bataille à laquelle on donna indifféremment le nom de Borosino, de Mozaïck et de la Moscova.

Pendant la nuit, les Russes, désespérant de leur position, s'étaient déterminés à l'évacuer, dirigeant rapidement leur retraite vers Moscou. Les Français se préparaient à recommencer le combat; aucun ennemi ne se présentait devant eux. On entra dans tous les retranchemens; il n'y restait que des morts et des blessés. On connut alors l'immensité des pertes faites par les Russes. Les blessés s'étaient traînés dans l'intérieur des ravins, afin de se soustraire à de nouveaux coups; ces malheureux, entassés les uns sur les autres, privés de secours et nageant dans leur sang, poussaient des gémissemens horribles, invoquaient la mort pour mettre un terme à leur affreux supplice.

En quittant le champ de bataille, on y laissa

un détachement formé de tous les soldats isolés qu'on pût ramasser, sous le commandement d'un colonel; il était chargé de détruire les travaux de l'ennemi; ayant terminé cette ingrate mission, il revint à l'armée, ayant vécu plusieurs jours au milieu des morts et des mourans, forcé d'aller chercher des subsistances à plus de cinq lieues aux environs. L'armée traversa la Moscova le 9. Dans cette marche on aperçut combien les retranchemens russes étaient formidables : plusieurs redoutes étaient masquées au-delà de la rivière; on en compta jusqu'à quatre de forme carrée; elles couvraient Mozaick et l'extrême droite du camp retranché de Borosino.

On marchait sur trois colonnes vers l'ancienne capitale de la Russie; tous les villages étaient abandonnés dans un pays très-fertile; les fuyards brûlaient leurs maisons, leurs blés, leurs fourrages à peine recueillis; ils se cachaient, avec leur famille et leurs bestiaux, dans d'épaisses forêts. Les soldats, continuant leur route, aperçurent, en gravissant une colline, les murs grisâtres et les clochers d'une abbaye auprès de la ville de Zwenighorod, au bord de la Moscova. Cet édifice sacré se montrait de loin à travers des bouleaux épais; l'abbaye domine le cours de la rivière; ses murs crénelés, hauts de près de vingt pieds et larges de six, flanqués à chaque coin de grosses tours avec des embrasures où l'on pouvait placer du canon, offraient l'aspect d'une forteresse; leur

vue rappelait les temps où les Russes, pleins de vénérations pour leurs prêtres, les comblaient d'honneurs et de richesses. Les moines, si puissans avant le règne de Pierre Ier, furent ramenés à la pauvreté des apôtres quand ce grand monarque eut réuni leurs biens aux domaines de la couronne.

A la vue de ces hautes tours, de ces belles murailles, les Français se flattaient de trouver, à l'intérieur, des bâtimens commodes et l'abondance accoutumée dans les abbayes richement dotées; une porte de fer, fortement barricadée, les confirmait dans cette espérance; on se disposait d'en forcer l'entrée. Un vieillard, dont la barbe était blanche comme sa robe, vint ouvrir; plusieurs officiers entrèrent, ordonnant aux soldats d'attendre en dehors. Le conducteur les mena dans une petite chapelle, où quatre religieux étaient prosternés aux pieds d'un autel construit à la manière des Grecs. Un d'eux pouvait se faire entendre en français; il leur dit : « Vous êtes libres de faire des recherches; nous ne possédons ni or ni argent; nos alimens sont grossiers; vos soldats dédaigneraient d'en manger; nos seuls biens sont nos autels et les reliques des saints; veuillez les protéger, puisque vous professez la religion chrétienne comme nous. » On respecta, en effet, cette abbaye. Un des officiers, étonné d'entendre parler français dans un couvent russe, lia conversation avec le moine qui servait d'interprète à ses confrères, dans l'espoir de s'instruire

de l'esprit public des environs de Moscou. Quand il lui parla de cette capitale, le moine lui dit avec un long soupir : Moscou est ma patrie. Le Français continuant à l'interroger, le religieux russe lui répondit en ces termes :

« Les Français ont envahi la Russie avec de grandes forces ; ils s'avancent vers la ville sainte, source de la prospérité de notre patrie. Ignorant nos mœurs et notre caractère, ils se flattent que, forcés d'opter entre nos possessions et notre indépendance, nous fléchirons sous le joug, et nous renoncerons à l'orgueil national qui fait la puissance des peuples. Napoléon s'abuse : ses innombrables armées ne sauraient nous réduire à demander la paix. Les Russes sont un peuple nomade ; les grands de l'empire sont les maîtres de transporter des peuplades entières à cent lieues de leur domicile, s'ils leur ordonnent de fuir dans les déserts avec leurs bestiaux. On détruira les villes et les campagnes plutôt que de les livrer à un vainqueur inconnu. Napoléon compte sur des dissensions entre le monarque et les grands propriétaires ; il se trompe encore : l'amour de la patrie étouffe dans l'âme des Russes tous les ressentimens. En vain encore croirait-il armer la nation contre les grands ; le peuple, par esprit de religion, est soumis à ses maîtres ; de vaines promesses ne sauraient détruire cette habitude, ou, si vous voulez, ce préjugé. D'ailleurs, la conduite de Napoléon est connue dans les moindres villages ; les curés en

intruisent leurs ouailles. N'est-il pas le fléau de l'Allemagne, dont il se dit le protecteur? L'Espagne éprouve les angoisses de l'infortune pour s'être confiée à son alliance; le pontife qui a placé sur sa tête la couronne impériale, n'est-il pas condamné à une dure captivité pour prix de ce brillant diadême? Les générations entières sont dévorées en France; les mères se voient réduites à déplorer leur fécondité. Voilà les actions de cet homme venu des confins de l'occident pour nous donner des fers; il prétend mettre sous ses pieds l'univers entier, et soumettre les rois à son empire : c'est une entreprise au-dessus de ses forces, et au-dessus de toutes les forces humaines. La fortune n'a pas favorisé le courage des Russes; vous les avez vaincus à Borodino; mais pourquoi abusez-vous de vos triomphes? Ne craignez-vous pas la vengeance du Dieu que vous adorez? La consternation règne dans nos contrées; les fugitifs vont chercher un asile sur les frontières d'Asie. Quelle a été notre effroi, lorsqu'hier, à l'entrée de la nuit, votre arrivée nous a été annoncée par l'incendie des villages dont les flammes répandues de toute part éclairaient l'horizon! »

Les officiers introduits dans cette abbaye, étonnés de ce qu'ils venaient d'entendre, en sortaient convaincus de l'impossibilité de soumettre un peuple capable de ne se laisser abattre par aucun danger, et de préférer son indépendance à tous les autres biens.

Le 14 septembre, l'armée arriva sur des hauteurs d'où l'on découvrait Moscou. Les soldats distinguaient de loin, à travers la poussière, de longues colonnes de cavalerie et d'infanterie russe; toutes se retiraient avec ordre derrière cette ville. On sut dans la suite que Kutuzoff avait conduit son armée sur les routes de Tula et de Kalouga. De cette dernière ville, il écrivit, le 16 septembre, à son souverain : « J'ai encore une bonne et brave armée; la perte de Moscou n'est pas celle de la patrie. »

Par un temps superbe, l'œil étonné embrassait l'enceinte d'une capitale beaucoup plus vaste que celle de Paris. Mille clochers dorés et arrondis ressemblaient de loin à des globes lumineux; plusieurs de ces globes, placés sur le sommet d'une colonne ou d'un obélisque, avaient la forme d'aérostats suspendus dans les airs. On voyait sous ses yeux la Moscova; cette rivière, après avoir fécondé de riches campagnes, traversait lentement la ville royale et séparait ses quartiers, dont les palais et les maisons de bois, de pierre, de brique offraient tous les genres d'architecture. On admirait un mélange singulier de châteaux magnifiques, de vastes parcs décorés avec élégance, de rues larges et droites, de belles maisons, asile de la richesse, et de pauvres cabanes, réfuges de de l'indigence. Les murs différemment coloriés, une infinité de coupoles couvertes d'ardoises, de plomb, d'argent et d'or, répandaient la plus pi-

quante variété sur l'ensemble de cette cité célèbre, tandis que les terrasses des palais, les portes de la ville, les clochers des églises, en forme de minarets, présentaient la réalité de ces villes fameuses d'Asie, qui paraissent n'avoir existé que dans l'imagination romanesque des poètes.

Napoléon entra dans Moscou sans résistance, à la tête d'une partie de son armée, le 15 septembre. Un morne silence régnait dans cette capitale; on ne voyait personne dans les rues; chacun se tenait enfermé et barricadé dans sa maison. Il entra à deux heures après-midi au Kremlin, dans l'ancien palais des czars; les principaux corps de l'armée campaient hors des murs de la ville.

VI. On comptait dans Moscou près de quatre cent mille habitans. Cette ville, bâtie à la manière asiatique, était entourée par quatre enceintes différentes; la plus intérieure, flanquée de hautes tours, renfermait le Kremlin dans sa forme triangulaire. Cette forteresse passait, dans les annales russes, pour n'avoir jamais été prise; le château des czars avait été bâti au 14e siècle par des architectes italiens. On divisait le Kremlin en deux parties : l'une s'appelait Trépots ou citadelle; elle était presque entièrement occupée par les châteaux des souverains, et des églises, dont on apercevait de loin les dômes remarquables par leur élévation, la dorure des clochers et la bizarrerie de leur architecture; dans la seconde se trouvaient plu-

sieurs monumens publics et quelques maisons des particuliers. L'arsenal faisait partie du Trépots. Derrière le palais des empereurs, était celui du sénat, et auprès de ce palais, la cathédrale de Saint-Iwan, à côté de laquelle sont les restes d'une ancienne tour, où se trouve à moitié enterrée une fameuse cloche coulée vers le milieu du 16e siècle, sous le règne de Boris-Godonow. Elle surpasse en grosseur les plus célèbres cloches de l'Europe. Dans la seconde enceinte on voit les rues les plus marchandes et la place connue sous le nom de Ville-Chinoise ou Kitayé-Gorod; ce nom lui fut donnée par les Tartares qui s'y établirent les premiers. La Ville-Blanche ou Bétoyé-Gorod forme la troisième circonférence autour du Kitayé-Gorod; ce quartier renferme de belles maisons bâties en pierre, mais pas en si grand nombre que dans le quatrième quartier où sont construits les plus beaux hôtels de la ville, et qui renferme ses faubourgs entourés d'un simple mur de terre.

Presque toute la population de Moscou fuyait au loin, emportant les magasins, les denrées et les objets précieux; cependant cette ville, point central du commerce de la Russie en Europe et en Asie, devait renfermer d'immenses provisions. Bonaparte frémit à la vue d'une lugubre solitude; il conservait l'espoir de trouver dans sa conquête un butin inappréciable : cet espoir s'évanouit par le plus épouvantable évènement.

Bonaparte, dans les salles du palais, attendait

une députation des magistrats, au moment où des tourbillons de flammes et de fumée annonçaient un vaste incendie. Le feu avait été mis à la Bourse, monument renommé par sa magnificence et rempli des marchandises les plus précieuses de l'Europe et de l'Asie. L'ordre est aussitôt donné d'employer tous les efforts à l'éteindre. La chose était impossible ; le gouverneur de Moscou, ordonnant cet affreux sacrifice, avait enlevé les pompes, les seaux et tous les instrumens avec lesquels on pouvait arrêter les ravages du feu. L'atmosphère représentait une voûte enflammée. Les soldats et les maraudeurs, méprisant le danger, se jetaient dans les magasins où les flammes n'avaient pas encore pénétré ; ils enfonçaient les caisses ; ils enlevaient des richesses au-dessus de leurs espérances. Aucun cri, aucun tumulte ne se faisait entendre durant cette affreuse scène ; chacun trouvait largement de quoi satisfaire sa cupidité. On s'avançait, avec précaution, au pétillement des flammes, au bruit des portes enfoncées, de solives embrasées tombant de toutes parts, et de voûtes s'écroulant avec fracas. Les cotons, les soies, les étoffes les plus précieuses d'Asie et d'Europe brûlaient avec violence. On avait entassé dans les caves, du sucre, des huiles, des eaux-de-vie, de la résine, du vitriol ; toutes ces matières, se consumant à la fois dans des souterrains, poussaient des torrens de flammes à travers d'épais grillages.

Tous les soins multipliés pour arrêter l'incendie

de la Bourse cessèrent, lorsqu'on apprit que le gouverneur avait ordonné, en quittant Moscou, de réduire cette ville en un monceau de cendres.

Dans le temps où les Français marchaient sur Moscou en trois colonnes, la noblesse et les personnes attachées au gouvernement connaissaient seules les évènemens de la guerre. Le gouverneur Rastochin, cachant la vérité, annonçait l'entière défaite des Français à Borodino. L'illusion disparut quand on vit revenir l'armée russe, précédée de vingt mille blessés, et entraînant à sa suite la population des campagnes. Alors les paisibles citoyens, abandonnant leurs occupations, se livraient à une agitation tumultueuse; les sociétés furent désertes; les artisans, renonçant au travail nécessaire au soutien de leur famille, fermaient leur boutique et partageaient l'inquiétude générale. Le gouverneur voulait la diminuer, en promettant de se réunir à l'armée à la tête de cent mille combattans; il fit forger des lances et des sabres; on les donnait à tous ceux qui se présentaient pour s'enrôler. Cette proclamation énergique fut publiée le 13 septembre: « Notre ennemi s'avance; déjà vous entendez la foudre grondant au loin. Nos troupes ont cédé le terrain dans lequel furent faits des prodiges de valeur; mais elles ne sont pas vaincues. Vous le savez, notre empire résida constamment dans nos camps. L'armée, presque intacte, se renforce par des nouvelles levées. Les Français, au contraire, arrivent épuisés, anéantis, et sans pouvoir être

recrutés. L'aigle de Napoléon, après avoir erré sur les rives du Nil et du Tage, se flatterait-elle de détruire celle dont le vol rapide, planant sur nos têtes, a pris son vol du Kremlin, étend ses ailes du pôle au Bosphore? Soyons persévérans; la patrie, du sein de ses ruines, ressortira plus grande, plus majestueuse. Nos ancêtres établirent la croyance que le Kremlin était sacré et inexpugnable; pour soutenir cette tradition, que chacun de vous arme son bras contre le destructeur de nos propriétés et de notre religion. Si, par l'effet de la colère céleste, le crime doit triompher un instant, votre devoir est de fuir dans le désert, d'abandonner une ville où vous ne pouvez plus résider avee honneur si elle est souillée par la présence de vos oppresseurs. Les habitans de Saragosse, ayant devant les yeux le courage immortel avec lequel leurs ancêtres, pour éviter le joug des Romains, firent de leur ville un bûcher et s'y ensevelirent, ont préféré de mourir sur les ruines de leur patrie à la honte de subir le joug de Napoléon. Les enfans des Esclavons n'auront-ils pas le même courage? »

A la lecture de cette adresse, l'agitation devenait plus violente; elle se changeait en désespoir. On voyait l'armée, au lieu d'entrer dans Moscou pour la défendre, passer sous les murs de la ville, dans un profond silence, et se retirer sur la route de Wladimir. Il n'était donc plus question de combattre et de vaincre. Chacun apercevait sur les hauteurs voisines de Moscou les drapeaux fran-

çais. Des hommes salariés se répandaient dans les rues; ils criaient : *Amis, l'heure du sacrifice est sonnée; il vaut mieux périr que de survivre à sa patrie et à sa religion!* Ceux à qui la nature avait refusé du courage se cachaient dans leurs maisons; les autres prenaient la fuite, allaient dans les bois braver les horreurs de la faim : à peine restait-il trente mille habitans dans Moscou quand les Français en prenaient possession. Napoléon, incertain de sa destinée, renouvelait en vain l'ordre d'éteindre le feu; on ne l'écoutait pas. Ainsi se passa le mardi 15 septembre et toute la nuit. Le feu s'étendait de plus en plus. Un vent impétueux s'élevant le 16, à neuf heures du matin, favorisait le progrès des flammes; le feu paraissait dans tous les quartiers de la ville. Comment peindre le plus épouvantable tableau! Les habitans de Moscou, cachés dans leurs maisons, en sortaient avec précipitation au moment où l'incendie en approchait. Ces infortunés tremblans, devenus muets par l'excès de la douleur, ne proféraient pas la moindre imprécation; abandonnant leurs effets, et agités par les seuls sentimens de la nature, les hommes et les femmes ne portaient dans leurs bras que leurs plus jeunes enfans; les autres les accompagnaient. Les vieillards, hors d'état de suivre leur famille, l'exhortant à marcher avec rapidité, attendaient la mort auprès de la maison dans laquelle ils étaient nés. Les églises étaient remplies de malheureux; pressés aux pieds des autels parés comme

dans un jour de fête, ils attendaient en vain des secours que personne ne songeait à leur donner. L'incendie, poursuivant ses ravages, s'étendit bientôt jusqu'aux faubourgs; les palais, les églises, les hôpitaux devenaient également la proie des flammes.

Sur le soir, on annonça à Bonaparte qu'on venait d'arrêter, dans le Kremlin, plusieurs incendiaires. Ne se croyant plus en sûreté dans une ville dont la ruine paraissait inévitable, il sortit du Kremlin, entouré de sa garde, et vint coucher au château de Peterscoë, à peu de distance de la ville. Les généraux reçurent ordre de sortir de Moscou. Alors la licence devint effrénée; le soldat, n'étant plus retenu par la présence des chefs, se livrait à tous les excès imaginables; aucune retraite ne fut assez sûre, aucun lieu assez saint, pour se préserver de leurs recherches; les uns, pénétrant dans des palais déserts, se couvraient d'étoffes tissues d'or et de soie ou de riches pelisses; d'autres, allant dans les caves, buvaient à longs traits des vins délicieux, et emportaient, d'un pas chancelant, les objets précieux dont ils s'étaient rendus maîtres. Rien ne devait exciter la cupidité comme l'église de Saint-Michel, destinée à la sépulture des empereurs de Russie. On se flattait d'y trouver des trésors immenses. Dans ce vain espoir, des soldats pénètrent en foule dans ce temple auguste; armés de flambeaux, ils s'enfoncent dans de vastes souterrains; au lieu d'or et d'argent, ils trouvèrent des

tombeaux de pierre, couverts de velours rouge et de minces plaques de métal, sur lesquelles on lisait le nom des czars, le jour de leur naissance, et celui de leur décès. Voyant leurs espérances trompées, ils arrachaient les ossemens des cercueils dans lesquels ils étaient contenus, et les dispersaient.

A la plus extrême cupidité se joignaient toutes les dépravations de la débauche; ni la noblesse du sang, ni la candeur de la jeunesse, ni les larmes de la beauté ne furent respectées. Cépendant les flammes, agitées par les vents du nord au sud de Moscou, sillonnaient le ciel rembruni par une épaisse fumée. On apercevait des fusées incendiaires; des malfaiteurs les lançaient du haut des clochers; elles ressemblaient de loin à des étoiles tombantes. On ne distinguait plus les endroits où se trouvaient des maisons que par quelques piliers calcinés et noircis.

Bonaparte passa dans le château de Peterscoë les journées des 17, 18, 19 et 20 septembre. Moscou ne cessait de brûler. Cependant la pluie tombait par torrens, malgré un vent impétueux dont les sifflemens prolongés ressemblaient au mugissement de la mer au milieu d'une tempête. Il ne restait, de cette immense cité, que le Kremlin et quelques bâtimens épars çà et là. Moscou vit disparaître, en quatre jours, ses bâtimens fastueux, ses coupoles dorées, les flèches élevées de ses églises, ses musées, ses bibliothèques, ses hôpitaux,

ses jardins ingénieux tracés à l'imitation de ceux d'Hispahan et de Schiras; tous les asiles des sciences, des arts, du plaisir et du goût; les monumens des plus célèbres artistes; les fruits de la munificence des plus grands souverains. Les flammes, en détruisant les édifices, allumaient dans le cœur des Russes l'ardeur de la vengeance. Cette ardeur était animée par les prédications des prêtres et par les proclamations du gouvernement.

On arrêta un assez grand nombre de scélérats occupés à propager l'incendie à l'aide des fusées à la Congrève. Bonaparte les fit fusiller. Ce supplice n'effrayait pas leurs imitateurs. On croyait en vain intimider, par les plus cruelles menaces, les paysans acharnés à livrer aux flammes leurs habitations rustiques. Les paysans abandonnaient les villages aux environs de Moscou. Les vieillards, les femmes, les enfans à la mamelle, les infirmes s'éloignaient avec rapidité à pied ou sur des chariots. On voyait un villageois, tenant d'une main un de ses jeunes enfans et de l'autre une torche allumée, détruire sa chaumière, ses meubles, ses provisions. Cette troupe désolée marchait à la suite des détachemens de l'armée russe. Après avoir déposé dans un lieu de sûreté les individus hors d'état de porter les armes, les autres, se joignant aux soldats de leur nation, venaient massacrer les Français jusque sur les débris de leurs habitations. Le gouverneur Roptoschin donna un

grand exemple : il possédait aux environs de Moscou un château des plus magnifiques ; ses domestiques l'incendièrent par ses ordres. Cette inscription fut placée sur les décombres : « Cette maison fut le séjour d'un homme d'honneur ; elle ne servira pas de retraite à des soldats trompés par un chef de brigands. »

On rapporte qu'un riche carrossier fut le premier instigateur de l'incendie ; il possédait une grande quantité de voitures ; il y met le feu afin que l'ennemi n'en pût tirer aucun secours. Ce dévouement fut rapidement imité. Bonaparte s'était étrangement mépris sur les dispositions des Russes. Ses flatteurs l'avaient persuadé que Moscou étant l'ancienne et véritable capitale de la Russie, on y détestait Pétersbourg, les courtisans et même la famille impériale ; qu'un grand nombre de mécontens, de familles jadis puissantes, irritées de languir dans l'obscurité, conservaient de père en fils, sur les bords de la Moscova, le souvenir de l'ancienne cour des czars et le désir de l'y ramener. Il se flatta de se faire un parti dans Moscou et d'exciter la guerre civile. On lui promettait un puissant appui dans la bourgeoisie de Moscou ; les paysans, lui disait-on, étaient prêts à briser les chaînes de leur esclavage dès que le signal de la liberté serait donné parmi eux. L'incendie de Moscou et l'unanimité avec laquelle les Russes réunissaient leurs forces contre lui, détruisaient ces espérances chimériques.

Dans le palais de Peterscoë, dans ses jardins immenses, et dans un grand nombre de châteaux bâtis aux environs de cette maison royale (1), Bonaparte avait cantonné son armée. Les états-majors, placés autour des châteaux où logeaient les généraux, campaient dans des jardins anglais, ou logeaient sous des grottes, dans des pavillons chinois, des kiosques, des cabinets de verdure, tandis que les chevaux, attachés sous des accacias ou des tilleuls, étaient séparés les uns des autres par des charmilles ou des plates-bandes. Les simples soldats, avec les chevaux et les voitures, bivouaquaient au milieu des champs. Ce camp, pittoresque par lui-même, le devenait davantage par le costume adopté par les soldats. La plupart, pour se mettre à l'abri des injures de l'air, endossaient les vêtemens emmagasinés dans la bourse de Moscou. Les soldats se promenaient dans le camp vêtus à la tartare, à la cosaque, à la chinoise, à la turque; l'un couvrait sa tête d'une toque polonaise, l'autre du haut bonnet des Persans, des Baskirs, des Kalmouks : l'armée offrait l'image du carnaval. Elle produisit dans la suite un détestable calembour : on disait que la retraite de Russie, ayant commencé par une mascarade, devait finir par un enterrement. L'abondance dont jouissait alors l'armée, la consolait de ses fatigues. On avait la pluie sur le

(1) *Relation circonstanciée de la campagne de Russie.* Troisième édition.

dos et les pieds dans la boue. Le soldat oubliait ce double inconvénient en faisant bonne chère, et en vendant les objets apportés de Moscou. Les soldats, sous prétexte d'aller chercher des vivres dans les campagnes, couraient en foule au milieu des cendres, fouillaient sous les ruines, et retiraient des denrées et des marchandises de toute espèce. De cette manière le camp français présentait l'aspect diversifié d'une grande foire où chaque soldat, métamorphosé en marchand, vendait à vil prix des objets précieux. On se procurait un cachemire pour six francs; le soldat mangeait dans des assiettes de porcelaine, buvait dans des vases d'argent; réunissant les deux extrémités du luxe et de la misère, il manquait de chemises et de souliers, et jouissait des superfluités réservées à l'opulence.

VII. Le séjour de Peterscoë, dans une saison pluvieuse, devenant incommode, Bonaparte revint au Kremlin le 21 septembre; l'armée fut répartie dans les divers quartiers de Moscou. Des plus fatales décombres, encore fumantes, s'exhalaient des vapeurs fétides; répandues dans l'atmosphère, en forme de nuages, elles obscurcissaient le soleil; le disque de cet astre paraissait rouge et sanglant. On ne distinguait plus l'alignement des rues; quelques pans de murailles, isolés sur des amas de charbons et de cendres, subsistaient seuls. On pouvait comparer les débris d'une ville moderne

à des restes d'antiquité. Chacun cherchait à se loger; on trouvait peu de maisons réunies propres à servir de demeure à un régiment; il fallait occuper un vaste terrain dans lequel se trouvaient peu d'habitations. Tous les bulletins publiés dans Paris parlaient cependant de l'adresse avec laquelle on avait arrêté les ravages des incendiaires; les deux tiers de Moscou étaient conservés, nous disait-on; les habitans, éloignés par la contrainte, y revenaient par milliers; l'armée française, au sein de la tranquillité et du bon ordre, jouissait de l'abondance et même du superflu. Rien de tout cela n'était vrai. Quelques églises, moins combustibles que les autres bâtimens, avaient conservé leurs voûtes; elles furent transformées en casernes et en écuries. Il ne restait dans Moscou que ces êtres malheureux rendus par l'infortune indifférens aux catastrophes désastreuses; ceux-là couraient dans les rues avec les soldats, leur servaient de valets, et s'estimaient trop heureux d'obtenir pour récompense une mauvaise nourriture et quelques haillons. On voyait aussi un grand nombre de femmes isolées et sans secours; leur cruelle situation étouffait la pudeur naturelle à leur sexe; elles se livraient aux soldats; chacun, empressé d'avoir une femme, les introduisait dans son logement, et partageait avec elles les fruits du pillage. Quelques Russes, de la dernière classe du peuple, voyant cesser l'incendie, ramassaient la tôle dont les toits des maisons avaient été couverts, en construisaient

des cabanes dans des quartiers reculés ou dans des parcs ravagés. Les uns fouillaient la terre pour arracher les racines des légumes cueillis par nos soldats; les autres cherchaient dans les cendres refroidies des alimens que le feu n'avait pas entièrement consumés; pâles, nus, décharnés, la lenteur de leur démarche annonçait leurs souffrances; enfin, plusieurs, ayant connaissance de quelques bateaux chargés de blés, coulés bas dans la Moscova, plongeaient dans la rivière pour en retirer des grains en fermentation et d'une odeur repoussante.

Enfermé dans le Kremlin, dont les portes étaient palissadées et les remparts hérissés d'artillerie, Bonaparte, entouré de ses généraux et de sa garde, paraissait commander à la fortune; il publiait des proclamations dans lesquelles on assurait que la paix était signée; l'armée allait prendre des quartiers d'hiver, de concert avec les armées russes. Selon d'autres nouvelles, répandues avec soin, la ville de Riga était prise d'assaut; Macdonald, maître de Pétersbourg, le jour même de la prise de Moscou, avait incendié cette capitale; la route de Wilna à Smolensk, couverte d'innombrables chariots et d'une nouvelle armée française, annonçait la prochaine arrivée d'une immense quantité de vêtemens d'hiver, de tous les objets dont on manquait, et des renforts nécessaires pour achever de conquérir la Russie. Quelques phrases des bulletins de la grande armée étaient vraiment curieuses. Dans l'un on lisait : « Le temps est

très-beau, comme en France en octobre, et même un peu plus chaud. » Dans un autre : « Les habitans de la Russie ne reviennent pas du temps qu'il fait depuis vingt jours; c'est le soleil et les belles journées du voyage de Fontainebleau. L'armée se trouve dans un pays extrêmement riche, et comparable aux meilleures provinces de France. » On eût dit, en lisant ces bulletins, que Bonaparte, maître de la destinée des hommes, commandait aussi aux élémens, et changeait l'ordre des saisons.

L'abondance dont l'armée avait joui durant les premiers jours de son arrivée à Moscou faisait place à la disette. Les grands de l'empire russe, profitant de l'exaspération où les malheurs de la guerre réduisaient la masse du peuple, l'armaient toute entière. Ces forces, réunies aux cosaques, interceptaient les convois de vivres destinés pour Moscou. Plusieurs notables de divers villages, arrêtés par ordre de Bonaparte, furent conduits devant lui; il leur enjoignit, sous peine de mort, de maintenir la tranquillité dans leurs cantons respectifs, et de s'opposer aux émigrations; ces hommes, également agrestes et intrépides, faisant peu d'attention à la splendeur dont s'environnait l'empereur des Français, lui répondaient laconiquement : « Attachés par nos sermens à l'empereur Alexandre, nous ne pouvons reconnaître les ordres d'un autre souverain. » Les menaces et l'appareil du supplice ne pouvaient changer leurs résolutions. Placés devant le piquet de grenadiers chargé

de les mettre à mort, ils prenaient dans leurs mains une croix suspendue à leur poitrine, la baisaient et recommandaient leur âme à Dieu. Plusieurs, par cette fermeté, désarmèrent leurs bourreaux.

On ne pouvait se procurer du pain. Les chevaux, manquant de fourrage, périssaient par milliers. Il fallait chaque jour soutenir des combats désavantageux; la moindre perte était irréparable pour une armée éloignée à plus de six cents lieues de sa patrie. Une misère réelle se masquait par une abondance apparente. On n'avait d'autre viande que celle de cheval; mais les tables se couvraient de confitures, de sucreries et de vins exquis. L'étendue des besoins rendait presque nulle la valeur de l'argent; tout le commerce se faisait par des échanges. Celui qui avait du drap l'offrait pour du vin; on donnait du sucre et du café pour avoir une pelisse. Le mécontentement du soldat commençait à se prononcer; pour tâcher de le diminuer, les projets les plus extraordinaires étaient mis à l'ordre de l'armée; un jour on proposait de marcher vers l'Ukraine; le lendemain, de remonter au nord vers Pétersbourg. Les gens sages répétaient en vain : « Nous n'avons à prendre que la route de Wilna. »

Le maréchal Kutuzoff, ayant réuni ses forces dans la province de Kalouga, couvrait les provinces méridionales de Russie; il établit son camp sur la rive droite de la Nara, près de la petite ville de Tarutina; dans cette position, son armée, rece-

vant des vivres en abondance, devenait chaque jour plus redoutable. Des troupes innombrables de cosaques remplissaient la plaine de Moscou, et resserraient étroitement les Français dans les décombres de cette capitale. Les troupes françaises, harcelées perpétuellement, ne connaissaient plus le repos; entourée de toute part, la plus grande partie de la cavalerie étant démontée; elle se voyait contrainte à se replier sur elle-même. On ne pouvait se porter sur Pétersbourg sans renoncer à toute communication avec la Pologne. On ne pouvait aussi se porter sur le Volga, parce que de nouvelles invasions, affaiblissant l'armée, s'éloignaient de ses ressources.

Bonaparte, ne cessant d'entretenir l'Europe de ses continuelles victoires, de l'abondance dans laquelle son armée nageait à Moscou, et de l'anéantissement prochain de la Russie, se voyait prisonnier dans le Kremlin. Pour cacher l'embarras de sa position, il ne cessait de passer en revue cette belle armée destinée à devenir en peu de temps la proie des élémens. Par un examen sévère, il engageait les colonels à maintenir dans les régimens une exacte tenue désormais impossible. Le pillage de Moscou avait enrichi les soldats. Dans les occasions ordinaires, les soldats dépensent rapidement ce qu'ils ont amassé de même. A Moscou, ils ne trouvèrent plus les moyens de s'amuser; l'argent leur resta: cet argent causa la perte de l'armée. On voyait, à la suite des

régimens, de superbes voitures appartenant à de simples soldats. Ils n'écoutaient plus leurs officiers; l'indiscipline annonçait les malheurs de la retraite.

Elle devenait indispensable. Déjà même, sans attendre les ordres des généraux, un grand nombre de soldats prenaient la route du Dniéper, au risque de tomber entre les mains des cosaques. L'avenir devenait effrayant. Les villages voisins de Moscou se trouvant épuisés, il fallait aller chercher des vivres au loin; ces courses, chaque jour répétées, détruisaient la cavalerie. L'audace des cosaques redoublait en raison de l'épuisement des Français; ils en donnèrent la preuve en attaquant aux portes de Moscou un village occupé par les dragons de la garde; cinquante dragons et plusieurs officiers tombèrent dans leurs mains. Les généraux français, voulant prévenir de semblables pertes, envoyèrent un corps de cavalerie légère commandée par le comte d'Ornano, au château de Galitzin, entre Moscou et Mozaick; ces troupes délivrèrent les lieux circonvoisins de la présence des cosaques accoutumés à éviter les combats réguliers.

Un corps de quarante mille hommes, composé en grande partie de cavalerie, avait été envoyé sur la route de Kalouga aux ordres du roi de Naples. Ce pays offrait des ressources en fourrages, dont l'armée manquait absolument; mais, au sein de la guerre d'extermination adoptée

par les Russes, il devenait difficile d'en trouver et plus difficile encore de les envoyer à Moscou. Ce corps d'armée livra plusieurs combats; il perdit en peu de jours dix mille chevaux, moins par le fer de l'ennemi que par le défaut de nourriture. La principale de ces actions eut lieu le 17 octobre. Il avait été conclu un armistice d'avant-garde pour trois jours, afin de laisser quelque repos aux troupes et de rendre les derniers devoirs aux morts. On était au deuxième jour; la moitié de la cavalerie fourrageait dans les campagnes; l'infanterie prenait livraison de la farine avec laquelle on devait fabriquer son pain. Tout-à-coup un houras se fit entendre; les cosaques, regardant le fourrage fait par les Français comme une infraction de la suspension d'armes, favorisés par quelques pièces d'artillerie cachées dans les bois voisins, attaquaient subitement, au nombre de trente mille, le roi de Naples dont la cavalerie se trouvait dispersée. Les Français perdirent deux mille hommes et vingt pièces de canon. Bonaparte, recevant cette nouvelle, entra dans un accès de colère; il s'écriait: « Les Russes ont attaqué le roi de Naples au mépris du droit des gens; leur conduite est celle des brigands et non des guerriers! » L'ordre d'abandonner Moscou fut donné sur-le-champ; c'était trop tard, non-seulement parce que l'hiver avançait à grands pas, mais surtout parce que l'ennemi avait eu le temps de se fortifier et d'enlever toutes les

subsistances dans les pays où les Français devaient passer.

Il est difficile de décider si l'incendie de Moscou fut le fruit d'un désespoir aveugle ou d'une raison sévère. Bonaparte pouvait rendre cet inappréciable sacrifice en pure perte pour la Russie, en ne prolongeant pas son séjour sur les bords de la Moscova. Comment ce guerrier se décida-t-il à passer un mois dans une capitale détruite? Selon les uns, il croyait y trouver les moyens suffisans pour attendre le retour de la belle saison; selon d'autres, des négociations entre les Français et les Russes annonçaient une paix prochaine. Les Russes attendaient l'hiver comme leur libérateur. Voulant retarder la retraite de Bonaparte et assurer sa perte infaillible, ils paraissaient pencher vers une réconciliation éloignée de leurs pensées. Dans ces deux hypothèses, Bonaparte restait également sans excuses. Pouvait-il ignorer qu'une armée comme la sienne ne supporterait jamais la rigueur du climat du nord, avec les seules ressources trouvées dans un rayon de trente lieues d'un pays dévasté? La perte des chevaux, occasionnée par l'absence des fourrages depuis le passage du Niémen, démontrait seule combien il serait difficile de nourrir la cavalerie. Comment sans elle aurait-on entretenu des communications avec les corps laissés en arrière? L'espoir de la paix était encore plus chimérique. Un général d'armée ignore-t-il les ruses employées pour perdre ses ennemis?

On a cherché vainement à rejeter les malheurs de l'armée sur les froids prématurés; cette température devait être prévue par l'homme le plus ignorant. D'ailleurs, les principales calamités dont les Français furent victimes, durent s'attribuer à la privation de nourriture plutôt qu'aux grandes gelées; elles précédèrent l'époque où le froid devint vraiment terrible. Ce fut vers les premiers jours de décembre; le thermomètre descendit à dix-huit ou vingt degrés. L'armée était alors réduite à peu de chose. Ce froid rigoureux fut soutenu par les soldats qui avaient échappé aux désastres de la campagne. On trouvait quelques subsistances à cette époque; l'homme qui ne manque pas de nourriture supporte aisément en marche un froid violent.

Avec les ressources trouvées aux environs de Moscou, il était facile de conduire l'armée en Pologne. Il s'agissait de quitter les bords de la Moscova à la fin de septembre, dans un temps où les armées russes, écrasées à Mozaïck, n'avaient pas reçu des renforts suffisans; les Francais seraient parvenus sans obstacles à Wilna; étendant leur droite sur Minski et l'Ukraine, et se réunissant aux corps laissés aux bords de la Dwina, on eût battu l'armée de Tchitchagof et on eût organisé le royaume de Pologne. L'Ukraine, le gouvernement de Stenim et la Podolie attendaient le moment de se réunir à la Pologne. La cour de Pétersbourg, entraînée par les évènemens,

eût probablement signé la paix au mois de mai suivant.

VIII. Bonaparte, sortant de Moscou le 18 octobre, y laissa une garnison de sept à huit mille hommes. Le maréchal Mortier la commandait : il vint chez le directeur de l'hôpital des enfans trouvés. Ce superbe édifice, élevé par le maréchal de Sheremetow, un des compagnons d'armes de Pierre-le-Grand, avait été préservé de l'incendie ; on y élevait les enfans des défenseurs de la patrie. Ces enfans avaient fui derrière le Wolga. Les blessés français occupaient leur place ; Mortier les recommanda à l'humanité du chef de cet établissement, en lui promettant d'épargner les tristes débris de la ville. Il ne dépendait pas sans doute de ce guerrier d'accomplir cette promesse. Le feu se manifesta au Kremlin vers le milieu de la nuit. On n'en connaissait pas la cause. Une horrible détonation la manifesta entre quatre à cinq heures du matin. L'explosion de plusieurs mines arracha de leurs fondemens des édifices antiques et vénérables par leur destination et par leur masse imposante. Les débris en furent dispersés dans la vaste enceinte de Moscou. Ainsi disparut ce monument d'un style moitié oriental et moitié italien ; un forcené en ordonna la destruction dans sa rage impuissante. Le Kremlin n'était pas une forteresse ; sa chute ne privait pas les Russes d'une

position militaire; Bonaparte faisait le mal pour le plaisir de mal faire. Le palais impérial de Petrouski fut aussi l'objet de ses ordres barbares. Une partie de ce château fut brûlée. Avant de partir il avait fait enlever, dans la cathédrale de Saint-Juan-Weleki, une Notre-Dame d'or couverte de diamans, et une grande croix qu'il croyait être d'or; dans le sénat, une statue de Saint-Georges, et l'aigle placée au-dessus de la porte de Nikolski. Ces objets furent repris par le général Winzingerode et ramenés à Moscou.

En partant de Moscou, Bonaparte dit à ses soldats: « Je vous conduis dans des quartiers d'hiver; si je rencontre les Russes sur mon passage, je les battrai; si je ne les trouve pas, tant mieux pour eux. » Il les trouva, et ne put s'applaudir de cette rencontre.

On arriva le 19 octobre à Batoutinska. Napoléon établit son quartier-général dans un vieux château; toute l'armée se réunit sur ce point, à l'exception de la jeune garde laissée à Moscou. Le lendemain on passa la Pakra auprès de Goroy. Ce bourg, assez considérable, avait cessé d'exister. La rivière, encombrée par les débris des maisons détruites, roulait une eau bourbeuse et noirâtre, dans une vallée dominée par un château réduit en cendres. On vint ensuite à Fominscoë, au bord de la rivière de Nara; l'armée traversa cette rivière durant la nuit du 22 au 23 octobre.

Jusqu'alors l'armée suivait la route de Kaluga;

elle paraissait vouloir se porter vers l'Ukraine, sous un ciel plus doux, et dans des contrées moins ravagées et plus fertiles. Kutuzoff, abandonnant son camp retranché de Lectaskova, se rapprochait de l'armée française, la laissant dans l'incertitude s'il déboucherait par Borousk ou par Malo-Jaroslavetz. Napoléon occupait Jaroslavetz, bâtie sur une éminence, au pied de laquelle coule la Protva, dans un lit très-profond; il y fut attaqué le 24 par les Russes. La bataille dura pendant toute la journée, sans aucun avantage pour l'une et l'autre armée; on s'était battu dans l'intérieur de la ville; elle n'existait plus le lendemain du combat. Les maisons formaient un vaste monceau de ruines, et sous des cendres brûlantes on voyait de tous côtés des cadavres à demi-brûlés. Bonaparte, abandonnant le lieu du combat et la route de Tula et de Kalouga, publiait que sa route au sud était une manœuvre habile pour cacher aux ennemis son projet de retraite sur Smolensk et Weltepsk. Les Français se dirigèrent, le 25 octobre, par Borowsk et Wureija sur Mozaick. Tous les villages, encore existans, furent successivement incendiés. Dans cette guerre, on fit un plus fréquent usage de la flamme que du glaive.

On se trouvait sur la route parcourue par l'armée en venant à Moscou. La jeune garde s'était réunie à l'armée, à quelques lieues des ruines de Mozaick, conduisant avec elle le trésor, les papiers de l'intendance et une grande quantité de

bagages. Les troupes s'arrêtèrent à Krasnoë, où Napoléon avait couché le lendemain de la bataille de la Moscova. Kutuzoff suivait l'armée française avec précaution. Connaissant l'entière dévastation des pays dans lesquels les Français allaient passer pour arriver à Smolensk, son arrière-garde protégeait des magasins immenses; ils retardaient la rapidité de sa course. Les Français se flattaient d'arriver avant eux dans Wilna.

A mesure qu'on approchait de Vorodino, la terre paraissait en deuil. On rencontrait un grand nombre de cadavres d'hommes et de chevaux. Bientôt à la vue de plusieurs retranchemens à moitié détruits, et à l'aspect d'une ville ruinée, on reconnut Mozaick, où les Français avaient passé en vainqueurs deux mois auparavant. Une partie de l'armée campa sur ses décombres; elle avait devant les yeux le plus épouvantable tableau. On voyait dans un espace de moins d'une lieue plus de cinquante mille cadavres privés de sépulture depuis cinquante-deux jours; à peine conservaient-ils une forme humaine. Là étaient des habits teints de sang et des ossemens rongés par les chiens et les oiseaux de proie; ici des débris d'armes, de tambours, de casques, de cuirasses, d'étendards déchirés.

D'un côté se trouvait le bivouac dans lequel le maréchal Kutuzoff avait logé; plus loin, la grande redoute défendue par les Russes avec une valeur plus qu'humaine; elle dominait toute la plaine,

et semblait encore menacer les Français de leur disputer la victoire. L'armée se hâta d'abandonner ce lieu funèbre, et, sortant de Mozaick, elle brûla les maisons échappées au premier incendie.

IX. De Mozaick à Smolensk, on compte environ soixante-dix lieues. Bonaparte avait laissé dans cette dernière ville le neuvième corps, avec ordre d'y préparer des magasins de tout genre pour nourrir l'armée durant quelques mois, si elle était obligée d'aller prendre ses quartiers sur les bords du Dniéper et de la Dwina. Il s'agissait d'arriver dans cette ville. Tous les cantons sur lesquels se portait l'armée se trouvant dévastés, il n'y restait aucune ressource. Chacun en sortant de Moscou s'était muni de quelques provisions; elles finissaient. Les soldats, avares de ce qui leur restait, commençaient à s'isoler pour manger le morceau de pain qu'ils devaient à leur industrie. Les chevaux n'étaient pas moins à plaindre. Une mauvaise paille, arrachée à la couverture des cabanes, formait leur unique nourriture. Une grande quantité de ces animaux périssait chaque jour; l'artillerie se trouvait forcée de renoncer à ses équipages. Les artilleurs, désespérés, se voyaient réduits à faire sauter les caissons et à enclouer les pièces, afin que les Russes ne les tournassent pas contre l'armée française.

Le temps était superbe durant les journées, et très-froid durant les nuits. Les troupes, accablées

par les privations et par les fatigues, se montraient pleines d'ardeur. L'armée de Kutuzoff ne mettait aucun obstacle à leur marche, mais elles étaient continuellement harcelées par ces nuées de cosaques commandés par l'hetman Platow. Le prince Poniatowski, à la tête des Polonais accoutumés à la manière dont les cosaques faisaient la guerre, perpétuellement à cheval, éloignait ces dangereux ennemis. Des combats très-meurtriers se renouvelaient tous les jours entre Platow et Poniatowski. Le fils de Platow, monté sur un superbe cheval d'Ukraine, accompagnait ordinairement son père. Marchant à la tête des cosaques, il se faisait remarquer par sa rare intrépidité (1). Ce jeune homme était l'espoir de la nation guerrière, qui devait un jour lui obéir; dans un choc violent, l'hetman, qui voyait succomber sous les coups des Polonais ses meilleurs soldats, oubliait son péril, et d'un œil inquiet cherchait vainement son fils. Platow allait éprouver que la vie est souvent la plus déplorable disgrâce. L'objet de ses plus chères affections venait de recevoir une blessure mortelle. Son père volait à son secours et se précipitait sur lui. Le fils pousse un profond soupir, s'efforce de parler à son père, et termine sa vie en ouvrant la bouche. Le lendemain, au lever du soleil, les cosaques, exprimant leur douleur, veulent rendre au fils de leur hetman les honneurs funèbres. Cet

(1) *Relation de la campagne de Russie.*

intéressant jeune homme, étendu sur une peau d'ours, était paré de ses armes les plus brillantes. Les prêtres, revêtus de leurs ornemens de cérémonie, chantaient autour de lui des prières suivant le rit grec. Les chefs des cosaques, l'ayant placé sur leurs épaules, l'enlevaient aux regards de son père, et le portaient sur un tertre couvert de cyprès destiné pour sa sépulture. Tous les cosaques, rangés en bataille, observaient un silence religieux, et baissaient leur tête sur laquelle se peignait la tristesse. Au moment où la terre allait les séparer pour toujours du fils de leur prince, tenant en main la bride de leurs chevaux, ils défilèrent auprès de sa tombe, en renversant contre terre la pointe de leur lance.

Napoléon, marchant à l'avant-garde, faisait brûler tout ce qui se présentait sur son passage. Cette dévastation enlevait à l'arrière-garde, commandée par le maréchal Davoust, les moyens de se procurer un asile contre l'inclémence de l'air. On arriva à Ghiat après une marche pénible. Cette ville pouvait être comptée pour une des plus commerçantes de la Russie; construite entièrement en bois, elle avait disparu; à peine pouvait-on reconnaître la place qu'elle avait occupée.

Depuis quelques jours on ne voyait plus les cosaques; ils reparurent le 1er novembre auprès du village détruit de Czarevo-Saïmiché; l'armée traversait une petite rivière au milieu d'une plaine marécageuse; les bagages, faiblement escortés

et extrêmement nombreux, formaient plusieurs convois séparés les uns des autres; le passage de l'artillerie avait entièrement dégradé la route et rendu difficiles les abords de la rivière; on fut contraint d'élever à la hâte de mauvais ponts; cet ouvrage arrêtait, dans la prairie bourbeuse, la tête des colonnes; les voitures s'agglomératent; leurs conducteurs, transis de froid, allumaient de grands feux; les soldats, abandonnant leurs rangs, venaient réchauffer leurs membres engourdis. Au sein de cette confusion, les cosaques, sortant d'un bois épais, se jettent sur les bagages de l'armée en poussant des hurlemens. A cette vue, chacun, songeant à sa sûreté, se réfugie où il peut; les uns s'enfoncent dans les bois, les autres se dispersent dans la plaine; ils tombèrent presque tous dans les mains des cosaques; les plus prudens se retranchaient derrière les voitures; la cavalerie se formait promptement; les cosaques, la voyant arriver, se retirèrent. L'armée s'avançait vers Wiarma: auprès de cette ville se trouvait l'embranchement de la route tenue par le maréchal Kutuzoff après la bataille de Malo-Jaroslevet. On regardait les cosaques, venus la veille, comme les avant-coureurs de la nombreuse cavalerie commandée par Platow, et des deux divisions du général Milloradowits, formant l'avant-garde de la grande armée russe. Les Français traversèrent Wiarma le 3 novembre, et, selon leur coutume, réduisirent en cendres cette grande ville, dont tous les habitans avaient pris

la fuite. Le quatrième corps, aux ordres du vice-roi d'Italie, commandé pour protéger la marche de l'artillerie et des bagages, parvint à les mettre en sûreté; mais il éprouva de grandes pertes difficiles à réparer.

La détresse de l'armée augmentait dans la plus rapide proportion; les régimens, disséminés en maraudeurs, détruisaient tout dans les environs de l'armée; les paysans des gouvernemens de Moscou et de Kalouga, sous les armes, exterminaient des milliers de ces maraudeurs; cette mesure et la vigilance des cosaques forçaient les Français à se resserrer de plus en plus; ils furent bientôt exactement contenus dans la grande route, devenue impraticable; la longueur des jours diminuait; les nuits, les terribles nuits du nord s'allongeaient; chaque soir on ressentait les rigueurs de la saison; auprès de Wiarma un froid extraordinaire commença à se manifester; il portait à son comble les maux d'une armée réduite à se nourrir de cheval, privée de boisson restaurante, contrainte de bivouaquer sur la neige, sur la glace, sans vêtemens convenables; chaque nuit voyait geler des milliers de malheureux; il en mourait d'épuisement presque le même nombre durant les jours; une ligne de cadavres indiquait la route tenue par l'armée. Un grand nombre de soldats, tourmentés par le froid encore plus que par la faim, abandonnaient leurs équipages, venaient se coucher auprès d'un grand feu; mais au moment

du départ ces malheureux n'avaient plus la force de se relever; incapables de continuer leur route, ils mouraient ou tombaient dans les mains des cosaques.

Cependant jusqu'alors la principale partie de l'armée supportait ses malheurs avec calme et résignation; on envisageait Smolensk comme devant en être le terme; le nom de cette ville volait de bouche en bouche; chacun, cherchant à se faire illusion, le présentait, aux malheureux accablés par la souffrance, comme un talisman propre à faire oublier les privations passées et à rendre le courage nécessaire pour surmonter les privations futures. Dans cet espoir on arriva le 6 novembre à Doroghoboui, ville située à vingt lieues de Smolensk; il fallait trois jours pour parcourir cet espace; on se préparait à le franchir avec courage, lorsque tout d'un coup l'atmosphère, jusqu'alors brillante depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, s'enveloppa de vapeurs froides et rembrunies; le soleil, caché sous de sombres nuages, disparut; la neige, tombant à gros flocons, obscurcit le jour; un vent impétueux remplissait les forêts du bruit des sifflemens redoublés; on voyait les sapins courber vers la terre leurs cimes couvertes de glaçons; le soldat, accablé par la neige et par le vent, ne distinguait plus la route; les uns tombaient dans des fossés qui leur servaient de tombeau; d'autres s'égaraient dans les campagnes; chacun, occupé de soi-même, ne donnait

ni secours, ni marque de pitié à ses camarades tombés en défaillance, expirant dans les angoisses du désespoir. On entendait les uns faire leurs derniers adieux à leurs amis; d'autres, en poussant le dernier soupir; prononcer le nom de leur ville natale, de leur mère, de leur épouse; la rigueur du froid se glissait dans leurs entrailles; ils restaient étendus sur le chemin; auprès d'eux tombaient les chevaux, associés, malgré eux, à cette expédition fatale. Des troupeaux de chiens, venus de Moscou et vivant de cadavres, heurlaient autour de l'armée, comme pour hâter le moment où elle devait leur servir de pâture. Des nuées de corbeaux, abandonnant les forêts, se jetaient sur les morts, et dévoraient leurs membres palpitans à la vue de leurs compagnons. . . . .

Un chef, représenté par ses lâches flatteurs comme un être extraordinaire, comme le dispensateur des ordres du destin, avait réduit, par son extrême imprévoyance, une armée de trois cent mille hommes à parcourir soixante lieues sans pain, sans fourrages. Il rejeta ses pertes, ses étonnantes pertes, sur la rigueur de la saison; mais pouvait-il ne pas la prévoir? Si le premier devoir d'un général est de veiller au bien-être de ses soldats, ne fût-il pas souverainement impardonnable d'avoir passé cinq semaines à Moscou, dans un temps où l'automne annonçait, sous un climat glacé, l'approche de l'hiver? . . . .

Depuis ce jour, l'armée perdit sa force et son

attitude militaire. L'officier était indisposé contre le soldat, le soldat contre l'officier; personne ne voulait obéir ni commander. Les régimens débandés marchaient, confondus et en désordre, parmi des colonnes de bagages. Attaqués à chaque instant et pillés par des hordes de cosaques, les soldats jetaient leurs armes pour marcher avec plus de liberté. Dolgorhobouï n'était pas une ville considérable; cependant on aurait pu y trouver quelques ressources, si la barbarie de Napoléon ne l'avait aveuglé au point d'oublier que toute dévastation nuisait à son armée. Dolgorhobouï devait être brûlé par ses ordres; l'avant-garde, commandée par lui, en avait pillé les magasins; ils étaient remplis d'eau-de-vie; les tonneaux étaient défoncés; la liqueur coulait dans les rues, tandis qu'elle eût sauvé la vie à un grand nombre de soldats du corps de bataille et de l'arrière-garde. Il restait dans la ville un petit nombre de maisons; elles furent occupées par les généraux et les principaux officiers. Les soldats, qui avaient conservé leurs armes, faisaient face à l'ennemi, exposés à toutes les rigueurs de la saison; les autres, éloignés de leurs corps, se voyaient repoussés partout; ils ne trouvaient pas même place au milieu des bivouacs. Ces malheureux, tourmentés par la faim, couraient après un cheval aussitôt qu'il était tombé; d'autres se nourrissaient des cadavres de leurs compagnons. Ma plume se refuserait de faire mention de cette particularité, si elle n'était attestée,

dans la *Relation de la Campagne de Moscou*, par M. Durdent.

« J'ajouterai en frémissant, nous dit cet écrivain, un fait attesté comme certain par plusieurs feuilles allemandes. Quand le froid redoubla, les soldats, sans chaussures, enveloppés de chiffons, se virent contraints, par l'excès de la faim, de dévorer les corps morts de leurs compagnons. Ne pouvant admettre la vérité de cette assertion, j'interrogeai un de ces soldats. Attestez-moi, lui dis-je, si elle est exagérée; je m'en rapporte à votre récit. Sa physionomie prit un aspect convulsif; une larme borda ses paupières. Croyez, me répondit-il, en me pressant rudement la main, croyez tout ce que le désespoir peut suggérer de plus incroyable. Un autre militaire, revenu de Moscou, disait à M. Durdent: Je redoutais l'arrivée des nuits par une circonstance particulière; on faisait halte; on se réunissait autour d'un un grand feu; les cercles étaient voisins les uns des autres; au milieu du silence, produit par l'abattement, on entendait de petits bruits souvent dans plusieurs endroits à la fois. Qui les causait? La chute sur la terre glacée des hommes et des chevaux, succombant sous l'excès de leur misère. Non, je n'oublierai jamais ces bruits funèbres; ils me poursuivent partout avec les horreurs dont ils étaient accompagnés. Souvent, pendant les nuits, il m'arrive de m'éveiller en sursaut; mon imagination frappée croit les entendre encore. »

X. On aperçut, le 12 novembre, le clocher de la cathédrale de Smolensk. Bonaparte était déjà dans cette ville à la tête de la vieille garde et d'un corps de cavalerie composé d'officiers ; on lui donna le nom de régiment sacré. Les capitaines, lieutenans et sous-lieutenans y faisaient le service de soldats ; les colonels et les majors, celui de capitaines et de lieutenans ; les généraux en étaient les officiers supérieurs. Des magasins très-considérables avaient été formés à Smolensk. Dans la situation des choses aucune espèce d'ordre ne présidait à leur distribution ; d'ailleurs l'armée fugitive ne pouvait séjourner long-temps sur les bords du Dniéper sans s'exposer à être entièrement détruite par les Russes. Cette disposition était la suite de l'arrivée des armées russes de Moldavie et Wolhynie, sur les bords de la Beresina, après avoir poussé au-delà du Bug le corps d'armée du prince de Schwartzemberg. Bonaparte, s'enfonçant dans la Russie, avait laissé entre le Niémen et le Dniéper les cinquième, sixième et neuvième corps de son armée ; ils devaient assurer ses communications avec la Pologne, protéger deux grands magasins formés, le premier, dans Smolensk, et le second dans la forteresse de Minski, en Lithuanie, à dix-huit lieues de Wilna, et faire face, de concert avec le corps autrichien commandé par le prince de Schwartzemberg, à deux armées russes ; l'une dans la Courlande, aux ordres du comte de Witt-

genstein, et l'autre dans la Wolhynie. Ces trois corps suffisaient pour rendre les services auxquels ils étaient destinés. Les choses changèrent lorsque la paix fut signée entre les Turcs et les Russes. L'armée de Moldavie, réunie à celle de Wolhynie, ayant repoussé les Autrichiens auprès de Varsovie, s'était rendue maîtresse de Minski, et s'approchait de la Beresina pour couper la retraite à l'armée de Moscou. Dans le même temps le comte de Wittgenstein, ayant reçu de nombreux renforts, remontait la Dwina. La ville de Wittepsk avait été prise par une division de ses troupes. L'armée de Moscou se trouvait donc au moment de se voir entourée par trois armées, celle de Kutuzoff venant lentement de Malo-Jaroslavetz, celle de Moldavie commandée par l'amiral Tchitchagof, et celle du comte de Wittgenstein. Pour éviter ce danger, Bonaparte ne pouvait trop se presser d'abandonner Smolensk et de passer la Beresina. Une garnison française assez nombreuse occupait au bord de cette rivière la ville de Borisow, et en facilitait le passage.

Les cinquième et sixième corps envoyés en Courlande au commencement de la campagne, affaiblis par des combats perpétuels, par des maladies, suites d'une mauvaise nourriture, et par la rigueur du climat, ne recevant aucun renfort, ne pouvaient résister long-temps au corps du général Wittgenstein, dont la force s'augmentait tous les jours. Le neuvième corps cantonné à

Smolensk avait été forcé de quitter sa position pour se porter en face de ce général.

Dans un grand conseil tenu à Smolensk, le 14 novembre, il fut résolu de partir le lendemain; on avait perdu la plus grande partie de l'artillerie; celle qui restait manquait d'attelage; on les remplaça par les chevaux appartenant aux voitures de luxe venues de Moscou. Bonaparte donna l'exemple de ce sacrifice nécessaire; il fit brûler la plus grande partie de ses équipages. Ces voitures de luxe étaient en nombre prodigieux au moment où l'armée sortit de Moscou; des files de carrosses, de calèches, de fourgons sur plusieurs rangs s'étendaient à deux lieues, emportant les dépouilles arrachées aux flammes par les soldats, des marchandises de toutes les espèces, des provisions de tous les genres, des caisses remplies de trophées où se trouvaient des drapeaux turcs et persans enlevés des voûtes du palais des czars, enfin un grand nombre de femmes et de filles. C'étaient des Françaises dont les maris tenaient des maisons de commerce, ayant tout perdu dans l'incendie: elles avaient prié les officiers supérieurs de les ramener dans leur patrie. C'étaient aussi les sujets d'un théâtre français établi dans Moscou depuis plus d'un siècle; ils avaient reçu ordre de se retirer derrière le Wolga. Le désir de briller par leurs talens devant des compatriotes les rendit réfractaires aux volontés de l'empereur Alexandre. La salle

de spectacle avait été brûlée; Bonaparte en fit construire une autre. Leur anxiété devint extrême lorsqu'ils eurent connaissance du prochain départ de l'armée. Le directeur fit part à Bonaparte des traitemens rigoureux auxquels lui et sa troupe seraient exposés en restant en Russie; non-seulement la permission leur fut donnée de suivre l'armée, mais l'empereur recommanda particulièrement, aux officiers de sa garde, chacune des actrices : ses intentions avaient été remplies jusqu'alors. Cette bonne volonté ne pouvait plus exister. La plupart à pied, en souliers d'étoffe, vêtues de robes de soie ou de perkale, se couvraient avec des morceaux de pelisses ou des capotes de soldats prises sur des cadavres. Leur situation eût arraché des larmes aux cœurs les plus durs; presque toutes périrent au passage de la Beresina. Les objets renfermés dans ces voitures avaient été répandus dans la campagne; on voyait épars sur la neige des candélabres d'un grand prix, des figures antiques de bronze, des tableaux des plus grands maîtres, des porcelaines les plus riches; des malles enfoncées, des valises entr'ouvertes, des habits, des armes, des schakos, des casques. Cependant le froid n'était pas parvenu au vingt-deuxième degré de congélation comme on l'a écrit dans plusieurs relations, car, dans cette supposition, on n'aurait pas eu besoin de ponts pour passer les rivières.

En vain les tambours et les trompettes annon-

çaient le moment du départ ; un grand nombre de soldats n'étaient plus en état de se mettre en route. On apercevait des arbres auxquels des soldats tentaient de mettre le feu; ces malheureux moururent en faisant pour se réchauffer d'inutiles efforts; on les voyait étendus auprès de quelques branches vertes. De tous côtés on entendait les gémissemens des mourans et la voix engoissée de ceux qu'on abandonnait. Ces horreurs, loin d'exciter la sensibilité, endurcissaient les âmes. Si on s'approchait d'un camarade dont la mort était prochaine, c'était pour le dépouiller ou pour chercher s'il n'aurait point sur lui quelques restes d'alimens.

Bonaparte, abandonnant Smolensk, avait ordonné de faire sauter les édifices encore existans dans cette ville; cet ordre eût été exécuté si l'hetman Platow, entrant brusquement, ne se fût opposé à cette destruction. Il trouva dans Smolensk des dépouilles considérables et cent vingt pièces de canon sur leurs affûts. L'intention des généraux français avait été de rentrer en Pologne par Wittepsk et d'éviter le passage de la Beresina dont on connaissait le danger; dans cette vue, le neuvième corps fut détaché sur les bords de la Dwina et de la Widska ; il fut instruit de la prise de cette ville en entrant dans Senno. La route de la Beresina devenait la seule dont on pût faire usage. Le neuvième corps reçut ordre de revenir sur ses pas et de prendre une position sur la rive gauche de cette rivière.

Kutuzoff marchait lentement pour assurer les subsistances de son armée ; peut-être aussi le souvenir de la bataille de la Moscova influait-elle sur la prudence avec laquelle il conduisait ses troupes. Les Russes, moins surpris des immenses débris laissés après eux par les Français que de l'excès de leur courage et de leur persévérance, proclamaient eux-mêmes leur héroïsme. Kutuzoff convenait qu'il devait ses succès aux élémens ; il redoutait de donner une bataille générale avant d'avoir concerté ses attaques avec les armées de Moldavie et de Courlande.

Cependant son avant-garde commandée par les généraux Milloradowitch et Orloff-Denisofk, ayant dépassé Smolensk en passant par Jelna, arrivait dans les environs de Krasnoë au moment où l'avant-garde française entrait dans cette ville ; le combat s'engagea, le 16 novembre, entre cette avant-garde et la partie de l'armée française parvenue dans Krasnoë ; Bonaparte commandait en personne. Ses soldats, combattant avec leur valeur accoutumée, repoussèrent les Russes ; la journée fut indécise. L'action recommença le lendemain et continua le jour suivant. Dans cet intervalle, presque toute l'armée du maréchal Kutuzoff s'était réunie à son avant-garde. Le maréchal Ney, qui formait l'arrière-garde française, arrivait avec toute la célérité possible pour prendre part à l'action ; trouvant les Russes sur la grande route, il prit le parti de se faire jour l'épée

à la main ; il y parvint en essuyant une perte considérable et en abandonnant ses bagages et une partie de l'artillerie. Les corps commandés par les maréchaux Ney et Davoust, étant parvenus à prendre une excellente position, arrêtèrent les efforts de l'armée russe, et protégèrent la retraite de l'armée française, poursuivie par une nuée de cosaques. Bonaparte fut contraint de se placer dans un carré formé par sa garde. La cavalerie marchait sur ses ailes ; on parvint à Liadoui sans éprouver aucune perte. Les corps commandés par les généraux Ney et Davoust joignirent l'armée à cet endroit. Les Russes, cessant de poursuivre les Français, s'étaient arrêtés dans Krasnoë, embarrassés dans des difficultés toujours croissantes ; les Français gagnèrent plusieurs marches sur eux. Ils commencèrent à respirer plus librement. La température, devenant moins rigoureuse, augmentait leurs espérances, mais ils durent principalement leur salut à la nonchalance du maréchal Kutusoff. Plusieurs bulletins avaient été publiés, dans lesquels il promettait de forcer Napoléon de mettre bas les armes au bord de la Beresina ; il y eût probablement réussi en marchant avec plus de célérité. On chercha plusieurs causes à son long séjour dans Krasnoë ; je crois qu'il faut l'attribuer aux grandes pertes éprouvées par son armée dans les batailles. Il voulait les faire oublier par des fêtes assez inconvenantes dans sa situation douteuse ; des réjouissances mi-

litaires furent célébrées dans son camp; il fit apporter à la tête de l'armée les trophées de sa victoire. Parmi ces trophées se trouvait un bâton de maréchal de France, enfermé dans un fourgon appartenant à Davoust. On distribua aux soldats de la garde russe un grand nombre de décorations de la Légion-d'honneur conquises sur les malheureux soldats français. Les cosaques se partagèrent des dépouilles d'un grand prix; plusieurs d'entr'eux donnaient des pièces d'or par poignées aux premiers qu'ils rencontraient. . . . . .

. . . .

XI. On compte environ quarante lieues entre Krasnoë et Borizow, au bord de la Beresina. Le neuvième corps, ayant pris la route de Czekeia et de Cholopenicki, s'approchait de Borisow. Le cinquième et le sixième corps, commandés par les maréchaux Victor, Oudinot, Saint-Cyr, et par le général Dombrowsky, s'étaient réunis. On y comptait quarante mille combattans, pourvus d'une bonne artillerie. Ces corps n'avaient pas autant souffert du froid et de la famine que l'armée de Moscou. Ils n'étaient pas éloignés de la Beresina. L'empereur venait d'apprendre que l'armée de Wolhynie, réunie à celle de Moldavie, ayant laissé dans Minski une garnison nombreuse, marchait sur le pont de Borizow pour empêcher les Français de passer la Beresina. Il savait aussi que l'armée du comte de Wittgenstein, victorieuse sur la Dwina, s'avançait pour se réunir aux troupes

commandées par l'amiral Tchitchagof. De la réunion de ces armées, dépendait la destruction des troupes venues de Moscou. Pour prévenir la plus effrayante des défaites, Napoléon précipitait sa marche.

On sortit de Liadoui durant la nuit du 18 au 19, en mettant le feu à cette ville où l'armée avait trouvé des ressources assez considérables. Cet incendie offrit une scène déchirante dont je ne devrais pas parler si le devoir de l'historien n'était de rendre odieuse cette ambition fatale dont les résultats conduisent les peuples civilisés à faire la guerre à la manière des barbares.

Parmi les maisons dévorées par les flammes, trois étaient remplies de soldats malades. On ne pouvait sortir de celle du milieu sans passer par les deux autres entièrement embrasées. Les moins malades prirent la fuite en sautant par les fenêtres; les autres, hors d'état de les imiter, appelaient du secours : les efforts faits pour les sauver furent infructueux; on les apercevait à demi-enterrés sous des solives ardentes; ces malheureux, à travers des tourbillons de fumée, suppliaient leurs camarades d'abréger leur supplice en leur arrachant la vie. On les entendait crier d'une voix éteinte : « Tirez sur nous, à la tête, à la tête, ne nous manquez pas! » Ces cris ne cessèrent que lorsque ces victimes furent consumées.

Jusqu'alors Bonaparte avait été traîné dans une voiture bien fermée, remplie de fourures, couvert

d'une pelisse et d'un bonnet de martre-zibeline; il abandonna cette distinction. On le voyait marcher à pied, entouré de son état-major, encourageant les plus timides, et leur laissant envisager la fin prochaine de leurs souffrances. Ses discours faisaient peu d'impression; sa garde elle-même se montrait découragée. L'armée traversa le Dniéper le 19 novembre, en face de la ville d'Orza, sans être inquiétée même par les cosaques. Deux ponts furent construits sur ce fleuve; toute l'armée entra dans Orza, où se trouvait une garnison française nombreuse, aux ordres du général Jomini. Le gros de l'armée française se trouvait, le 21, entre Orza et Toloskin; le quartier-général à Kochanow; le 22, l'avant-garde entrait à Bobi; le 24, les troupes commencèrent à s'assembler sur les hauteurs entre Niemanitza et Borizow, où Napoléon arriva le soir: l'arrière-garde était restée vers Toznitza. Le maréchal Kutuzoff, au lieu de suivre rapidement les Français, s'étant arrêté plusieurs jours à Lanniki, n'arriva que le 25 à Copys, vingt-cinq lieues en arrière de l'armée française; son avant-garde n'avait pas passé Kachanow. Ce mouvement semblait indiquer l'intention de cette armée de côtoyer l'armée de Moscou par son flanc gauche, dans l'espoir de trouver un pays moins ruiné. En effet, elle passa le Dniéper auprès de Mohilow, et la Beresina au-dessus de Beresino.

Bonaparte apprit à Tolosquin que le grand pont de Borisow, sur la Beresina, venait d'être coupé

par les Russes. Ce pont avait été attaqué par un corps de l'armée de l'amiral Tchitchagof le 19 novembre. Le général Dembrowski occupait la ville; il se défendit avec beaucoup de courage contre une armée entière. Le grand nombre devait enfin l'emporter; Dembrowski, forcé à la retraite, prit position sur les hauteurs de Niemanitza. Les Russes, ayant passé la Beresina, marchaient à la rencontre de l'armée française. Ils se trouvèrent en face de la division commandée par le général Oudinot. S'étant réunie au corps du général Dembrowski, les Russes furent contraints de repasser la rivière après avoir perdu deux mille hommes, six canons, et beaucoup de bagages. Dans leur fuite, ils coupèrent une partie du grand pont, et établirent des batteries sur la rive droite de la rivière. Cette rive, très-escarpée, dominait le pont et la ville de Borizow. Oudinot prit position dans la ville.

La destruction du pont de Borizow (1) pouvait faire une fâcheuse impression sur le soldat accablé de fatigues et de misère; il fallait prendre un parti sur-le-champ. On avait trois journées d'avance sur l'armée de Kutusoff; Bonaparte en profita pour brusquer le passage. Jetant des partis de cavalerie le long de la Beresina, entre Niemanitza, Wezelovo et Ucholoda, il cherchait les endroits les plus propres à construire des ponts, et examinait les forces ennemies: il voulait surtout savoir

(1) *Relation du passage de la Beresina.*

si l'armée de Courlande s'était réunie à celle de Moldavie. Dans cette supposition, les Russes auraient gardé, avec des forces supérieures, les deux ponts de Borizow et de Wezelovo. Il ne restait pas grande espérance de forcer le passage. La disposition du terrain était même défavorable à une attaque de vive force en présence d'une grande armée. A Borizow, il eût fallu défiler sur un pont de deux cents toises de long sous le feu de batteries placées sur des hauteurs environnantes. Les collines, dont les rives de la Beresina étaient dominées, régnaient à la vérité sur la rive gauche du côté des Français à Wezelovo, mais à l'autre bord se trouvait un vaste marais traversé par une jetée assez étroite. Ces localités ne permettaient pas d'y déployer les troupes nécessaires pour repousser un corps un peu considérable. Il restait le passage d'Ucholoda; cette route rapprochait l'armée de celle du maréchal Kutuzoff, qu'on voulait éviter. D'ailleurs on s'éloignait de Wilna de près de trois jours de marche.

La Beresina est une rivière plus forte que la Marne; elle prend sa source dans la Haute-Lithuanie et se jette dans le Dnieper au-dessus de Reczika. Bonaparte balança long-temps sur la route qu'il prendrait après avoir traversé cette rivière: des traces de son indécision se trouvent dans son vingt-neuvième bulletin. Le chemin de Minsk l'éloignait de Wilna; mais, y ayant rassemblé de grands magasins, il espérait d'en trouver encore

une partie. Le commissaire des guerres de cette place fut interpellé de fournir l'état des subsistances laissées dans la ville quand elle fut prise par l'amiral Tchitchagof. Ces magasins n'existaient plus; les Russes en avaient détruit une partie et vendu le reste aux Juifs. Si on avait pris cette route, il est certain que Tchitchagof, trop faible pour résister à l'armée de Moscou, aurait été mis en déroute avant que le général Wittgenstein, assez éloigné, pût venir à son secours. On aurait enlevé Minski avec d'autant plus de facilité, que le prince de Schwartzemberg faisait alors un mouvement pour se rapprocher du Niémen.

L'indécision de Bonaparte ne dura pas longtemps. Il apprit bientôt que le général Wittgenstein, ayant voulu suivre les mouvemens du neuvième corps, se trouvait à la rive gauche de la Beresina. Tchitchagof était donc seul à la rive droite. La totalité de l'armée française, rassemblée dans les environs de Borisow, en y comprenant le neuvième corps, formait une masse de près de cent mille hommes. Elle avait une artillerie nombreuse. Cette masse ne fut entièrement désorganisée qu'après le passage de la Beresina. Elle se serait battue avec fureur pour s'éloigner de Kutuzoff. On pouvait menacer à-la-fois les deux passages de Borisow et de Wezelovo, et forcer l'amiral Tchitchagof à partager ses forces.

Pendant la journée du 25 novembre, l'armée acheva de se rassembler sur les hauteurs de Bori-

sow, en face des troupes commandées par Tchitchagof. Divers mouvemens dans Borisow annonçaient une tentative prochaine sur le pont. De nombreux détachemens se montraient le long de la rivière au-dessus et au-dessous de la ville. On rassemblait sur plusieurs points les matériaux nécessaires à la construction des ponts. Ces précautions, trompant l'ennemi, le forçaient à disséminer ses forces. Cependant le village de Wezelovo, où passe le chemin de Lepel à Zembin, avait paru le plus propre à jeter des ponts sur la rivière, alors à demi-gélée. Le 26 au matin, le maréchal Oudinot, duc de Reggio, se mit en marche avec le deuxième corps, dont la division Dembrowski formait l'avant-garde. Les autres corps de l'armée le suivirent successivement. Le neuvième reçut ordre d'entrer dans Borisow. Le maréchal Victor, duc de Bellune, y parvint le soir. Oudinot, arrivant à Wezelovo, fit travailler sur-le-champ à la construction de deux ponts, l'un, destiné aux voitures et à la cavalerie, l'autre, à l'infanterie et aux chevaux de mains. On protégea cet ouvrage en plaçant l'artillerie sur la hauteur à côté du village. Il s'établit une canonnade à laquelle les Russes répondirent d'abord faiblement, et ensuite avec plus de force. Bonaparte arriva dans la journée avec sa garde. Les deux ponts furent terminés très-rapidement. On avait employé des matériaux pris à la hâte dans le village; ils se brisèrent souvent sous la pesanteur des masses qu'ils supportaient. Cet

inconvénient exigeait des réparations continuelles, et ne contribua pas peu aux malheurs dont fut accompagné le passage de la rivière. Le 26, à l'entrée de la nuit, le deuxième corps passa sur les deux ponts. Il attaqua une division russe commandée par le général Tschaplitz, la battit, et la poursuivit vers Borisow. Dans cette affaire les généraux Legrand et Dembrowski furent blessés grièvement.

Toute l'armée s'avançait vers les ponts. On marchait presque sans relâche depuis le 23 jusqu'au 27; les jours étaient courts; on faisait peu de chemin sur la neige et sur la glace, et presque toujours la nuit. Un grand nombre de soldats s'égarèrent, et on ne les vit plus; d'autres arrivaient tard aux bivouacs, où tous les corps restaient confondus. Le deuxième et le neuvième corps, n'ayant pas fait le voyage de Moscou, étaient suivis de nombreux bagages. Depuis Borisow jusqu'à Wezelovo, la route s'encombrait de voitures et de caissons. Ces deux corps étaient pour l'armée un très-puissant secours; mais cette masse d'hommes, réunie dans un vaste désert, augmentait la difficulté de se procurer des subsistances. Une multitude d'hommes, de chevaux, de charrettes attendaient le moment de passer la rivière; il eût fallu vingt-cinq ponts au lieu de deux. Cette armée, triomphante deux mois auparavant, faisait trembler le plus vaste des empires; réduite alors aux excès de l'infortune, les soldats, pâles, défaits,

mourant de froid, n'ayant pour se préserver des rigueurs de la saison que des lambeaux de pelisses ou des peaux de mouton brûlées, se pressaient en gémissant le long de cette rive glacée; Allemands, Polonais, Italiens et Français, mêlés ensemble, voulaient passer en même temps les ponts; les officiers, et même les généraux, enveloppés dans de vieilles pelisses, confondus avec les soldats, s'emportaient contre ceux qui bravaient leur autorité. Quelques militaires, plus accablés de lassitude, ou moins pressés de se porter sur les ponts, cherchaient à allumer du feu. Dans ces bivouacs, on pouvait observer à quel degré l'excès de la misère peut étouffer la sensibilité humaine: on voyait des hommes se battre pour un morceau de pain ou de légumes; transi de froid, voulait-on s'approcher d'un feu, ceux auxquels il appartenait vous chassaient inhumainement; on entendait des gens, dont l'éducation avait été soignée, se quereller pour un brin de paille ou pour un morceau de cheval qu'ils cherchaient à découper.

Les préparatifs faits à Borisow pour feindre de vouloir reconstruire le grand pont diminuaient considérablement le nombre des troupes ennemies réunies en face de Weselovo. D'ailleurs, le maréchal Kutusoff, mal informé, avait trompé l'amiral Tchitchagof, en lui faisant envisager le village d'Ucholada, comme le point où les Français jetteraient des ponts; il y envoya une partie de son armée. Napoléon, profitant de cette circonstance,

le 27, traversant une foule immense pressée au bord de la rivière, passa sur un des ponts, et se plaça avec sa garde sur une éminence à peu de distance de la rivière. Le troisième et le cinquième corps suivirent la garde impériale; ils reçurent ordre de soutenir le maréchal Oudinot. Il s'était porté à Britowa pour contenir l'amiral Tchitchagof, s'il venait au secours du général Tschaplitz. Ce passage dura toute la nuit, à cause des réparations continuelles qu'il fallait faire aux ponts.

Napoléon étant allé le 28 vers Zemben, l'armée continuait à passer sur les deux ponts. L'amiral Tchitchagof avait réuni son armée pendant la journée du 27; il attaqua les avant-postes français à peu de distance du village de Stachowa. Oudinot s'avançait pour soutenir son avant-garde; le combat s'engagea avec acharnement sur ce point. Le prince Poniatowski, avec le cinquième corps et le maréchal Ney, duc d'Elchingen, avec le troisième, étaient en position derrière le général Oudinot à la lisière du bois de Britowa, et lui servaient de réserve. La garde marchait entre le bois et les marais de Wezelovo; le combat dura toute la journée. Tchitchagof, n'ayant pu gagner du terrain, se retira à l'entrée de la nuit, et ne recommença pas l'attaque le lendemain.

Une autre bataille avait lieu à la gauche de la rivière. Le maréchal Victor, chargé de couvrir les ponts contre le corps de Wittgenstein, dont l'avant-garde avait paru la veille, se tenait en bataille sur

les hauteurs de Wezelovo. Il avait détaché une division de trois mille hommes, commandés par les généraux Blamont et Lecamus, avec ordre de tourner l'armée de Wittgenstein. Ce corps, parvenu à Staroï-Borizow, se trompa de route; il tomba au milieu de l'armée ennemie. Cherchant à se dégager, il soutint un combat de quatre heures, où furent blessés les généraux Blamont et Delaitre. Au milieu de la neige et par un temps horrible, ce corps, formé en bataillon carré, resta toute la nuit sous les armes, sans avoir rien à manger, et ne voulant pas faire du feu, de peur d'indiquer sa position. Cette situation cruelle dura jusqu'au lever du soleil; la division se vit entourée par l'armée entière du comte de Wittgenstein, forte de quarante-cinq mille combattans. Après des efforts inouis, réduite à douze cents hommes d'infanterie et à deux escadrons de cavalerie, perdant tout espoir de s'échapper, elle se rendit prisonnière.

Cependant l'armée continuait de passer sur les ponts; la foule était si grande et les approches de la rivière si dangereuses, qu'on ne saurait peindre la confusion avec laquelle les soldats s'avançaient vers la rivière; c'était l'image de ces ombres malheureuses qui, selon les poètes, erraient sur les rives du Styx, et se pressaient en tumulte pour entrer dans la barque de Caron. Au milieu d'une plaine couverte de neige, on distinguait la Beresina, dont l'eau, trouble et noirâtre, serpentant

lentement, se faisait jour à travers les glaçons charriés par ses ondes. Malgré les difficultés, les gens de pied, à force de persévérance, parvenaient à la rive droite de la rivière; mais, vers huit heures du matin, le 28, le pont, réservé pour les voitures et la cavalerie, s'étant entièrement rompu, les bagages et l'artillerie, refluant vers l'autre pont, voulaient en forcer le passage. Il s'engagea une lutte affreuse entre la cavalerie et l'infanterie; les uns périrent en s'égorgeant entre eux, d'autres tombaient dans la rivière, un plus grand nombre était étouffé vers la tête du pont. Les cadavres des hommes et des chevaux s'amoncelaient; on ne pouvait s'approcher de la rivière sans passer sur des hommes écrasés; plusieurs respiraient encore; luttant contre les horreurs de la mort, ils s'appuyaient, pour se relever, sur ceux qui passaient sur eux; ceux-ci les repoussaient avec violence, et les foulaient aux pieds; d'autres arrivaient et augmentaient le désordre.

Victor était attaqué par toute l'armée de Wittgenstein, dans une position désavantageuse; sa gauche s'appuyait à la rivière; sa droite n'était pas protégée. On répara ce défaut de position par une brigade de cavalerie, commandée par le général Fournier. Malgré la disproportion du nombre, le maréchal Victor, duc de Bellune, soutint le combat avec une valeur héroïque, et tint longtemps la victoire indécise; enfin, le courage fut forcé de céder au nombre. Le neuvième corps

passa les ponts et les fit brûler, abandonnant à l'autre rive l'artillerie, les bagages, les hommes et des femmes qui n'avaient pas pu passer la rivière. La plaine, assez grande devant Wezelovo, offrait, après la destruction des ponts, un spectacle dont l'horreur ne saurait être tracée sur le papier; elle était couverte des débris des bagages et de l'artillerie, et de plusieurs milliers d'hommes sans armes, de malades, de blessés, de femmes et d'enfans. Ces femmes, ces enfans, échappés à tant de désastres, semblaient avoir été conservés pour éprouver un sort plus déplorable. On les voyait courir embrasser les genoux du premier venu, le supplier avec larmes de leur procurer un moyen de passer à l'autre rive. Les malades, les blessés, assis sur le tronc d'un arbre ou soutenus sur des béquilles, cherchaient un ami d'un œil inquiet. Leur voix se perdait dans les airs; chacun ne songeait qu'à sa propre existence. Quelques-uns, se flattant de se sauver à la nage, gelaient au milieu de la rivière ou sur des pièces de glaces qui coulaient à fond; d'autres, malgré ce triste exemple, se jetaient par centaines dans la Beresina, et disparaissaient dans les flots. On vit une mère, prise par les glaces, ne pouvant avancer ni reculer; elle tint long-temps son enfant au-dessus de l'eau; ne recevant aucun secours, la mère et l'enfant périrent ensemble. On vit plusieurs soldats essayer de traverser le pont dans le temps où il était enflammé; au milieu de leur course, ils se noyaient

pour n'être pas brûlés. Le sort du plus grand nombre avait été, au milieu de la mêlée entre les deux armées, d'être écrasés sous les roues des voitures, sous les pieds des chevaux, frappés par les balles et les boulets des deux partis, ou dépouillés par les soldats ennemis, et jetés nus sur la neige, où la rigueur du froid termina leurs souffrances; la nuit vint enfin; un morne silence succéda au fracas le plus épouvantable.

Tel fut le passage de la Beresina. Les Russes l'avaient annoncé comme une répétition des fourches caudines; il aurait pu le devenir, sans les fautes graves commises par le général Wittgenstein. Les ordres de son souverain étaient, après avoir battu le cinquième corps et pris Vittepsk et Pollotzk, de se porter vers Minski et de se réunir à l'amiral Tchitchagof. Au lieu de suivre ses instructions, s'avançant à la rencontre du maréchal Victor, il passa la Beresina, et marcha sur Borisow avec si peu de vîtesse, qu'il donna à Bonaparte le temps de jeter deux ponts à Wezelovo et de passer à la droite de la rivière. La conduite du maréchal Kutuzoff ne fut pas moins blâmable. Si, au lieu de rester à vingt-cinq lieues en arrière de l'armée française, il avait marché avec plus de rapidité, le sort de Bonaparte se serait décidé au bord de la Beresina; au reste l'armée française ne fut qu'en partie sauvée en passant sur les ponts de Wezelovo. Le désordre devint extrême après cet évènement; la plupart des corps, dans lesquels on

voyait encore une apparence de discipline, se débandèrent. Près de trente mille soldats sans armes, marchant en masse comme des moutons, tombèrent dans les mains de l'ennemi entre Wezelovo et Wilna. L'ennemi n'eût pas obtenu ce résultat d'une bataille générale livrée à la gauche de la Beresina. Peut-on calculer le degré d'énergie de quatre-vingt mille vieux soldats placés entre la victoire et une mort assurée? Le général Kutuzoff n'eût pas résisté à ce choc terrible. On eût bon marché des vétérans rencontrés sur la route de Wilna, affaiblis par la faim, à moitié gelés, hors d'état de se servir de leurs armes; ils eussent été invincibles sur un champ de bataille. A l'égard de l'amiral Tchitchagof, il exécuta les ordres dont il était porteur; s'il eût été secondé par le maréchal Kutuzoff et par le comte de Wittgenstein, l'armée française se fût trouvée dans un grand péril. Avec sa seule armée, il ne pouvait garder vingt lieues de rivage contre cent mille assaillans. Il conserva la tête du pont de Borisow; s'il eût affaibli cette position importante, Victor s'en serait emparé sur-le-champ. L'armée française, en possession d'un pont large et solidement bâti, devenait maîtresse de traverser la rivière à son loisir. Un étang profond et la Beresina couvraient de trois côtés la ville de Borisow. Les Français l'auraient défendue long-temps contre les armées russes; tous leurs bagages, toute leur artillerie étant enfermés dans cette place, Bonaparte n'au-

rait perdu ni un canon, ni un caisson. Cet avantage l'eût préservé des désordres qui lui devinrent si funestes.

On évalua à deux cents le nombre des canons abandonnés à l'ennemi. On ne saurait évaluer avec précision la perte de cette journée en hommes et en chevaux. Plus de vingt mille soldats tombèrent au pouvoir des Russes; ces malheureux, sans espoir de revoir leur patrie, se croyaient condamnés à passer le reste de leurs jours dans les frimats de la Sibérie, où un pain noir arrosé de leurs larmes serait le salaire de leurs travaux.

XII. Les troupes françaises, disséminées en Pologne, n'avaient aucune connaissance des malheurs dont l'armée de Moscou devenait la déplorable victime. Une police soupçonneuse arrêtait toute communication avec la Beresina et le Dniéper. Wilna, point central des nouvelles provinces confédérées avec la France, et résidence des autorités françaises, occupait principalement les agens de Napoléon. Le public y croyait de bonne foi à la vérité des bulletins publiés avec affectation. On fut informé de la prise de Minski par l'armée de Moldavie; cet évènement jetait quelques appréhensions dans l'esprit des habitans de Wilna. La gazette de cette ville les écarta promptement; on y assurait que cette marche entrait dans les plans de Napoléon, et que l'armée de Moldavie courait à sa perte en s'approchant du Dniéper. Une inter-

ruption des couriers vint renouveler les alarmes; on n'eut aucune nouvelle de l'armée durant douze jours entiers. Le commandant de Wilna envoya, dit-on, à la découverte un jeune Polonais en habit de femme; il revint deux jours après avec des nouvelles rassurantes; il avait trouvé l'empereur dans l'abondance de toutes choses, à la tête d'une armée constamment victorieuse, sur le point d'environner les troupes de l'amiral Tchitchagof, et de les forcer de mettre bas les armes. La vérité était encore inconnue au moment où l'armée parut sur les bords de la Wilna dans un état déplorable. Les soldats s'enveloppaient les pieds avec des morceaux de toile, des lambeaux de couverture, des havresacs ou des vieux chapeaux. Chacun avait pris ce qui lui paraissait de meilleur sous la main, pour garantir du froid sa tête et ses épaules, avec des nattes de paille, ou des peaux fraîchement dépouillées. Heureux celui auquel était tombé en partage quelque débris de fourrure! Les officiers et les soldats, ayant la tête et les bras enveloppés, marchaient dans une grande confusion avec une morne stupeur. Le seul cri : *voilà les cosaques!* mettait en fuite les colonnes entières; quelques cosaques firent plusieurs fois plusieurs centaines de prisonniers. L'histoire ne présente aucun exemple d'une armée réduite à parcourir un si long espace dans une situation aussi pénible.

Si Bonaparte n'eût pas commandé en personne, le général, chargé de cette expédition, se serait

empressé de sauver une foule de braves gens par une capitulation tolérable. Bonaparte ne voulait pas tomber dans les mains de ses ennemis, et ne pouvait seul réussir à prendre la fuite. Des milliers d'hommes furent sacrifiés à sa sûreté personnelle. Une convention militaire offrait surtout un moyen de salut aux troupes restées à la droite de la Beresina. Deux superbes régimens de cavalerie napolitaine partirent de Wilna pour aller à la rencontre de l'empereur. A peine sortis des portes de la ville, ces hommes, accoutumés au climat d'Italie, furent frappés par le froid. Quelques-uns revinrent avec les pieds, les mains et le nez gelés; les autres périrent avec leurs chevaux. Le général Loison avait amené de Kœnisberg dix mille Allemands destinés à couvrir la retraite de l'armée. En quatre jours, sans avoir livré de combats, presque tous furent anéantis par le froid et par l'épuisement.

L'armée, abandonnant les bords de la Beresina, était le 29 à Zembin; le froid devenait plus rigoureux à mesure qu'on parcourait les pays montueux où se trouvent les sources de la Walia; à peine put-on réunir trois mille hommes armés pour former l'arrière-garde. Le maréchal Ney prit le commandement de ce corps. Le 1er décembre, le vice-roi d'Italie, suivi d'un petit nombre d'officiers, se mit à la tête de quelques compagnies de grenadiers restés fidèles à leurs drapeaux, pour couvrir la marche de l'armée. On arriva dans un bourg habité presque entièrement par des Juifs;

ils n'avaient pas abandonné leur domicile. L'appât du gain leur fit déterrer les provisions qu'ils avaient voulu soustraire aux regards. On descendit le lendemain à Molodelchino, après une marche de douze lieues, dans une immense forêt; on trouva dans cette ville quelques provisions. L'armée y passa deux jours, durant lesquels Napoléon traça le fatal vingt-neuvième bulletin, dont le fâcheux effet plongea dans le deuil la France et ses alliés. Les expressions n'en étaient pas exagérées; l'armée n'existait plus. Le chemin suivi par elle était rempli de cadavres; chaque bivouac présentait à la naissance du jour l'aspect d'un champ de bataille. Au moment où un homme mourait d'épuisement, ceux qui l'entouraient se jetaient sur lui pour arracher ses haillons et s'en revêtir; toutes les habitations étaient brûlées. Les soldats trouvaient quelque adoucissement à leur peine, en se couchant sur des cendres chaudes. Dans cette situation, perdant le reste de leurs forces, ils ne pouvaient se remettre en route. Les chemins se couvraient d'hommes isolés; ils erraient comme des spectres sur les ruines des villages incendiés, parmi les corps gelés de leurs camarades, et mouraient à leur tour. Plusieurs, privés de connaissance, continuaient de marcher, quoique leurs pieds, entièrement nus, fussent déjà atteints de la gangrène; d'autres, n'ayant plus la force de se mouvoir, se serraient les uns contre les autres sur les cadavres de leurs compagnons; on en voyait

enfin dont l'esprit était tellement dérangé, qu'ils se jetaient volontairement dans le feu, et se brûlaient, pensant se chauffer seulement.

Au sein de cette extrême désolation, Bonaparte, craignant d'être livré aux cosaques par son armée, conçut le projet d'abandonner ses soldats, comme il avait abandonné l'Egypte, et de venir demander à son sénat une nouvelle armée. Plein de sa résolution, s'étant assuré, en arrivant à Smorghoni, qu'on ne voyait aucun cosaque sur la route du Niémen, il monta en voiture, conduisant avec lui le grand écuyer Gaulaincourt, le maréchal du palais Duroc, et le général Mouton, et prit subitement la route de Wilna. Aucune adresse à l'armée, aucune promesse aux Lithuaniens ne furent publiées pour rassurer les esprits. Le roi de Naples prit le commandement de l'armée. On marchait avec un tel désordre et une telle précipitation qu'on arriva dans Wilna sans être instruit du départ de Bonaparte.

Il fallait marcher quatre jours avant d'entrer dans cette ville; c'était à chaque bivouac la répétition des mêmes scènes. Il restait encore environ quarante-cinq mille hommes; ils marchaient sans observer aucun ordre, aucune discipline. Toutes les aigles, dont les Russes ne s'étaient pas rendus maîtres, réunies ensemble, étaient escortées par les officiers et sous-officiers. Ce corps conservait un aspect militaire. Presque tous les autres, sans distinction de grade, marchaient ou s'arrêtaient,

suivant la lassitude ou le caprice. Les chefs ne jouissaient d'aucun avantage; le malheur avait nivelé les conditions; les cosaques dédaignaient de faire prisonniers des hommes qui n'avaient plus une figure humaine. . . . .

Dans cette situation, on arriva à trois lieues de Wilna, dans le village de Voukoni; il y existait quelques granges, auxquelles on mit le feu. Chacun ne pensait qu'à Wilna. Arrivés dans cette ville, l'abondance, disait-on de toute part, allait succéder à la disette, et le repos à la fatigue. Empressé de jouir de ces biens tant souhaités, chacun regardait avec indifférence les malheureux hors d'état d'achever le voyage. Wilna paraissait; on en apercevait les hauts clochers; on y entrait. Un bruit se répandit que cette ville manquait de provisions. Dans le désespoir général, personne n'y voulait croire. Bientôt les yeux des soldats en donnèrent la triste confirmation. Les soldats, dispersés, couraient çà et là, ou allaient de maison en maison demander du pain. Les boutiques, les auberges, les cafés, ne pouvant suffire à la quantité d'acheteurs, furent fermés en peu de temps. Les uns, pressés par la faim, enfonçaient les portes et prenaient de force tout ce qu'ils trouvaient; d'autres, l'argent à la main, poursuivaient les Juifs; ils ne pouvaient suffire à l'étendue des besoins des demandeurs.

On fut informé dans Wilna du passage de Napoléon dans cette ville, escorté par quelques escadrons de cavalerie napolitaine. On eut aussi

une connaissance sourde et confuse de plusieurs mouvemens survenus dans quelques provinces de France, et surtout à Paris. On expliquait différemment la nature et les circonstances de ces évènemens. Selon les uns, il s'agissait de rappeler sur le trône la maison de Bourbon, en adoptant les principaux changemens amenés par la révolution; selon d'autres, on voulait ressusciter le régime républicain. Si ce vaste complot eût été mûri par la sagesse et l'amour de la patrie, ses suites, rendant à la France la paix et le bonheur, auraient éloigné de nous les malheurs dont nous sommes accablés depuis long-temps. Les conspirateurs, incapables d'infanter un projet aussi héroïque, n'avaient en vue que de remplacer le despotisme de Bonaparte par les horreurs de l'anarchie; loin de les plaindre, on se réjouissait de leur chute et de leur supplice.

L'humanité des habitans de Wilna suppléant à l'imprévoyance de Bonaparté, toute l'armée fut logée et nourrie. Ce repos délicieux, après d'incroyables fatigues, ne devait pas durer long-temps. L'armée était entrée dans Wilna le 7 décembre; elle en sortit, le 9, sur les trois heures après midi. Le bruit se répandit que les Russes s'emparaient des hauteurs dont la ville était dominée. On entendait, dans le lointain, le bruit du canon. Les soldats sortaient de leur logement; les uns demandaient des armes, les autres prenaient la fuite. Le roi de Naples, oubliant sa dignité, abandonna subitement

la maison dans laquelle il était logé. Fendant la foule à pied, entouré de quelques officiers, il alla s'établir hors de la ville, sur la route de Koweno, après avoir ordonné aux restes d'une division napolitaine, formée des garnisons de Capoue et de Tarente, de se réunir dans cet endroit. La nuit approchait ; les traîneurs français continuaient d'entrer dans la ville ; cherchant à manger, ils frappaient à chaque porte ; leurs coups redoublés semblaient le prélude d'un pillage ; les habitans, tremblant dans leurs maisons, en redoutaient les horreurs dans un temps où le canon russe grondait sur leur tête. Les faibles restes de l'armée ne pouvaient résister à l'ennemi ; la ville fut évacuée avant minuit. On partit en silence, laissant dans les rues un grand nombre de soldats ivres ou endormis. On prit la route de Kosno, au milieu d'une nuit très-sombre. Au crépuscule, le 10, l'avant-garde se trouvait au pied d'une montagne difficile à gravir, à cause du verglas dont elle était couverte. On entendait distinctement la fusillade entre l'arrière-garde et les cosaques. Pendant plusieurs heures, furent multipliés des efforts infructueux. Les chevaux fatigués refusaient tout service. Les cosaques avaient dépassé Wilna ; ils poursuivaient l'arrière-garde de l'armée. On fut contraint d'abandonner, au pied de cette montagne, les restes de l'artillerie et des bagages. La caisse militaire renfermait cinq millions, la plus grande partie en écus. Cette somme fut confiée aux soldats qui vou-

lurent s'en charger; il devenait impossible de les surveiller; chacun emportait, pour son compte, l'argent dont il était possesseur. Des hommes, mourant de faim, se trouvaient accablés de plus de richesses qu'ils n'en pouvaient porter; on les voyait les distribuer entre eux avec indifférence; plusieurs même préféraient à l'or et à l'argent les comestibles trouvés dans des fourgons. On voyait des malles enfoncées, des portes-manteaux entr'ouverts; de riches fourrures et de superbes habits étaient endossés par des soldats; quelques-uns donnaient dix écus d'un verre d'eau-de-vie; d'autres vendaient les effets volés; on n'entendait parler que de lingots et de bijoux; chaque soldat était chargé d'argent; peu d'entre eux avaient un fusil. Faut-il s'étonner de l'effroi inspiré par les cosaques, hors d'état d'enfoncer une compagnie de fusiliers? Ils mettaient en fuite une armée entière.

Dans cet état de désorganisation, après quinze heures d'une marche pénible, elle arriva dans Evé après avoir parcouru dix lieues. Quelques traîneaux et quelques voitures, tournant autour de la montagne et allongeant leur route, arrivèrent dans Evé durant la nuit. On apprit dans ce bourg que les Russes étaient entrés dans Wilna, peu d'heures après le départ de l'armée française. Quinze à vingt mille militaires, restés dans la ville par excès d'abattement, furent faits prisonniers. Ils traitèrent assez humainement les officiers; les soldats et les valets furent renvoyés à Moscou. On

voulait, disait-on, les employer à reconstruire cette capitale. Des Juifs avaient assassiné plusieurs de ces soldats; l'empereur Alexandre, obéissant à cet esprit de justice qui forme son caractère, fit pendre plusieurs de ces Israélites.

D'Evé, on alla à Zismori; avant d'arriver à ce gîte, une forte canonnade se faisait entendre, ce qui donnait à penser que l'arrière-garde était poursuivie. L'armée arriva dans Kosno, le 12 décembre. Des magasins assez considérables avaient été formés dans cette ville; l'état de l'armée ne lui permettait de conserver aucune position; ces magasins furent livrés au soldat. Les effets d'habillement, la farine, le vin et l'eau-de-vie regorgèrent bientôt de toute part; les soldats, privés depuis long-temps de boissons spiritueuses, en faisaient l'abus le plus excessif; un grand nombre d'entre eux s'endormirent dans les maisons ou sur la neige; ils passèrent subitement du sommeil à la mort. En partant le lendemain de Kosno, la foule se pressait sur le pont. Cependant le Niémen était si profondément gelé, que la glace aurait pu supporter le poids de l'artillerie; l'armée n'en avait plus. La vieille garde était alors réduite à trois cents hommes, marchant en pelotons serrés; ils conservaient leur attitude mâle et fière.

Parmi ces braves soldats, un vieux grenadier excita l'admiration de l'armée entière (1); étendu

---

(1) *Relation de la campagne de Russie.*

sur le pont de Kosno, la foule, passant à ses côtés, respectait son habit, sa décoration, et surtout ses trois chevrons ; ce brave, d'un œil sec, attendait la mort, sans recourir, comme tant d'autres, à des supplications inutiles. Plusieurs de ses camarades l'aperçurent ; il fit un dernier effort pour se relever et marcher avec eux ; ne pouvant y réussir, et sentant arriver le moment de sa mort, il recueillit ses forces et dit à ses compagnons : « Vos soins, vos généreux efforts sont inutiles, mes amis ; je vous demande une seule grâce : c'est d'empêcher les ennemis de profaner les distinctions honorables dont vous me voyez décoré. Rapportez à mon capitaine cette croix ; elle me fut donnée sur le champ de bataille d'Austerlitz. Portez-lui aussi mon sabre ; je m'en servais le jour de Friedland. » Ses camarades lui obéirent ; prenant le sabre et la croix, ils les portèrent dans leur bataillon.

La cavalerie de la garde partageait le sort de l'infanterie. Dans cette cavalerie se distinguait les régimens connus sous le nom de gardes d'honneur ; ils se composaient de jeunes gens choisis dans les familles les plus riches de France. La plupart réunissaient les talens à la fortune ; beaucoup même étaient uniques rejetons de familles illustres, propres à former un jour d'excellens officiers ; ils en acquéraient les connaissances en faisant le service de soldats. Ce corps se faisait remarquer par sa belle tenue et sa bonne discipline ; mais il souffrait plus que les autres des pri-

vations devenues communes à toute l'armée. Ces jeunes gens, inhabiles à ferrer leurs chevaux, à recoudre leurs vêtemens et leur chaussure, durent ressentir les premiers les atteintes de la misère. Les ouvriers et les domestiques attachés à leur service ayant péri, manquant de chevaux, obligés de marcher à pied avec de grosses bottes, comment auraient-ils supporté la fatigue des marches continues sur la neige et la glace? Confondus avec les traînards, sans vivres, sans logemens, de jeunes hommes, nés pour les plus heureuses destinées, périssaient plus misérablement que le commun des soldats, parce que leur éducation ne leur permettait pas de se livrer à des actions regardées comme des bassesses. Presque tous succombaient d'une manière déplorable aux malheurs de cette campagne, emportant dans la tombe l'admiration et les regrets de l'armée.

Quatre cent mille guerriers avaient passé le Niémen au commencement de la campagne; à peine vingt-cinq mille le repassèrent le 13 décembre. On prit la route de Gumbinnen, sans artillerie, sans armes, sans habits. C'étaient moins des hommes que des spectres, c'étaient moins des soldats que des mendians. Les débris de l'armée, parvenus dans le grand-duché de Varsovie, se dispersaient par différens chemins; ils parcouraient comme de simples voyageurs des pays couverts, quelques mois auparavant, par l'armée française. Le maréchal Ney avait constamment fait l'arrière-garde

jusqu'au Niémen; abandonné par le reste de ses soldats sur les bords de ce fleuve, il se défendait avec ses aides-de-camp contre les cosaques. Ainsi l'imprévoyance d'un seul homme détruisit une armée dont les travaux immortels avaient renouvelé, dans l'espace de vingt ans, les prodiges que les Romains n'exécutèrent qu'en plusieurs siècles.

Quelle armée! Cinq cent mille hommes! Il faut ouvrir les annales de l'antiquité pour trouver un si prodigieux armement; depuis Xercès, depuis Cambyse jusqu'à nos jours, jamais réunion d'hommes aussi formidable n'éprouva d'aussi effrayans revers. Quelques soldats traversèrent la Prusse. Le souvenir de leur valeur avait inspiré une telle admiration dans ces contrées, que les habitans respectaient leur malheur, et, réservant leur haîne pour l'auteur de cette horrible plaie, ils n'insultaient pas aux vénérables débris d'un si grand naufrage.

Accablé par l'adversité, le maréchal Murat n'avait pas renoncé à son ton menaçant. Dans les environs de Gumbinnen, il fit des réquisitions pour le logement et pour la nourriture de cent mille hommes de la grande armée; on fixait même les jours où ces troupes devaient arriver par divisions de vingt-cinq mille hommes. On annonçait leurs quartiers d'hiver entre Varsovie, Posen et Thorn, afin de recommencer les opérations militaires au retour de la belle saison. Ces corps,

ces divisions n'existaient que sur le papier. On voulait faire illusion aux Polonais ; c'était le seul but de ces proclamations mensongères ; ce qui restait d'officiers et un petit nombre de soldats se rassemblaient dans Kœnigsberg. Le roi de Naples partit de cette ville pour retourner dans ses états. Le vice-roi d'Italie voulut réunir à Marienwerder les restes d'un corps de cinquante-deux mille hommes, à la tête desquels, franchissant les Alpes allemandes à la voix de Bonaparte, il s'était livré à la plus orgueilleuse et à la plus vaine des expéditions. Il trouva à peine douze cents hommes, la plupart blessés.

XIII. Bonaparte, traversant rapidement, et sans se faire connaître, la Pologne, l'Allemagne et le nord de la France, arriva dans Paris durant la nuit, le 18 décembre. La catastrophe, l'épouvantable catastrophe de l'armée était connue ; non-seulement le vingt-neuvième bulletin en avait présenté un tableau exact, mais toutes les lettres d'Allemagne et de Pologne ajoutaient de nouvelles scènes à ce drame horrible. La fleur de la jeunesse de France, d'Italie, de Pologne venait de disparaître en moins de six mois par la fatale ambition d'un chef qui, non content d'avoir subjugué la plus belle partie de l'Europe, voulut lutter contre les élémens pour envahir des déserts. Comment l'auteur de ces abominables hécatombes allait-il se présenter en France au milieu

des veuves, des orphelins et des vieillards désormais sans appui? Il parut d'abord écrasé sous le poids immense de sa responsabilité. Durant plusieurs jours, enfermé dans ses palais, accessible à ses seuls confidens intimes, il montrait quelque anxiété: elle s'évanouit tout-à-coup. Au lieu des sanglans reproches auxquels il devait s'attendre, tous les corps de l'état s'empressaient de le féliciter avec une bassesse inconnue sous la tyrannie des premiers czars, lorsque les Romains, décimés par les proscriptions, avaient dégénéré de la vertu de leurs ancêtres. Parmi ces viles et flagorneuses harangues on distingua celle du sénat chargé spécialement de transmettre la vérité au pied du trône: elle fut prononcée par le vice-président.

Il dit à l'empereur, assis sur son trône, environné de ses ministres: « Sire, l'absence de votre majesté est toujours une calamité nationale; sa présence remplit de joie et de bonheur le peuple français. Les aigles françaises furent portées par vos soldats sous les murs de Moscou. L'ennemi, ne pouvant arrêter leurs efforts généreux, eut recours aux affreuses ressources des gouvernemens despotiques, en créant des déserts dans ses provinces, en livrant aux flammes sa capitale, le centre de ses richesses, le produit de tant de siècles. Les Français n'ont pas été vaincus par les Russes, mais par les élémens auxquels rien ne saurait résister. L'empressement avec lequel

on voit arriver de tous les départemens, et se presser sous les drapeaux de l'état, les soldats appelés par le sénatus-consulte de septembre dernier, donne un exemple de tout ce que votre majesté peut attendre du patriotisme et de l'ardeur belliquëuse des Français pour arracher, à l'influence de nos ennemis, les diverses portions du continent, et pour conquérir une paix honorable et solide. »

Je ne parlerai pas des autres félicitations dans lesquelles on vint jusqu'à prononcer que la guerre de Russie était juste et nécessaire. Le président, accompagné d'une députation de la cour impériale, s'exprimait en ces termes: « Sire, nous vous croyions encore aux extrémités de l'Europe et vous étiez déjà au sein de la France; une puissance tutélaire vous ramène en quelques instans dans votre heureuse capitale. En votre absence un complot détestable avait été formé; des insensés avaient tenté d'ébranler un trône fondé par le génie et le courage. Ils voyaient l'auguste rejeton de notre empereur, et ils oubliaient ce principe fondamental de notre monarchie: *le roi ne meurt pas*. Sire, daignez en croire l'expression des sentimens que nous portons au fond de nos cœurs; l'autorité impériale n'aura jamais de plus ardens défenseurs que les magistrats. Le propre de la justice est d'empêcher le désordre de naître, la force de s'égarer. La punition, suspendue dans sa main impartiale, rassure le citoyen paisible,

et pèse de tout son poids sur la tête des séditieux. Nos pères ont affronté les périls pour maintenir l'hérédité de la couronne; leur esprit vit parmi nous; il appartient à votre majesté de le susciter. Nous sommes prêts à tout sacrifier pour votre personne sacrée et pour la perpétuité de votre dynastie. Veuillez recevoir ce nouveau serment; nous y demeurerons fidèles jusqu'à la mort. »

Ces discours, dont la contre-vérité frappait les imaginations, contrastait vainement avec l'opinion publique. Les agens ministériels cherchaient à l'égarer. On ne pouvait cacher la perte du matériel de l'armée; elle s'évaluait à plusieurs milliards d'après les calculs mêmes des bulletins. La perte des hommes et des chevaux était encore moins réparable; à la vérité, on pouvait trouver d'autres hommes, d'autres chevaux, en achevant de ruiner les campagnes. Les uns et les autres étaient-ils propres à faire la guerre? Comment remplacer quatre cent mille vétérans si souvent couronnés par la victoire, et qui portaient dans leur âme la conviction de leur habileté, de leur courage et de leur sang-froid, présage des succès militaires? On tenta d'affaiblir cette destruction étonnante aux yeux du public. D'un côté, tous ces lugubres évènemens étaient attribués aux froids prématurés; de l'autre, on les atténuait. Un de nos journaux s'exprimait en ces termes: « Les cosaques ont pris un grand nombre d'hommes isolés, quelques ingénieurs-géographes qui le-

voient des plans, et quelques officiers blessés qui marchaient sans précaution, au risque d'être faits prisonniers, au lieu d'aller posément dans les convois. » On parlait de cent mille hommes de la grande armée cantonnés dans les villes de Ploek, de Thorn, de Marienbourg, de Marienwerder, d'Elbing et tout le long de la Vistule; ces cent mille combattans n'existaient pas. Cependant il restait près de quatre-vingt mille Français et deux cents pièces de canon dans Dantzick et dans les forteresses appartenant au roi de Prusse. On pouvait, on devait ramener ces troupes aux bords du Rhin renonçant à des conquêtes chimériques. Par cette opération, Bonaparte abandonnait le roi de Saxe dont il fut abandonné l'année suivante. Il donnait occasion au roi de Prusse et à l'empereur d'Autriche de renoncer à l'alliance de la France à laquelle ils ne renoncèrent pas moins. Une mauvaise combinaison le priva d'une bonne armée avec laquelle il eût pu défendre les frontières de France et d'Italie, surtout en retirant ses troupes d'Espagne. Cependant une adroite confusion entre ses troupes et sa prétendue grande armée, répandue dans les plaines de Pologne, servait de fondement aux fausses notions sur l'état des choses publiées par le gouvernement. Bonaparte, comptant sur l'effet de ces fausses notions, osa déclarer à une députation que, malgré les évènemens déplorables dont les malveillans effrayaient la France, pouvant encore disposer de

ressources immenses, il n'avait besoin d'aucune levée extraordinaire d'hommes et d'argent.

Ce vain espoir, jeté en avant pour calmer la première effervescence, s'évanouit. Marie-Louise vint au sénat; elle demanda un secours extraordinaire de deux cent mille hommes et de deux cent millions. Cette proposition fut accueillie avec enthousiasme.

L'homme est-il donc un animal également inepte et asservissable? Non, sans doute, et l'esprit de servitude est encore moins celui des Français; mais, parmi les hommes doués d'une âme grande et énergique, les uns étaient morts dans les glaces de la Russie ou dans les plaines brûlées de l'Espagne; les autres ne pouvaient résister à un torrent dont l'impétuosité surmontait toutes les barrières; éloignés des affaires dont ils n'espéraient aucune issue favorable, ils déploraient dans le silence et dans la solitude les malheurs de la patrie. A peine ils se flattaient que l'excès du désordre, parvenu hors de toute mesure, en poserait la borne, et ramènerait en France des jours sereins, après la plus longue et la plus désastreuse tempête. Toutes les places, toutes les dignités devenaient la proie des intrigans; ces hommes vils, présentés dans toutes les pages de l'histoire comme les fléaux des peuples et des rois, comblés d'honneur et de richesses, voyant leur funeste prospérité s'augmenter au sein de la désolation publique, comptaient pour rien les désastres de l'armée et même la chute

de Bonaparte, leur protecteur et leur idole. Ils se gardaient bien de l'éloigner, par de sages remontrances, de l'abîme dans lequel il allait être enseveli.

Après la campagne de Moscou, n'était-il pas évident que l'Europe, foulée par Bonaparte, allait réagir pour l'opprimer à son tour? Cette disposition s'annonçait déjà. Les troupes françaises occupaient les forteresses, la capitale et les grandes routes de Prusse; cette puissance s'agitait pour se soustraire à ce joug. Le général d'York, commandant le corps prussien auxiliaire réuni à l'armée de Macdonald, duc de Tarente, se séparait des troupes françaises; il conclut une suspension d'armes avec les Russes. Peu de temps après, le roi de Prusse, recouvrant son indépendance, réunit son armée à celle de l'empereur Alexandre. Les Saxons, les Bavarois, les Wurtembergeois, les Westphaliens n'allaient-ils pas tenir la même conduite? L'alliance particulière de Bonaparte avec l'empereur François II offrait un moyen de faire une paix générale, avant que la force des choses eût entraîné ce prince dans la coalition européenne. Cette paix pouvait seule consolider la puissance de Bonaparte, étrangement ébranlée; mais des hommes de boue allaient-ils s'exposer au mécontentement d'un homme impatient du repos, et entraîné par une soif inextinguible du sang humain? Entrant dans ses vues, caressant ses passions insensées, ils étaient assurés d'attirer sur eux de nouvelles

marques de sa munificence; c'était tout ce qui leur importait. Que la France fût bouleversée, possesseurs de biens immenses, n'étaient-ils pas assurés de jouir de l'abondance au milieu de ses débris? Ils présentèrent la France, aux yeux fascinés de Bonaparte, comme une mine colossale de richesses, comme une source inépuisable de guerriers invincibles. De toute part on levait des hommes, de toute part l'airain en fusion développait l'appareil des combats. Ces preparatifs ne rassuraient personne. On était contraint d'enrôler des jeunes gens de seize à dix-sept ans, hors d'état de supporter les fatigues d'une campagne. En vain, pour donner quelque consistance à ces conscrits, furent retirés d'Espagne cinquante mille hommes, et le maréchal Soult, duc de Dalmatie, pour les commander. Cette armée n'était pas assez forte pour maintenir la victoire dans les bataillons français aux rives de l'Oder, et l'effet de son absence devait être de précipiter la décadence en Espagne; on eût dit que Bonaparte, accumulant fautes sur fautes, folies sur folies, voulait devenir, dans les vues impénétrables de la Providence, une preuve que la tyrannie est un attentat contre l'espèce humaine, et qu'il est facile aux hommes d'en triompher, en se ralliant sous les bannières de la justice.

LIVRE XXI.

I. Campagne d'Espagne en 1813. Bataille de Vittoria. L'armée de Joseph Bonaparte se retire dans la Navarre. Soult prend le commandement de cette armée. II. Siège inutile de Saint-Sébastien par les Anglais. Bataille de Pampelune. Second siège de Saint-Sébastien. Cette place est prise par les Anglais. Les Français passent à la droite de la Bidassoa. Retour de Joseph Bonaparte à Paris. III. Armée de Valence. Le maréchal Suchet rentre en France. IV. Campagne d'Allemagne. Bataille de Bautzen ou de Wurschen. Suspension d'armes. V. Reprise des hostilités. L'empereur d'Autriche se réunit aux ennemis de Bonaparte. Bataille de Dresde. Négociations de paix. Bataille de Léipsick. VI. Bonaparte fait sauter en l'air un pont sur l'Elster. Retraite de l'armée. La garnison de Dresde est faite prisonnière de guerre. Retour de Bonaparte à Paris. Convocation et cassation du corps législatif. Manifeste publié par l'empereur de Russie. VII. Intérieur de la France. Dispositions des puissances alliées. Leurs armées pénètrent sur le territoire français. Précautions prises par Bonaparte. VIII. Campagne de 1814. Bataille de Brienne et de la Rothière. IX. Bataille de la Fère champenoise et de Paris. Marie-Louise, son fils et Joseph Bonaparte sortent de Paris. Capitulation de Paris. X. Abdication de Bonaparte. Retour de Louis XVIII dans ses états. XI. Conclusion.

1813.

I. Durant les années précédentes, les Espagnols, attaqués par des armées innombrables, avaient multiplié des preuves convainquantes d'at-

tachement à leurs anciens rois. S'ils n'étaient pas parvenus à renvoyer les Français au nord des Pyrénées et à ramener la tranquillité dans leur patrie désolée, il ne fallait pas attribuer ce résultat à la faiblesse de leurs moyens et de leur zèle, mais à la jalousie entre les chefs. Aveuglés par des passions particulières, ils rendirent plusieurs fois inutiles la valeur de leurs soldats et les talens du général destiné par la fortune à humilier l'orgueil de Napoléon. Les Russes devaient leur triomphe au concert unanime avec lequel toutes les classes de cette vaillante nation s'étaient réunies autour du trône de l'empereur Alexandre. Cet exemple produisit chez les Espagnols et les Portugais la noble résolution d'une réunion franche et cordiale, pour rétablir l'indépendance de leur patrie. Le régent d'Angleterre avait ordonné de renforcer les armées britanniques dans la péninsule, au moment où cinquante mille hommes d'élite, rappelés par Napoléon, se portaient à l'est de l'Allemagne. Les Anglais sortaient de leurs cantonnemens d'hiver, durant les derniers jours de mai. Lord Wellington, ayant placé la division du général Hill entre le Duero et la Tormès, campait sur l'Esla; sa gauche à Tabara, en communication avec l'armée de Galice; sa droite, en avant de Carvajalès.

Joseph Bonaparte commandait son armée, ayant sous ses ordres le maréchal Jourdan, en qualité de major-général des armées d'Espagne. N'osant tenter les hasards d'un combat, il se retirait avec

précipitation sur la rive gauche de l'Arlanzon, après avoir fait sauter les bastions du château de Burgos. Wellington suivait pas à pas l'armée française, cherchant à se procurer des renforts dans la Navarre ou la Catalogne. Joseph avait passé à la gauche de l'Ebre. Les armées se trouvèrent en présence auprès de Vittoria : la droite des Français s'appuyait à cette ville ; leur centre, sur les hauteurs de la Zadorra, et leur gauche protégée par une montagne entre Arunès et Puebla de Arlanzon. Dans cette position, toute la ligne était couverte par la Zadorra, qui n'est pas guéable à cette époque de l'année. Wellington fit ses dispositions pour livrer bataille le 21 juin. Le combat commença à la droite des alliés, commandée par le général Hill : elle attaqua l'aile gauche des Français, commandée par le général Reille. Le maréchal Jourdan, comptant sur la bonté de la position de cette aile, l'avait affaiblie pour fortifier son centre. Wellington, instruit de cette disposition, l'attaqua avec des forces supérieures ; Reille fut chassé des hauteurs de Puebla de Arlanzon ; il se replia en désordre. Joseph et Jourdan, convaincus de la nécessité de reprendre ce poste, s'y portaient eux-mêmes avec une division de l'armée. Ces deux divisions, se soutenant réciproquement au commencement de la bataille, auraient rendu inutiles les efforts des alliés ; leur bravoure n'eut alors aucun succès. Wellington, regardant la conservation de ce poste comme l'assurance de la

victoire, avait ordonné à Hill de le conserver à tout prix : les charges des Français furent constamment repoussées.

Jusqu'alors le centre de l'armée alliée restait sur les bords du Zadorra, sans tenter de passer cette rivière, sur laquelle deux ponts avaient été jetés. Victorieuse à son aile droite, elle franchit la rivière et marcha aux Français. Joseph, après une médiocre résistance, ordonne à son centre de se replier sur Vittoria pour soutenir son aîle droite, vivement préssée par le général Graham. Les Français avaient fortifié avec soin les villages de Gamara-Major et d'Abechuco pour conserver deux têtes de pont sur la grande route de Vittoria à Bayonne; ils furent défendus avec opiniâtreté. Cependant la fortune des Anglais prévalut; ils emportèrent les deux villages. La victoire se déclarait en faveur des Anglais et des Espagnols. Les Français, ne pouvant effectuer leur retraite du côté de la Bidassoa, prirent la route de Pampelune. Cent cinquante pièces de canon, quatre cents caissons, les bagages et la caisse militaire de l'armée devinrent la proie des vainqueurs. Joseph fuyait dans une voiture : elle fut atteinte par un escadron anglais commandé par le capitaine Windham; à peine le monarque fugitif eut le temps de sortir de son carrosse et de monter à cheval; il s'échappa sous la protection d'une compagnie de dragons. Cette bataille, si funeste aux Français, n'avait pas été bien démesurée; car leur perte fut

de six mille hommes, et celle des Anglais d'environ quatre mille. Lord Wellington se trouvait à la tête de quatre-vingt mille combattans. Le maréchal Jourdan aurait pu se procurer cent mille hommes en concentrant ses troupes, et forcer Wellington à rentrer dans les montagnes du Portugal. On sentait vivement la perte du maréchal Soult, dont Jourdan ne partageait pas les talens supérieurs. Il restait en Espagne cent soixante mille Français sous les armes. Il était facile de former une armée supérieure à celle de Wellington. Les succès de Lutzen et de Bautzen justifièrent le choix fait par Bonaparte du maréchal Soult pour commander l'armée d'Allemagne. Ce changement dévenait une perte irréparable pour l'armée d'Espagne; on fut même obligé d'y renvoyer ce général après la bataille de Vittoria : c'était trop tard. Ferdinand VII remonta sur le trône de ses pères le 21 juin.

Quelques jours après, les Anglais, les Espagnols et les Portugais investirent la citadelle de Pampelune. Le général Hill, poursuivait l'armée de Joseph; elle rentrait en France par la vallée de Roncevaux. L'aile gauche des Anglais, commandée par le général Graham, suivait la route de Bayonne par Tolosa. Le général Foi occupait cette ville avec dix mille hommes; elle fut enlevée d'assaut. Graham établit ses postes, le 1er juillet, sur les rives de la Bidassoa. Le centre des alliés manœuvrait contre le général Clausel. N'ayant aucune

connaissance de la perte de la bataille de Vittoria, il accourait au secours de Jourdan avec vingt mille hommes. Son avant-garde osa se montrer aux portes de Vittoria le lendemain de l'action. C'en était fait de ce corps de troupes si Wellington avait marché sur lui avec promptitude à la tête de trente mille hommes. Clausel déploya, dans cette occasion, de grandes connaissances militaires. Dirigeant sa retraite sur Saragosse, il parvint à Oleron, par Jacca, sans livrer aucun combat pour rentrer en France. Une division de Clausel occupait encore Jacca le 14 juillet. Le général Paris la commandait. Il ne tarda pas à se réunir au corps d'armée, laissant dans Jacca une garnison de huit cents hommes.

II. Soult avait repris le commandement général de l'armée. Le général Graham assiégeait Saint-Sébastien. Il fut contraint de renoncer à son entreprise après avoir perdu environ trois mille hommes aux environs de cette place. Soult manœuvrait pour dégager Pampelune. Graham reçut ordre de Wellington de se porter auprès de Renteria, et de former la réserve des régimens cantonnés aux bords de la Bidassoa, laissant en arrière un corps d'observation chargé de contenir la garnison de Saint-Sébastien. Les Anglais rassemblaient leurs forces dans les montagnes de la Navarre. Wellington vint camper, le 28 juillet, sur des hauteurs près de Sorauren. Ce mouvement

inquiétant les Français, ils attaquèrent la ligne anglaise; et réussirent à l'enfoncer sur deux points. Les généraux Campbel et Ross, ayant reçu des renforts, forcèrent les Français à la retraite. Le reste de la journée fut employé par les deux armées à se canonner mutuellement. Le combat recommença deux jours après. Le maréchal Soult avait adossé sa droite à une montagne escarpée. Cette position fut enlevée par les Anglais. Après la plus vive résistance, ce général fut contraint de faire sonner la retraite sans pouvoir jeter dans Pampelune un grand convoi escorté par son armée. Le gouvernement français ne publia aucun rapport des journées des 28 et 30 juillet. Les Anglais évaluèrent leur perte à six mille hommes tués ou blessés, et celle des Français à quinze mille. La conduite tenue par les deux armées, après la bataille, prouve que la perte des deux côtés fut à-peu-près égale. Le ravitaillement de Pampelune était une opération digne des grands talens du maréchal Soult. Elle aurait réussi sans l'inconvénient de commander une armée récemment battue. Soult obtint l'estime de ses ennemis même, par l'ordre de ses marches, la précision de ses attaques, et l'habileté de sa retraite. Il ramena en France ses canons et ses bagages sans perdre un seul caisson.

Après la bataille de Pampelune, le général Graham recommençait le siège de Saint-Sébastien. La brèche ayant été reconnue praticable, l'assaut fut ordonné le 26 août. Le général Graham

disait dans son rapport au lord Wellington : « Tout ce que la bravoure la plus déterminée pouvait tenter pour défendre une place fut entrepris par les Français. Aucun Anglais ne survécut à ses efforts pour se loger sur la brèche. Dans cette extrémité, j'ordonnai que les canons fussent tournés contre la Courtine; un feu très-vif se dirigea sur ce point; les boulets passaient à quelques pieds seulement sur la tête de nos soldats. Ce feu faisant un grand effet, je dirigeai un nouvel effort pour monter sur la brèche; un autre corps tentait en même temps l'escalade des remparts. Cette double attaque jeta de la confusion dans la place : elle fut emportée d'assaut. »

Graham fut reçu dans Saint-Sébastien comme un libérateur; les habitans s'empressaient de procurer à ses soldats les ressources dont ils pouvaient disposer. Cette générosité fut payée par les plus horribles excès auxquels se livrèrent les vainqueurs, et dont le récit étonna l'Europe. La garnison française eut le temps de se réfugier dans la citadelle. Les alliés prirent le parti de la bloquer et de la bombarder. Soult n'avait pas abandonné les braves défenseurs de cette ville. Le jour même de l'assaut, passant la Bidassoa avec une partie de ses troupes, il attaquait impétueusement une division espagnole placée sur les hauteurs de Saint-Martial. Les Anglais furent obligés d'abandonner ces hauteurs. Bientôt tous les habitans de cette contrée, accourant sur les montagnes voi-

sines et précipitant sur les Français des rochers et des arbres, Soult cessa de combattre. Il dut être surpris du changement opéré pendant son absence dans l'esprit des Espagnols. Auparavant une partie d'entre eux se déclarait en faveur des Français; alors ils se réunissaient tous pour les combattre. Il dut conclure de ce changement, que la fortune abandonnait les drapeaux de Napoléon, et qu'une prompte paix devenait l'unique moyen de conserver les débris de cette puissance colossale dont la réputation effrayait l'Europe, peu de temps auparavant, de Cadix à Naples, de Londres à Moscou. Les Français reprirent leur position sur la Bidassoa, laissant le château de Saint-Sébastien à la merci des ennemis. Le général Rey, commandant de la place, demanda une suspension d'armes de quinze jours, offrant de la rendre si elle n'était secourue avant cette époque, à condition de rentrer librement en France avec sa garnison. Sa proposition fut rejetée. Une nombreuse artillerie détruisit bientôt toutes les défenses. Les Français, au nombre de dix-sept cents hommes, restèrent prisonniers de guerre et furent conduits en Angleterre.

Bonaparte, inquiet sur le sort de son frère en Espagne, avait demandé au sénat une réquisition de cinquante mille conscrits, pris dans les départemens voisins des Pyrénées. Le temps était passé où les jeunes gens en France, volant avec enthousiasme sous les drapeaux de la patrie, abandon-

naient d'un œil sec leurs mères, leurs sœurs, leurs maîtresses, dans l'espoir de revenir auprès d'elles couronnés par la victoire. Le découragement dégénérait en apathie générale; les conscrits, malgré la surveillance de leurs conducteurs, s'évadaient sur toutes les routes; un petit nombre d'entre eux, arrêtés par les gendarmes, furent distribués dans les armées des maréchaux Soult et Suchet : c'était un secours à-peu-près inutile. Le général Graham passa la Bidassoa le 7 octobre, après une bataille dans laquelle les alliés perdirent trois mille hommes. Pampelune ouvrit ses portes le 13 octobre; il ne restait plus de Français en Espagne que dans la seule province de Catalogne. Joseph Bonaparte, revenu à Paris, régnait dans sa maison de campagne au bord de la Seine.

III. La retraite des principales armées françaises avait forcé le maréchal Suchet d'évacuer le royaume de Valence. Avant de prendre ce parti, il attaqua, le 13 avril, dans leur position de Castalla, les Anglais et les Espagnols commandés par le général Murray : la bataille fut indécise. Suchet venait d'être informé du rassemblement de vingt mille Anglais dans le port d'Alicante; ils allaient s'embarquer pour Tarragone, et former le noyau d'une armée catalane destinée à disputer aux Français le passage de l'Ebre. Suchet, menacé de se trouver entre deux armées, au lieu de renouveler l'attaque, se mit sur-le-champ en marche vers

Villena. Une insurrection générale des Espagnols le forçait d'avancer lentement avec une précaution extrême, conduisant à sa suite les subsistances nécessaires à son armée. Il arriva le 10 juin à Tortose; les Anglais, embarqués dans Alicante, le 31 mai, se trouvaient le 2 juin à la vue de Tarragone. Les milices de Catalogne les attendaient sur la côte; le débarquement fut exécuté sur-le-champ; on investit Tarragone, où se trouvait une faible garnison française, qui se défendit avec beaucoup de résolution. Le général Murray avait suivi le maréchal Suchet depuis son départ de Valence. Peu confiant dans la qualité de ses troupes, parmi lesquelles il ne se trouvait que cinq mille Anglais, il n'avait pas osé risquer une bataille; il passa l'Ebre le 21 juillet, entre Tortose et la mer. Une flottille britannique favorisait cette opération. Les Anglais, commandés par le lord Bentinck, avaient commencé le 3 août les travaux du siège de Tortonne; la garnison, trop faible pour tenter des sorties, se contentait de défendre ses remparts. Les Français avaient une petite armée en Catalogne, aux ordres du général Decaen; elle se réunit à celle du maréchal Suchet le 14 août, dans les environs de Villa-Franca. Il fut résolu d'attaquer les Anglais le lendemain, et de les forcer à lever le siège de Tarragone. L'avant-garde française rencontra une division anglaise en avant de Nulles, et la mit en fuite. Bentinck, effrayé, abandonna sur-le-champ les environs de Tarragone

pour prendre une position, dans laquelle il ne pût être attaqué. Rendant compte de cette action au lord Wellington, Bentinck lui disait : « J'appris le 10 que le maréchal Suchet s'était porté de Barcelone à Villa-Franca avec cinq mille hommes ; on m'informa le 11 qu'il avait été renforcé par le général Decaen avec six mille hommes, et par une réunion de plusieurs garnisons voisines. En conséquence de ces avis, je suspendis les opérations du siége de Tarragone, et je ne débarquai ni artillerie ni munitions.

« J'avais intention de marcher aux ennemis auprès de Lobregat. L'armée de Suchet était alors divisée en deux corps, l'un à Barcelone, l'autre à Villa-Franca. Par un mouvement rapide, j'aurais pu tomber sur son avant-garde, et me rendre maître de la chaîne de montagnes du Lobregat, avant qu'il fît venir ses troupes de Barcelone ; j'avais besoin, pour cela, de la division commandée par Saarfield. Pendant qu'elle s'assemblait, Suchet avait réuni ses forces dans les environs de Villa-Franca. On les portait de vingt à vingt-cinq mille hommes. Le voisinage de Tarragone offrait une position excellente en elle-même ; elle pouvait cependant être tournée par un ennemi qui, en traversant les cols, se serait approché de Tarragone par Valls et Reuss. Suchet porta un gros corps le 14 à Alta-Falla. La route étant près de la mer, les chaloupes canonnières l'empêchèrent de passer, si telle était son intention. Il repoussa,

le 15, les postes chargés de garder les cols de Santa-Christiana et de Lebra, et força un autre corps, cantonné à Brafin, de se retirer; toute l'armée suivit la même route. »

Bentinck commandait une armée de trente mille hommes; il refusa de combattre vingt-cinq mille Français. L'armée anglaise se renforçait chaque jour par l'arrivée des milices de Catalogne. Suchet, satisfait d'avoir fait lever le siége de Tarragone, fit détruire les fortifications de la place, et revint dans les environs de Barcelone. L'infortunée Tarragone, après avoir été occupée deux ans par les Français, n'offrit plus qu'un monceau de ruines; assiégée, bombardée et prise d'assaut plusieurs fois, ce qui avait échappé à l'incendie ou aux batteries disparut alors par l'explosion des mines et des magasins à poudre. Cette ville, située sur une colline au bord de la mer, entre les deux rivières de Gaya et de Francoli, dans une contrée délicieuse, après avoir été une des cités les plus populeuses de l'Espagne du temps des Romains, contenait à peine dix mille habitans avant la guerre. Des rochers, à l'entrée du port, n'en permettent pas l'entrée aux gros navires; cependant son commerce fleurissait. Scipion, durant les guerres puniques, en avait fait une de ses places d'armes contre les Carthaginois; elle devint ensuite la capitale de l'Espagne tarragonaise.

Après cette vaine expédition, Bentinck fit voiles pour la Sicile, laissant le commandement de

l'armée alliée au général Clinton. Suchet, instruit du mauvais succès des armées françaises dans la Biscaye et dans la Navarre, bornait ses soins à la conservation de la Catalogne. Il se maintint dans cette province durant toute l'année, malgré les efforts de deux armées supérieures à la sienne. L'invasion de la France en 1814 le forçant d'abandonner le théâtre de ses triomphes pour défendre sa patrie, il repassa les Pyrénées après avoir publié cette proclamation :

« Soldats! depuis vingt ans vous êtes accoutumés à combattre et à vaincre les ennemis de la France; vous avez souvent porté chez eux vos aigles victorieuses; que ces glorieux souvenirs marchent aujourd'hui devant vous, la patrie vous appelle, le territoire de la France est menacé, vos frères réclament le secours de vos bras. Courez où le devoir vous conduit, portez sur les bords du Rhône et du Rhin votre renommée; hâtez-vous de parvenir sous les yeux de Napoléon, et de contribuer au grand œuvre de la délivrance de la France. Je compte sur votre bon esprit, sur votre exacte discipline et sur votre habitude d'écouter la voix d'un chef fier de vous avoir commandés long-temps, et dont l'attachement vous suivra par tout. »

IV. Cet envahissement de la France dont parlait Suchet était la suite de nouvelles fautes commises par Bonaparte. Pendant l'hiver, il avait

envoyé en Allemagne cinquante mille hommes retirés d'Espagne sous le commandement du maréchal Soult, les cohortes du premier ban, malgré l'assurance solennelle qu'elles ne seraient jamais employées hors du territoire français, et les troupes nouvellement levées. Le roi de Naples, abandonnant le cours supérieur de l'Elbe avec les débris de ses troupes, avait fait sauter le pont de Dresde, et rentrait en Italie en traversant la Bavière. Le roi de Prusse rassemblait ses forces; le maréchal Blucher obtint le commandement de l'armée de Silésie; les généraux York, Bulow et Borsten commandaient d'autres corps d'armée. Blucher arriva sur l'Elbe le 1er avril, prit ses cantonnemens entre Mulde et l'Elster. Le vice-roi d'Italie campait aux environs de Magdebourg pour approvisionner cette place importante.

La principale armée russe, après avoir poursuivi les Français depuis Moscou jusqu'à la Vistule, se trouvait extrêmement affaiblie. Non-seulement elle avait éprouvé des pertes immenses, mais les garnisons placées dans les villes de Pologne et les divisions laissées devant Dantzick, Thorn, Modlin, Zamosk, Custrin et quelques autres places pour en former le blocus, réduisaient les troupes russes et prussiennes rassemblées sur l'Elbe, dans les premiers jours de mai, à moins de cent mille hommes. Le comte de Wittgenstein, ayant le général York sous ses ordres, se dirigea sur Wittemberg; le général Borsten vers Magdebourg; les

généraux Czernichew, Benkendorff et Doenberg marchèrent avec des troupes légères vers l'embouchure de l'Elbe, poussèrent les Français à la gauche de ce fleuve. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse, reçus dans Dresde sans résistance, formaient leur plan de campagne. Le roi de Saxe, feignant de rester fidèle à Bonaparte, se réfugiait dans un pays neutre; les forteresses de Spandau et de Thorn s'étaient rendues aux Prussiens et aux Russes dans le courant d'avril. Les forces occupées au siége de ces places devenaient disponibles; les Français étaient sur le point de réunir en Saxe près de deux cent mille hommes, sous les ordres du vice-roi d'Italie et du maréchal Soult. Cette armée se composait en grande partie d'hommes sans aucune expérience de la guerre; elle était surtout très-faible en cavalerie. Ces considérations déterminaient l'empereur de Russie et le roi de Prusse à tenter le sort d'une bataille, quoiqu'il leur fût impossible de rassembler plus de cent vingt mille combattans.

Ils furent informés que le maréchal Ney s'avançait par la route de Francfort sur Wurtzbourg, que le vice-roi d'Italie campait à Aschersleben, et que le maréchal Soult se montrait sur la route d'Eizenach et d'Erfurt. La cavalerie légère des Prussiens fut chargée d'observer les mouvemens des Français. Le comte de Wittgenstein se rapprocha de l'armée du maréchal Blucher. Ney, à la tête de l'avant-garde française, ayant traversé les forêts

de la Thuringe, se trouvait à la mi-avril entre Erfurt et Gotha; toute l'armée française marchait sur Leipsick. L'armée russe et prussienne était disposée dans l'ordre suivant:

Wittgenstein (1) à Delisch, Kleist à Halle, York à Skenditz, Winsengerode à Leipsick, Blucher à Alteinbourg, Milloradowitz à Chemnin, les grenadiers de la garde russe et les régimens de cuirassiers de cette nation entre Dresde et Rochlitz. Dans cette occasion, le maréchal Blucher remit le commandement général au général russe Wittgenstein; celui-ci, concentrant l'armée, se porta sur Leipsick. L'armée française, arrivant sur Lutzen le 1er mai, attaqua l'avant-garde russe commandée par le général Winzengerode; elle se retira assez brusquement.

Bonaparte était alors à la tête de son armée. Un engagement eut lieu entre les Français et les Russes sur les hauteurs de Lutzen et de Gros-Garchen le 1er mai. Les Russes défendirent leur position durant toute la journée, et l'abandonnèrent pendant l'obscurité de la nuit; les Français entrèrent dans Leipsick; les Russes se retirèrent lentement sur Pegau; les Français les suivirent le lendemain. Les Prussiens occupèrent Borna et les Russes Frochbourg. Les Français perdirent dans cette action le maréchal Bessières, tué d'un coup de canon; les alliés perdirent le prince Léopold

(1) Campagnes de Bonaparte en 1812, 13 et 14.

de Hesse-Hombourg et le général russe Kanoniezzin.

Depuis le 4 jusqu'au 8 mai, les Russes et les Prussiens continuaient leur retraite; ils brûlèrent les ponts de Dresde et de Meissen, sans pouvoir empêcher Bonaparte de passer l'Elbe à Torgau et à Wittemberg. Leur armée se réunit au camp de Bautzen; les Prussiens venaient de recevoir des renforts assez nombreux. L'armée russe attendait la division du comte de Barclay de Tolly et celle du général Saken; la première venait de Thorn, la seconde de Varsovie. Ces renforts étaient en route suivis d'une grande armée de réserve, conduite par le général Labanoff. Bonaparte ne leur donnait pas le temps d'arriver; il partit de Dresde le 18 mai, arriva le 19 au matin devant Bautzen, et employa la journée à reconnaître la position de l'ennemi; sa force pouvait être évaluée à cent cinquante mille hommes. Son aile gauche, appuyée à des montagnes couvertes de bois au pied desquelles coulait la Sprée, était défendue par des redoutes et par les villages de Baschutz et de Ienkovitz fortifiés avec soin. Bautzen soutenait son centre. Cette ville avait été crénelée et couverte de fortifications. La droite de l'armée occupait des hauteurs entre Pliskovitz et Kreckiwitz; elle protégeait les débouchés de la Sprée du côté du village de Nimschutz; tout son front était couvert par la Sprée. Cette position, très-forte, n'était cependant qu'une première ligne de défense; on

apercevait distinctement en arrière des terres fraîchement remuées et des travaux qui annonçaient une seconde position; le quartier-général était au village de Nalchin. L'empereur de Russsie et le roi de Prusse y avaient passé la nuit.

Le maréchal Oudinot, duc de Reggio, commandait la droite de l'armée française; elle s'appuyait à des montagnes sur la rive gauche de la Sprée; une vallée la séparait des ennemis. Le maréchal Macdonald, duc de Tarente, commandait le centre devant Bautzen sur la route de Dresde; le maréchal Marmont, duc de Raguse, se trouvait à la gauche de Bautzen, en face du village de Niemenschutz; le général Bertrand, placé sur la gauche de Marmont, appuyé à un bois, avait ordre de déboucher de Jazelitz pour tourner la droite de l'ennemi; le maréchal Ney et les maréchaux Lauriston et Grenier, postés à Hoyeswerda, sur la route de Berlin hors de la ligne, formaient la réserve. L'armée française était supérieure en infanterie et inférieure en cavalerie à l'armée alliée. L'empereur Alexandre, ayant appris qu'un corps considérable arrivait par Hoyeswerda, reconnut l'intention de Bonaparte de tourner la droite de l'armée alliée, et de rendre inutiles les formidables retranchemens dont elle était couverte. Persuadé que toute l'armée ennemie n'était pas encore assemblée, il fut décidé d'attaquer le corps qui se présentait. Les généraux de Tolly et York furent chargés de cette expédition. York com-

mandait douze mille Prussiens, et Tolly dix-huit mille Russes. Les Russes se placèrent au village de Klix, les Prussiens à celui de Weysig. Le général Bertrand avait envoyé le général Pery avec la division italienne à Kœnigswartha, pour maintenir la communication avec les corps placés à Hoyeswerda. Arrivé à midi, le général Pery ne fit pas fouiller la forêt voisine, et plaça mal ses postes. Les Russes arrivèrent sur lui à l'improviste et mirent du désordre dans ses bataillons; il perdit sept ou huit cents hommes. La division, s'étant réunie, s'appuya au bois, et fit face à l'ennemi. La cavalerie arrivait; ayant soutenu la division italienne, elle repoussa les Russes.

Dans le même temps, le corps du comte de Lauriston marchait pour tourner la position de l'ennemi; il arriva sur Veissing, occupé par les Prussiens. Le combat s'engagea; les Prussiens auraient été écrasés sans la circonstance d'un défilé à passer. Les troupes françaises ne purent arriver que successivement; le village de Veissing fut emporté après trois heures de combat. Les Prussiens se retirèrent avec précipitation au-delà de la Sprée.

Ney, Lauriston et Reynier passèrent la nuit sur le champ de bataille; Ney à Mankendorfs, Lauriston à Veissing, et Grenier à une lieue plus loin. La droite de l'armée combinée se trouvait entièrement tournée.

Bonaparte se porta le lendemain 20, à huit heures du matin, sur les hauteurs en face de Baut-

zen. Le maréchal Oudinot reçut ordre de passer la Sprée, et d'attaquer les montagnes sur la gauche de l'ennemi. Macdonald jetait un pont sur la Sprée entre Bautzen et les montagnes, et Marmont un autre pont à une demi-lieue de cette ville. Le maréchal Soult passait la Sprée pour inquiéter la droite de l'ennemi.

A midi la canonnade s'engagea; les ennemis abandonnèrent Bautzen. Bonaparte y entra à huit heures du soir. Les Français, ayant forcé le passage de Klix, et enlevé la position de Bautzen, les confédérés avaient été obligés de changer leur plan de bataille.

Le 21, à cinq heures du matin, Bonaparte se porta sur des hauteurs à trois quarts de lieues en avant de Bautzen. Oudinot combattait la gauche des ennemis; ils y avaient porté des forces considérables, dans la crainte que cette gauche ne fût tournée, comme l'avait été la droite. Bonaparte ordonna à Macdonald de soutenir Oudinot et d'entretenir ce combat, afin d'empêcher les ennemis de se dégarnir en cet endroit et de lui masquer l'attaque principale. Marmont en était chargé. Marchant, vers les onze heures, à mille toises en avant de sa position, une artillerie redoutable foudroya les redoutes et les autres retranchemens ennemis. La garde de la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, cachée par un rideau, se portait en avant à la droite et à la gauche, suivant les mouvemens de l'ennemi. Le village de Prelich fut pris

et repris. Le général Morand et la division wurtembergeoise enlevèrent une hauteur, regardée comme le point d'appui des ennemis; ils faisaient les efforts les plus multipliés pour la reprendre. Le général Devaux établit une batterie de soixante canons, pour soutenir le général Morand. Cette attaque avait forcé les alliés de dégarnir leur droite. Ney en profita et marcha en avant; il déborda l'armée ennemie sur Wurschen. Un feu épouvantable portait la mort sur une ligne de trois lieues; il diminua sur les trois heures. L'ennemi, voyant sa droite tournée, commença sa retraite; elle devint bientôt une fuite. Le général Tolly se porta sur Weissemberg; l'aile droite, toute composée de Prussiens, suivit la chaussée de Weissemberg; la gauche prit la route de Hochkirk et de Lœbau. Bonaparte coucha au milieu de sa garde, à l'auberge de Kein-Baswitz. L'armée française se mit en mouvement le 22, à cinq heures du matin. On trouva l'arrière-garde ennemie au-delà de Weissemberg. Les généraux Latour-Maubourg et Lefèvre-Desnouettes, à la tête de la cavalerie, la poursuivaient dans la plaine de Reichenbach. Un corps de cavalerie russe vint soutenir la retraite de l'infanterie. Ce corps, surpris en apercevant devant lui douze mille chevaux, dans un temps où les Français passaient pour n'avoir point de cavalerie, se retira. La nuit arrêta la marche des Français à une lieue de Gœrlitz. Bonaparte ordonna qu'on prît position. Le général Duroc venait de descendre de

cheval : il s'occupait, avec le maréchal Mortier, duc de Trévise, et le général Kirgener, à examiner la position de l'armée, lorsqu'il fut tué par un des derniers boulets lancés par les ennemis. Le même boulet tua le général Kirgener.

Le 23, au matin, le général Reynier entra dans Gœrlitz. Les Français rétablirent, sur la Neiss, les ponts coupés, les jours précédens, par les alliés. Ils trouvèrent, d'ailleurs, sur la Neiss plusieurs passages guéables. Sur le soir, le maréchal Victor était sur Botzemberg, le comte de Lauriston à Hochkirk, le comte Reynier en avant de Trotskendorf, sur le chemin de Lœbau, et le comte Bertrand en avant du même village. Le maréchal Macdonald campait à Schaemberg et Bonaparte à Gœrlitz. Le 24, les ennemis avaient évacué tout le territoire de Saxe. On évaluait la perte des Russes et des Prussiens, dans ces différentes affaires, à trente mille hommes, parmi lesquels on comptait le maréchal Kutuzoff.

Le vice-roi d'Italie ne s'était point trouvé à la bataille de Bautzen ; Bonaparte l'avait chargé de surveiller dans Milan la cour de Munich, dont il suspectait les intentions. On venait d'apprendre, au camp, l'issue de la bataille de Vittoria, en Espagne. A cette nouvelle, Soult y fut renvoyé pour rendre quelque confiance à l'armée vaincue. Bonaparte devait à ce général la disposition de l'armée à laquelle on attribuait la victoire de Bautzen. Son départ laissait un vide difficile à remplacer. Le

maréchal Berthier jouissait de toute la confiance de l'empereur ; il la méritait par ses grands talens ; mais ils consistaient moins à diriger les opérations d'une grande armée, qu'à chercher les moyens de la nourrir.

Après le passage de la Beresina, le prince de Schwartzemberg, couvrant avec ses troupes les provinces polonaises appartenant à la cour de Vienne, ne prenait aucune part aux opérations hostiles, depuis le moment où l'aigle de Prusse s'était réunie à celle de Moscou. Cette inaction était motivée par l'offre faite par François II de se rendre médiateur d'une paix générale. Bonaparte devait suspecter la sincérité de cette offre. D'un côté, les troupes du roi de Bavière ne faisaient aucune disposition pour se réunir à l'armée française ; de l'autre, la cour de Stockholm envoyait à l'embouchure de l'Elbe trente mille Suédois, commandés par le général Bernadotte, devenu prince royal de Suède, après avoir abandonné le culte catholique pour embrasser la religion évangélique. L'arrivée de ces troupes, réunies à la landwehr, permettait au général Bulow, chargé par le roi de Prusse de garder le Bas-Elbe, de se réunir à la grande armée. On armait, avec beaucoup d'activité, dans toutes les provinces autrichiennes. Dans cette position des choses, n'était-il pas évident que les ennemis adoptaient des négociations pacifiques, pour donner le temps d'arriver aux nombreux renforts attendus de l'intérieur de

la Russie, tandis que la cour de Vienne, ayant pris une attitude imposante, favoriserait le désir secret de tous les princes germaniques de renvoyer les Français à la gauche du Rhin?

Chacun adopta la proposition d'une suspension d'armes. L'empereur de Russie et le roi de Prusse nommèrent, pour négociateurs, les généraux Schouvalow et Klesst; le comte Dumoutier fut chargé de la négociation de la part de Bonaparte, et le comte de Metternick de la part de l'empereur d'Autriche. Les commissaires s'assemblèrent à Neumarck. On convint d'abord d'un armistice de trente-six heures; il commença le 1er. juillet, et dura jusqu'à la mi-août : il fut convenu que la suspension d'armes étant dénoncée, les hostilités ne pourraient recommencer que dix jours après.

V. François II, après avoir balancé quelque temps entre ses intérêts politiques et des considérations de famille, avait signé un traité avec la Prusse et la Russie. Gardant jusqu'alors la neutralité, et l'armistice ne le concernant pas, il pouvait commencer les hostilités sans aucun avertissement préalable : un grand mouvement s'opérait. Les Autrichiens se préparaient à pénétrer en Saxe par la vallée de Tœplitz. On prenait les armes de toutes parts. Bonaparte, voulant prévenir ses nouveaux ennemis, envoyait une division de son armée en Bohême sous les ordres du général Vandamme. Un temps affreux et des chemins

défoncés retardaient les opérations. Enveloppé par les Autrichiens dans un défilé, Vandamme fut fait prisonnier de guerre après une bataille meurtrière dans laquelle il perdit une partie de ses troupes. Les hostilités avaient commencé le 17 août. L'armée combinée de Russie, d'Autriche et de Prusse, forte de cent cinquante mille hommes commandés par les généraux Wittgenstein, Schwartzemberg et Kleits, marchait sur Dresde. Bonaparte venait d'entrer dans cette ville à la tête de sa garde. Dresde fut attaquée le 26 août; les ennemis couronnaient toutes les collines des environs. Le maréchal Saint-Cyr, avec le quatrième corps et la garnison de Dresde, occupait un camp retranché. Le feu commença au signal de trois coups de canon; six colonnes ennemies, précédées chacune par cinquante pièces de canon, se dirigeaient sur les redoutes en avant des remparts; en moins d'un quart-d'heure, l'horizon parut tout en feu. A cinq heures, l'engagement devenait général; quelques obus tombaient dans la ville. Bonaparte ordonna au roi de Naples de se porter avec la cavalerie sur le flanc droit de l'ennemi, et au maréchal Mortier d'attaquer son flanc gauche; les quatre divisions de la jeune garde, commandées par les généraux Dumoutier, Barrois, Decoutz et Roguet, débouchaient, deux par la porte de Pirna, les deux autres par celle de Plauen. Ces divisions rompirent tout ce qui se présentait devant elles. Le feu s'éloigna de la

ville; les ennemis se retirèrent sur leurs collines. Le champ de bataille resta couvert de morts, de canons et de débris. Le feu cessa à l'entrée de la nuit qui fut très-obscure. On sut dans la suite que le général Moreau, combattant comme volontaire dans l'armée russe, avait eu les deux jambes emportées d'un coup de canon: il mourut trois jours après.

Le lendemain le temps était affreux, la pluie tombait par torrens, le soldat avait passé la nuit dans l'eau et la boue. A neuf heures du matin, on vit les ennemis prolonger leur gauche et couvrir les hauteurs séparées du centre de l'armée par le vallon de Plauen. Le roi de Naples et le maréchal Victor partirent sur-le-champ à la tête des divisions de cuirassiers; ils débouchèrent par la route de Freyberg pour attaquer cette aile: elle fut en peu de temps dispersée: la moitié de ses canons et de ses drapeaux restèrent au pouvoir des Français. Une vive canonnade foudroyait le centre de l'ennemi; des colonnes se montraient prêtes à l'attaquer. Le maréchal Mortier et le général Nansouti manœuvraient dans la plaine; Saint-Cyr joignait la gauche de l'armée française au centre formé par le corps commandé par le maréchal Marmont. L'ennemi commença sa retraite à deux heures après-midi: on lui avait pris trente mille hommes, quarante drapeaux et soixante pièces de canon.

Après cette bataille, dans laquelle Bonaparte

avait éprouvé une perte considérable, il lui fut fait des propositions de paix. L'armée, presqu'entièrement composée de nouvelles levées, s'était battue avec l'ardeur et la présence d'esprit admirées les années précédentes par les ennemis de la France. François II craignait de s'être compromis imprudemment. On n'a jamais connu officiellement les bases sur lesquelles la cour de Vienne proposait d'établir la paix générale. « On exigeait, dit-on, que Bonaparte abandonnât le royaume d'Italie et tout ce qu'il possédait en Allemagne. » A cette condition, les puissances belligérantes lui garantissaient l'empire français sans aucune diminution. Bonaparte, ébloui par ses succès ou conduit par la fatalité de sa destinée, refusa cet accommodement très-avantageux pour lui. Nous avons un ouvrage publié par Montgaillard, connu par ses révélations sur les moyens employés par les princes français pour gagner Pichegru. Cet écrivain prétend que ses conseils dirigèrent, dans cette occasion, la détermination de l'empereur des Français; il lui adressait des mémoires pour échauffer son ambition et l'entraîner dans des fautes dont sa chute complète devait être la suite infaillible. Je ne sais, nous a dit à ce sujet, l'auteur du livre intitulé: *Campagnes de Bonaparte en* 1812, 13 *et* 14, si M. de Montgaillard parle sérieusement dans cet écrit. Veut-il, au contraire, comme un autre bouc émissaire, se charger des iniquités de son

dernier patron ? A-t-il trahi les princes de la maison de Bourbon ? A-t-il trahi Bonaparte ? C'est peut-être ce que les lecteurs impartiaux décideront en lisant cette singulière composition.

Tout le mois de septembre se passa en négociations, en marches et en contre-marches; elles fatiguaient les troupes sans produire le moindre avantage. Le 4 octobre, le prince royal de Suède et le général Bulow vinrent à Rorslau et ensuite à Acken, sur l'Elbe. Bonaparte sortit de Dresde le 5 octobre; il se dirigea sur Duben, Delsau et Wittemberg; on attribua cette marche à la défection de la Bavière et à l'irrésolution qu'on apercevait dans l'armée saxonne. Son armée se concentra dans les environs de Leipsick; l'avant-garde à Connewitz; elle y fut attaquée, le 16 octobre, à huit heures du matin. Les Français, commandés par le prince Poniatowski et par les maréchaux Macdonald et Oudinot, déployaient cent cinquante pièces de canon. Le combat fut terrible; les Français et leurs ennemis s'emparèrent plusieurs fois des villages de Liébert, Wolwitz et de Dorlitz. Les Français entreprirent avec beaucoup de hardiesse de séparer l'aile droite des alliés de son centre. Les dragons de la garde impériale et le corps du prince Poniatowski éprouvèrent une grande perte dans cette charge. Le général Maison fut grièvement blessé; le général Latour-Maubourg eut une cuisse emportée par un boulet. Les Français furent contraints à se retirer.

Le général Merfeld était chargé de forcer le passage de la Pleiss ; le général Bertrand le défit complètement. Merfeld, blessé, tomba dans les mains des Français. Le maréchal Blucher attaquait les positions de Freyrole et de Radefeld, défendues par le maréchal Marmont. Le général York souffrit beaucoup dans ce combat; la nuit sépara les combattans. Les deux armées rentrèrent dans leurs positions. Le lendemain, les généraux manœuvraient pour livrer un nouveau combat; il eut lieu le 18 et dura deux jours.

Avant la naissance de l'aurore, l'armée française se rangeait en bataille : la droite à Connewitz, le centre à la Probstheide, la gauche à Stoelternitz. Bonaparte avait pris son quartier au moulin de To. Le maréchal Ney, chargé du commandement de l'aile gauche, avait placé des troupes sur la Partha, pour en défendre les approches contre la droite de l'armée combinée, composée de Prussiens commandés par le maréchal Blucher. Les généraux Dombrowski et Arrighi gardaient la position de Neutsk et le faubourg de Leipsick, du côté de Halle. Le général Bertrand reçut ordre de se porter sur Lutzen et Weissenfeld, de balayer la plaine, de s'assurer des débouchés sur la Saale, et de la communication avec Erfurt. Les troupes légères ennemies, placées dans cette plaine, furent dispersées. Les Français étaient maîtres, à midi, de Wessenfeld et du pont de la Saale. Le prince Poniatowski défendait le pont de Connevitz. Le

roi de Naples, avec le deuxième corps, occupait Probstheide. Le maréchal Macdonald occupait Hotshausen.

La bataille commença à dix heures. Les Prussiens, commandés par le maréchal Blucher, formaient la droite de l'armée alliée. Les Autrichiens, sous les ordres du prince Schwartzemberg, occupaient la gauche. Les Russes étaient au centre. Le prince royal de Suède avait fait, la veille, un mouvement sur Dresde; il revint pendant l'action, et prit une position dans l'armée alliée. On se battit, durant toute la journée, avec une intrépidité imperturbable. On distinguait dans les batteries de l'armée alliée une compagnie d'artificiers anglais, commandée par le capitaine Bogue; elle jetait des fusées à la Congrève. Ces projectiles, laissant après eux de longues traînées de flammes et de fumée, éclataient avec fracas, et produisaient un effet auquel on n'était pas accoutumé au milieu des horreurs de la guerre. Les principaux efforts des alliés se dirigeaient contre Connewitz et Probstheide. Macdonald fut débordé et pris en flanc à Hotshausen; il se vit contraint de changer sa position. Augereau, duc de Castiglione, qui défendait un bois sur le centre, s'y soutint toute la journée. La vieille garde était rangée en réserve sur une élévation, formant quatre colonnes dirigées contre les quatre principaux points d'attaque. Le maréchal Oudinot fut envoyé pour soutenir le prince Poniatowski, et Mortier marcha vers le dé-

bouché de la ville de Leipsick pour en défendre les approches. On regardait la possession de Probstheide comme devant décider du succès de la journée. L'ennemi l'attaqua quatre fois, et quatre fois fut repoussé. A cinq heures du soir, Bonaparte fit avancer ses réserves d'artillerie; leur feu éloigna les ennemis; ils s'écartèrent dans la plaine; elle était couverte par les cosaques, hors d'état de combattre avec régularité, et dispersés dans un vaste espace; ils restèrent cependant, durant plusieurs heures, sous le feu de cent pièces de canon, avec une fermeté et un mépris de la mort dont les Français eux-mêmes étaient étonnés.

Blucher attaquait le faubourg de Halle; tous ses efforts furent inutiles. Les Prussiens voulaient passer la Partha à Chænford et à Stathecla. Trois fois ils franchirent cette rivière, et trois fois le maréchal Ney les renvoya à la rive droite. La victoire se déclarait en faveur des Français à l'entrée de la nuit. Un évènement, auquel Bonaparte devait s'attendre, changea tout-à-coup la face des choses. L'armée saxonne, infanterie, cavalerie et artillerie, et la cavalerie wurtembergeoise, passèrent du côté de l'ennemi. Il ne resta dans l'armée française que cinq cents Saxons, commandés par le général Zeschau. Les Saxons gardaient un débouché important; non-seulement ils le livrèrent à l'ennemi, mais ils tournèrent quarante pièces de canon contre la division française commandée par le général Durutte. Bonaparte envoya sa garde à

cheval, commandée par le général Nanzouti; il s'y porta lui-même; c'était inutilement. Il fallut ordonner la retraite dans Leipsick. La nuit offrit un spectacle effroyable. La campagne était couverte de morts et de mourans. Des cris de douleur, des gémissemens prolongés interrompaient seuls, par intervalles, un morne silence. Les feux de bivouac répandaient une clarté funèbre sur cette scène d'horreur. Plusieurs villages des environs étaient en feu. Au milieu de ces débris, les guerriers, livrés au sommeil, recueillaient leurs forces pour le combat du lendemain.

Il fut tenu durant la nuit, par Bonaparte, un grand conseil de guerre. Une retraite était désormais indispensable. On discuta s'il fallait l'effectuer sur Erfurt ou sur Magdebourg. On manquait de munition de guerre; on n'en pouvait trouver que dans ces deux places. Napoléon se décida pour Erfurt. Les ordres furent sur-le-champ donnés aux bagages, aux parcs d'artillerie, à la cavalerie et à divers corps de l'armée, de marcher vers Lindenau. Il fallait traverser un défilé de deux lieues, coupé par cinq à six ponts. Cet obstacle se trouvait surmonté avant le retour du soleil. Les Français avaient abandonné leurs positions à Zwei-Naunbourg, à Volkmarsdorfer, et au moulin de Strassen-Hauzern. Le maréchal Macdonald et le prince Poniatowski furent chargés de garder les faubourgs, de les défendre pour couvrir la retraite de l'armée, et de se retirer ensuite par le défilé de Lindenau.

A huit heures, Bulow attaquait les retranchemens français aux portes de Leipsick. Le combat fut long et meurtrier. Des parlementaires étaient envoyés de part et d'autre. Les Français offraient d'évacuer la ville. Ils demandaient une suspension d'armes de quelques jours, durant lesquels l'armée française ferait librement sa retraite avec son artillerie et ses bagages. Pendant ces pourparlers, les divers corps de l'armée française se rendaient successivement à Lindenau. Les propositions de Macdonald ayant été rejetées par les alliés, deux cents pièces de canon écrasaient Leipsick. Qu'on se fasse, s'il est possible, une idée de la situation où se trouvaient les habitans de cette ville infortunée! Plusieurs quartiers étaient déjà dévorés par les flammes; il devenait dangereux de rester dans les étages supérieurs des maisons : chacun se réfugiait dans les caves.

IV. Bonaparte avait ordonné de pratiquer des fougasses sous un grand pont bâti sur l'Elster, entre Leipsick et Lindenau, et de le faire sauter quand il en donnerait le signal, afin de retarder la marche des ennemis et de laisser à tous les bagages le temps d'arriver à Lindenau. Ici les versions sont différentes : suivant les bulletins publiés par les ennemis, Bonaparte, ayant passé l'Elster avec sa suite, fit couper le pont, abandonnant quatre-vingts bouches à feu, une partie des bagages et l'arrière-garde de l'armée. Ce malheureux évène-

ment fut l'effet du hasard, d'après les relations françaises; la garde du pont était confiée à un petit nombre de soldats commandés par un caporal; cet homme sans intelligence, entendant des coups de fusils tirés sur les remparts de Leipsick, mit le feu aux fougasses et fit sauter le pont.

On ne saurait exprimer la désolation des troupes françaises restées dans Leipsick. En apprenant la destruction du pont sur l'Elster, chacun s'écriait: « L'ennemi est sur nos derrières, les ponts sont coupés! » Dans un moment les défenses furent abandonnées; chacun prenait la fuite. Macdonald traversa la rivière à la nage; Lauriston fut fait prisonnier; le prince Poniatowski, entraîné par un cheval fougueux, se précipita dans l'eau et ne reparut plus. L'armée française arriva sous le canon d'Eckfurt dans un désordre extrême. On y rassembla environ cent mille hommes d'infanterie, douze mille de cavalerie et trois cents bouches à feu.

Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr était enfermé dans Dresde avec vingt-quatre mille hommes. Il parvint un moment à se dégager et à se porter sur Torgau, dans l'espoir d'entrer dans Magdebourg. L'arrivée de troupes supérieures le força à rentrer dans Dresde. Sa défense opiniâtre arrêtait les opérations des ennemis. Une capitulation fut signée le 11 novembre. La garnison devait rentrer en France sur six colonnes, pour la facilité des subsistances, en promettant de ne pas servir contre les alliés

avant son échange définitif. La première colonne sortit le 16, et prit la route de Strasbourg. Les autres colonnes devaient se mettre en marche à deux jours de distance les unes des autres. Les six colonnes se trouvant séparées, on leur déclara que, les empereurs de Russie et d'Autriche, et le roi de Prusse n'ayant pas ratifié la capitulation de Dresde, elles étaient prisonnières de guerre. On les conduisit en Hongrie en traversant la Bohême et la Moravie.

Une autre armée, dont Bonaparte eût pu tirer de grands services, restait enfermée dans Hambourg, sous les ordres du maréchal Davoust. Toute l'Allemagne se prononçait contre Bonaparte. Son frère Jérôme avait été forcé d'abandonner la Westphalie. Le roi de Bavière publia le 28 octobre son manifeste. Le comte de Wrède, commandant en chef de l'armée austro-bavaroise, se porta rapidement sur Wurtzbourg, et força le général français Thureau de s'enfermer dans la citadelle. Les Français se retiraient sur les bords du Mein. Les maladies, les désertions et les combats perpétuels concouraient à les affaiblir. A son arrivée dans Hanau, cette armée se réduisait à soixante mille combattans. Elle traînait avec elle cent soixante pièces de canon. Les Français rencontrèrent, le 30, l'armée austro-bavaroise sur la grande route de Gelnhausen à Francfort-sur-le-Mein. Une bataille meurtrière ne l'empêcha pas de continuer sa route. Bonaparte entra dans Franc-

fort le 31 octobre; il passa le Rhin sur un pont de bateaux à Mayence, avec les débris de ses troupes. Ainsi finit une campagne dont les désastres égalèrent ceux de la retraite de Moscou, et furent beaucoup plus funestes à la fortune de Bonaparte, parce qu'ayant perdu dans l'espace de deux ans six cent mille hommes, deux cent mille chevaux, et des munitions de guerre d'un prix inappréciable, ces ressources ne pouvaient être réparées malgré la puissance française; il devait s'attendre qu'après avoir précipité ses troupes dans toutes les contrées de l'Europe, l'Europe entière allait se précipiter sur la France. Bonaparte arriva à Paris le 9 novembre.

Étonné d'avoir survécu à tant de périls, ses nouveaux projets se conformaient à l'assiette de son âme sombre et féroce. Si la force des choses lui montrait la domination du monde et même celle de la France sur le point de lui échapper, la fatalité qui l'avait constamment ramené à Paris, malgré le malheur des circonstances, devenait dans la bouche de ses lâches flatteurs un motif de le confirmer dans l'idée qu'une destinée immuable lui assurait le trône d'un pays dont les efforts combinés de tous les peuples et de tous les élémens n'avaient pu le bannir. Partagé entre la crainte et l'espérance, la présomption et le désespoir, il ne savait plus s'il ferait la paix où la guerre.

Des hommes comblés de ses bienfaits compo-

saient sa société, ses conseils, son sénat. On ne conçoit pas aujourd'hui comment, oubliant les lois du devoir et de la reconnaissance, ils ne réunissaient pas leurs efforts pour lui faire connaître la nécessité de conclure promptement la paix s'il voulait conserver sa couronne. Cette conduite était toute simple. Ces hommes, nés sans aucun bien, voyaient Cambacérès, Lebrun, Fouché, Montalivet, Renaut et plusieurs autres de leurs égaux, parvenus à des fortunes colossales pour avoir souscrit aveuglément à toutes les idées de Bonaparte, ou si l'on veut à toutes ses folies. Leur projet était de parvenir au même but par les mêmes moyens; ils savaient qu'aux yeux des monarques absolus le courtisan le plus souple devient le sujet le plus utile; entrant dans ses vues, ils atténuaient les pertes, ils exagéraient les ressources, ils transmettaient dans son âme trompée la fausse opinion que la France se sacrifierait toute entière pour maintenir sa puissance.

Ainsi s'étaient exprimés les sénateurs après la campagne de 1812. Ainsi ils s'exprimèrent encore après celle de 1813; ils lui disaient: « La pensée du sénat a constamment accompagné votre majesté au milieu des mémorables évènemens de cette campagne; les efforts de vos ennemis ont été vainement secondés par la défection de vos alliés: vous les avez surmontés. Personne ne connaît mieux que votre majesté les sentimens des Français; ils désirent la paix; mais les peuples du

continent en ont encore plus besoin que nous ; s'ils voulaient nous imposer des lois, leurs espérances seraient déçues. Tous les Français montreront par leur dévouement qu'aucune nation ne connut jamais mieux ses devoirs envers sa patrie et son souverain. »

Quelle amère dérision, quelle froide ironie, dans un moment où l'on eût dit que l'Europe entière, ébranlée sur ses fondemens, allait tomber sur la France! Bonaparte, auquel ses courtisans, ses sénateurs, ses conseillers, ses ministres présageaient un triomphe prochain sur ses ennemis, veut consulter, ou du moins paraître consulter la nation. Le corps législatif s'assemble ; le charme est sur le point de se rompre ; la vérité va se montrer toute entière. Un député de la Gironde, le comte Lainé, bravant les périls auxquels il s'expose en contrariant un despote devant lequel personne n'avait osé avoir raison quand il ne le voulait pas, peint en termes énergiques l'état de la France. Son discours fait une vive sensation dans le corps législatif ; il prononce le nom de paix ; on propose des remontrances. Ce fut une rumeur dans le château des Tuileries ; on traitait hautement de factions les représentans de la France. Les remontrances ne furent pas présentées. Bonaparte cassa brusquement le corps législatif sans lui donner le temps de prendre la moindre délibération. On devait s'attendre aux évènemens qui allaient se succéder avec rapidité.

Au commencement de la campagne, l'empereur Alexandre avait publié une proclamation; il y disait : « Autrichiens, qu'espérez-vous de l'alliance des Français! vous payez de vos plus belles provinces la perspective d'aller quelque jour perdre la vie sous le fer des Espagnols pour la défense d'une cause injuste et sacrilège; votre commerce détruit, votre honneur souillé; vos drapeaux, jadis couronnés par la victoire, s'abaissent devant les aigles de Bonaparte; voilà les trophées de cette alliance à jamais honteuse. Placerais-je sous les yeux des Prussiens les horribles fléaux accumulés sur leur patrie! ce souvenir pourrait augmenter leur fureur, mais non leur courage. Hessois, Saxons, Hollandais, Belges, Bavarois, nous vous adressons les mêmes paroles. Pesez vos véritables intérêts, bientôt vos phalanges se réuniront à mes armées. Si les malheurs de l'Allemagne vous touchent, si le nord imite le sublime exemple donné par les fiers Castillans, le deuil du monde va finir. Si même la France, cette nation opprimée, jetait les yeux sur le bonheur dont elle jouissait sous le gouvernement de ses rois, nous lui tendrions une main secourable; l'Europe, sur le point de devenir *la proie d'un monstre*, recouvrerait à-la-fois son indépendance et sa tranquillité, et d'un colosse sanglant il ne resterait qu'un éternel souvenir d'horreur et de pitié. »

1814. VII. L'effet de ce manifeste avait retiré subi-

tement l'Europe de sa profonde léthargie. L'empire français, dont les habitans différaient de mœurs, de langage, d'habitudes, tombait en dissolution. Bonaparte n'avait pris aucune précaution pour s'assurer de la Hollande; les insurrections anticipaient dans ces provinces sur les mouvemens de la guerre. Bonaparte avait menacé les Bataves de précipiter leur patrie dans l'Océan plutôt que la restituer aux princes de la maison d'Orange; elle lui échappait comme par enchantement. L'Espagne, dont il avait projeté vainement la conquête, envoyait des armées nombreuses au nord des Pyrénées; elles forçaient le gouvernement français à laisser sur les bords de l'Adour et du Tel des troupes dont il eût eu besoin pour défendre ceux du Rhin et du Doubs. Le roi de Danemarck entrait dans l'association contre Bonaparte. Ce prince, dans son manifeste publié le 17 janvier, représentait l'incorporation à l'empire français des villes anséatiques et des provinces voisines, comme détruisant entièrement le commerce du Danemarck avec l'Allemagne. Dans le même temps le roi de Naples renonçait à son alliance avec son beau-frère et livrait ses troupes à l'empereur d'Autriche. On attribua cette conduite inconcevable à une lettre interceptée, dans laquelle Bonaparte promettait de chasser de la Campanie et de la Calabre, après la guerre, le maréchal Murat, et de ramener son frère Joseph dans le voisinage du Vésuve, pour l'indemniser de la

perte de l'Espagne. Murat jura de se venger, et tint parole. Il était parvenu à lever une armée de quarante-cinq mille hommes. Le vice-roi d'Italie, profitant de l'appréhension témoignée par les habitans de la Lombardie et de la Vénétie de tomber sous les lois de la maison d'Autriche, commandait des forces non moins nombreuses. Les deux corps réunis, menaçant de se porter sur Vienne, auraient peut-être changé les chances de la guerre. La défection de Joachim Murat favorisa les alliés, et entraîna sa ruine dans la suite : pouvait-il ne pas prévoir que son sort était attaché à celui du chef de sa famille ? Les puissances alliées, profitant de ses dispositions insensées, durent lui vouer un profond mépris. Le traitement qu'il éprouva dans la suite fut regardé comme la juste punition de sa perfidie.

Les Suisses demandaient à rester neutres. Des négociations s'engagèrent à ce sujet entre les puissances belligérantes. Il fut question d'un congrès; il devait s'ouvrir dans Manheim. Le duc (1) de Saint-Aignan, conduit par les évènemens de la campagne au milieu des camps des alliés, eut avec divers ministres des explications très-étendues. On lui indiqua à quelles conditions Bonaparte pouvait encore obtenir la paix; la réponse de Bonaparte fut insignifiante et dérisoire : le congrès n'eut pas lieu. Bonaparte, arrivant à Paris,

(1) Campagnes de Bonaparte en 1812, 13 et 14, pag. 192.

avait fait dire au sénat, par la régente son épouse, qu'avec son caractère il ne pouvait vivre tranquillement sous une couronne flétrie et sur un trône déshonoré. C'était prononcer lui-même l'arrêt de sa chute, annonçant qu'il n'abandonnerait jamais ses conquêtes. A l'égard des prétentions de la Suisse, les alliés avaient résolu de passer le Rhin sur le pont de Bâle; ils les discutaient pour se donner un temps employé à réparer leurs pertes et procurer quelques repos à leurs troupes. Au moment où Bonaparte, dans son discours à l'ouverture du corps législatif, annonçait la neutralité helvétienne, les alliés entraient en France sous le canon d'Huningue.

Ils se présentaient avec des forces dont jamais l'Europe n'avait vu la réunion, même du temps des croisades. Sans parler des landwehrs et des landsturms employés à bloquer les places de l'Oder et de l'Elbe, on élevait à deux cent cinquante mille combattans les armées autrichiennes en France ou en Italie. Les Russes avaient sur pied deux cent cinquante mille hommes; les Prussiens, deux cent mille; les princes allemands fournissaient près de trois cent mille soldats; les Suédois, trente mille; les Danois, dix mille; les Napolitains, trente mille; les Anglais et les Hollandais, soixante mille; les Espagnols et les Portugais, soixante mille; tout cela formait près d'un million de combattans.

Quelle digue Bonaparte pouvait-il opposer à ce torrent? Le sénat avait ordonné une levée

extraordinaire de trois cent mille soldats. Il était difficile de trouver en France ce nombre d'hommes en état de porter les armes, dans un moment où la plus grande partie des Français soupirait après la destruction du gouvernement de Bonaparte. Quand on les aurait trouvés, trois cent mille soldats pouvaient-ils combattre et vaincre un million d'ennemis ? On rassembla des enfans de quinze à seize ans, hors d'état de rendre des services militaires.

Au défaut d'une armée régulière et suffisante, Bonaparte, enfermé dans Saint-Cloud, ordonnait des levées en masse, des guerres de partisans. Après avoir tourné en dérision les landwehrs et les landsturms, il se proposait d'enchérir sur ces moyens de défense. Un article semi-officiel, inséré dans un de nos journaux, fit frémir la partie la plus saine de la nation française. On y parlait avec une sorte d'indifférence philosophique de détruire les ponts et les grands chemins, d'abattre les arbres plantés sur les routes, d'incendier les magasins, les récoltes, les villages, d'exposer les villes au pillage et à la ruine par une défense inutile; on proposait froidement aux femmes et aux enfans de se transformer en assassins, d'égorger les hommes isolés et les malades abandonnés dans les hôpitaux.

Bonaparte passait chaque jour de nouvelles revues. Un régiment, à peine arrivé sur la place du Carrousel, après une marche pénible, était

dirigé sur une armée et quelquefois recevait contre-ordre en route. La garde nationale s'était formée avec assez de promptitude, parce que dans chaque ville on sentait la nécessité de réprimer au besoin les mouvemens de la multitude, plus dangereuse que les ennemis extérieurs. On faisait dans les légions de Paris des insinuations pour lever un certain nombre d'hommes par compagnies, et les envoyer à Meaux, à Melun ou à Corbeil. Des pères de famille refusaient de quitter leurs maisons et leurs affaires; on formait des corps de volontaires auxquels devaient être accordés quelques avantages particuliers. Les nouveaux enrôlés étaient tout simplement envoyés aux dépôts des conscrits, et quelques jours après conduits à l'armée sans aucune instruction préalable. Des enrôlemens étaient ouverts dans toutes les mairies; il ne s'y présentait que les jeunes gens sujets à la conscription. Bonaparte, affectant une tranquillité bien éloignée de son âme, parcourait chaque jour les rues de Paris et les boulevards. Des jeunes gens, c'étaient ordinairement les mêmes, le suivaient en criant *vive l'empereur!* et demandaient à servir dans sa garde, ce qui leur était sur-le-champ accordé; enfin, les ennemis s'avançant dans le cœur de la France, Bonaparte sortit le 25 janvier, d'une ville qu'il avait embellie, et dans laquelle il ne devait plus rentrer.

VIII. Si les alliés avaient obéi à l'autorité d'un

seul chef, et surtout à un général impétueux comme le comte de Suwarow, ils seraient arrivés en peu de jours sous les murs de Paris sans livrer une bataille rangée, tant était grande la désorganisation des troupes françaises; mais un accord parfait ne régnait pas entre les coalisés; il répugnait à l'empereur d'Autriche de détrôner sa fille et son petit-fils: au lieu de se battre, il proposait des moyens d'accommodemens. Les alliés, parvenus en France, firent d'abord un mouvement sur Genève et Lyon, dans l'intention d'attirer, sur les bords du Rhône et de la Saône, quelques renforts venus d'Espagne. Le bruit de la prise de Lyon circula durant quelques jours dans Paris, et ne surprit personne. C'était une fausse marche; les ennemis se dirigeaient sur la Flandre, sur la Lorraine, sur Langres et sur Chaumont. Après avoir tourné les faibles corps chargés de la défense du Rhin, ils n'éprouvaient aucun obstacle dans le passage de ce fleuve.

A peine Bonaparte avait quitté Paris, qu'on publiait les détails d'une victoire éclatante remportée sur les alliés. La présence de Bonaparte allait consommer la destruction de leur formidable armée, et l'indignation des paysans devait en exterminer les restes sur les bords du Rhin. Cette bataille avait été livrée auprès de Brienne; on en connut les circonstances quelques jours après par un bulletin. Napoléon était arrivé à Vitri le 26 janvier; au moment où le maréchal

Blucher, passant la Marne, marchait sur Troyes, les Prussiens se portèrent le lendemain sur Brienne au nombre de quarante mille hommes; ils s'emparèrent du château et occupèrent une très-belle position sans y laisser des forces suffisantes. Le château fut repris; bientôt, les Prussiens, secondés par les Autrichiens, revinrent à la charge; les Français furent contraints de faire retraite. Peu de jours après fut donnée la bataille de la Rothière, dont les bulletins français parlèrent comme d'un engagement d'arrière-garde. Ce fut un combat très-opiniâtre, dans lequel peu s'en fallut que Bonaparte ne tombât dans les mains de ses ennemis. Il parvint à dégager son armée en chargeant à la tête de la jeune garde, et en laissant soixante-neuf pièces de canon, quatre mille prisonniers, et le champ de bataille jonché de morts et de mourans. Ce combat fit honneur aux troupes françaises, en ce qu'au nombre de moins de trente mille combattans elles affrontèrent en rase campagne toutes les forces des généraux Colloredo, Wittgenstein, York et Kleist. Les alliés publièrent un bulletin dans lequel ils témoignaient leur surprise de la hardiesse avec laquelle les Français, avec des forces si inférieures, avaient hasardé une bataille.

Bonaparte, ayant passé l'Aube le 2 février, arriva dans Troyes le lendemain à midi; les alliés longeaient la rive gauche de la Seine, comme s'ils voulaient se porter sur Fontainebleau. Une partie

de leur armée s'avançait du côté de Roie et d'Amiens, afin de se procurer des subsistances en Picardie; cette manœuvre affaiblissait leur centre. La colossale force des alliés ne leur permettait pas de redouter les suites de cet affaiblissement; il trompait Bonaparte, se flattant de percer le centre de ses ennemis, et de couper leurs deux ailes, dans un temps où l'armée française, venue d'Espagne, manœuvrait sur les bords de la Saône; il perdait de vue le projet principal des Russes d'arriver sur Paris, en côtoyant la rive droite de la Marne. On a prétendu que Bonaparte, désespérant de défendre Paris, se proposait de faire une trouée, de marcher sur Lyon, de se joindre à l'armée venue d'Espagne, d'entrer en Italie et de s'avancer dans le cœur de l'Allemagne avec l'armée du vice-roi d'Italie. Les alliés l'environnaient de toute part; ils ne lui permettaient pas d'exécuter cette résolution.

Blucher, York et Sacken s'étaient portés vers la mi-février sur Château-Thierri et la Ferté-sous-Jouarre; leurs troupes légères se montraient aux portes de Meaux. Bonaparte, rassemblant ses meilleures troupes, attaque le général Alsuviest, dont la division placée à Champaubert formait la liaison entre Blucher et Sacken. Ce corps, composé de quinze régimens, fut entièrement détruit; les Français firent huit mille prisonniers et s'emparèrent de plusieurs pièces de canon. La nouvelle de cette victoire arriva au moment où Joseph Bonaparte

passait une revue devant le château des Tuileries: cet avantage fut exagéré. Selon les uns, les corps commandés par Blucher, York et Sacken étaient anéantis; selon d'autres, ces généraux étaient tués ou blessés; les Autrichiens, découragés, parlaient de retourner en Allemagne. On ajoutait que le prince de Lichtenstein était venu demander un armistice, et que Napoléon exigeait comme condition préalable l'évacuation du territoire français.

Quelques jours après, les Français obtinrent un second avantage sur les Prussiens et sur les Russes auprès de Nangis. Les prisonniers faits dans les deux actions furent conduits à Paris; les uns entrèrent par la barrière de Charenton, les autres par la porte Saint-Martin. La garde nationale les escortait et les traitait avec humanité; on vit des grenadiers parisiens soutenir des hommes blessés et exténués, qui ne pouvaient plus supporter la fatigue d'une marche longue et douloureuse. Chacun distribuait à ces malheureux des secours en vivres et en pièces de monnaie.

Ce double succès ne pouvait avoir des suites importantes. Le jour même de la bataille de Champaubert un corps russe, commandé par le général Czernichew, entrait dans Soissons; il n'y avait presque point de troupes entre cette ville et Paris. Ce corps serait arrivé sans obstacle aux portes de la capitale, mais les Russes n'y voulaient paraître qu'avec une force assez redoutable pour rendre vaine toute espèce de résistance. Le général Bulow ne faisait que d'ar-

river à Laon ; d'autres corps russes étaient encore plus éloignés. Les Russes s'écartaient dans un vaste espace ; leur but, en se disséminant, était non-seulement de nourrir plus aisément les hommes et les chevaux, mais d'affaiblir les différens corps de l'armée française. Il résultait des mouvemens de cette quantité immense d'hommes et de chevaux, les plus affreuses calamités dans les campagnes. Les infortunés agriculteurs furent pillés tour-à-tour par les Russes, par les cosaques, par les Prussiens, par les Autrichiens et par leurs propres compatriotes. Les circonstances de ces atrocités furent souvent exagérées dans les journaux français ; on avait intérêt de le faire, mais le plus grand nombre de ces excès était malheureusement trop réel. Toutes les guerres en offrent de semblables.

Au milieu de ces horreurs, de nouvelles propositions de paix étaient faites par l'empereur d'Autriche ; un congrès s'assemblait dans Châtillon-sur-Seine. Le lord Castlereagh, ministre des relations étrangères à Londres, était arrivé dans cette ville ; il négociait avec le comte de Stadion, ministre d'Autriche, le comte Rasumowski, ministre de Russie, le baron de Humboldt, ministre de Prusse, et le général Caulincourt, ministre de France. On n'a jamais connu le plan de pacification arrêté dans cette assemblée de diplomates. Selon les uns, il fut envoyé à Bonaparte avec sommation de l'accepter ou de le rejeter avant le 15 mars. Un conseil secret, chargé d'en examiner les conditions,

fut d'avis de les accepter; Bonaparte les rejeta. Selon d'autres, ces articles furent de simples propositions mises en avant pour ne pas mécontenter l'empereur d'Autriche, et donner le temps aux Russes et aux Prussiens de rassembler leurs forces et d'arriver inopinément devant Paris. Ce motif semble prouvé par un discours prononcé par le lord Castlereagh au parlement d'Angleterre, le 29 juin. « Le grand œuvre de la pacification de l'Europe, disait ce ministre, eût été incomplet, si on n'eût replacé sur le trône de France la maison de Bourbon. Cette vérité n'a cessé de me frapper durant les conférences de Châtillon. Une paix avec Bonaparte n'eût eu d'autre résultat que de préparer pour l'Europe de nouveaux sujets de divisions et d'alarmes; elle n'était ni sûre ni durable. Néanmoins, cet homme se trouvant investi du souverain pouvoir, les alliés devaient traiter avec lui. Je ne pouvais rompre cette négociation sans choquer l'opinion de l'Europe, et même sans mettre le gouvernement de Paris dans la position la plus avantageuse pour lui; il aurait publié que l'Angleterre ne voulait faire la paix à quelque condition que ce fût. »

Au surplus, les intentions secrètes des négociateurs ne suspendaient pas les opérations des généraux; les puissances alliées resserraient même leurs engagemens respectifs. Un nouveau traité d'alliance fut signé entre les cours de Londres, de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin. Les hautes puis-

sances contractantes s'engageaient à ne faire avec Bonaparte aucune paix ou aucune trève particulière. Le roi d'Angleterre promettait aux trois autres puissances un subside de cent vingt millions à partager entre elles.

Les armées alliées se concentraient. Bonaparte fit marcher le maréchal Victor à Montereau. Cette ville est bâtie au confluent de l'Yonne et de la Seine; elle ne peut être défendue qu'autant qu'on est maître des hauteurs dont elle est environnée. Victor garnit ces hauteurs de troupes; les alliés, renonçant à s'en emparer, marchaient vers la Marne et l'Aisne. Blucher, maître de Soissons, au lieu de prendre la route de Paris, s'était porté à Craone, entre cette ville et Laon. Bonaparte s'empara des hauteurs de Craone; l'armée de Blucher, soutenue par les corps commandés par Bulow, Langeron, Sacken et Winzengerode, se porta sur les hauteurs de Laon dans une position regardée comme inexpugnable. Bonaparte essaya une manœuvre qui lui avait souvent réussi; elle devait lui devenir funeste dans un moment où les ennemis joignaient à la force de leur position une armée supérieure à la sienne. La cavalerie chargea les premières batteries ennemies, en gravissant au galop des pentes assez escarpées; elle devait être soutenue par l'infanterie; l'attaque n'eut point de succès. Bonaparte se retira, après avoir éprouvé une perte énorme. Pour cacher cet échec par un mouvement rapide sur la route de Reims, il fit

dans cette ville quelques milliers de prisonniers, et prit vingt-deux bouches à feu; c'était la dernière faveur que la fortune lui réservait. Le comte de Saint-Priest, attaché depuis la révolution au service de Russie, fut blessé mortellement dans cette action.

Bonaparte, accoutumé à combattre et à vaincre à la tête des troupes françaises, connaissait leur bravoure et leur intrépidité. Il fit de cette connaissance le plus déplorable abus; cet abus causa sa ruine. Les Russes, dans une bataille, égalent les Français par leur courage intrépide; mais les Français ont sur eux un grand avantage, c'est la célérité avec laquelle ils exécutent leurs mouvemens. Il résulte de cette promptitude, que dans la plupart des affaires ils perdent beaucoup moins d'hommes que leurs ennemis. Cela est aisé à démontrer; si, pour s'emparer d'une hauteur garnie d'artillerie, on met une heure pour y monter, tandis que le trajet pourrait être fait en trente minutes, certainement celui qui se presse perd beaucoup moins de monde que celui qui marche à pas de tortue. Tous les militaires de l'Europe conviennent aussi que le service de l'artillerie française l'emporte de beaucoup sur celle des autres nations. La promptitude avec laquelle l'artillerie légère se porte partout où le besoin le demande, contribua au gain des batailles livrées par les Français depuis vingt ans. Une batterie française tire huit coups de canon, tandis qu'une batterie étran-

gère, en tire à peine cinq. C'est un avantage inappréciable dans un affaire dont la réussite consiste particulièrement dans la célérité des manœuvres et dans le service de l'artillerie. Bonaparte avait joui de cet avantage à Jena, à Eylau, à Friedland, à Mozaïck; il eût fallu conserver avec plus de soin les troupes valeureuses qui le lui procuraient; elles n'existaient plus; il ne dépendait pas de lui de les rendre à la vie.

Bonaparte ne pensait plus alors à marcher sur Lyon, il paraissait vouloir se porter sur la Meuse, et appeler auprès de lui les garnisons des Pays-Bas et de la Lorraine. Cet appel l'aurait mis à la tête de cent mille hommes. On lisait dans un rapport autrichien: « Napoléon, prenant la route de Vitry, se proposait d'engager, par cette manœuvre, le prince de Schwartzemberg de se porter sur sa droite pour protéger les communications de l'armée autrichienne de Chaumont à Langres. Le général ne crut pas devoir s'opposer à cette marche; il en profita, au contraire, pour couper les communications entre l'armée française et Paris. » Ainsi Bonaparte procura lui-même à ses ennemis les moyens d'opérer sur ses derrières la réunion de la grande armée, jonction à laquelle il avait opposé auparavant des efforts quelquefois heureux. Les Russes et les Prussiens marchaient sur Paris, pendant que Napoléon allait vers Joinville à Bar-le-Duc.

IX. Bonaparte avait donné ordre à son frère Joseph de défendre Paris pendant cinq jours, d'employer la garde nationale à ce service, de barricader les rues, de créneler les maisons, de couper les ponts de Corbeil, de Sèvres, de Saint-Cloud, de Neuilly, de Saint-Germain, et de faire descendre de Melun à Paris tous les bateaux dont les ennemis auraient pu s'emparer pour passer la Seine. Paris est une ville absolument ouverte. Comment le même homme qui osa blâmer l'archiduc Maximilien d'avoir tenté de défendre Vienne, place fortifiée régulièrement, dans une circonstance où l'armée du prince Charles arrivait à marches forcées pour la secourir, ne craignit-il pas d'exposer la capitale de la France aux chances inévitables d'une ville prise d'assaut!

Les corps commandés par les maréchaux Marmont et Macdonald campaient à la Fère-Champenoise; ils traînaient avec eux cent vingt pièces de canon. L'énorme disproportion de cette artillerie avec le petit nombre de troupes chargées de la défendre annonce qu'elle était destinée par Bonaparte à favoriser les tentatives auxquelles il prétendait se livrer après avoir réuni à son armée les garnisons enfermées dans les places sur la frontière du nord. Sans cette supposition, les deux maréchaux, au lieu de soutenir un engagement disproportionné, se seraient repliés sur Paris; ils furent attaqués le 25 mars par le feld-maréchal Blucher et le prince de Schwartzemberg, et mis

en déroute malgré leur bonne défense. Les ennemis firent sept mille prisonniers, et s'emparèrent de cent bouches à feu.

Bonaparte, apprenant le résultat funeste du combat de la Fère-Champenoise, abandonnant ses projets précédens, essayait de gagner Paris sur la rive gauche de la Seine. Le plan de la marche des alliés se trouvait exposé dans cet ordre du jour du prince de Schwartzemberg : « Le général Winzengerode poursuivra Napoléon vers Saint-Dizier. La grande armée et celle de Silésie se porteront à Meaux ; elles s'y réuniront le 28 mars, et marcheront sur-le-champ à Paris. La grande armée prendra par Sézanne et Coulommiers, celle de Silésie par Montmirail et la Ferté-sous-Jouarre. » Le colonel de Thiel écrivait : « Bonaparte vient de prendre en toute hâte la route de Paris par Bar-sur-Aube ; malgré tous ses efforts, nous aurons toujours vingt lieues d'avance sur lui. S'il veut défendre la capitale, il sera contraint d'accepter, avec cinquante ou soixante mille hommes, une bataille contre deux cent mille. Par le premier courier, j'annoncerai probablement la fin de la guerre. »

Marmont et Macdonald se retiraient sur Meaux et Tritport, et n'étaient plus en état de disputer le passage de la Marne. La nouvelle de leur défaite circulait sourdement dans Paris le 27 mars. La route de Meaux à Paris se couvrait d'habitans de la campagne ; ils conduisaient leur famille et

leurs bestiaux; la plupart des grands personnages attachés au gouvernement, prenaient la fuite le 28 et les jours suivans. Marie-Louise et son fils avaient été confiés comme un dépôt précieux à la fidélité de la garde nationale; on les conduisait sur le chemin de Rambouillet. Une proclamation, publiée le 29, tendait à inspirer de la confiance aux habitans de Paris : « Quelques colonnes ennemies, y disait-on, séparées de leur armée principale et vivement poursuivies par l'empereur victorieux, s'avancent vers Paris; elles seront bientôt repoussées. » Joseph Bonaparte ajoutait : « Le conseil de régence a pourvu à la sûreté de l'impératrice et du roi de Rome. Je reste avec vous pour défendre Paris. »

Les barrières de Paris avaient été fermées; on y avait même placé quelques canons : précaution regardée comme ridicule par tous les militaires auxquels l'enceinte de cette capitale était connue: c'était un mur de dix-huit pouces élevé uniquement dans le dessein d'arrêter la contrebande; quelques pionniers suffisaient pour l'abattre. L'armée ennemie, résolue d'entrer dans Paris, n'avait pas besoin de passer par les barrières; il aurait été possible de mettre en état de défense les collines escarpées de Romainville à Saint-Chaumont et la butte de Montmartre. Mais les ennemis n'auraient-ils pas tourné ces fortifications? rien ne pouvait les empêcher de s'emparer de Saint-Denis, de Saint-Ouen, de Clichy, de passer la Seine au

dessus ou au-dessous de Paris, et de se présenter sur les boulevards du midi, absolument sans défense; enfin, au défaut de toutes ces attaques, ils auraient pris en quelques jours la capitale par famine. Le seul moyen de défendre Paris était de rassembler une armée en état de livrer bataille dans la plaine des Vertus.

Cent mille hommes s'avançaient, soutenus par plusieurs corps de réserve. Les troupes de ligne et les gardes nationaux disponibles dans Paris s'élevaient à peine au nombre de cinquante mille combattans. On garnit les buttes de toutes les pièces de position conservées dans Paris, laissant dans le Champ-de-Mars une réserve, afin de défendre, au besoin, le passage de la Seine devant Passy. Toute la journée du 29 s'employa à des préparatifs de guerre. Le maréchal Marmont, ayant long-temps combattu à l'entrée de la forêt de Bondi, se repliait lentement sur Paris. Durant la nuit du 29 au 30, le bruit du tambour appelait tous les citoyens à la défense de la ville; les hommes armés de piques furent chargés de la sûreté intérieure; ceux qui avaient des fusils et des cartouches se placèrent dans les redoutes. Le 30, vers les cinq heures du matin, l'artillerie commença à se faire entendre. Les alliés attaquaient la butte de Saint-Chaumont, défendue avec intelligence; ils furent repoussés avec beaucoup de perte; d'autres troupes prenaient leur place, et n'éprouvaient pas un meilleur sort. On avait crénelé le parc de Saint-Fargeau; une

batterie de canons le défendait; la mitraille et les boulets pleuvaient sur les Russes et les Prussiens; ils se repliaient; d'autres leur succédaient. Une seconde attaque était dirigée contre Montmartre; les batteries placées sur cette éminence, servies avec beaucoup d'adresse par les élèves de l'Ecole polytechnique, faisaient de grands ravages parmi les alliés. Les Prussiens établirent une batterie en avant de Saint-Ouen, à la Maison-Blanche; elle fut, en peu de momens, démontée. Une incroyable agitation régnait dans Paris; quelques habitans cachaient leur argent et leurs effets précieux; d'autres parcouraient les rues, les quais, les boulevards; on finissait par écouter, avec une sorte d'indifférence, le bruit du canon; on voyait des curieux monter sur les tours des églises, et contempler, de loin, les progrès de l'attaque; on en voyait d'autres aller aux barrières, et se mêler avec ceux qui repoussaient les ennemis. Quelques boutiques étaient fermées; un plus grand nombre restaient ouvertes. Entre midi et deux heures, fut publiée une proclamation; on y disait: « La colonne ennemie, qui a eu l'audace d'approcher de Paris, vient d'être coupée en tout sens; le roi de Prusse, entouré par l'armée de Bonaparte, a mis bas les armes; Bonaparte vient d'arriver de Meaux à Bondi; il s'est rencontré avec l'empereur Alexandre; les deux monarques se sont embrassés, conviennent d'un armistice, et se disposent à signer la paix. » Personne ne doutait de la vérité de cette procla-

mation, lorsque, vers quatre heures, le bruit se répandit que Joseph Bonaparte, après avoir promis solennellement de défendre la ville jusqu'à l'extrémité, fuyait lâchement par une barrière, escorté d'un détachement de gendarmerie. Il prenait la route de Blois, accompagné des ministres formant le conseil de régence de Marie-Louise, et suivi d'une grande quantité de fourgons, dans lesquels on avait enfermé tout l'argent trouvé dans les caisses publiques, et le trésor particulier de Bonaparte, conservé dans les caves des Tuileries.

A cette nouvelle, le découragement se montrait de toute part. Les troupes de ligne et les gardes nationaux chargés de la défense de Paris avaient quarante-cinq barrières à garder, dans une circonférence de près de sept lieues. Si la défense se prolongeait, on devait prévoir que, dans le temps où l'on se battait vers la plaine de Saint-Denis, les cosaques passant la Seine au-dessus ou au-dessous de Paris entreraient du côté du midi. Si la populace des faubourgs Saint-Marceau et Saint-Jacques se joignaient à eux et commençaient le pillage, il il eût été impossible de l'arrêter. Les ennemis avaient perdu dans l'assaut, qui durait depuis cinq heures du matin, dix à douze mille hommes; leur grand nombre rendit cette perte insensible à leur armée. Il fut résolu de capituler.

Un rapport officiel de cette journée, publié par les alliés, en rendit compte en ces termes: « Le 30 mars, l'ordre fut donné à la grande armée d'au-

taquer les hauteurs de Romainville et de Belleville, tandis que l'armée de Silésie se porterait sur Montmartre. Le corps de Langeron formait l'aile droite; ceux d'York et de Kleist formaient la gauche; Winzengerode restait en réserve; Sacken fit halte à Meaux; Bulow n'avait pas dépassé Soissons; le feld-maréchal chargea le comte de Langeron de s'emparer d'Aubervilliers, de bloquer Saint-Denis, si cette ville refusait d'ouvrir ses portes; de marcher, avec le reste de ses forces, sur Clichy, et d'attaquer Montmartre de ce côté, tandis que les corps d'York et de Kleist se porteraient sur cette hauteur par le village de la Chapelle. L'attaque de la grande armée eut lieu à cinq heures du matin, auprès de Pantin; celle de l'armée de Silésie ne put s'exécuter avant onze heures, parce que l'ordre en fut reçu trop tard. Les villages de Belleville et de Romainville venaient d'être emportés à la baïonnette. Les Français occupaient, avec de l'infanterie, la ferme de Rouvroy; ils la soutenaient avec une batterie de dix-huit pièces très-bien placées. L'avant-garde, conduite par le général Ratzeler, s'empara de la ferme, sans pouvoir pénétrer plus loin avant d'avoir fait taire la batterie ennemie. Les bouches à feu nécessaires pour cette opération, n'arrivèrent qu'à trois heures avec le corps de Winzengerode. La jonction des réserves força les Français à se replier sur la Villette; ils y rallièrent leur cavalerie, en perdant quelques pièces de canon. Les alliés entrèrent

bientôt après dans la Villette, poussant devant eux les Français aux barrières de Paris. On obtint le même succès sur la route de Pantin. Des parlementaires se présentèrent alors, et proposèrent de rendre la ville. Les deux souverains alliés se trouvaient à peu de distance; les parlementaires furent conduits devant eux. On convint d'un armistice de deux heures. »

X. La capitulation fut signée à l'entrée de la nuit. On convint que la garde nationale continuerait à faire le service intérieur de la place, et que les troupes alliées entreraient le lendemain à sept heures du matin. On s'attendait que l'empereur Alexandre viendrait habiter le Louvre; il se logea à l'Élysée-Bourbon, et le roi de Prusse à l'hôtel de Villeroi, rue de Bourbon. Le gouvernement de Paris fut confié au général Sacken. Le 3 avril, Marmont, enveloppé avec les débris de sa division par des forces supérieures, abandonna le service de Bonaparte par une convention avec le prince de Schwartzemberg. Dès ce moment, Bonaparte fut généralement abandonné.

Une proclamation avait été publiée le 1er avril; on y lisait : « Les souverains alliés accueillant le vœu de la nation Française, déclarent que, si les conditions de la paix devaient renfermer de fortes garanties pour enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles seront plus favorables lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même

offrira l'assurance de ce repos. Ils ne traiteront désormais ni avec Bonaparte, ni avec aucun de sa famille ; ils respecteront l'intégrité de la France comme elle existait sous ses rois légitimes ; ils reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera ; ils invitent le sénat à nommer un gouvernement provisoire, chargé de préparer cette constitution. » Le sénat, assemblé en conséquence de cette proclamation, établit un gouvernement provisoire, et décréta en principe la déchéance de Bonaparte, sans rappeler expressément les princes de la maison de Bourbon. Ce rappel devenait l'objet du vœu général. Les cris de *vive le Roi ! vive Louis XVIII !* se faisaient entendre de toute part. Un grand nombre d'individus prenaient la cocarde blanche, ou se promenaient précédés de petits drapeaux blancs.

Les habitans de Blois possédaient dans leurs murs Marie-Louise, le conseil de régence, les ministres, et une partie des sénateurs et des conseillers d'état ; cependant ils ne connaissaient pas les changemens survenus dans Paris. Toutes les voitures publiques et particulières étaient interceptées. Un roulier, produisant un passe-port signé du baron de Sacken, fonda la première conjecture probable que cette ville pouvait être au pouvoir des alliés. Cet évènement devint bientôt public. La régence de Blois donna, le 3 avril, une déclaration dans laquelle on laissait les esprits dans l'incertitude de l'avenir. Ayant annoncé que les

évènemens de la guerre avaient livré Paris aux étrangers, on faisait dire à Marie-Louise : « L'empereur accourt vers sa capitale, à la tête de ses armées si long-temps victorieuses. C'est de la résidence que j'ai choisie avec les ministres de l'empereur, qu'émaneront les seuls ordres auxquels les Français doivent obéissance. Toute ville au pouvoir de l'ennemi cesse d'être libre ; toute direction qui en émane est le langage de l'étranger, ou celui qu'il convient à ses vues hostiles de propager. »

C'était le dernier acte d'un pouvoir qui n'existait plus. Je ne parlerai pas d'une scène violente entre Marie-Louise et ses beaux-frères, qui voulaient la conduire en Italie. Ce fut peut-être une rumeur sans aucune vérité. Marie-Louise, cédant aux instances du comte de Suwarow, envoyé auprès d'elle par les souverains alliés, revint à Rambouillet ; elle eut une entrevue avec son auguste père, et prit quelque temps après la route de Vienne avec son fils. On retrouva dans Blois une partie des trésors emportés par le conseil de régence dans sa fuite ; le reste avait été distribué, à titre d'honoraires ou d'indemnités, aux diverses personnes de la cour.

Bonaparte était arrivé à Fontainebleau, le 29 mars, à la tête de soixante mille hommes : rongé d'inquiétudes mortelles, il s'avançait vers Paris, avec une faible escorte, par Essonne, la Cour de France et Villejuif. On lui apprit, auprès de ce dernier village, la capitulation de la capitale. La

foudre en éclats, tombant à ses pieds, l'aurait moins accablé que ne le fit cette nouvelle, à laquelle il devait s'attendre. Quand Néron, abandonné par les provinces, condamné par le sénat de Rome, sans amis, sans argent, fut contraint de se donner la mort, sa situation n'était pas plus désespérée. Tout l'abandonnait à la fois. Ses magasins, ses trésors se trouvaient sur la route d'Orléans. Une manœuvre habile de ses ennemis coupait ses communications avec ses ressources et son conseil. Le lévier avec lequel il soulevait le monde s'était brisé dans ses mains. Il retourna, par Corbeil, dans Fontainebleau. Ce palais, dans lequel il avait donné des lois à tous les souverains de l'Europe, devenait pour lui une vaste solitude; il y cherchait en vain les Savary, les Montalivet, les Regnault-de-Saint-Jean-d'Angely et tous ces plats valets dont la langue vénale et mensongère soumettait à ses caprices les destinées de l'univers; ils fuyaient au loin, et peut-être cherchaient-ils les moyens de le vendre à celui auquel le sceptre de la France allait être confié. D'invincibles guerriers restaient seuls auprès de lui; c'étaient les défenseurs de la patrie. A la voix de la patrie éplorée, rompant avec une héroïque fermeté tous les liens qui attachent les hommes à l'existence, ils suivaient celui que la France avait proclamé chef de l'état; ils le suivaient sans murmurer aux extrémités de l'Europe, dans les neiges de la Russie, sous les glaces de la Beresina; ils le suivaient et mouraient à ses

côtés ; mais les temps étaient changés ; Bonaparte, ne gouvernant plus la France, ne devait plus compter sur leur obéissance.

La déclaration des puissances étrangères et la décision du sénat de Paris furent bientôt connues dans Fontainebleau. A la lecture de ces deux écrits, Bonaparte rassemble ses forces et publie une réponse ; on y lisait : « Le sénat s'est permis de disposer du gouvernement français ; il a oublié qu'il doit à l'empereur le pouvoir dont il abuse ; que l'empereur a sauvé une partie de ses membres des orages révolutionnaires, tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre la haîne de la nation. Le sénat ne rougit pas de faire des reproches sanglans à son bienfaiteur, oubliant qu'il a pris la part la plus active aux évènemens dont le moment présent est devenu la suite. Il porte la lâcheté jusqu'à oser accuser l'empereur d'avoir changer ses actes en les publiant ; l'Europe entière sait que de pareils artifices ne lui étaient pas nécessaires. Un signe fait par les ministres devenait un ordre absolu pour le sénat. Il faisait toujours plus qu'on ne désirait de lui. » La vérité de ces assertions était connue de tout le monde. La conduite du sénat ne justifiait pas Bonaparte. Ces hommes, dont il proclamait la vénalité à la face de l'univers, ne les avait-il pas choisi pour en faire l'instrument passif de son despotisme ? Sa chute, son épouvantable chute était son ouvrage ; il avait creusé de ses mains l'abîme dans lequel il allait disparaître.

Bonaparte annonça, le 4 avril, son intention d'abdiquer la couronne. Avant d'exécuter cette résolution, son grand écuyer, Caulincourt, avait été envoyé à Paris. Les souverains réunis dans cette ville refusèrent de le recevoir. Le corps législatif s'était rassemblé; adhérant le 5 avril à l'arrêté du sénat, il déclara la déchéance de Napoléon et des membres de sa famille. Le 7, il écrivait aux membres du gouvernement provisoire : « Le corps législatif a reçu la communication que vous lui avez faite de la Charte constitutionnelle; il y donne une entière adhésion, y trouvant la garantie de tous les droits, et une distribution des pouvoirs propres à mettre désormais la France à l'abri des maux dont elle est accablée depuis long-temps. Le corps législatif se félicite de pouvoir manifester les sentimens renfermés dans son sein. Il exprime sa vive satisfaction en voyant l'auguste maison de Bourbon rappelée au trône, et le titre de Roi des Français déféré à Louis-Stanislas-Xavier, frère de Louis XVI. » Les sentimens du corps législatif étaient ceux de la France entière. Le drame sanglant, dont toutes les scènes attristaient l'Europe depuis vingt-huit ans, marchait vers son dénouement avec rapidité. Le 8, vers cinq heures du soir, la statue de Bonaparte, placée sur la colonne de la place Vendôme, en était enlevée aux cris de *vive le Roi!* Cette statue, fondue par Launai, sur les dessins de Chaudet, avait onze pieds et demi

de hauteur; son poids était d'environ dix mille. Ce bronze a été employé à rétablir la statue de Henri IV sur le Pont-Neuf. Le 9, l'abdication de Bonaparte fut connue. Les articles du traité convenu entre lui et les puissances alliées circulaient dans Paris. Voici les principaux :

« Napoléon renonce pour lui, ses descendans et les membres de sa famille, à tout droit de souveraineté sur l'empire français, sur le Royaume d'Italie et sur tout autre pays. Napoléon et Marie-Louise conserveront leurs titres et leur rang pendant leur vie. L'île d'Elbe, adoptée par l'empereur comme son lieu de résidence, formera pendant sa vie une principauté qu'il possédera en toute souveraineté. Il lui sera en outre accordé un revenu annuel de deux millions inscrits sur le grand-livre de la dette publique de France. Un million sera réversible à l'impératrice. Les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla seront donnés en toute souveraineté à l'impératrice Marie-Louise : ils passeront à son fils et à ses descendans. Le prince, son fils, prendra à l'avenir le titre de prince de Parme, de Plaisance et de Guastalla. » Le 12, *Monsieur*, nommé par le Roi lieutenant-général de la couronne de France, fit son entrée dans Paris avec un brillant cortège. Il vint d'abord à l'église métropolitaine présenter à Dieu ses solennelles actions de grâces de son retour dans sa patrie, et prit sur-le-champ les rênes de l'état.

L'arrivée de Louis XVIII était considérée comme le terme des maux de la France. La voix publique, le désignant sous le nom de *Louis le Désiré*, annonçait la confiance dont ce prince était investi, et tout ce qu'on attendait de son administration. Instruit des changemens survenus en France, quittant le château d'Hartwel, dans le comté de Buckingham, il débarqua au port de Calais le 24 avril, et se mit sur-le-champ en marche pour Paris, accompagné de madame la duchesse d'Angoulême, du prince de Condé et du duc de Bourbon. Il rentra dans Paris et dans son Palais le 3 mai. On ne saurait peindre l'enthousiasme de cette journée; jamais la joie ne s'était manifestée sur tous les visages avec une plus vive expression; les rubans blancs, les lis, les banderoles blanches offraient partout l'emblême des sentimens dont les cœurs étaient animés; chacun se flattait de voir enfin la discorde s'éloigner de notre patrie gouvernée par les enfans de Saint-Louis. Chaqun disait : « Nos pères leur durent l'affranchissement des communes, nous leur devons un gouvernement libéral et paternel. »

Bonaparte débarquait alors à l'île d'Elbe d'où, pour son bonheur et pour celui de la France, il n'aurait jamais dû sortir.

XI. Elle est donc terminée cette révolution dont l'ensemble, réunissant des contrastes inouis

jusqu'à nos jours, offrit un inconcevable mélange de toutes les passions, de toutes les grandes vues, de toutes les imprudences, de toutes les innovations, de tous les genres d'héroïsme, de tous les crimes, de toutes les vertus! Après les tempêtes les plus épouvantables, et du sein des convulsions sans cesse renaissantes, il s'éleva un homme auquel la France accorda une confiance illimitée. Le caractère de cet homme n'offre aucun modèle dans l'histoire. Il aurait obtenu l'admiration de l'univers, employant à l'exercice des vertus pacifiques les talens déployés par lui dans ses guerres insensées. La postérité décidera un jour si Napoléon fut plus coupable par le mal qu'il a commis que par le bien qu'il aurait pu faire, et auquel il songea rarement. Despote de son peuple, de ses armées, esclave de son imagination délirante, il dépassa les limites des choses possibles; embrassant des chimères, il étend ses bras aux extrémités de l'Europe pour ravir ce qu'il ne pouvait conserver; enivré de ses triomphes, nul mortel n'eut recours plus fréquemment à l'imposture. Il s'entoura des hommes pervers qui avaient joué dans la révolution les rôles les plus méprisables; assuré de leurs suffrages achetés aux prix de l'or, maître absolu chaque année de trois cent mille jeunes gens, dépositaire des finances du plus riche empire de l'Europe, que ne devait-on pas en attendre quand le génie du mal l'entraînait dans les champs de bataille!

Tout lui était possible avec les invincibles soldats dont il s'entourait, tout, s'il ne les eût pas poussés lui-même dans le tombeau! Abusant cruellement des hommes et des choses, l'Europe conjurée contre lui vint à bout de le vaincre, sûre que les Français désirèrent de secouer le joug d'un monarque dont aucune modération ne dirigeait les entreprises.

Alors tous les yeux se tournaient vers les princes dont les ancêtres nous gouvernaient depuis dix siècles. Le sceptre rentra dans les mains des enfans de Henri IV. Louis XVIII fut chargé d'arracher la France à l'abîme où l'erreur, le crime et l'ineptie la conduisaient. Quelques nuages pourront obscurcir encore l'horizon de ma patrie. On ne force pas sans peine les intérêts particuliers de disparaître devant l'intérêt général : ces agitations ne sauraient ébranler désormais la masse de l'état. Si plusieurs nouvelles institutions éprouvent des changemens dans la suite, ils seront le résultat de l'opinion publique. « Dans la naissance des sociétés, dit à ce sujet Montesquieu, les chefs des républiques font l'institution ; c'est ensuite l'institution qui forme les chefs des républiques. »

J'ai observé dès les premières lignes de cet ouvrage, que, depuis près de deux siècles, les changemens arrivés dans les mœurs publiques en France devaient influer tôt ou tard sur la constitution politique de cet empire. A la féodalité dont les liens

unissaient toutes les classes des citoyens dans l'échelle sociale, succédaient d'autres liens inconnus chez nos ancêtres; le système commercial créa la puissance des richesses et du luxe; elle fut bientôt en concurrence avec celle des titres; la passion de jouir égala celle des prééminences; le génie des arts marchait à sa suite; un principe plus actif de correspondance éclairait les hommes sur leurs intérêts; l'éclat des talens, l'illustration dans tous les genres de succès rivalisaient dans les grandes villes avec l'éclat et l'illustration des noms et des races; la noblesse, dont la supériorité résultait de l'opinion publique, ne s'aperçut pas que cette opinion, s'atténuant chaque jour, elle bâtissait des châteaux dans les nuages en transportant les idées chevaleresques du douzième siècle au milieu des lumières du dix-huitième. Lorsque la cour, relevant un mur de séparation entre les nobles et les non-nobles, attribuait aux gens titrés tous les emplois militaires de terre et de mer, les principales dignités de la magistrature, les grandes places dans l'église, et tous les secours d'une éducation distinguée, elle hâtait le moment d'une explosion amenée par le temps. Les corps ne s'aperçoivent pas en vieillissant que leurs maximes vieillissent avec eux et que tout change dans le monde. Une ligne de démarcation, tracée à contretemps entre les nobles et les non-nobles, devait les exaspérer les uns contre les autres. Il fallait que

le peuple français rétrogradât vers les siècles d'ignorance ou que les abus de la féodalité fussent supprimés.

Que tous les hommes sans aucune distinction de naissance payassent les charges publiques en raison de leur fortune, pussent parvenir aux dignités de l'état en raison de leurs talens, eussent le droit d'exercer librement leur religion, et d'émettre leurs pensées en respectant les lois, tel fut le vœu de la France entière, tel fut le but de la révolution. Des monstres dénaturèrent ce vœu et ce but sans pouvoir éteindre l'un ou déplacer l'autre, en proclamant l'égalité dans les droits des citoyens, ouvrage de la loi; ils méconnurent l'inégalité entre les esprits, ouvrage de la nature ou de l'éducation. A les entendre, celui qui aimait la révolution était propre à tout, regardant l'expérience, le génie, la connaissance des affaires comme des qualités superflues pour gouverner l'état; de-là tant de calamités révolutionnaires.

Ces malheurs étaient inévitables; la sagesse prépare quelquefois les révolutions. L'intrigue et les passions s'en saisissent bientôt, et le hasard les dirige presque toujours vers un but opposé à celui de leurs premiers moteurs. Comment réunir l'impassibilité de la sagesse à la puissance de l'enthousiasme? Le peuple qui, après une longue suite de siècles d'asservissement et d'apathie, remontant aux principes élémentaires des sociétés

humaines, établissant ses devoirs et ses droits sur les bases de la justice éternelle, se laisserait diriger par des sages dans cette entreprise difficile, manquerait probablement de la force nécessaire pour déraciner les abus dont il se plaint : cette force est l'apanage des passions.

Si au contraire il plaçait à sa tête des hommes d'un caractère énergique, comment se flatter que ces hommes, maîtres de leurs passions aux jours de la victoire, suivraient dans des momens d'ivresse les conseils de la froide raison, placeraient la liberté dans le despotisme des lois, et le bonheur de l'homme en société dans le sacrifice presque entier de son indépendance naturelle? Dans le passage d'un gouvernement à un autre devait donc se trouver une période orageuse plus ou moins longue, pendant la durée de laquelle l'ignorance et les lumières, les passions et les principes, les institutions et les mœurs se trouveraient dans une lutte perpétuelle.

Diverses causes se réunirent pour augmenter parmi nous le chaos de cette période orageuse. Quelles armes auraient employé les amis du bon ordre pour combattre une exaltation révolutionnelle, dont le développement offrait les dons de la fortune et les charmes du pouvoir à ceux qui l'employaient à séduire et à tromper le peuple? Nous fûmes gouvernés par les Jacobins. Opposant sans cesse aux bases de la sociabilité de préten-

dus axiômes de droit naturel, et supposant comme démontrées les hypothèses les plus fausses et les plus chimériques, ils provoquaient le mépris des lois, la destruction des talens, la chute des manufactures, le pillage des propriétés. Le peuple, privé des leçons de l'expérience, ne sut plus distinguer ses véritables amis qui prêchaient la modération et la justice de ses ennemis acharnés, qui abattaient devant ses passions les barrières antiques et respectées. Les amis des lois et du bon ordre furent proscrits ainsi dans les temps anciens. Socrate but la ciguë, Aristide fut condamné à l'exil. Les convenances placées par la nature entre les individus se dénaturaient; le caractère national fut gravement altéré. Si ce désordre eût duré plus long-temps, la terreur, en le généralisant, eût fini par effacer toutes traces de lois de subordination, de sociabilité.

Au milieu de cette effervescence incalculable, les guerriers français, obéissant au seul désir de maintenir l'indépendance de leur patrie, déployaient une force prodigieuse, en combattant contre l'Europe entière. Les conquêtes des Romains, après quatre cents ans de guerres et de victoires, n'égalèrent pas celles des Français. Tout cédait à leur bouillant courage; le prestige des succès militaires séduisait le peuple; on fermait les yeux sur les abus les plus intolérables. Ces succès auraient forcé l'Europe au silence, si le chef que la France s'était

donné n'eût formé des projets au-dessus des forces humaines. On nous dit tous les jours que les Français n'ont point d'esprit national. L'esprit national des Français, c'est l'amour de la patrie et de la gloire. Aucun peuple ne posséda cette esprit public au plus haut degré que les Français; ils furent prêts dans tous les temps à exposer leur vie pour défendre l'honneur et l'indépendance de la France. Cet esprit national chassa les Anglais de nos provinces, sous le règne de Charles-le-Victorieux; et sous nos yeux, dans un temps où la discorde agitait son flambeau parmi nous, à ce seul cri : *la patrie est en danger!* les provinces se levaient en masse et se précipitaient sur les frontières. Bonaparte abusa de cet élan sublime; ce ne furent pas les glaces de la Beresina et la bataille de Leipsick qui détruisirent son empire, mais la nécessité de mettre un terme à cette perpétuelle, à cette inconcevable effusion du sang humain, dont les suites annonçaient l'entière dépopulation de la France.

Lorsqu'après plusieurs expéditions, également insensées, dans lesquelles Bonaparte avait sacrifié un million de guerriers à des entreprises condamnées également par la politique et par la raison, l'Europe, profitant de nos pertes immenses, envahissait nos provinces; on les eût repoussés. Chacun fut retenu dans ses foyers par la conviction générale qu'après le succès Bonaparte recommen-

serait une guerre étrangère. Le caractère de grandeur et de bravoure ne s'était pas éteint en France; il se montrait avec éclat au moment même où les Prussiens, les Autrichiens, les Anglais et les Russes remplissaient les campagnes. On leur fournissait sans murmure les objets dont ils avaient besoin; mais, s'ils oubliaient que la France n'avait pas été vaincue, le moindre paysan leur prouvait qu'ils ne chercheraient pas en vain à humilier un Français: les Français préfèrent l'honneur à la vie. Les princes appelés à nous gouverner durent tressaillir plusieurs fois de plaisir, en contemplant les triomphes des armées françaises, en pensant que leurs sujets, leurs compatriotes s'immortalisaient par leurs actions glorieuses; elles brilleront d'un nouvel éclat, lorsque, sous les lois d'un roi sage et magnanime, la guerre n'aura désormais d'autre but que la gloire et la prospérité de la nation. Louis XVIII retrouvera les vainqueurs de Marengo, d'Austerlitz, d'Jena et de Friedland; ils porteront les armes avec joie sous les drapeaux des enfans d'Henri IV et sous la conduite des généraux qui, durant vingt ans, les conduisirent à la victoire.

Les évènemens qui remplissent mon livre seront pour les siècles à venir un objet d'admiration et une leçon instructive. On a relevé avec trop d'amertume la dégradation de l'espèce humaine en France durant la tourmente révolutionnaire; peut-

être ne suis-je pas exempt de ce reproche. Il n'est pas vrai que, pendant cette époque, les hommes, ne connaissant d'autre gloire que celle des armes, d'autres passions que les passions haîneuses, d'autres jouissances que les jouissances des richesses, d'autre liberté que le mépris des lois, des usages, de la religion, de la morale, aient abandonné tous les sentiers des arts et des sciences, et la série de la perfectibilité humaine. J'ai rapporté dans le cours de cet ouvrage une foule d'actions généreuses dans tous les genres; un plus grand nombre ne m'a pas été connu.

Si tous les secours de l'éducation publique ne furent pas donnés à la jeunesse, ce fut la faute des circonstances. Quand le feu se déclare dans les divers quartiers d'une ville et consume des édifices, n'est-on pas contraint d'abandonner toutes les affaires particulières pour songer uniquement à l'éteindre ? Cependant la culture des arts et des sciences n'était pas aussi négligée en France qu'on le répétait dans les journaux étrangers. Jamais l'étude des mathématiques ne fut plus en honneur. Avant cette époque, les nobles seuls étaient admis dans le génie militaire et dans la marine. L'école des ponts et chaussées admettait seule les non-nobles depuis les règlemens de Louis XVI sur cette matière. La carrière de l'école polytechnique s'ouvre aujourd'hui devant la jeunesse française; cette heureuse innovation

nous promet une pépinière de marins: ils disputeront un jour aux Anglais l'empire de la mer. L'invention de la machine télégraphique distingue l'époque révolutionnaire. En vain les détracteurs de tous les hommes de mérite tentèrent d'enlever à Chappe la gloire de sa découverte; elle lui appartient toute entière. Les nations, adoptant de concert le télégraphe, en attestent l'utilité. La chimie a été simplifiée et perfectionnée. Une obscurité énigmatique rendait les abords de cette science effrayans pour la plupart des hommes; les ouvrages de Lavoisier, de Fourcroy, de Chaptal l'ont réconciliée avec ceux qui ne distinguaient pas le chimiste de l'alchimiste; ils l'ont placée dans son rang naturel à côté de la physique éclairée par le calcul. Cet art traite de la séparation et de l'union des principes constituans des corps, opérées par la nature ou par le travail des hommes, dans la vue de découvrir les qualités de ces corps et de les rendre propres aux usages de la vie. Aucune manufacture d'Angleterre n'approche du degré de perfection auquel la manufacture d'armes de Versailles est parvenue. Les ouvrages d'acier de quelques autres manufactures ont trompé les Anglais eux-mêmes; ils les ont crus de fabriques britanniques. Les Français enleveront probablement un jour aux Anglais la branche essentielle du commerce des ouvrages d'acier.

La chute du préjugé qui éloignait en France les individus les plus opulens des spéculations commerciales augmentera l'activité française. Non-seulement les étoffes de soie de Lyon et de Tours reprendront leur prééminence dans l'Europe, mais les étoffes de laine rivaliseront avec les superbes draps dont s'enorgueillit la Grande-Bretagne : la qualité des laines de France se perfectionne chaque jour. On sait comment les Anglais se procurèrent leur race inappréciable de moutons, dont la laine moins fine et moins douce au toucher que celle d'Espagne, mais plus longue, plus luisante, devient plus propre qu'une autre par sa blancheur et par son éclat à recevoir les belles teintures. Henri Huet obtint de Charles-Quint l'exportation de trois mille béliers blancs de Saragosse ou de Ségovie. Une commission fut établie pour veiller à l'entretien et à la propagation de cette espèce. Trois de ces béliers furent envoyés dans chacun des villages dont la température et les pâturages parurent favorables à ces précieux animaux. On en confia la garde à un gentleman ou au plus notable fermier du lieu. On fit saillir les béliers espagnols sur des brebis communes ; il provint de ces accouplemens des agneaux tenant de la force et de la beauté du père à un tiers près. Cette pratique, dont on trouve des exemples dans Columelle, fut habilement renouvelée par les Anglais. Ils se procu-

rèrent des bâtards espagnols, dont ils tirent trois sortes précieuses de bêtes à laine.

On distingue les pâturages en Angleterre pour chacune de ces espèces de moutons. Chaque classe eut son sol et son domaine. Les herbes fines et succulantes, répandues abondamment sur un grand nombre de côteaux et de landes, conviennent aux moutons de la première espèce. N'allez pas les conduire dans de gras pâturages où la qualité de la laine changerait : suivez le conseil donné par Virgile aux bergers de Tarente. *Fuge pabula læta.* On ensemence, de faux seigle, des terres rebelles à d'autres productions. Cette herbe, plus délicate que celles des prairies ordinaires, est l'aliment des moutons de la seconde espèce; enfin, ceux de race commune sont nourris dans les prairies au bord des rivières. Les bêtes à laine pâturent jour et nuit; leur toison ne contracte aucune malpropreté par la fiente ou par l'air épais des étables. L'espèce de moutons se perfectionne par l'étude de la nourriture qui leur est propre et par le mélange des races. De cette manière la laine devient la toison d'or chez les habitans de la Grande-Bretagne; elle le deviendra de même chez nous. Des progrès à ce sujet sont l'ouvrage de la révolution.

Une exacte conformité entre le climat et les productions d'Angleterre, et plusieurs grandes provinces de France, promet de précieux, de

riches résultats, non-seulement aux agriculteurs qui s'occuperont à perfectionner les races des moutons, mais à ceux qui tenteront de perfectionner parmi nous la race des chevaux. Les germes d'une prospérité générale existent en France; il s'agit non de les faire éclore, mais de les coordonner; tout obéit à l'impulsion du génie. La France renferme dans son sein des ressources dont la valeur échappera toujours aux calculs de l'envieuse Augleterre.

Si toutes les provinces atteignaient la fertilité dont elles sont susceptibles, si des canaux sagement dirigés réunissaient les grandes rivières, si les impôts étaient répartis dans le mode le plus propre à concilier les besoins publics avec les intérêts particuliers, si les classes de la société, cessant de se regarder avec des yeux ennemis, se témoignaient une bienveillance réciproque, si l'or, dévoré par l'agiotage, venait alimenter l'agriculture, le commerce, l'industrie, si les lois éternelles de la morale et de la religion, flétries ou méprisées pendant les cinq lustres que nous venons de parcourir, régnaient enfin parmi nous, si chacun oubliait les discordes passées pour s'élever à de nouvelles et brillantes destinées, la prospérité de la France l'emporterait bientôt sur celle des nations voisines.

Un nouvel ordre de choses s'annonce. Le Roi et la Charte, voilà le signe de ralliement de tous

les Français ; que la carrière des honneurs soit ouverte à tous les hommes à talens, le gouvernement assurera le bonheur, la gloire de la France et sa propre durée. L'intérêt d'un gouvernement ne saurait être que celui de la nation gouvernée. La manière dont on dirige les hommes les conduit au bien ou au mal. C'est un bonheur pour un gouvernement qu'un peuple fier et généreux cultive les sciences et les arts. L'homme instruit est très-aisé à conduire, mais rien ne hait comme lui la violence et la servitude. Les peuples éclairés sont dignes d'obéir à des institutions libérales ; les peuples abrutis appartiennent aux despotes. Le despotisme s'établit avec des soldats ; des soldats le détruisent. Dans sa naissance, c'est un tigre qui cache ses griffes pour les laisser croître ; dans sa force, c'est un frénétique se déchirant lui-même ; dans sa vieillesse, il ressemble à Saturne. Saturne, après avoir dévoré plusieurs de ses enfans, fut mutilé par sa propre race.

Puissent ces réflexions faire des impressions profondes ! Je n'ai jamais distribué la louange ou le blâme dans mes ouvrages que d'après la conviction de ma conscience. J'ai constamment parlé le langage austère d'un homme libre. Une constitution démocratique ne saurait subsister en France : l'expérience a confirmé cette vérité. On ne cesse de nous parler de la république romaine. Les Français ne sont pas des Romains. Les annales

de Rome républicaine nous présentent une série perpétuelle de guerres civiles, durant lesquelles chacun voulait déplacer ses rivaux. Les Romains, fatigués de ces guerres interminables, cherchèrent le repos dans la monarchie. Puissent les descendans du bon, du généreux Henri IV régner sur nos neveux durant une longue suite de siècles! c'est le dernier vœu qu'il m'est permis de former; presque tous les Français le forment avec moi. Parvenu à l'âge de soixante-dix-neuf ans, aucun intérêt personnel ne saurait conduire ma plume. Je n'ai plus rien à désirer sur la terre; mes yeux, avant de se fermer à la lumière, ont vu, après la longue, la plus affreuse tourmente, l'espoir du bonheur sourire à mon pays.

ÉPITRE DÉDICATOIRE,

Imprimée dans les éditions précédentes.

A. F. DESODOARDS

AUX FRANÇAIS.

Qui que vous soyez, Wigs ou Torys, et malgré les couleurs différentes sous lesquelles furent présentés à vos yeux, par le prisme de la révolution, les évènemens dont nous avons été témoins, Français, recevez, avec indulgence, un livre écrit pour l'instruction des générations futures. Puissiez-vous ne pas soupçonner la manière dont je fus enveloppé dans cette immense commotion ! Mon livre ne pouvait être accueilli par les mécontens, qui regrettent ce qu'ils ont perdu ou ce qu'ils n'ont pas gagné ; encore moins par cette horde cabalante de déprédateurs, aux yeux desquels la révolution était une mine à exploiter, et la France une proie à dévorer. J'attends votre bienveillance de la sévère impartialité de ma narration ; cette impartialité pouvait m'être funeste ; il fallait quelque courage pour tenir le langage austère de la vérité au sein de l'effervescence de toutes les passions exaltées en sens contraire, dans un temps où des monstres,

placés au timon de l'état, faisant la guerre aux lumières comme aux richesses, pouvaient, d'un seul coup, briser l'auteur et son ouvrage.

J'ai été traité de Chouan par les Jacobins, et de Jacobin par les Chouans; je devais m'y attendre. Les hommes impartiaux, au milieu des guerres civiles, nous dit Montaigne, sont regardés comme Guelphes par les Gibelins et comme Gibelins par les Guelphes. Cette injustice assurerait le triomphe de l'erreur et du crime, si les âmes fortes n'attendaient la seule récompense de leurs travaux, de la droiture de leurs intentions, des suffrages précieux des hommes exempts de préjugés, et du jugement de la postérité.

Cinq éditions assurent l'existence de mon livre; il fera connaître à nos neveux le mécanisme des révolutions; comment la race perverse des intrigans et des factieux s'empare de ces crises morales, ou fait incliner les mouvemens au gré de ses intérêts; comment les intrigans et les factieux font naître des conspirations contre l'état; comment ils les supposent quand elles n'existent pas; comment une faction détrône une autre faction; comment un farouche vainqueur, en proscrivant ses ennemis, en s'entourant de ses amis et de ses flatteurs, fait proclamer que la patrie est sauvée.

Ainsi parlait Robespierre, en jetant sur les échafauds les ennemis de sa puissance anarchique; ainsi parlait le comité de salut public, en ordonnant le supplice de Robespierre; ainsi parlaient

les thermidoriens, en vouant à l'ignominie ou à la mort le comité de salut public; ainsi parlait le directoire, en déposant les représentans du peuple dans les marais de la Guïanne; ainsi parlaient les deux conseils, en destituant le directoire.

J'ai vu se succéder les actes révolutionnaires depuis 1789 et mille mouvemens en sens inverse, tous plus désastreux. Trompés tant de fois par de fatales illusions, me disais-je, sommes-nous donc condamnés au supplice de Tantale, ou, comme Ixion, embrasserons-nous toujours des nuages? Quand s'arrêtera le barbare Arimane, dont la noire influence présida si long-temps à nos destinées? Le génie du bien, si souvent et si vainement invoqué, ramenera-t-il enfin parmi nous la morale et la vertu exilées? viendra-t-il étouffer la discorde, briser les glaives et les torches ardentes, enchaîner la guerre et la mort?

Quelle vaste, quelle inconcevable extermination de la race humaine! Que de prisons, que d'échafauds, que de sang! Les villes sont démolies, les campagnes manquent d'habitans, nos manufactures anéanties se relèvent avec peine; la terre couvre des millions de cadavres; à peine un siècle entier fermera la plaie faite à la France; mais le trident fatal, avec lequel les désorganisateurs soulevaient les tempêtes révolutionnaires, s'est brisé dans leurs mains teintes de sang, gonflées de rapines. Le repos, le doux repos, est le vœu de tous les Français.

Oserais-je parler de religion dans un livre dont presque toutes les pages portent l'empreinte de la violence qui brise les obstacles? On ne quitte jamais les Romains, disait Montesquieu; les institutions romaines se soutinrent aussi long-temps que le peuple romain fut le plus religieux des peuples. Les deux passions qui agissent avec le plus d'empire sur le cœur de l'homme sont l'intérêt et l'espérance. La religion roule sur ces deux pivots. Curtius ne se fût pas jeté dans un gouffre pour sauver sa patrie, s'il n'eût regardé son généreux dévouement comme devant porter son âme parmi les génies immortels dans un séjour heureux, d'où il serait témoin de la gloire de ses enfans.

L'assemblée constituante, réunissant au domaine de l'état les biens du clergé, protestait de son attachement respectueux envers la religion chrétienne, et assurait aux titulaires de chaque bénéfice une honnête subsistance. La convention nationale, traitant le christianisme de superstition fanatique, et réduisant les gens d'église aux derniers excès de la misère, préparait elle-même une partie des difficultés que devaient éprouver ses institutions.

Une dure nécessité amena la vente des biens ecclésiastiques; les gens d'église, victimes de cette mesure rigoureuse, sont-ils donc condamnés à l'affreux supplice de terminer leur vie dans les angoisses de la misère? Ils reprendront leurs fonctions. Mais quelles fonctions peut-on assigner à

cette quantité d'anciens moines, auxquels l'administration des sacremens était absolument étrangère, et à d'autres ecclésiastiques livrés, par leur grand âge, à la retraite et au repos? Dépouillés de leurs biens depuis plusieurs lustres, puissent-ils obtenir une existence analogue à leurs habitudes! Qu'ils bénissent l'administration, et qu'ils meurent en paix!

Un bon gouvernement peut faire beaucoup de mécontens; mais, s'il fait beaucoup de malheureux dont l'infortune ne procure aucun avantage public, il renferme des vices et doit se hâter de les corriger.

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION,

Qui parut au mois de septembre 1795.

J'AVAIS employé ma vie entière à composer une nouvelle histoire de France, différente, sous un grand nombre de rapports, de celles qu'on a publiées jusqu'à présent. Au moment où mon livre était presque fini, on apercevait en France les premières étincelles d'une de ces crises morales dont les incalculables suites changèrent plusieurs fois jusqu'au caractère des nations. La fortune m'offrait, pour perfectionner mon ouvrage, des circonstances favorables. Non-seulement je me trouvais en situation d'ajouter des faits sur lesquels j'avais été contraint de glisser légèrement, ou même de me taire tout-à-fait, mais les détails d'une révolution, arrivée dans un siècle où tous les arts agrandissent la sphère des connaissances humaines, devaient jeter un faisceau de lumières sur les anciens évènemens de ce genre, dont nous avons des relations incomplètes.

L'homme est le même dans tous les temps et dans tous les lieux : vertueux par penchant, vicieux par intérêt, il se détermine ordinairement

par le degré d'intensité de ses passions; ces passions, comprimées par les institutions sociales, éclatent au sein des convulsions politiques, durant lesquelles, sans autre frein que sa conscience, sans autre règle que ses désirs, il manifeste sans contrainte ses erreurs, ses faiblesses, ses vices et ses vertus.

Dans le sein d'une société parfaitement organisée, l'homme, voyant ses jours couler doucement sous l'empire tutélaire des lois respectées, conçoit à peine les élans sublimes et les horribles excès dont les peuples sont capables, quand, leur masse soulevée par des causes inconnues, ils marchent en aveugles vers un nouvel ordre de choses, comme Christophe Colomb voguait vers la découverte d'un nouveau monde.

Combien de fois, malgré les monumens historiques, n'avons-nous pas relégué au rang des fables les conquêtes de Sésostris, les armées de Darius et de Xercès, les proscriptions de Marius et de Sylla, les atrocités commises par les premiers empereurs romains, la dévastation du midi de l'Europe par les Vandales, les expéditions barbares des Normands, et les folies héroïques des croisades! Il faut avoir été témoin d'une révolution pour apprécier ces grands évènemens. Les hommes robustes sont sujets aux maladies les plus violentes; ainsi la France en révolution devait produire des scènes infiniment convulsives.

O scènes effroyables, dont les siècles pourront

à peine affaiblir les traces sanglantes ! Le souvenir de Robespierre effacera celui de tous les monstres signalés dans les annales du monde ; sa mémoire inspirera aux races futures le frémissement de l'horreur. Comment la postérité pourra-t-elle concevoir que, dans le temps où la jeunesse française repoussait les attaques combinées de l'Europe, la nation triomphante au dehors était toute entière menacée d'anéantissement par un petit nombre de vipères réchauffées dans son sein ? Le ressort du gouvernement de Robespierre était le sentiment de la terreur ; il s'appesantissait sur les victimes et sur leurs bourreaux. Liberté, que de forfaits commis en ton nom ! Les avenues de ton temple furent souillées par des monceaux de cadavres.

Dans le temps où le gouvernement de France penchait vers sa ruine, j'aspirais à la liberté. M'éloignant de Versailles et des bords de la Seine, j'errais, par la pensée, dans la patrie des Phocion, des Aristide ; je lisais dans le Contrat social : *Il n'a jamais existé de véritable démocratie, il n'en existera jamais. S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement ; un état si parfait ne convient pas aux hommes.* Cette assertion me paraissait une erreur ; j'appelais du jugement de Rousseau à ces républicains célèbres, dont les monumens, vainqueurs des siècles, commandent encore aujourd'hui l'admiration et le respect.

Cependant je ne me le dissimulais pas ; à l'époque où la Grèce fut animée du noble enthou-

siasme de la liberté, elle préférait la pauvreté aux richesses. Les choses changèrent dans la suite. Le luxe de la Perse s'introduisit dans les plaines de Marathon et de Platée, où Miltiade et Pausanias avaient vaincu les armées du grand roi. L'avarice, l'orgueil, l'amour des voluptés succédèrent, chez les Grecs, aux mœurs antiques, simples et sévères. Athènes, corrompue par Périclès, convertit à l'usage des fêtes les trésors destinés à l'entretien des armées. Corinthe témoigna plus d'égard pour ses baladins et ses courtisannes, que pour ses magistrats et ses généraux. Sparte elle-même, éblouie par l'or des Perses, oublia les dures institutions de Licurgue; alors les âmes dégradées s'ouvrirent à tous les vices. La liberté expirante manqua d'asile. La ligue achéenne fit des efforts inutiles pour la rétablir. La Grèce attendait, au sein de la mollesse, le joug des Romains. Cet exemple semblait m'annoncer qu'il était impossible à la liberté de prendre racine chez un peuple riche, et dont les jouissances de la volupté avaient corrompu les mœurs.

Je voyais accourir le moment de l'expérience. La France voulait être libre. Ses ressources paraissaient immenses; mais des hommes accoutumés depuis plusieurs siècles à tenir la nation enchaînée appelaient la ruse l'appui de la force pour conserver des prérogatives antiques, dont la perte se présentait à leurs yeux sous l'aspect d'une dégradation.

Les institutions françaises s'écroulaient avec fracas ; la réaction de ce vaste bouleversement ébranlait l'Europe. Au milieu des ruines amoncelées, je corrigeais mon ouvrage. Un tissu d'évènemens convulsifs, se développant devant moi, me servait de régulateur. Je cherchais, par le moyen de la synthèse, les motifs cachés des anciennes révolutions, couverts par le temps d'un voile presqu'impénétrable. . . . .

Cette méthode, constamment nécessaire pour arriver au but moral auquel je tendais, m'imposait la loi de suivre scrupuleusement le mouvement révolutionnaire de France, malgré ses perpétuelles variations. Les hommes moins attentifs en perdaient souvent le fil. Une constance inaltérable me tenait lieu de génie ; la vérité se découvre à celui qui la cherche avec ardeur ; sans être déconcerté par les prestiges dont l'erreur et la mauvaise foi s'enveloppent, convaincu de cette heureuse réussite, je me suis servi des yeux d'autrui dans les seules occasions où il était impossible d'employer les miens.

J'ai multiplié les recherches les plus pénibles, les plus minutieuses. En vain les évènemens dont j'étais témoin déchiraient mes sens ; le désir d'élever un monument utile soutenait mon courage. La plume échappa plusieurs fois de mes mains trempées dans mes larmes ; mais bientôt, oubliant les hommes avec lesquels je vivais, et m'oubliant moi-même, je continuais mon ouvrage. La nature

de mon travail me vouait à une retraite absolue. J'évitais avec soin les occasions où j'aurais pu jouer un rôle sur la scène mobile dont je signalais les acteurs. Je dois les jours qui me restent à cette précieuse obscurité.

Si ce tableau des évènemens les plus inouis manque de couleur, du moins il sera ressemblant. J'ai assisté aux principales représentations de ce drame tragique (1); je résidais, dans les premières années de la révolution, dans la section des Cordeliers, où figuraient Danton, Billaut, Collot, Marat, Robespierre, Chaumette, Chenier, Panis, etc. Je fus en situation de les étudier, même au club des Jacobins. J'ai suivi avec attention le tissu d'intrigues employé pour porter la plupart d'entre eux à la convention nationale, malgré les réclamations des gens de bien. J'augurai dès-lors les malheurs dont ce choix devait être le principe.

(1) On m'a fait un crime de ces phrases dans un journal; je dois donc les expliquer : « Danton était avocat au conseil; il avait plaidé pour moi deux ans avant la révolution; nous demeurions dans la même section. Ceux qui refusaient d'aller aux assemblées, considérés comme suspects, étaient incarcérés. Danton me voyait à la section, me parlait souvent, et finit par venir chez moi; je crus devoir lui rendre ses visites; je trouvai chez lui ces hommes dont je parle dans cet article; ils me donnèrent une carte au moyen de laquelle j'allais quelquefois au club des Jacobins jusqu'au temps où, après le voyage de Varennes, le projet des Jacobins de détruire la royauté fut manifesté. »

O vous que la faux de la mort, en frappant les objets les plus chers à vos cœurs, condamne à un deuil éternel, je voudrais verser sur vos plaies un baume consolateur ! Sachez que mes malheurs particuliers, les regrets donnés à l'amitié gémissante, les plus douloureux, les plus déséspérans souvenirs, tout se lie dans mon cœur déchiré aux fatales convulsions dont je me suis chargé de présenter l'ensemble aux siècles à venir. Ainsi le matelot s'entretient des horreurs de la tempête au sein de laquelle son navire fut submergé, et répand des larmes brûlantes sur le sort de ses infortunés compagnons. . . . .

Malgré tous mes soins, je me suis sans doute trompé plusieurs fois, surtout dans les occasions où j'ai été forcé de parler d'après les rapports d'autrui; mais en lisant mon ouvrage, chacun, considérant la discordance perpétuelle des partis que nous avons vu successivement s'élever, combattre, briller et disparaître, pour faire place à de nouveaux partis dont le sort ne fut pas plus heureux, reconnaîtra la vérité pour le seul but de mes recherches.

Un libraire consentait à publier mes recherches sur la révolution en les séparant de mon histoire de France; je ne goûtai pas d'abord ce projet. Comment l'historien, saisissant ses crayons avant d'avoir étudié séparément toutes les parties de son plan, avant de l'avoir considéré sous toutes ses faces, espérerait-il de réunir cette proportion,

ces rapports, cette symétrie dont le concert soutient et augmente l'attention du lecteur?

Peintre des mœurs et des usages, le devoir de l'historien est de réveiller dans les âmes les idées de justice et de vertu dans les temps même où les lois sont muettes et où le crime triomphe; exerçant une véritable magistrature, il pèse dans la balance de la justice les actions des hommes en place et les fautes des peuples; il doit donc être placé à quelque distance des évènemens dont il s'occupe. D'ailleurs, comme l'observe Burke (1), l'entreprise d'examiner les causes des désordres publics est également périlleuse et délicate. Vous passez pour un visionnaire aux yeux des uns, et pour un misanthrope aux yeux des autres. Je devais donc prévoir que les disséminateurs des fléaux amoncelés sur notre belle France, et cette armée de fripons ou de dupes attachés par crédulité, par malveillance ou par faiblesse aux actes révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, se réuniraient pour m'accuser d'assigner aux mouvemens des causes chimériques, d'avoir calomnié leurs intentions, d'avoir dénaturé les faits par méchanceté ou par ineptie, peut-être même d'avoir propagé des haînes prêtes à s'éteindre. Que sais-je? les uns n'allaient-ils pas m'accuser d'en avoir trop dit, les autres de n'en avoir pas dit assez? Je devais prévoir encore que pendant ce conflit un certain genre

(1) Pensées sur les mécontentemens de 1790.

d'auteurs, accoutumés à trouver la besogne faite, dépecerait, disloquerait mon ouvrage, s'emparerait de mon travail, tandis qu'une nuée de pamphlets tomberait sur ma tête. . . . . .

Mais aussi les révolutions ne sont pas des évènemens ordinaires dont les circonstances simples et uniformes, la marche suivie et naturelle, le dévouement successif et prononcé se présentent d'une seule manière. Dans un temps où les passions sont exaltées, où tous les rapports subsistant entre les hommes sont méconnus, où les notions mêmes du juste et de l'injuste deviennent problématiques, ne sait-on pas que le parti victorieux arrange les évènemens et leurs causes comme il leur convient, force ses ennemis au silence, brise la plume de l'écrivain s'il n'a pas sur la poitrine la triple cuirasse dont parle un poète latin? La vérité se cache, on doute soi-même des faits dont on fut témoin; l'erreur, prenant le caractère de l'opinion publique, va trompant la postérité. . . . .

Les évènemens révolutionnaires de France, nous dit-on, seront à peine bien connus dans cinquante ans; mais si les agens de cet étrange phénomène, aussi mobiles que leurs actions, échappent souvent à l'œil observateur, si l'enchaînement des faits se perd à chaque minute, comment les historiens franchiront-ils, dans un demi-siècle, les routes tortueuses de ce labyrinthe, si le fil d'Ariane ne guide leur marche incertaine? Les ailes d'Icare les conduiraient à un naufrage inévitable. En

vain Mercier, dans un livre intitulé *Nouveau Paris*, nous promet un Tacite, dont les raisonnemens, appuyés sur des connaissances nouvelles, présenteront aux yeux de nos petits-enfans les agens révolutionnaires, scélérats ou gens de bien, comme des pantins obéissans, ne soupçonnant pas même les ressorts perfides et hostiles des cabinets étrangers qui les faisaient agir.

Les contemporains seuls peuvent fournir ces connaissances ; s'ils ont été trompés ou trompeurs, l'erreur s'accréditera de siècle en siècle. Les évènemens de la révolution française, ayant peu de connexion avec les siècles passés, doivent être présentés aux siècles futurs par les impartiaux témoins de leur tissu presque inextricable. Les agens de ce drame tragique sont sans doute suspects ; comment éviteraient-ils l'empire de leur propre opinion ? Cette suspicion ne saurait raisonnablement atteindre le philosophe solitaire étranger aux commotions dont il trace le tableau.

Sans ces ouvrages dictés par le seul amour de la vérité, une révolution de la nature de celle de France serait connue dans la suite par ses résultats ; chaque fait particulier se développerait dans un demi-siècle, selon les vues du parti auquel resterait la victoire. L'histoire même des temps tranquilles et ordinaires ne fut jamais écrite avec plus de vérité que par les contemporains Xénophon, Thucydide et Polybe, parmi les anciens. De Thou, Paul Jove et Guichardin, parmi les modernes,

nous ont transmis des évènemens dont ils furent témoins; leurs ouvrages, respectés par les temps, n'ont jamais été surpassés par les historiens qui écrivirent dans la suite.

Ces considérations me déterminèrent à publier un livre dont la naïve véracité, aiguisant contre moi toutes les flèches de la vengeance, abreuva d'amertume le déclin de mes années.

PRÉFACE

DE LA QUATRIÈME ÉDITION.

L'ACCUEIL que le public a daigné faire aux premières éditions de mon *Histoire de la Révolution* m'engageait à retoucher mon ouvrage; je fus encore déterminé par d'autres considérations.

Mes observations sur le mouvement révolutionnaire n'étaient pas destinées à être imprimées séparément; elles devaient terminer mon *Histoire de France*; ce cadre excluait des détails qui se perdront dans la suite parmi les évènemens de la même nature absolument oubliés. Les horreurs commises par Robespierre avaient laissé une impression profonde; on craignait de les voir se renouveler. Un libraire, se chargeant de l'édition, me força de former des lacunes; quelques-unes laissaient le lecteur en suspens; les temps suivans ont permis de remplir ce vide.

Plusieurs ont écrit sur la révolution de France; j'entrai le premier dans cette carrière, dont les abords n'étaient pas sans dangers. Je l'ai parcourue toute entière avec l'attention scrupuleuse d'en sonder toutes les sinuosités; non-seulement je suivais pas à pas, avec la plus minutieuse constance, la marche particulière de chacun des partis principaux qui s'entre-choquaient, mais des liaisons assez

étroites avec plusieurs conventionnels me procuraient la clef d'un grand nombre d'évènemens rendus énigmatiques par la texture de la révolution.

Chaque parti, obéissant à ses vues particulières, voulant conduire la révolution à sa manière, sacrifiait tantôt ses ennemis, tantôt ses amis. Il naissait de cette sanguinaire disposition, de ces symptômes incohérens, un tel entortillage dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire, qu'il offrait l'image du chaos à ceux dont les yeux peu exercés ne distinguaient pas les opérations particulières de chaque faction. On trouvera dans mon livre l'exacte classification de ces partis, la détermination précise de leur point de contact et de leur ligne de séparation, malgré la multitude des incidens secrets dont la marche tendait perpétuellement à les confondre. Cette attention a fait probablement le principal succès de mon livre.

On m'accuse d'avoir porté des jugemens trop sévères, peut-être injustes, sur plusieurs individus; je me suis peut-être souvent trompé, malgré l'exactitude de mes recherches. Des erreurs de ce genre sont corrigées dans cette édition. Je prie mes lecteurs de comparer attentivement la conduite des individus que j'ai blâmés avec les suites funestes de cette conduite, peut-être cessera-t-on de me regarder comme un homme morose ou téméraire.

On m'a adressé d'autres reproches. C'est de ne m'être pas prononcé en faveur d'un des partis dont les manœuvres bouleversaient la France en sens in-

verse, sous prétexte des anciennes ou des nouvelles institutions. Quelle réponse pourrais-je faire? Toute partialité de ma part, indigne d'un historien, ne m'eût-elle pas enlevé la confiance d'un public éclairé? Cependant je ne gardais pas cette neutralité dont on me fait un crime. Cet acharnement inconcevable, avec lequel je fus poursuivi par les désorganisateurs de tous les partis, annonce assez que mon sentiment révolutionnaire ou anti-révolutionnaire leur était connu, malgré mon attention constante de la couvrir, de mon mieux, du voile le moins transparent dans mes écrits et dans mes discours.

Sur ce point (1) seul, je dois ma profession de

---

(1) Des circonstances singulières me sauvèrent la vie durant les massacres de septembre 1792, après la journée du 13 vendémiaire 1795, et le 18 fructidor 1797. Dans la première occasion je me trouvais à la campagne quand une patrouille, envoyée par le comité de surveillance de la commune de Paris, vint pour m'arrêter durant la nuit du 29 au 30 août et me conduire aux Carmes. Dans la seconde, ceux qui lancèrent un mandat d'arrêt contre moi me donnèrent la qualité de président de l'assemblée primaire de la Cité, que je n'avais pas, ce qui me donna les moyens de me faire décharger de l'accusation. Dans le troisième, j'avais abandonné, depuis plusieurs mois, la rédaction du journal de Mercier, dans lequel mes articles passaient pour royalistes; les proscripteurs ne purent me comprendre parmi les écrivains envoyés par elle à la Guïanne. Un d'eux me dit crûment : « Vous êtes bien heureux, nous n'avons pu vous prendre. »

foi en imprimant, pour la quatrième fois, un livre dont toutes les pages portent l'empreinte des cruels excès auxquels on se livra en abusant, d'une manière étrange, du royalisme et du républicanisme. Il m'est permis de m'expliquer à ce sujet, sans craindre d'être traîné devant un tribunal révolutionnaire par un Marat ou un Chenier, lesquels n'étaient assurément ni royalistes ni républicains.

Je n'examinerai pas ici si la liberté et la propriété des individus sont plus assurées dans une monarchie que dans une république; j'observerai seulement combien peu les publicistes, et Montesquieu lui-même, en parlant des divers gouvernemens, se sont entendus ou ont voulu être entendus par les autres. D'après leurs raisonnemens, le terme de *république* est un mot vague, employé pour désigner des gouvernemens n'ayant ensemble aucune ressemblance.

On donnait à Venise le nom de république. Cependant le peuple n'y prenait aucune part active à la confection des lois. La différence entre le gouvernement de Venise et celui de Copenhague consistait en ce que, dans l'un, la puissance arbitraire reposait sur la tête du chef de la dynastie royale, et dans l'autre, sur celle des patriciens. Ici, se trouvait la monarchie d'un corps; là, la monarchie d'un homme. Ces deux monarchies différaient, quant au mode, de leur exercice. L'effet était le même sur la masse du peuple gouverné.

Le mot république, *res publica*, signifie la chose

de tous; c'est un état dans lequel la masse du peuple, par elle-même ou par ses représentans amovibles et responsables, détermine les lois auxquelles chacun doit obéir. « J'appelle république, nous dit Jean-Jacques Rousseau, tout état régi par les lois, sous quelque forme de gouvernement que ce puisse être. Alors seulement l'intérêt public domine; la chose publique est quelque chose. »

D'après ces principes, parmi les anciens peuples, Sparte gouvernée par des rois était une république, et parmi les peuples modernes, l'Angleterre gouvernée par un roi est une république. Les cayers des bailliages, au commencement de la révolution, se bornaient à réclamer ce petit nombre d'articles: « Les états-généraux seront assemblés à des époques fixes; les impôts seront payés par tous les citoyens en raison de leur fortune; tous les citoyens, sans distinction de naissance, seront appelés selon leurs talens à remplir les grandes comme les petites charges civiles, militaires et ecclésiastiques; chacun sera autorisé à émettre librement sa pensée et à professer librement sa religion. » Si ce système avait été adopté, en laissant au roi l'autorité sans laquelle il ne saurait jouir de la haute considération due à son rang, ni tenir d'une main ferme les rênes de l'état, la France, à mon avis, sous un gouvernement monarchique, fût devenue une république sans avoir besoin de la proclamation de l'histrion Collot-d'Herbois et de Grégoire.

Qu'aucune corporation ne puisse opprimer les autres sous les rapports civils ou sous les rapports religieux ; que tous les chefs de famille jouissent des mêmes droits et soient soumis aux mêmes devoirs ; que la loi manifeste la volonté générale exprimée par le peuple ou par ses représentans ; qu'elle gouverne despotiquement les hommes et les choses, cette heureuse administration sera la république, la chose de tous, *res publica*. Il importe peu que son suprême magistrat porte le nom d'archonte, de suffète de consul, d'empereur ou de roi. La France ne saurait être gouvernée démocratiquement, c'est un fait démontré par l'expérience ; elle peut former un gouvernement mixte, dans lequel les avantages de la monarchie se joindront à ceux de la république. Sous ce mode d'administration elle parviendra au plus haut degré de gloire et de prospérité. Voilà ce qu'on ne pouvait dire en termes précis sous le régime conventionnel sans signer soi-même son arrêt de mort, et ce qui résulte de toutes les pages de mon livre.

Fin du Tome VI et dernier.

TABLE

DES MATIERES

Contenues dans cet Ouvrage.

TOME PREMIER.

A.

B.

I.

J.

L.

T.

V.

TOME SECOND.

A.

D.

H.

J.

N.

O.

P.

V.

TOME TROISIÈME.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

L.

M.

TOME QUATRIÈME.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

M.

O.

P.

R.

S.

TOME CINQUIEME.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

K.

L.

M.

N.

O.

T.

TOME SIXIÈME.

A.

B.

G.

J.

N.

O.

P.

R.

T.

Fin de la Table.

